Georges Anglade
(1990)

CARTES SUR TABLE

Volume III

JONCTIONS & CARREFOURS. Cinq ans d'une quête 1983-1987.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel: mabergeron@videotron.ca
[Page web](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : mailto : marcelle.bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

Georges ANGLADE

CARTES SUR TABLE

Volume III : JONCTIONS & CARREFOURS. Cinq ans d'une quête 1983-1987.

Port-au-Prince, Haïti ; New York, USA ; Montréal, Québec :
coédition Éditions Henri Deschamps / Études et Recherches Critiques
d'Espace, 1990, pp. 401-600. Éditions ERCE et Georges Anglade.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 12 octobre 2009 de diffuser toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : anglade.georges@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 27 juin 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Georges Anglade
(1990)

Port-au-Prince, Haïti ; New York, USA ; Montréal, Québec : coédition Éditions Henri Deschamps / Études et Recherches Critiques d'Espace, 1990, pp. 401-600. Éditions ERCE et Georges Anglade.

Quatrième de couverture

Scientifique haïtien né à Port-au-Prince en 1944; il atteint avec ce coffret les douze titres en librairies dans l'exploration du chemin étroit vers la liberté et l'épanouissement pour un pays normal. *Kote tout moun se moun.*

Remerciements

Pendant la période du 7 février 1986 à nos jours nous avons pu passer, en huit voyages, le tiers du temps sur le terrain de la Capitale et des Provinces en Haïti ; aussi nous remercions le CRESH, Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada, pour son financement de nos recherches fondamentales alors que le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement, finançait par deux fois nos recherches appliquées par le programme Tokten en 1988, et à travers l'Agence CNUEH-Habitat, Centre des Nations Unies pour les Établissements Humains, en 1989, tandis que la CEE, Communauté Économique Européenne, par l'entremise de la Broederlijk Delen contribuait à une recherche impliquée. Dans ces cadres de travail, le ministère des Affaires Sociales qui nous a accueilli six mois à titre de Consultant en 1988 et le ministère du Plan qui nous a agréé trois mois à titre de Conseiller spécial en 1989, nous ont permis de camper nos observations au carrefour du politique et du scientifique. Essentiel. Notre Département de Géographie ainsi que l'UQAM, Université du Québec à Montréal, ne nous ont pas ménagé leur aide habituelle sous forme de subventions, de dégrèvement d'enseignement et de modulation de tâches. Hors tous les moyens que permettaient de mobiliser ces supports, nous n'aurions pas organisé au long de cette période ces quelque quinze mois intensifs de terrain pour courir en randonnées, effectuer les relevés, passer les enquêtes et recueillir les entrevues qui sont les accumulations récentes au fondement de nos avancées dans cette publication du coffret CARTES SUR TABLE en trois volumes. À toutes celles et à tous ceux avec qui nous avons ainsi collaboré d'une manière ou d'une autre, sous une forme ou sous une autre, UN GRAND MERCI.

Des trois centaines de publications principales, dûment répertoriées, pour cette transition haïtienne de quatre ans, trois d'entre elles ont été pour nous des livres beaucoup relus : c'est *L'autre moitié du développement* de Mireille Neptune qui au bout d'une longue maturation nous a laissé ce texte d'incontestable rupture. Elle saura reconnaître son influence déterminante dans la "Quatrième donne : La Vigie" ; c'est Roger Dorsinville dont *Les accords perdus* font le bilan à hauteur d'homme d'un demi-siècle à tous les carrefours pour que ne meure de politiques ce pays qui mérite définitivement mieux ; c'est Philippe Rouzier qui *En deux ans comme en deux siècles* a le plus haut annoncé la nécessaire construction d'un nouveau paradigme dont il n'a cessé de piocher les fondations, sans complaisances et sans concessions.

Dans cette période de réinsertion au pays natal au service des affaires publiques, le monde en charge du territoire, Plan, Aménagement, Urbanisme,

Agriculture.... des dirigeants aux consultants, des antennes provinciales aux services centralisés, de la cartographie aux statistiques, des moins politiques aux plus scientifiques, ou inversement.... nous a fait un accueil à donner l'impression que notre place avait toujours été là, vacante, à nous attendre. Pour cette chaude impression, merci à tous et à chacun en particulier.

LES NEUF TITRES EN LIBRARIE

QUI SONT LES OBJETS DU DOSSIER DES JALONS (VOLUME I /1977-1981), DU DOSSIER DE PRESSE (VOLUME II /1974-1988) ET DU DOSSIER D'UNE QUÊTE (VOLUME III /1983-1987) DE CE COFFRET.

– **L'ESPACE HAITIEN (1974)**

Les Presses de l'Université du Québec, Premier Éditeur
X + 222 pages, illustrations, 6^e édition 1989
ISBN 0-7770-0115-2

– **LA GEOGRAPHIE ET SON ENSEIGNEMENT (1976)**

Lettre ouverte aux professeurs de l'enseignement secondaire
Les Presses de l'Université du Québec
XIII + 66 pages, tableaux
ISBN 0-7770-0163-2

– **MON PAYS D'HAITI (1977)**

Les Presses de l'Université du Québec, Premier Éditeur
XIII + 112 pages, illustrations, 5^e édition 1988
ISBN 0-7770-0197-7

– **Disque : PAROLES DE GÉOGRAPHE (1978)**

Production Radio Canada International
disque long-jeu, 33 tours, 1 heure, no F. 75. Réalisation O. Diopp
« Pédagogie et civilisation » au Festival des Arts et de la Culture Nègres
Lagos, Nigéria 1977

– **Murale pédagogique (1978)**

SE PEYI PA NOU, FOK SE GEOGRAFI LI NOU PI KONNIN
Les Presses de l'Université du Québec
Murale en quadrichromie 1/600.000^e, 21 x 28 pouces

– **ESPACE ET LIBERTÉ EN HAITI (1982a)**

ERCE et Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal
Reader de 17 interventions de 1977 à 1981
144 pages, tableaux
ISBN 2-920418-01-7

– **HISPANIOLA (1982b)**

En collaboration avec R.E. Yunén et D. Audette
ERCE et Universidad catolica Madre y Maestra, Santiago, R.D.
Murale en quadrichromie 1m x 1.40m
ISBN 2-920418-02-7

– **ATLAS CRITIQUE D'HAÏTI (1982c)**

ERCE et Centre de Recherches Caraïbes, Université de Montréal

80 pages de format 10 x 13 pouces, 18 cartes en quadrichromie

ISBN 2-920418-00-9

- **ÉLOGE DE LA PAUVRETE (1983)**

/ OCHAN POU MALERE – Éditions ERCE, Montréal

Discours de circonstance / Prix international 1983 *Atlas et Cartes*

The International Association of printing House Craftsmen

ISBN 2-920418-04-1, 63 pages de format 12 x 17mm.

L'OUVRAGE EN COFFRET DE TROIS VOLUMES :

INTRODUCTION GÉNÉRALE,
CARTES SUR TABLE : le Moment 1990

Première donne : L'ÉTAT DES LIEUX	9 à 19
<ul style="list-style-type: none">– Portée de l'ouverture du 7 février 1986– Les risques d'une transition prolongée– Blocages et déblocages de la situation	
Deuxième donne : LE NOUVEAU CHAMP DE SIGNES	20 à 28
<ul style="list-style-type: none">– La centralité en crise : La NRU– La marginalisation au centre : Le NEC– Les nouvelles composantes de l'espace	
Troisième donne : LE PAYS DES BOURGS-JARDINS	28 à 35
<ul style="list-style-type: none">– Le mot et la chose– Genèse et dynamique– Utilité et applications	
Post-scriptum : La nouvelle donne du monde en 1990	35

– VOLUME I ITINÉRAIRES & RACCOURCIS	1-200
Cinq ans de jalons : 1977-1981	
– <i>Listes, tables et index du volume I</i>	(194-199)
– VOLUME II CONVERGENCES & DIVERGENCES	201-400
Réponse à 15 ans de commentaires : 1974-1988	
– <i>Listes, tables et index du volume II</i>	(392-399)
– VOLUME III JONCTIONS & CARREFOURS	401-600
Cinq ans d'une quête : 1983-1987	
– <i>Listes, tables et index du volume III</i>	(580-585)
 CONCLUSION GÉNÉRALE, CARTES SUR TABLE : l'horizon 2000	
Quatrième donne : LA VIGIE	553-561
– Un tableau de bord : la situation féminine	
– Une jauge de projets : le rattrapage par genre	
– Un cadran des suivis : intégration du féminin	
Cinquième donne : LE TIMON	562-570
– Un levier : le territorial	
– Une dynamique : l'emboîtement	
– Un opérateur : la fonction publique	
Sixième donne : LE RACCOURCI	570-579
– Une stratégie globale de production	
– Une perspective particulière de consommation	
– Une intervention spécifique de participation	
Post-scriptum : La décennie des Premiers Ministres	579
 INDEX GÉNÉRAUX DU COFFRET DES TROIS VOLUMES	 586-599

© 1990 ÉDITIONS ERCE & GEORGES ANGLADE
ÉTUDES ET RECHERCHES CRITIQUES D'ESPACE
Case postale 903, succursale N.D.G., H4A 3S3
Montréal (Québec) Canada

Dépôt légal troisième trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec

– VOLUME I : ITINÉRAIRES & RACCOURCIS ISBN 2-920418-06-8
– VOLUME II : CONVERGENCES & DIVERGENCES ISBN 2-920418-07-6
– VOLUME III : JONCTIONS & CARREFOURS ISBN 2-920418-08-4

© 1990 ÉDITIONS HENRI DESCHAMPS
& GEORGES ANGLADE Rue Jean-Gilles, Varreux, Haïti
Tél : (509-1) 6-1905 et 1906

Dépôt légal troisième trimestre 1990
Bibliothèque nationale d'Haïti

TOUS DROITS RÉSERVÉS
H. DESCHAMPS & ERCE & G. ANGLADE

[p. 407]

SOMMAIRE DU VOLUME 3

[Retour aux commentaires](#)

[INTRODUCTION](#) : Jonctions & Carrefours 409 -413

PREMIÈRE PARTIE : ENTREVUES

L'interpellation du sujet 414-415

[CHAPITRE 1](#) Avec Pierre-Raymond Dumas *Nouvelliste* 416-437

[CHAPITRE 2](#) Avec Etzer Flavien *Collectif Paroles* 438-446

[CHAPITRE 3](#) Avec Arnold Antonin *Démocratie Nouvelle* 447-459

DEUXIÈME PARTIE : TABLES RONDES

La confirmation des thèmes 460-461

[CHAPITRE 4](#) Sur la recherche caraïbe avec les *Universités* 462-467

[CHAPITRE 5](#) Sur le développement avec *Monchanin* 468-477

[CHAPITRE 6](#) Sur la politique avec *Haïti-Observateur* 478-483

TROISIÈME PARTIE : PRESTATIONS

Défenses et illustrations académiques 484-485

[CHAPITRE 7](#) Pour la nouvelle science du social 486-491

[CHAPITRE 8](#) Pour une géographie sociale du Tiers Monde 492-505

[CHAPITRE 9](#) Pour de nouvelles priorités d'études 506-513

QUATRIÈME PARTIE : ENGAGEMENTS

À l'aune de la politique 514-516

[CHAPITRE 10](#) Dans le temps des dossiers 517-529

[CHAPITRE 11](#) Dans le « MAS » comme révélateur 530-537

[CHAPITRE 12](#) Dans une construction démocratique 538-549

[ÉPILOGUE](#) : Choisir l'audace & prendre raccourci 550-551

CONCLUSION GÉNÉRALE, CARTES SUR TABLE : l'horizon 2000

<u>Quatrième donne :</u>	La Vigie	553-561
<u>Cinquième donne :</u>	Le Timon	562-570
<u>Sixième donne :</u>	Le Raccourci	570-579

<u>LISTES, TABLES ET INDEX DU VOLUME III</u>	580-585
--	---------

<u>INDEX GÉNÉRAUX DU COFFRET DES TROIS VOLUMES</u>	586-599
--	---------

[p. 581]

LISTES DES TEXTES ET DES ILLUSTRATIONS

illustrations

[Retour au sommaire](#)

13 Fac-similés de journaux et de couvertures de revues
12 photos assemblées en 4 photos-montages ; et 7 photos sur 5 pages

- p. 408 [Jérémie, palmiste de la liberté sur fond de cathédrale](#), 1 photo
- p. 414 [Fac-similé de la page couverture de *Étincelles*](#), 1983
- p. 416 [Fac-similé, *Le Nouvelliste* du 19 décembre 1984, p. 5](#)
- p. 418 [L'arbre-miracle en pleine rue de Ouanaminthe](#), 1 photo
- p. 424 [Du tracteur à Port-au-Prince, à l'exubérance agricole](#), 2 photos
- p. 430 [Le paradoxe d'être héritiers de nos enfants...](#), 1 photo
- p. 436 [Fac-similé de journal en date du fameux 17 janvier 1988, Québec](#).
- p. 438 [Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national](#), 2 photos
- p. 448 [Fac-similé, la publication *Démocratie Nouvelle*, août 1983](#)
- p. 460 [Fac-similé page couverture du *Géo-Graphe*, Québec été 1989](#)
- p. 486 [Fac-similé du journal *Le Malin* des 14-15 novembre 1984](#)
- p. 492 [Fac-similé de première page, *Haïti Libérée* du 25 juillet 1986](#)
- p. 506 [Photo-montage de la préparation du café, Jérémie](#), 3 photos
- p. 514 [Fac-similé de la page couverture du dossier de Presse du MAS, 1987](#)
- p. 526 [Photo-montage d'une assemblée générale du MAS, juin 1986](#)
- p. 527 [Photo-montage d'une assemblée générale du MAS, juin 1986](#)
- p. 528 [Fac-similé de *La Gazette* du 27 décembre 1986](#)
- p. 530 [Fac-similé de *Haïti- Observateur* des 18-25 juillet 1985](#)

[p. 582]

- p. 538 [Fac-similé de *Haïti Nouvelle* du 29 janvier 1987](#)
- p. 544 [Fac-similé du journal *La Presse* du 10 janvier 1987](#)
- p. 547 [Fac-similé, campagne de souscription, congrès de janvier 1987](#)
- p. 555 [Photo-montage, travail de femmes dans les cannaies](#), 3 photos
- p. 562 [Photo-montage, du bois... au commerce du charbon](#), 4 photos

*

[582]

commentaires

[Retour au sommaire](#)

À partir de 1983, les neuf titres en librairies font leur travail de diffusion de la période didactique (1974-1978) et de la période de recherche d'un nouveau paradigme (1978-1982), tandis que commence une autre saison qui va occuper les années subséquentes jusqu'à l'après-chute en 1987.

Quatre grands thèmes regroupent les différentes manières d'interventions dans cette troisième période :

- **Les ENTREVUES** qui permettent d'explicitier et de prolonger le discours tenu dans les dernières publications, notamment les trois titres de 1982 ;
- **Les TABLES RONDES** qui valent par la confrontation des idées avec les pairs des principaux champs d'activités, principalement le scientifique et le politique ;
- **Les PRESTATIONS** d'ordre académique qui défendent et illustrent, à travers la variété des moyens de diffusion du monde universitaire, la dynamique de la nouvelle géographie comme discipline en recherche d'actions ;
- **Les ENGAGEMENTS** publics pour contribuer à ce que changent les choses...

Ce sont des exemples et des extraits de ces quatre facettes d'une même démarche de recherche des « Jonctions & Carrefours » qui forment la base du corpus de ce volume III.

[INTRODUCTION AUX JONCTIONS & CARREFOURS](#) 409-413

ROMPRE TOUS LES SILENCES... Ouverture pour cet ensemble de paroles par un aphorisme de Nietzsche, sur la difficulté de se taire, flanquant la cathédrale de Jérémie à l'avant-poste duquel se dresse un palmiste de la liberté (p.408). Il faut revendiquer, haut et fort, l'urgence de PARLER. Pour tout le monde !

[PREMIÈRE PARTIE : ENTREVUES](#) 414-415

[CHAPITRE 1](#) Entrevue Avec Pierre-Raymond Dumas 416-437

Fin 1984, et aussi fin prochaine d'un régime qui n'a plus de ressorts pour se perpétuer. Surgit, littéralement, dans cette conjoncture PRD en quête de paroles nouvelles. Avec lui, et en le suivant scrupuleusement dans les seules questions qu'il avait envie de poser, un tout premier

déblayage sur options-positions-propositions à la jonction du politique et du scientifique, cinq ans avant la systématique des *Cartes sur table*.

CHAPITRE 2 Entrevue avec Etzer Flavien 438-446

« Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national », rarement un titre colle aussi parfaitement aux trois thèmes d'un contenu ; l'étude de cet espace, la question du devenir national et les liaisons entre les deux termes. « CQFD ». Ce travail de qualité et de savoir-faire par Etzer Flavien dans le [p. 583] no. 22 du *Collectif paroles* sera alors suivi au no. 23 d'un pamphlet bancal et au no. 27 d'un libelle confus [vol. II, pp. 334-343].

CHAPITRE 3 Entrevue avec Arnold Antonin 447-459

1983, voyage en territoires militants, à la fin de la décennie 1970, celle qui restera dans l'histoire des mouvements militants, non seulement haïtiens mais dans tout l'occident, comme l'âge d'or. Ici je contre avec les postures interdites, à contre-pied, à contre-courant, avec le doute systématique, l'imagination créatrice, l'incertitude des démonstrations...

DEUXIÈME PARTIE : TABLES RONDES 460-461

CHAPITRE 4 Table ronde sur la recherche 462-467

Au CRC/Centre de Recherches Caraïbes, un questionnaire collectif des pratiques de recherches et de légitimation des discours. La Caraïbe est une zone de grandes tensions en recherches puisque les natifs accèdent maintenant à la parole pour se dire contre l'exclusive des « Blancs ». Fin d'un règne et fin d'une chasse gardée. Par effet de diaspora aussi.

CHAPITRE 5 Table ronde sur le développement 468-477

À la Marlagne en Belgique, au milieu de 1983 et pratiquement dans la première table ronde post-tiers-mondiste, une semaine passée avec à faire le bilan de l'héritage de ce tiers-mondisme et à prendre la mesure des urgences d'après la fin du tiers-mondisme.

CHAPITRE 6 Table ronde sur la politique 478-483

Dans Haïti-Observateur, la révélation de faire opiner tout un éventail de personnalités dites de droite, dites du centre et dites de gauche, pour n'aboutir finalement qu'à deux grandes familles d'opinions : des

maximalistes (de tous bords) par dogme, par peur ou par fanfaronnade aussi, et des éapistes (de tous bords) par pragmatisme, par réalisme et par courage aussi. Inattendu et réconfortant.

TROISIÈME PARTIE : PRESTATIONS

484-485

CHAPITRE 7 Prestations pour une science du social

486-491

Au sortir d'une grande crise d'orientation de 25 ans, la nouvelle géographie comme science du social : en 1984, le Manuel de ce nouveau point de départ. Et aussi un exemple de lecture, comme en pages 74-85, v. I

CHAPITRE 8 Prestations pour une géographie sociale

492-505

La raison d'espace et la logique d'espace en application pour produire une géographie sociale du Tiers Monde, dont celle d'Haïti, notre cas type pour tester et mesurer les avancées.

CHAPITRE 9 Prestations pour des priorités d'études

506-513

L'invitation à découvrir à côté de la NRU/Nouvelle République Urbaine, le NEC/Nouvel Espace des Cités comme troisième dimension du géographique.

[p. 584]

QUATRIÈME PARTIE : ENGAGEMENTS

514-516

CHAPITRE 10 Engagements : le temps des dossiers

517-529

CHAPITRE 11 Engagements : le MAS comme révélateur

530-537

CHAPITRE 12 Engagements : un construit de démocratie

538-549

Sur une trentaine de pages, le trajet et la trajectoire d'une année d'engagements politiques dans les dossiers (comme secteur d'engagement politique), dans le dossier de la diaspora (comme type d'engagement politique) et dans la construction d'un Parti Politique de Regroupement Démocratique (comme objectif d'engagement politique). Le MAS/*Mouvman Ayisyen Solidarite a* été l'outil de cette incursion réussie. Textes et pratiques à l'appui.

[ÉPILOGUE :](#) Choisir l'audace et prendre raccourci 550-551
Le titre dit tout, mais absolument tout. Pour la Relance.

[CARTES SUR TABLE : l'horizon 2000](#) 553-579

Une conclusion générale en trois donnes, qui fait suite à l'introduction générale en trois donnes, comme le produit d'une extraction d'un corpus de 85 titres insérés et coincés entre elles. *Sòs prije...*

LA [VIGIE](#), [LE TIMON](#) ET [LE RACCOURCI](#) disent tout ce qu'il y a à dire en 25 pages d'un cadre de cohérence. Toutes les applications sectorielles peuvent s'y rattacher et toutes les marches quotidiennes y trouver leur orientation.

Au fond de tout, dans mon métier, je sais qu'avec une carte et une boussole,
ON NE PERD JAMAIS LE NORD ! ON NE PERD JAMAIS LA CARTE !

*

[584]

- Antonin Arnold 407 447 à 459 581
 Arcelin Paul 529
 Archer André 436
 Arkoun Mohamed 468
 Aubin Benoit 527 581
 Audette Denis 416 417
 Bailly Antoine 494
 Bairoch Paul 505
 Bajoux Jean-Claude 489
 Barthélemy Gérard 489
 Beauregard Ludger 426
 Beckford 466
 Best Lloyd 466
 Bélizaire Claude 436
 Bory Antoine 495
 Breese G. 505
 Brookfield H.C. 505
 Bureau René 468 472 à 474
 Carrenard Harry 529
 Castells Manuel 505
 Cénatus Bérard 489
 Charlier Max 531 à 537 582
 Christophe Henri 457
 Claval Paul 426 460 486 487 489 490 491 581
 Coicou Jean-Jacques 489
 Condominas G. 494
 Cromwell 540
 Crusol Jean 466
 Des Kalpana 468 477
 De Koninck Rudolph 494
 De Montvalon Robert 468
 Dehaies Laurent 460
 Dialo Yaya 468
 Dominique Jean L. 478
 Dorsinville Roger 403
 Douyon Emerson 462 467 581
 Duesenberry 419
 Dumas Pierre-Raymond 407 417 à 437 517 à 519 580 581
 Dupriez H. 495 505
 Duvalier François 507
- [p. 585]
- Duvalier Jean-Claude 478 à 481 546
 Elliott 463
 Estimé Dumarsais 457
- Fils-Aimé Philippe 529
 Flavien Etzer 407 439 à 446 580
 Fombrun Marcel 478
 Gaillard Roger 450
 Gayot François 489
 George Pierre 448 451
 Gerhard P.A. 505
 Gilles Serge 478
 Girvan 466
 Goulet Denis 468 470 à 477
 Gousse & St-Germain 581
 Granotier Bernard 505
 Grégory Joël 462
 Heymans Luc 468 475
 Hébert Jean 507 581
 Hérodote 448 451
 Holly Gérald 539 582
 Honorat Jean-Jacques 478
 Hugon Philippe 495 502 505 509
 Humbolt A. 488
 Hurbon Laënnec 489 505
 Jefferson 466
 Joseph Raymond 478
 Klein Françoise 468
 Lacoste Yves 448 451 495 498
 Lafontant Roger 483
 Laguerre Michel 505
 Laraque Paul 478
 Larose Serge 462 à 467 484 581
 Lebeau André 550
 Lefebvre Henri 425 494 498
 Levitt Kari 462 à 467 581
 Lipietz Alain 494
 Louverture Toussaint 457
 Luyckx Marc 468
 Marquez Garcia 414
 Masse R. 505
 McGee T.E. 505
 Mintz Sydney W. 495
 Miské Ahmed Baba 468
 Moïse Claude 478
 Montas Samuel 538
 Montas Yves 416 417 420
 Montesquieu 429
 Moreau de St-Méry 429 490
 Moringlane Jacques 478
 Morisset Jean-Maurice 460
- Mumford Lewis 505 Naipaul 463
 Neptune Mireille 403 554
 Nietzsche 408 409
 Normand Gilles 545 582
 Paquette Romain 463 495
 Paquin Lionel 478
 Partant François 505
 Panikkar Raimundo 468 à 477
 Perrot Dominique 468 474 505
 Péan Leslie 461 539 582
 Péralte Charlemagne 450
 Pétion Alexandre 457
 Piché Victor 462 à 465 581
 Pierre-Charles Gérard 478
 Pinochet Augusto 483
 Prigogine I. 499
 Racine Jean-Bernard 460
 Richardson Bonham C. 426
 Rigaud André 457 Ritter Karl 488
 Rouquin Alain 505
 Rousseau J-J. 540
 Rouzier Philippe 403 491 494 539 541 567 582
 Rouzier Semexant 419 490
 Santos Milton 502 505 509
 Sartre Jean-Paul 426
 Scheibling Jacques 494
 Scheuer Jacques 468 474
 Slater David 495
 Salomon Jacques 550
 Tang Edmond 468
 Thom René 499
 Thomas 466
 Trahan Brigitte 436
 Vachon Robert 468 472 à 477
 Vaillant Lemane 517 519 581
 Verdieu Ernst 478
 Verhelst Thierry 468 471 à 475
 Vieille Paul 494
 Walcott 463
 Wèche Mérés 529 581
 Yunén Rafael Emilio 416 417 426

[p. 408]

[Retour à la liste d'illustrations](#)

Il est difficile de
vivre parmi les
hommes parce
qu'il est difficile
de se taire

Nietzsche

Jérémie, palmiste de la liberté... sur fond de cathédrale

[p. 409]

Introduction : Jonctions et Carrefours

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

D'abord le médium, la parole comme vecteur. Ensuite le message, une parole comme discours. Donc, ce troisième volume est un recueil de PAROLES qui, après, ont été consignées par écrit dans les quatre principaux genres que sont les [ENTREVUES](#) à la jonction du politique et du scientifique (chapitres 1, 2, 3), les [TABLES RONDES](#) aux carrefours des théories et des pratiques (chapitres 4, 5, 6), les [PRESTATIONS](#) sur la mutation de la géographie en un nouvel outil opérationnel (chapitres 7, 8, 9) et les [ENGAGEMENTS](#) pour les liaisons entre intérieur et extérieur, et la conjugaison du développement et de la démocratie (chapitres 10, 11, 12).

Ce n'est évidemment pas pour rien que nous avons pris, pour exergue de tout le volume, l'aphorisme de Nietzsche sur la difficulté de vivre parmi les hommes comme difficulté de se taire. On y retrouve les deux acceptions de la parole, le moyen de communication le plus subversif (*pale*) et le message communiqué comme discours subversif (*pale pawòl*). C'est que parler pour ne rien dire n'est pas parler, et personne, pas plus que la dictature, ne s'en est jamais pris à la parole insignifiante/insignifiante. Non, on ne s'en prend à la parole que quand elle dit, au point que la seule épitaphe digne de toutes les victimes, *réduites au silence* selon l'expression consacrée, devrait être qu'elles "PARLAIENT ", hommage au double niveau de ce que parler veut dire.

*

Disposons en premier de l'outil : la parole comme vecteur. Il faudrait faire la peau au SILENCE et faire savoir à tous ceux qui nous suivront qu'en notre temps le silence fut le complice de toutes les médiocrités, aussi bien dans les Pouvoirs que dans les Oppositions de cette deuxième moitié de siècle. À se murer ainsi dans le silence propice aux magouilles, on en est venu à créditer le silence d'intelligence et le mutisme de profondeur, à prendre le morose pour habile et le taciturne pour stratège... Drôle de temps. L'on peut comprendre qu'en saison dangereuse, pour couvrir de grandes et de petites lâchetés, on se soit ainsi accommodé de ce silence tellement favorable à tous les abus ayant conduit à cette débâcle nationale. Mais, c'est que l'on continue encore à glorifier le silence et à en

faire la première qualité politique, après la preuve que c'est la manière la plus commode de prendre ensuite tout le monde par surprise. On ne débat jamais des motivations, des objectifs et des moyens de la gestion de la chose publique, puisque ce serait rompre le pacte de silence au fondement de la société probablement la plus inégalitaire de nos Amériques. Le lamentable de notre état actuel est pour beaucoup à [p. 410] créditer à cette propension individualiste à glorifier le silence comme voie royale du sauvetage individuel. Bref, il faut se la fermer et régler ses propres affaires en tirant son épingle du jeu... tous les sages vous le diront. Le collectif, la chose publique, le social total, le pays, la patrie... on connaît pas ! Qui doute encore des raisons pour lesquelles nous sommes les bons derniers dans ces Amériques ?

L'explosion de paroles du 28 novembre 1985 au 7 février 1986, ces dix semaines de la finale du régime Duvalier, fit la preuve, s'il en était encore besoin, que le silence était le venin indispensable à l'oppression et à la répression, et que l'antidote était de libérer la parole. Encore avait-il fallu longuement préparer cette libération de la parole par toute une série de prises de paroles, dont celles-ci. Que vienne maintenant un temps de paroles qui à jamais ne soient plus bâillonnées... semble bien faire consensus. Alors, s'il nous fallait des mots-symboles pour la suite, comme ailleurs *PERESTROÏKA*, que *PARLER* en soit.

*

C'est dans cet esprit d'un urgent besoin que des paroles se parlent aussi bien au pays où l'on étouffait de trop de silence depuis le 28 novembre 1980 qu'en diaspora où l'on dérivait de trop peu de paroles, que nous avons entrepris notre troisième période quinquennale de 1983 à 1987, en quête des jonctions et carrefours. Le hasard a voulu que ce soit dans le genre par excellence pour parler une parole que se termina la première année de cette période, un discours de réception de prix pour lequel l'éloge que nous choisîmes de faire fut celui de la **PAUVRETÉ**. L'accueil de l'opuscule fut à la mesure du sujet : révélateur d'un silence rompu et significatif d'un tabou transgressé.

C'était l'occasion de prendre prétexte de ce discours qui devait être un « éloge » pour préciser les enjeux de l'après Duvalier : il fallait bien commencer par nommer le degré national à atteindre dans une échelle des différents niveaux de bien-être collectif. Dans cette échelle à cinq paliers principaux que sont la **RICHESSSE**, **L'AISSANCE**, **LA PAUVRETÉ**, **L'INDIGENCE** ET **LA MISÈRE**, nous avons choisi d'interpeller la pauvreté qui est au centre de cette hiérarchie. En dessous de la pauvreté, l'indigence et la misère, qui sont les deux catégories les plus largement représentées en Haïti, sont des états de dénégation de la personne humaine, des états de non-être, le tout moun pa moun. Tandis que au dessus de la pauvreté, les situations d'aisance et de richesse sont des états de bien-être. En somme, la pauvreté comme milieu se donne pour un état dans lequel se fonde l'être, quelque chose comme l'accès de tous et de chacun à cette dignité de personne humaine, le kretyen vivan du créole, prélude au tout moun se moun.

[p 411] Il est clair que cet "Éloge de la pauvreté" contrait la douce folie dans laquelle baignaient ceux qui croyaient naïvement, ou voulaient faire croire cyniquement, que la richesse et l'aisance *pour tous les Haïtiens et toutes les Haïtiennes* nous seraient un jour données en cadeau, miraculeusement... pas plus qu'il n'a pu dessiller quelques autres qui n'ont visiblement pas dépassé la lecture du titre en se cramponnant à ce qu'ils croyaient savoir du concept de pauvreté. Mais pour le plus grand nombre, l'ouverture de ce temps de paroles, par l'audace conceptuelle d'un éloge de la pauvreté, s'annonçait comme une consolidation de la ligne de rupture tracée dans les travaux du quinquennat 1978-1982, et comme une quête de fondements aux audaces organisationnelles et aux audaces politiques nécessaires à l'opérationnalisation, un jour, du cadre de cohérence et du plan directeur qu'esquissait l'*Atlas critique d'Haïti*.

*

C'est principalement à l'exploration de la jonction du politique et du scientifique que l'on s'est adonné dans les ENTREVUES (chapitres 1, 2, 3). L'intérêt du public pressenti comme lecteur des entrevues est alors circonscrit dans cette zone de convergence entre l'objet de connaissance, relevant du scientifique, et le projet d'application, relevant du politique. Pour animer cette zone intermédiaire qui semble être le territoire des entrevues, on fait appel au sujet pour qu'il s'explique sur sa relation à l'objet et au projet.

L'entrevue est donc essentiellement une interpellation du sujet qui est sommé non seulement d'explicitier sa propre conception de la logique de ses découvertes, ou du moins ce qu'il croit en savoir à ce moment-là, mais encore de dévoiler jusqu'où pourrait aller son éventuelle prise de participation dans la gestion de ses propositions. Chaque entrevue est donc un exercice d'équilibrisme entre le scientifique et le politique, étant entendu que le lecteur moyen d'entrevues, dans notre société à la surpolitisation dérisoire, est finalement un voyeur binaire qui à la fin de n'importe quel échange va choisir entre deux propositions : *candidat* ou *pas-candidat*. En cette saison manichéenne, c'est à se demander parfois si dans la conversation politique courante l'on sait compter jusqu'à trois !

Ce réductionnisme qui a longtemps été la négation de la démarche scientifique, a cédé place, au long de la décennie 1980, à la découverte de ce qu'est la reproblématisation d'une question, le travail de formulation d'un nouveau paradigme, le processus d'émergence de nouvelles bases aux cadres de cohérences et aux plans directeurs... Et c'est généralement le territoire des entrevues comme paroles du sujet sur son objet et son projet qui a permis au public d'accéder assez rapidement à ces transformations et de procéder aux réajustements qui s'imposaient.

[p. 412] Bien que nous ayons accordé beaucoup d'entrevues dans la décennie 1970, c'est à partir des années 1980 qu'elles deviennent des contributions systématiques à la diffusion de la reproblématisation qui venait de prendre corps, à la jonction du scientifique et du politique.

*

Le territoire des TABLES RONDES est tout à fait différent de celui des entrevues, quoique ce soit aussi une zone de jonctions et de carrefours. Ce que l'on y questionne principalement ce sont les conditions du passage des théories aux pratiques (chapitres 4, 5, 6). Le discours devient alors celui des modalités de réalisation des travaux de recherches dans les Caraïbes comme au chapitre quatre, des contraintes d'application des théories du développement dans les Tiers Mondes comme au chapitre cinq et des supputations sur les modes de participation à la politique haïtienne comme au chapitre six.

Toutes ces considérations sur les voies et moyens des applications le sont collectivement par des participants choisis pour la complémentarité de leurs expériences où de leurs positions. Les échanges procèdent moins par une confrontation de points de vue contraires que par une continuelle adjonction par chacun des nuances et des particularités propres à son terrain d'application. La table ronde est ainsi une construction collective où chacun tour à tour rajoute son matériau. Le résultat de ces tours n'est jamais vraiment garanti ; Babel et Pise pouvant faire envie.

L'intérêt des tables rondes n'est donc pas, comme dans les autres genres de prises de paroles, dans la cohérence finale du produit, mais plutôt dans le consensus de débattre collectivement certains aspects d'une question qu'un regroupement de spécialistes identifie comme faisant problème. Ce sont alors les thèmes abordés qui informent, et, évidemment, la position de chaque participant sur ces thèmes.

*

Les PRESTATIONS (chapitres 7, 8, 9) sont toute la gamme des exposés que l'on peut regrouper en conférences, communications, causeries... de nature universitaire. Ce sont ici des prises de paroles académiques pour l'illustration et l'approfondissement de ce qu'est devenue la nouvelle géographie. Après un quart de siècle d'une sérieuse crise d'orientation, cette discipline s'est retrouvée au seuil de la décennie 1980 complètement renouvelée, s'inscrivant alors fermement en sciences du social après avoir levé l'essentiel des ambiguïtés épistémologiques qui le handicapaient.

Le territoire de la prestation relève clairement des trois composantes de la tâche du professeur d'université de qui est attendu une reproblématisation d'objets de recherches, l'enseignement de ce cheminement et la diffusion de cette relecture. Compte tenu de la [p. 413] conjoncture particulière d'une sortie de crise de la discipline, l'essentiel des prestations de géographes ayant contribué à ces renouvellements sont actuellement de mettre à l'essai le tout nouvel outil capable de rendre compte de ce qu'est l'ESPACE d'une société et d'identifier les voies et les moyens des transformations souhaitables.

Par ces deux démarches, l'une de théorisation pour dire ce qu'est l'espace de la société et l'autre d'intervention pour construire le levier des transformations, la nouvelle géographie prend option pour une contribution déterminante dans la relance de l'espace national haïtien, les adjonctions en diaspora comprises.

*

Les ENGAGEMENTS (chapitres 10, 11, 12) relèvent directement de la sphère du politique à laquelle nous avons décidé de consacrer une année, mais pas plus d'une année, de avril 1986 à mars 1987, pour marteler ce que nous savions être incontournable la question spécifique haïtienne de cette fin de siècle et du siècle prochain : PENSER LA DIASPORA. Toutes les autres dimensions d'importance comme la production d'une troisième catégorie d'espace avec les bidonvilles ou la réanimation des Provinces... ne diffèrent pas vraiment de ce que l'on retrouve ailleurs. Le spécifique haïtien est et sera le rapport du pays à sa diaspora, pour encore au moins 100 ans ! Cela valait bien l'année passée à animer le MAS, Mouvman Ayisyen Solidarite.

Le territoire des engagements a donc été pour nous celui des liaisons entre intérieur et extérieur, par la confrontation des acquis de la sphère scientifique aux exigences de la sphère du politique. Nous devons à cette incursion d'une année beaucoup des renseignements et des enseignements qui nous ont été nécessaires à la formulation de plusieurs de nos avancées sur une politique de relance du pays.

*

En nommant ce troisième volume *Jonctions & Carrefours*, nous avons voulu signifier que les textes retenus témoignaient d'un travail de mise en relation entre une série de deux termes : le scientifique et le politique pour les entrevues, la théorie et la pratique pour les tables rondes, l'ancien et le nouveau pour les prestations disciplinaires, l'intérieur et l'extérieur pour les engagements, le développement et la démocratie pour l'ensemble. Il en est ressorti finalement que les réponses que nous cherchions étaient beaucoup plus dans les liaisons entre les termes (*leurs jonctions et leurs carrefours*) que dans la connaissance que nous pouvions avoir de chacun des termes séparément. Cette ultime découverte est lourde de sens et de conséquences en ce que pour CHAQUE INTERVENTION dans ce pays l'on devra assumer que ses fondements ont l'inquiétante fragilité, et la redoutable complexité, de ne reposer que sur la multitude des rapports entre des termes multiples.

[p. 413]

[Retour à la liste des illustrations](#)

«Rebâtir le pays ? La victoire est au bout du concept ! »

[p. 415]

PREMIÈRE PARTIE : ENTREVUES

L'interpellation du sujet

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Toute entrevue revient finalement à poser une même et seule question, celle de l'articulation d'un objet de connaissance scientifique, ici l'espace haïtien, à un projet d'intervention, qu'il soit limité comme dans l'application didactique ou sans limite comme dans un requestionnement de la société tout entière. C'est donc l'applicabilité des avancés qui est recherchée à travers un droit de poursuite de l'auteur jusque dans le non-dit et l'inter-dit. Cette interprétation nous a amené à adopter un triple critère pour la sélection des entrevues présentées.

Le premier a été de retenir des entrevues au complet, trois, au lieu de faire des extraits de plusieurs entrevues. Ceci permet d'illustrer totalement jusqu'où peut aller à chaque fois la traque, et la manière dont les deux protagonistes se livrent à cet exercice dans lequel l'interviewer cherche à obtenir le maximum de paroles quand l'interviewé essaie de contrôler au mieux le dévoilement. Le déroulement de l'entrevue peut varier d'une extrême à l'autre en regard des dérapages possibles, de l'entrevue aux paroles enregistrées (les plus dangereuses, par les amateurs) aux prises de notes (les plus classiques, par les professionnels) jusqu'aux questions et réponses écrites (les plus prudentes, par les occasionnels).

Le deuxième choix a été de privilégier des entrevues faites pour trois organes travaillant à des registres très différents. Le premier, *Le Nouvelliste* est le premier quotidien de Port-au-Prince, libéral, centriste et solide ; tout passe par lui. L'estimation courante de ses abonnements étant pour cette époque de l'ordre des cinq mille, l'on avait calibré l'entrevue pour parler à un bon millier de lecteurs, ceux qui avaient probablement lu les textes concernés. Le deuxième, le *Collectif Paroles* à son vingt-deuxième numéro, circulait prioritairement dans ce qui émergeait et mutait comme nouvelle bourgeoisie professionnelle de la diaspora, faction dont les rapports au pays natal, notamment les velléités politiques, participent de sa définition. Le troisième, *Démocratie Nouvelle* était un organe

strictement militant à la diffusion régulière et méritoire ; depuis neuf ans. Un record de 58 numéros. Le ton adopté pour cette dernière entrevue est celui, recherché, du doute méthodique et de l'imagination créatrice pour, sinon arriver à ébranler, du moins à sérieusement intriguer des lecteurs généralement blindés de certitudes révélées.

Le troisième critère a été de sélectionner des entrevues des années 1983 et 1984, les années où se précisent et s'accumulent les signes de la fin prochaine du régime duvaliériste. Ce qui est alors dit dans ses entrevues, ce sont des perspectives de reconstruction et des matériaux d'édification d'un avenir possible pour l'horizon 2000.

[p. 416]

Fac-similé de la 1^{ère} livraison en page 5. À la deuxième on passera à la une.

Le Nouvelliste Mercredi 19 Décembre 1984 Page 5

Importante Interview avec Georges Anglade réalisée par Pierre Raymond Dumas

Dans la diaspora comme en terre natale, le nom de George Anglade constitue sans conteste, pour nos écoliers, universitaires et chercheurs, une référence de taille, une source incontournable en matière de sciences sociales haïtiennes. Géographe critique, professeur généreux et affable, il est présentement le Chef du Département de Géographie de l'Université du Québec (Montréal), "Contribution à l'Etude de la Population d'Haïti" (1969), "L'Espace Haïtien" (1974), "Mon Pays d'Haïti" (1977), "La Géographie et son Enseignement" (1976) et, en 1982, une triade impressionnante: "ATLAS CRITIQUE d'HAÏTI", "Espace et Liberté en Haïti" - "Espaces d'Hispaniola" (carte murale réalisée en collaboration avec R.E. Ynén et D. Audette)...., tels sont les divers titres des travaux qu'il a publiés avant de recevoir en 1983 le PRIX INTERNATIONAL (catégorie "ATLAS et CARTES") décerné par la International Association of Printing House Craftsmen pour la murale Hispaniola.

C'est ce chercheur brillant et inventif que nous avons interrogé pour vous.

Options: Le Recours aux Sources

chers lecteurs impénitents et occasionnels du NOUVELLISTE. Cette interview-fleuve, réalisée autant par passion intellectuelle que par volonté d'informer, sera articulée et divisée en trois parties (OPTIONS-POSITIONS-PROPOSITIONS) suivant une logique rigoureuse basée sur le bon sens méthodologique et les thèmes abordés. Dans la première partie intitulée OPTIONS, sont soulevées des questions essentielles qui tiennent autant des données théoriques que des acquis opératoires réalisés sur le plan de l'analyse spatiale ou géographique.

Dans un langage certes plein de vitalité mais jamais dépourvu de sincérité et de précision, l'interviewé répond, explique, récite, bref, s'engage avec brio. Homme de science sensible et percutant, il prône, et ceci avec une rare fermeté, une alternative développementiste proprement nôtre, originale et intégrée. "Je ne dis pas retour aux sources", s'écrit-il avec force, mais je dis bien "recours aux sources!".

fait suivant l'équation personnelle de chacun. c'est alors l'homme de métier qui est interpellé par son métier d'homme dans la cité.

P.R.D.- Dans l'enseignement de la géographie, et la littérature qui en découle, on a donc constaté, ces temps-ci, des progrès énormes. Pouvez-vous nous décrire les plus déterminants, les plus incontournables?

cette question enchaîne bien dans la mesure où il est bien clair que le travail scientifique est de savoir coller au réel autant par le fond, par la forme, que pour le support choisi par la diffusion. C'est donc bien l'expression d'une volonté de changement- qui s'est, par exemple, manifestée dans la production des manuels scolaires. Mais il était nécessaire d'offrir à chacun des utilisateurs la liberté de vérifier le bien fondé des remarques de votre question. C'est ce que devait souligner, de son vivant, Yves Montas dans une lettre ouverte, octobre 1975 "Présence Haïtienne", No. 3, pp. 37-40. «Je ne suis malheureusement pas «des durs et des purs» qui te reprocheront de n'avoir pas fait un catéchisme politique».

(suite page 11)

Kavalaté Polka

[Retour à la liste des illustrations](#)

Fac-similé de la 1^{ère} livraison en page 5. À la deuxième on passera à la une.

[p. 417]

CHAPITRE 1

Options-Positions-Propositions

avec

Pierre-Raymond Dumas

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Pierre-Raymond Dumas « Importante interview avec Georges Anglade réalisée par Pierre-Raymond Dumas" *Le Nouvelliste*, trois livraisons, les mercredi 19, jeudi 20, vendredi 21 décembre 1984, 1. Options : Le Recours aux sources 2. Positions : Le Raccourci 3. Propositions : Pas au prix de la bayahonde !

Dans la diaspora comme en terre natale, le nom de Georges Anglade constitue sans conteste, pour nos écoliers, universitaires et chercheurs, une référence de taille, une source incontournable en matière de sciences sociales haïtiennes. Géographe critique, professeur généreux et affable, il est présentement le Chef du Département de Géographie de l'Université du Québec (Montréal), *Contribution à l'Étude de la Population d'Haïti* (1969), *L'Espace Haïtien* (1974), *Mon Pays d'Haïti* (1977), *La Géographie et son Enseignement* (1976) et, en 1982, une triade impressionnante : *Atlas Critique d'Haïti – Espace et Liberté en Haïti – Espaces d'Hispaniola* (carte murale réalisée en collaboration avec R.E. Yunén et D. Audette)... tels sont les divers titres des travaux qu'il a publiés avant de recevoir en 1983 un PRIX INTERNATIONAL (catégorie « ATLAS ET CARTES ») décerné par la International Association of Printing House Craftsmen pour la murale Hispaniola.

C'est ce chercheur brillant et inventif que nous avons interrogé pour vous, chers lecteurs impénitents et occasionnels du *NOUVELLISTE*. Cette interview-fleuve, réalisée autant par passion intellectuelle que par volonté d'informer, sera articulée et divisée en trois parties (OPTIONS-POSITIONS-PROPOSITIONS) suivant une logique rigoureuse basée sur le bon sens méthodologique et les thèmes abordés. Dans la première partie intitulée OPTIONS, sont soulevées des questions essentielles qui tiennent autant des données théoriques que des acquis opératoires réalisés sur le Pan de l'analyse spatiale ou géographique.

Dans un langage certes plein de vitalité mais jamais dépourvu de sincérité et de précision, l'interviewé répond, explique, récite, bref, s'engage avec brio. Homme de science sensible et percutant, il prône, et ceci avec une rare fermeté, une alternative de développement proprement nôtre, originale et intégrée. « Je ne dis pas reTour aux sources », s'écrie-t-il avec force, mais je dis bien « reCours aux sources ! ». **P-R. Dumas, Le Nouvelliste**

[p. 418]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Retrouver l'arbre-miracle comme symbole en pleine rue de Ouanaminthe

[p. 419]

I OPTIONS : LE RECOURS AUX SOURCES

P.R.D. Si l'on se réfère à la succulente boutade de l'économiste américain **Duesenberry** « Les économistes ont pour métier d'expliquer comment les gens agissent, les sociologues ont l'air d'avoir pour métier d'expliquer comment les gens sont empêchés d'agir », on pourrait **se demander alors : les géographes ont pour métier de faire quoi au juste ?**

G.A. Peut-être d'expliquer comment « Les gens qui agissent » et ceux qui sont « empêchés d'agir » pourraient se mettre à agir ensemble différemment... Plus sérieusement, par-delà la boutade, le métier de géographe (pour l'Haïtien que je suis) c'est de dire la (ma) société par son espace. Et comme la géographie est passée d'une forte présence des sciences naturelles à un compagnonnage avec les sciences du social au long de sa dernière crise des années 1969-1980... nous faisons face à une double exigence concrète. La première, de l'ordre du conceptuel, est de réinterroger les lieux communs, de déborder les habitudes qui figent la pensée, de requestionner les généralisations et les manières de faire, de chercher des alternatives aux recettes toutes faites, quelle que soit d'ailleurs leur provenance... bref, oser une reproblématisation de la société grâce aux apports d'un nouvel arbre terminologique d'espace. La seconde, de l'ordre de l'organisationnel, est de se situer par rapport à un phénomène qui se produit toutes les fois que se transforme ainsi un cadre d'analyse : l'émergence d'une nouvelle volonté politique. Mais là, le mode de participation ou d'accompagnement de cette montée d'une nouvelle volonté collective se fait suivant l'équation personnelle de chacun ; c'est alors l'homme de métier qui est interpellé par son métier d'homme dans la cité.

P.R.D. Dans l'enseignement de la géographie, et la littérature qui en découle, on a donc constaté, ces temps-ci, des progrès énormes. Pouvez-vous nous décrire les plus déterminants, les plus incontournables ?

G.A. Le progrès le plus déterminant a probablement été la définition de l'objet d'espace par ses formes, ses structures et sa dynamique. En somme, la réponse à « C'est quoi l'espace », « À quoi ça sert » et « Vers quoi ça peut nous mener ». Vingt années ont été nécessaires à toute la corporation internationale des géographes pour esquisser réponse à ces trois questions. Ma pierre dans cet édifice, c'est en dix ans, 1974-1984, les sept titres qui, en librairies à Port-au-Prince, offrent l'apport du cas [p. 420] haïtien à ce questionnement et les réponses trouvées dans l'approfondissement de ce cas.

Quant aux transformations, « les plus incontournables » renvoient à l'organisationnel. Sous le coup actuel d'un travail collectif de toutes les disciplines pour redéfinir le passé et le présent pour mieux positionner le devenir, l'espace aide au nouveau face à face qu'il sera de plus en plus difficile de contourner. D'un côté le « désenveloppement » basé sur nos propres accumulations de savoir-faire, et de l'autre, ce « développementisme » qu'on veut nous vendre de force, suicide de nos spécificités, cultures et pratiques, modes et méthodes, signes et symboles, etc.

P.R.D. À lire vos travaux, on a la certitude, et pour le moins exaltante, que toute géographie moderne ne peut être que vivante, "référencielle", c'est-à-dire actuelle et basée sur l'analyse des réalités présentes... C'est ce qu'on peut appeler, plus précisément dans le cas des pays du Tiers Monde, la géographie au service du développement. C'est là aussi et surtout l'expression d'une volonté de changement...

G.A. La réponse est oui, et cette question enchaîne bien dans la mesure où il est bien clair que le travail scientifique est de savoir coller au réel autant par le fond, par la forme, que pour le support choisi par la diffusion. C'est donc bien « l'expression d'une volonté de changement » qui s'est, par exemple, manifestée dans la production des manuels scolaires. Mais il était nécessaire d'offrir à chacun des utilisateurs la liberté de vérifier le bien-fondé des remarques de votre question. C'est ce que devait souligner, de son vivant, Yves Montas dans une lettre ouverte, octobre 1975, « Présence Haïtienne », no. 3, pp. 37-40, « Je ne suis malheureusement pas « *des durs et des purs* » qui te reprocheront de n'avoir pas fait un catéchisme politique ». [voir vol. II, pp. 376-380]

Il faut simplement travailler à dire d'autres dimensions, à prendre en considération d'autres lectures complémentaires du passé et du présent, et chercher, peut-être ensemble, leurs significations pour le futur.

P.R.D. Vous vous demandez dans ATLAS CRITIQUE DHAÏTI : « Ne peut-on pas poser l'hypothèse que l'espace est le concept oublié qui comble la compréhension du social jusqu'à maintenant fragmentaire ? L'espace n'est-il pas à la fois l'aval et l'amont du social, déterminé et déterminant ? » Que voulez-vous dire au juste par là ? Vous avez des exemples ?

G.A. Ce sont là des questions et des hypothèses qui ont un double fondement : en référence générale à la discipline, les concepts d'espace prennent le social sous un autre éclairage ; et en référence particulière à Haïti, ces concepts d'espace retravaillent nos mythes fondateurs. Et [p. 421] vous voulez que je m'explique et que je donne des exemples quand c'est là le bilan d'un ouvrage « dense » et de quelques articles « difficiles » mijotés en cinq ans ! Pour faire court il va falloir aller à l'essentiel en toute franchise : avec les concepts d'espace on comprend un peu mieux ce qui fut, ce qui est et ce qui pourra être ; nous avait-on jamais dit

pour le XIX^e siècle l'importance des Provinces de la manière dont le fait la géographie ? Et nous avait-on dit pour le XX^e siècle l'importance du cadre d'analyse de la centralisation ? Non. Le paradigme dominant était, et est encore globalement, la question de couleur, noirs/mulâtres, pour expliquer la dynamique sociale en Haïti. À faire une re-lecture dans tout le spectre des productions littéraires, scientifiques et politiques, c'est le référent-clé, implicite ou explicite, maquillé ou nature. Un autre paradigme est en train de prendre corps, en carrefour d'une bonne douzaine de travaux sérieux d'ailleurs cités dans les miens. En se donnant pour objet d'étude les formes et les structures propres aux défavorisés, il a bien fallu de nouvelles problématiques, de nouveaux concepts, une autre vision des contradictions, d'autres modes de raisonnement... qui sont actuellement au travail pour expliquer notre réel et surtout offrir des perspectives que l'ancienne grille coloriste est incapable de générer dans cette conjoncture.

P. R. D. Malgré vos louables, et à plusieurs égards, performants efforts pour appréhender l'Espace haïtien dans presque tous ses états, il existe, malgré tout des structures d'espace mal connues jusqu'ici ; prenons les *lakou founi*. Ne sommes-nous donc pas ici en pleine dissémination existentielle, mouvante et « fugitive » ? Comment tenir un discours vraiment spécifique sur les *lakou founi* ?

* La réponse actualisée à cette question de PRD est maintenant dans la théorisation du Nouvel espace des Cités/NEC (donne 2). Il faut saluer ce sens de la question de l'interviewer qui, en 1984 !, anticipait déjà ce qu'il fallait construire...

... après la chute, comme le premier objet à maîtriser en théorie ; avant pratique.

G.A. Beaucoup de formes locales d'espace sont mal connues actuellement. J'ai dressé les cadres généraux pour des analyses locales en pointant des pistes, mais tout reste à faire à cette échelle. Ces travaux complémentaires, et articulés aux miens, est de la responsabilité de ceux qui sont sur place. Moi, je ne travaille actuellement pas à cette échelle d'espace. Le *lakou founi* est en effet un bon exemple de ces formes inconnues malgré un déblayage à bien des égards intéressant d'informations comme cette « Étude de factibilité du quartier St-Martin » ; août 1982, PNUD et Affaires Sociales. On y trouve même cette « Radiographie d'une petite entreprise de production de menthe et de pipes en sucre » pp. 76-82... moins d'une page à publier dans un quotidien de la capitale pour [p. 422] conscientiser et souligner les manques que désigne votre question. Et ce serait aussi un exemple des travaux pratiques à faire faire aux étudiants pour les former concrètement aux réalités concrètes des *lakou founi* ; échelle d'étude micro de la géographie.

P.R.D. Puisqu'on passe à l'enseignement, la géographie a été considérée chez nous comme lettre morte, avant vos écrits et, à plusieurs égards, cette situation persiste. Comment expliquez-vous cela ?

G.A. Je n'ai pas de réponses à cette question puisque je n'ai pas les conditions nécessaires pour mener pratiquement l'enquête que cela suppose. Mes explications seraient un ensemble de considérations générales, des hypothèses, des pistes... à documenter par enquêtes. Encore là, cette réponse relève de ceux qui, sur place, accèdent aux sources du déroulement quotidien des choses. Les échelles macro auxquelles je travaille sont commandées par mon absence actuelle du pays.

P.R.D. Poursuivons donc sur l'école à une autre échelle... dans le premier chapitre de votre livre *LA GÉOGRAPHIE ET SON ENSEIGNEMENT* vous avez soulevé quelques problèmes inhérents à l'École haïtienne. « Nous possédons, écriviez-vous, une École à l'image de notre Société et des transformations de la Société dépendent en dernier ressort les transformations de l'École, attribut encore exclusif des minorités possédantes ». Mais, d'un autre côté, vous avez souligné la valeur, malheureusement occultée par nos élites, de l'éducation populaire qui « est globale et continue » disiez-vous. Par rapport à l'École haïtienne traditionnelle, comment voyez-vous l'originalité et l'évolution de cette forme spécifique d'éducation ?

G.A. Bon, j'ai dit l'originalité d'une forme spécifique d'éducation pour contrer les préjugés courants sur leur absence de savoir-faire, leur absence d'une conception du monde environnant... en somme, un renversement pour dire « tout moun se moun, je klere ». Mais, de ce constat, j'espère bien que l'École va massivement pénétrer un jour partout, avec des contenus nouveaux dans un cheminement collé au réel haïtien. Si j'ai eu à conclure plus d'une fois que notre principale ressource nationale est notre population, nos Enfants, nos Femmes et nos Hommes... la mise en valeur de cette ressource passe aussi par l'École. Je ne me plaindrais pas de voir regrouper en un seul une demi-douzaine de ces ministères inefficients et de voir d'autres ressources ainsi dégagées pour l'éducation ; et que les différents corps d'enseignants deviennent, pour soutenir cette priorité, bien payés et même « choyés » [p. 423] par l'État ; et que la moitié de notre population soit dans un apprentissage quelconque ; et que professeurs, moniteurs, assistants, personnel de soutien, de toutes sortes et de toutes disciplines atteignent les cent mille ! Bref, une volonté politique d'exploitation judicieuse d'une ressource unique. Je serais personnellement ravi de nous voir faire ce que d'autres ont eu à faire, mais à notre manière. Ceci pour dire que mes défenses et illustrations, d'une logique que l'on voulait dénier aux démunis, a son corollaire vigoureux de modernisation impérative à partir de la somme des accumulations locales, et non en singeant tel ou tel autre système. Je ne dis pas « reTour aux sources », mais je dis bien « reCours aux sources ».

P.R.D. Je crois que vous voyagez beaucoup... « voir ce que d'autres font » disiez-vous. L'immersion curieuse dans d'autres espaces socio-culturels, dans d'autres contrées est enrichissante pour un géographe, n'est-ce pas ? À une question pareille, Roland Barthes répondait : « le voyage est aussi pour moi une aventure, une série d'aventures possibles, et d'aventures d'une grande intensité. Il est très évidemment lié à une sorte d'alerte amoureuse ». Est-ce pour vous la même chose aussi ?

G.A. Chez moi, le voyage c'est l'attente imprécise qui va se coller au rythme du dévoilement du contact, de la palette propre à chaque situation. Ce n'est jamais deux fois pareil et au bout on devient riche de tous les possibles rencontrés. Mais il y a aussi que plus l'on s'enfonce ailleurs plus l'on constate que l'on court après soi-même ; c'est pour moi la quête du pays perdu. Tout part de là et tout s'y ramène. C'est mon infirmité que d'être ainsi noué à ma terre et, finalement, malgré la distance apparente et les kilomètres ajoutés aux kilomètres, je voyage toujours sur deux dimensions : entre nos quatre points cardinaux et dans l'épaisseur de nos trois siècles d'histoire. À courir ainsi le monde, je dis de mieux en mieux ce qu'il y a d'universel et de particulier dans ce lieu précis, mien.

P.R.D. Terminons par la question clichée... Qu'est-ce qui vous a poussé à apprendre la géographie ?

G.A. Que cette question revient souvent sous une forme ou sous une autre ! Aussi me suis-je expliqué longuement dans cet opuscule, disponible et à bon marché dans les librairies de Port-au-Prince, « Éloge de la pauvreté ou Ochan pou maléré » (nov. 83). Il y a dedans trois parties bien distinctes complémentaires des réponses que j'ai données ici à vos questions dans cette première entrevue consacrée à ce que je peux verbaliser de mes options. Mais, s'il faut que je dise quelque chose d'inédit, eh bien, j'ai été attiré par la dimension d'intervention de la [p. 424] géographie, ce côté opératoire, cette ouverture sur l'action, ces clins d'œil à l'organisationnel... et, ironie du sort, je fais métier dans l'autre dimension, le conceptuel, le théorique, l'écriture !

*

[Retour à la liste des illustrations](#)

De L'OPTION : le recours aux sources, à LA POSITION : le raccourci

C'est le tracteur enlisé en plein quartier résidentiel de Port-au-Prince...
à l'exubérance végétale du jardin vivrier autour de la maison...

II POSITIONS : LE RACCOURCI

P.R.D. Nous avons parlé dans la première entrevue de progrès de la science géographique. Mais elle est aussi marquée, aujourd'hui plus qu'hier, par des problèmes et des difficultés énormes. Comment expliquez-vous cette crise ? Pourquoi ces oppositions « entre tenants de la géographie quantitative et de la géographie qualitative, de la géographie moderne et de la géographie classique, de la géographie régionale et de la géographie systématique, de la géographie "nouvelle" théorique et de la géographie traditionnelle empirique, etc. » (LA GÉOGRAPHIE ET SON ENSEIGNEMENT p. 16) ?

G.A. La citation date de 1976, nous étions encore en pleine crise d'orientation ; et je crois avoir signalé ces faux débats pour souligner qu'un travail théorique de définition du concept d'espace était la condition de leurs clarifications... et que moi je prenais pari d'approfondir un cas jusqu'à atteindre ce qu'il recelait d'universel. En somme, ma question n'était pas de savoir ce que la Géographie pouvait apporter à Haïti, mais plutôt ce que l'étude d'Haïti pouvait apporter à la Géographie ; les conjonctures de crise commandent des attitudes pionnières ! D'où cette grande liberté que j'ai prise en disant l'espace géographique haïtien tel que je sentais important de le dire et croyais devoir le dire pour répondre aux attentes de chacun d'une voie alternative, et ceci aussi bien au national qu'à l'international. Maintenant que « la guerre est finie » on dresse les bilans. La géographie repart riche des apports nouveaux générés par la crise, fermement science du social. C'est d'ailleurs l'objet d'une première recension que j'ai fait parvenir au quotidien *Le Matin* pour publication, en réponse aux questions que plusieurs au pays me posaient sur la géographie contemporaine ; et d'une seconde, plus circonstanciée et plus longue, que publie *Les cahiers de géographie du Québec* à sa prochaine livraison.

P.R.D. Vos travaux sont basés sur une méthodologie à la fois descriptive et fonctionnaliste. Ne pensez-vous pas que cette approche présente, outre maints avantages, certaines lacunes (d'ordre sémiologique et épistémologique surtout) ?

G.A. La méthodologie est plus nuancée que cela et les lacunes ne sont peut-être pas celles que vous signalez. Sur la méthode déployée je me suis longuement expliqué aussi bien dans l'introduction de *L'Atlas critique*, tout au long de *Espace et liberté*, que dans ce premier chapitre que j'ai signé dans l'ouvrage collectif

Modes et Méthodes du GREF de York University, Toronto. La méthode est « régressive-progressive », telle que Henri Lefebvre l'a systématisée à partir de « L'introduction à la [p. 426] critique de l'économie politique », et que J. P. Sartre a eu à la reprendre dans *Critique de la raison dialectique*, ... (mais les éléments de cette discussion, les références,... et le degré de liberté de mes applications sont dans l'*Atlas*) [introduction pp. 7-11].

Il y a forcément une part descriptive en prise sur la construction du réel, je vous l'accorde et je la revendique comme essentielle, et comme moment premier de la méthode. Les autres moments ne renvoient pas au fonctionnalisme. J'ai même montré, dès 1978, dans le numéro spécial de *Environnement Caraïbe*, le texte "le pays profond" de *Espace et liberté en Haïti*, ce qui m'en séparait. Bref, j'aurais tendance à me situer dans ce courant critique de la géographie moderne par la construction d'un cadre général d'analyse issu de l'expérience haïtienne que j'ai conduite. C'est d'ailleurs la place qui m'est « attribuée », dans la nouvelle géographie sociale par la plupart de mes pairs qui ont écrit sur mes travaux, Claval, Beauregard... en français, Richardson... en anglais, Yunén... en espagnol [vol. II]. Quant aux lacunes, mon projet n'est pas de sémiologie, même si je construis l'espace inattendu des dominés dont la perception des choses n'est pas généralement consignée dans les chapitres des manuels. Et du point de vue épistémologique, les fondements du discours sont plutôt coulés solides, je n'avais pas d'autre choix, autrement je me serais fait hacher menu en osant ne pas prendre les sentiers battus. Il reste cependant énormément à faire, à préciser, à compléter, à approfondir... notamment les articulations de l'arbre terminologique, les études à d'autres échelles, etc.

Mais savez-vous que je m'inquiète de vos questions, de plus en plus en toute abstraction, en pensant au public de votre chronique du *Nouvelliste* ; vous perdez des joueurs à mesure !

P.R.D. Ce n'est pas évident, et je crois même que certains se demandent, puisqu'il est impossible de fournir un sens définitif à l'histoire, n'est-il pas aussi impossible d'arriver à une théorie sociale opératoire à tous les points de vue, quelle que soit celle-ci. C'est là le drame central de la Science, non ?

G.A. C'est pourquoi il ne faut pas lui demander ce qu'elle ne saurait jamais donner. Mais il n'y a pas de quoi en faire un drame et c'est même stimulant de voir les pratiques sociales déborder les théories qui essaient d'en rendre compte, souvent loin derrière. En ce temps où le modèle de base était Blanc = libre et Nègre = esclave, 1804 a débouché sur un Nègre = libre que bien malin serait celui pour qui ce résultat, à ce moment-là, était depuis toujours attendu.

[p. 427]

La Caraïbe a fourni sa part de solutions originales et cette créativité des peuples n'est certainement pas morte, mais bien malin qui nous dira où et comment la prochaine !

P.R.D. La notion d'Espace est au centre de vos travaux. Vous en avez donné une définition (que je trouve, moi vraiment judicieuse et globale) : « *L'espace est un projet social, un enjeu de la lutte des classes, un objet de consommation et de spéculation, un moyen de production* ». (cf. *La géographie et son enseignement*, p. 17) L'espace, c'est aussi un art de vivre et de survivre chez nous.

G.A. De l'espace comme art de survivre chez nous ? Mais survivre n'est pas vertu, mais nécessité ! Plus de quatre millions de personnes s'adonnent à l'agriculture de plus en plus vivrière, aux petits commerces, aux petits services... dans le rural et l'urbain. Il nous fallait avant toute chose produire une théorie cohérente qui explique comment tout cela s'articule, avec ses fondements, ses contraintes, sa portée, ses limites... bref, répondre à la question comment survivent ces 90% de notre population. Vous m'accorderez, j'espère, que c'était le point de départ obligé, autrement tout discours, toute pratique sombrerait dans l'utopie, le messianisme, l'illusion, le prophétisme, etc. S'imaginer un autre point de départ que ce qui est massivement le vécu et le perçu, le subi et le bâti, de 90% de n'importe quelle population relève ou d'un dogmatisme inquiétant ou d'un opportunisme de sauvetage individuel par celui de sa classe, de son clan, de sa caste, de sa tribu, de son parti, de sa chapelle... que sais-je encore de ces choses que je fuis !

Mais une fois ce point de départ circonscrit, et les efforts qui convergent actuellement pour le faire sont impressionnants autant par le nombre des participants que par la qualité des études qu'il m'arrive de recevoir et de lire, l'autre étape est d'intégrer ces savoir-faire pour une vision d'avenir proprement nôtre. Et sur l'exemple que j'ai eu à prendre pour l'École dans la précédente entrevue, ce "reCours aux sources" implique que je suis prêt à applaudir une vigoureuse prise en charge de l'agricole avec vision d'autonomie alimentaire, de l'industrialisation avec priorité pour les besoins internes, de l'incitation des collectivités locales et entrepreneuriales à prendre leurs responsabilités citoyennes, etc. Si cette scène devait se jouer, je suis prêt à payer cher ma place pour y assister.

P.R.D. Dans vos travaux de recherche, où se situe votre intérêt pour la sociologie et l'histoire ?

G.A. La société à étudier est une demeure aux cent portes. On y pénètre forcément par l'une « elles mais une fois dedans ce sont les retrouvailles. Je reste aussi attentif à l'œuvre de création qu'à un bilan [p. 428] comptable. Dire la part d'espace dans le social global et total, c'est faire son miel de tous les sucs, sociologie et histoire, certes, mais encore l'économique.

P.R.D. Dans votre analyse de l'évolution historique de notre pays sur le plan, comment dire, de « la structure dominante d'espace », je vous cite, vous avez présenté trois principaux espaces dominants : l'espace morcelé, 1664-1803 ; l'espace régionalisé, 1804-1915 et l'espace centralisé, 1915-1980. Cette approche étant très schématique, ne pensez-vous pas qu'elle a laissé de côté un tas d'éléments spécifiques et exclu beaucoup de nuances ?

G.A. Toutes les périodisations ont leur part de schématisation, des modes de production aux découpages historiques, jusqu'aux structures dominantes d'espace. Ce sont là des pièges de méthodes cachés dans la méthode. La périodisation n'en demeure pas moins puissante et opératoire pour scander les rythmes généraux de l'espace qui transcendent et rendent compte à la fois des rythmes particuliers. C'est un outil d'échelle macro pour traiter des longues périodes ; et c'est aussi lui qui définit le cadre et les questions des démarches à micro échelle qui doivent témoigner des nuances locales et des détails d'un réel foisonnant et exubérant. La périodisation des structures dominantes d'espace est, en dernière analyse, le cadre théorique général qui garantit les degrés de pertinence des travaux à d'autres échelles.

P.R.D. Il y a quelque chose qui m'a beaucoup frappé, chez vous, c'est la façon toute pulsionnelle dont sont écrits des livres charnières comme *Atlas critique d'Haïti* et *Espace et liberté en Haïti*. L'écriture, ici, c'est aussi un acte d'amour, un chant effusif, une immersion houleuse dans Haïti... C'est viscéral, profond, cela, je suppose ?

G.A. L'immersion houleuse et viscérale dans Haïti ? Peut-être bien. Je me persuade simplement que je devrais vite atteindre ce palier où il devient oiseau d'être autre chose que moi-même. J'en assume les risques, nombreux ; et les chances aussi de communiquer par la sincérité avec l'autre, ce compagnon de route possible.

P.R.D. *Espace et Liberté* est un ouvrage qui a une structure très rigoureuse avec des analyses et des modes d'application riches en apports méthodologiques et thématiques divers. Pourtant, pour écrire un livre pareil, il a fallu une forte dose de créativité. Est-ce que cela veut dire que la logique de l'analyste que vous êtes est le produit d'une grande passion et d'une rigueur jamais démentie ?

[p. 429] **G.A.** De la passion et de la rigueur ? Ce ne sont là que les effets d'une urgence du présent que nous sommes nombreux à partager et à porter : notre pays, notre société, son passé et son avenir. Nous avons trois siècles bien tassés d'existence caraïbéenne et nous avons, je présume, d'autres siècles encore devant nous en tant que Haïtiens. Des dates comme 1785 et 1885 sont toujours de notre quotidienneté en géographie, ne serait-ce que par la consultation de Moreau de St-Méry et de Semexant Rouzier. Nous avons collectivement à porter le témoin dans

cette course à relais pour que 1985 prenne date pour 2085 et 2185. À ainsi prendre la commande sociale, elle devient exigeante pour nous tous. C'est quelque chose en effet quelque part entre le passionnement rigoureux et le rigoureusement passionné, à la bonne distance de la passion et de la rigueur pour laisser chance à l'imagination créatrice.

P.R.D. Primitivement, originellement, l'Espace est synonyme de Liberté. Mais, avec vous, on découvre qu'à travers des modes d'application bien précis, l'Espace est de préférence le lieu privilégié ou s'inscrit et se médiatise la logique des déséquilibres socio-historiques et des luttes de classe. Ce n'est pas l'idée principale de votre livre, n'est-ce pas ?

G.A. Oui, et cette question résume bien l'idée de votre deuxième entrevue sur mes POSITIONS. Je commencerais par le Montesquieu de *L'Esprit des lois* pour dire que « Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité ; mais en raison de leur liberté » (livre XVIII, chap. III) ; et que coupler ainsi Espace et Liberté c'est s'ouvrir à des perspectives nouvelles et à des applications inespérées. Et il faut immédiatement enchaîner sur le rôle des objets d'espace comme témoins du social. Le remodelage du concept est aussi le résultat d'une collusion de toutes les autres disciplines qui se sont mises à l'interpeller en constatant un manque dans leurs discours, celui que vous venez de nommer dans votre question. Nous ne sommes donc qu'au début d'une période d'après-crise en géographie, période dans laquelle la question du développement va aussi se faire penser à l'aide des outils d'espace. Ce qu'ils offrent de particulier, c'est une prise bien concrète sur le « Quoi faire ? », et « Comment faire ? », loin des généralités gémissantes sur le sous-développement et les recettes pour s'y enfoncer en croyant s'en sortir. Nuance, ces recettes sont bonnes pour d'autres, mais pas pour celui qui en fait le frais comme la Saint-Domingue coloniale fut splendide, mais pour qui ?

La question que nous pose notre histoire dans cette conjoncture est « Qu'allez-vous faire de ces deux éléments qui vous positionnent : bon dernier des Amériques à croupir dans cette misère, mais les derniers à encore avoir cette accumulation native de savoir-faire capable d'une [p. 430] voie originale ? » Comment penser à partir de ces deux coordonnées qui nous situent pour cette fin de siècle ? Et c'est peut-être là que le *RACCOURCI* d'espace vient à point.

P.R.D. Quels sont vos projets de travail les plus pressants ?

G.A. Mais justement cela, le *RACCOURCI* qu'il faut continuer à travailler jusqu'à dire « la société par l'espace » ; une manière d'essai qui étayerait l'apport du cas haïtien à une problématisation de la géographie sociale par travail de l'arbre terminologique d'espace. Une occasion aussi de donner leur pleine ampleur aux pistes déjà signalées dans l'*Atlas*... Même si j'envisage cela pour les toutes prochaines années, si je suis encore à faire ce que je fais, les conditions à réunir

pour faire face à la démesure de cette entreprise sont telles que je ne promets ni n'annonce rien.

*

[Retour à la liste des illustrations](#)

De la POSITION : le raccourci, à la PROPOSITION de ne pas brader le pays...

c'est la découverte que finalement la bonne perspective n'était pas de se prendre pour héritier du pays de nos aînés dont il faudrait alors continuer à assumer le passé lourd de mythes et de vendettas... mais de se prendre pour les emprunteurs du pays de nos enfants à qui nous devons le rendre en bon état de marche. De ce jour, le sens et l'horizon de la *RELANCE* émergeaient...

[p. 431]

III PROPOSITIONS : PAS AU PRIX DE LA BAYAHONDE

P.R.D. C'est très dur pour un intellectuel, un forger d'idées de votre trempe de vivre loin de son pays ? Quel rapport entretenez-vous avec votre terre natale ?

G.A. À question directe pour débiter le troisième entretien, sur mes "propositions"... réponse non moins directe : j'ai refusé depuis dix ans à la fois l'exil et l'émigration en ce que mes travaux s'adressent d'abord au pays natal ; je ne suis qu'absent. Les conditions de ma production scientifique ne sont pas moins difficiles et il n'y a pas à cacher que l'effet de la distance exige des efforts, que chacun peut facilement imaginer, pour la documentation, le suivi des dossiers, la visualisation des situations, etc. Je vis aussi de ma mémoire, frustré de ne pouvoir témoigner du quotidien qui m'échappe, ces choses et ces gens que je camperais du nord au sud, de l'est à l'ouest ; et je n'arrive pas à me convaincre que je n'aurai pas ces vingt ans de vie, au pays, tout juste le temps pour l'essentiel de ce que je me suis promis de croquer.

Mais, en contrepartie, que d'expériences autrement impensables au cœur de nos noyaux de *diasporins*, dans l'apprentissage des peuples qui forment notre environnement géopolitique... De vraiment mieux connaître Dominicains, Vénézuéliens, États-Uniens, Antillais, etc., par le travail d'enseignement et de recherche avec eux... j'ai fini par intuitionner pour nous des possibles originaux en plein cette Amérique même, où nous vivons.

P.R.D. Pensez-vous que la géographie ou les géographies spécifiques du sous-développement ou de sous-développés ne peuvent déboucher que sur des analyses engagées, des analyses qui contestent et réfutent l'Espace géographique existant ?

G.A. Non, toutes les disciplines peuvent donner lieu à des analyses aussi bien conservatrices, réformistes que critiques. Dans ce domaine particulier de la géographie du sous-développement le problème est celui de l'objet d'étude ; ou bien l'on travaille ce qui permet à ce peuple du pays de tous les Haïtiens de s'en sortir un jour... et c'est l'étude des savoir-faire, des accumulations locales, des structures produites par notre expérience de vie et de survie ; ou bien l'on travaille à renforcer dépendance et vassalisation en s'imaginant un développement tournant

le dos à tout ce que nous sommes (et nous sommes, langue et croyances, modes culturelles et pratiques culturelles, manière de faire, mémoire de liberté conquise... Haïtiens) pour espérer une solution qu'on [p. 432] nous jetterait comme on jette un os à un chien ou une aumône dans le *Kwi* d'un miséreux ; et cela ne s'est encore jamais vu dans l'histoire.

P.R.D. Il y a vos travaux, beaucoup de parti pris idéologiques que je qualifierais d'exaltants et de salutaires. Tels, par exemple, vos plaidoyers constants pour la paysannerie et tout ce qu'elle a de grand et de spécifique... vous croyez aux "audaces organisationnelles" de notre paysannerie, à son importance décisive et à tout ce qui en découle... Mais pourquoi cette croyance en la paysannerie, pourquoi cette foi en sa capacité d'organisation et de production ?

G.A. Cela ne relève pas de la foi mais d'un calcul pratique trop souvent ignoré. Nous avons de l'ordre de 75% de notre population directement impliquée dans la production et la commercialisation des produits vivriers. Cela représente en clair quelque 800 000 familles qui survivent de plus en plus mal de cette presque seule chose qu'elles savent faire. Prioriser cela revient simplement à bâtir les conditions du passage de leur survie à la vie, à rester conséquent avec les fondements sur lesquels toute la machine nationale repose, à se laisser la marge de manœuvre nécessaire pour ne pas être débordé dans l'industrialisation, l'urbanisation, l'émigration sauvage... en plus de s'assurer que l'arme alimentaire, la plus redoutable de toutes, ne sera pas un jour pointée contre nous. Qu'il y ait des transformations urgentes, des consolidations indispensables, des révisions impératives... cela va de soi. Que la mutation du rural ne puisse s'entendre sans une industrialisation adéquate... cela va encore de soi. Que le souci de se nourrir soi-même avec le plus d'indépendance possible commande des structures de gestion et d'organisation efficaces et propres... cela va toujours de soi. Mais il ne faut pas céder sur ces priorités simples et incontournables par un quelconque opportunisme de conjoncture. Entre les Haïtiens d'avant nous et les Haïtiens d'après nous, il y a quand même des responsabilités incompressibles.

Les travaux scientifiques sont là pour dire à la communauté que nos trois siècles sur terre d'Haïti Thomas ont sédimenté comme une mine : la désolation de la surface cache en profondeur de précieuses ressources ; on n'a pas à vendre au prix de la bayahonde !

P.R.D. L'objectif principal de votre ouvrage "Atlas Critique d'Haïti" fait figure de combat : donner à voir une alternative de développement par l'entremise de nos valeurs organisationnelles populaires et paysannes. À quand remonte, chez-vous, cette prise de conscience de la nécessité de valoriser et de systématiser les pratiques et solutions de [p. 433] nos classes paysannes et populaires en ce qu'elles ont de productif et de dynamique ?

G.A. De mon premier travail, la thèse doctorale de 1969 à l'Atlas Critique une douzaine d'années plus tard, c'est un processus de consolidation dans deux directions qui s'étaient tracées pendant mes scolarités de deuxième et de troisième cycles : d'une part il n'était de développement possible que dans la stricte observance d'un départ des structures spatiales endogènes ; d'autre part la rétorsion de la dépendance ne pouvait s'obtenir que dans la plus grande autonomie possible, donc une visée de satisfaction prioritaire des besoins nationaux par l'agriculture, le commerce, l'industrie, les services de toutes sortes, etc. ... Pour nous, il fallait clairement reproblématiser la question de l'espace agricole et rural jusque dans son articulation urbaine des marchés, marchandes et bidonvilles... Cela a maintenant l'air banal des choses du domaine public mais il faut se rappeler des dérapages des années '70, l'anachronisme de se croire un avenir de Taïwan des Caraïbes, la contre-logique d'accepter le leurre de la sous-traitance comme levier du décollage, etc. Dix ans après, toutes les littératures scientifiques et toutes les expériences sont partout concluantes, mais nous ramions lors à contre-courant en disant qu'avec la sous-traitance il n'y avait pas plus de choix (de développement national) que celui du chien crevé au fil de l'eau d'aller dans le sens du courant imposé par la rivière. Il ne faut pas abandonner l'agriculture, car...

P.R.D. ... hors d'elle, pas de développement ?

G.A. ... le problème est alors d'intégrer l'agricole dans un projet structuré de développement national qui suppose forcément une industrialisation d'envergure au service également de ce redéploiement de l'agriculture avec production d'intrants et conditionnement des produits obtenus. La sous-traitance demeure, mais à sa très modeste place de "rechange", certes créatrice d'emplois capables d'effets sur la demande, mais pas affublée d'une mystique de moteur principal du développement.

P.R.D. Il y a un rapport étroit entre le thème de la paysannerie, central dans votre œuvre, et le procès de nos élites ou de nos classes dominantes incapables d'arriver concrètement à un projet de développement national...

G.A. Nous avons vécu sur leur dos comme on vit de l'air du temps. Il ne faudrait quand même pas jouer aux innocents les mains pleines en faisant les surpris ! Cependant soyons réalistes et précis : dans 7 ans, 1992, nous entrons dans le sixième siècle des Amériques et au long de ce centenaire nous ne nous en sortirons pas sans la contribution de toutes les virtualités du plus grand nombre possible. Personne n'est à [p. 434] exclure à priori en tant qu'individu dans un projet de bâtir un pays pour tous les Haïtiens.

P.R.D. Il existe d'autres thèmes essentiels, et non des moindres, auxquels vous faites largement état dans vos recherches : "les relations fortement asymétriques" existant entre notre pays et les pays développés, les problèmes

récurrents de notre économie, de la commercialisation, de la centralisation, de l'urbanisation, de la régionalisation, etc. Vous soutenez que "les nouvelles possibilités de constructions" existent au cœur même de ces traditions de résistance et de survie propres à nos masses populaires. Mais comment peut-on en être sûr ? N'existe-il pas une marge d'utopie dans une pareille assertion ?

G.A. Il n'y a aucune utopie à penser les constructions possibles à partir de ce qui est. Je dirais même que le métier de dire le possible n'a de sens et n'échappe à la banalité que par cette quête. L'utopie n'est jamais au niveau d'un acte conceptuel sur le réalisable et le viable. C'est un des possibles que vous avez nommé et il est suffisamment fascinant pour valoir l'espérance. Mais il est très utopique d'en attendre la réalisation de manière magique. Des rapports de force l'établiront ou ne l'établiront pas. Seulement, j'ai senti devoir aller, ne serait-ce que pour laisser traces, au bout d'une hypothèse avec réalisme et pragmatisme, sérieux et liberté de penser.

P.R.D. **Abordons maintenant le problème de la centralisation. Quel serait d'après vous le meilleur moyen de s'en sortir ? Car, qu'on l'admette ou non, la centralisation constitue avant tout un obstacle majeur au développement effectif du pays...**

G.A. À la centralisation s'oppose la décentralisation. Dans cette démarche volontaire un État ne peut y arriver qu'en laissant effectivement partager les pouvoirs par des collectivités régionales et locales, dotées d'une forte autonomie relative et assurées des processus démocratiques. Le rôle central revenant à arbitrer des divergences pour maintenir l'équilibre du tout. À cette dimension de gestion politique s'ajoute celle de contrôle économique. La décentralisation suppose qu'il existe dans les faits des bases régionales et locales de production et d'accumulation avec autonomie relative par rapport au centre dans la circulation des biens, etc. Froidement, la décentralisation d'une structure spatiale est au bout d'un long processus de démocratisation, de démarginalisation et d'une volonté qui a les moyens de sa politique. Je ne vois rien à l'horizon portant un tel projet ; et je dois avouer n'avoir pas souvent rencontré sur ma route des décentralisations en marche, mais plutôt beaucoup de centralisations en renforcement.

[p. 435]

P.R.D. **Revenir à la régionalisation ne serait pas chose facile. D'ailleurs, la régionalisation a causé dans le passé bien des problèmes à notre pays. Voulez-vous que nous parlions un peu des implications politiques d'une régionalisation réelle ?**

G.A. La région, c'est un mot dont la chose n'est plus. Il y eut régions au XIX^e siècle, c'est-à-dire, en dernière instance, des oligarchies locales accumulant sur des bases locales. Il n'y a plus de régions que de survivances en espace centralisé.

S'il devait y en avoir dans le futur, ce ne pourra pas être la reconstitution des oligarchies des provinces du XIX^e siècle, mais plutôt la conquête et la maîtrise de ces anciens pouvoirs politiques et économiques par des regroupements de production, de commercialisation et des collectivités locales, etc. Cela rejoint les exigences de la décentralisation de la question précédente et toute la théorie développée dans les ouvrages sur les noyaux de résistance et réseaux de prélèvements.

P.R.D. Face à la complexité de nos problèmes et à l'enchevêtrement des luttes et rivalités internationales, pour œuvrer, en Haïti ou en dehors, dans la perspective d'un développement autonome et harmonieux, ne faut-il pas, dès le départ, une certaine dose d'utopie ? Avez-vous perdu, tout au cours de votre itinéraire d'intellectuel progressiste, beaucoup d'illusions ?

G.A. Après ces trois entrevues vos lecteurs vont penser que je n'ai perdu aucune de mes illusions ! Ils ont peut-être raison en ce que je recherche quand même à être parmi eux et avec eux, mais il faudrait que chacun m'aide en prenant la très simple décision de poser un geste qui permet la circulation et la discussion des travaux. En fait, cela ne relève ni de l'utopie, ni de l'illusion que de miser sur tout le monde pour que naisse collectivement une attitude créatrice, celle qui dit ce possible que nous n'aurons peut-être pas, ou que nous aurons peut-être.

P.R.D. Venons à la carte murale d'Hispaniola. Que découvre-t-on quand on met en relation ces types d'information avec notre propre champ historique, passé et présent ?

G.A. Faire parler la murale d'Hispaniola suppose une bonne maîtrise des six autres textes publiés en librairies sur place. Il y a dedans tout ce que nous avons évoqué et tout ce qu'il y a dans tous les livres, nos bourgs-jardins, nos marchés, nos vivres, notre diaspora, notre *bòdmè*... bref, notre mémoire et nos archives de peuple. Et cette spécificité de la civilisation haïtienne est replacée dans son contexte géopolitique en position de quête d'autonomie et d'harmonie, et de bon voisinage caraïbéen et américain.

[p. 436]

Possibilité d'averse de neige en fin de journée, minimum de -7, maximum de -5. Demain, peu de changement.

VOLVO
Trois-Rivières
Marque de confiance
CBL, RUL, INTAL 375-1011

le nouvelliste

samedi - dimanche
84e ANNÉE, No 64 16 JANVIER 1988 LUN. AU VEN. 50¢, SAM. \$1,90

Les deux semaines les plus récentes, le jogging et le déjeuné-général des amies qui viennent de divorce

zip's
LE BIEN-ÊTRE
GRAND SOLDE ANNUEL
375-5155

La bonne humeur est le plus grand charme de la vie.

NETTOYAGE GRATUIT
SUR TOUT
RADOR ÉLECTRIQUE
DU 11 AU 15 JANVIER
BOUTIQUE DE LA BALAYEUSE
Trois-Rivières
Tous Les Produits
374-8880

(Playrol Photo — Claude Deschênes)
M. Georges Anglade.

□ LES ÉLECTIONS EN HAÏTI DIMANCHE

«Une autre mascarade»

— Georges Anglade

TROIS-RIVIÈRES — Le Comité d'entente démocratique appelle la population haïtienne à observer une journée de grève générale aujourd'hui, et une "journée de réprobation nationale" demain, jour des élections.

par Brigitte TRAHAN

La journée de dimanche amène, depuis quelques jours déjà, des éclats de violence et de terreur, le même terreux qui avait transformé les dernières élections, le 29 novembre dernier, en véritable bain de sang. Tous les partisans de la démocratie voient en la journée de demain une véritable farce électorale, une façade qui permettra à certains de conclure à s'enrichir et au peuple de demeurer dans l'obscurantisme.

CHASSE AUX SORCIÈRES

On assiste, selon tous les commentateurs qui sont arrivés du terrain, à une véritable chasse aux sorcières en Haïti alors que tous ceux qui incitent le peuple à boycotter les élections de dimanche sont jetés en prison, tel que le stipule la loi électorale.

M. Georges Anglade, professeur à l'Université du Québec à Montréal, était de passage à Trois-Rivières hier, afin de donner une conférence sur Haïti, son pays d'origine. Selon ce que lui ont révélé ses sources, ce sont surtout les membres actifs des communautés de base de l'Église qui sont pris en chasse à l'issue de leur grande implication dans la cause d'Haïti.

"Peu importe qu'un appel ait été lancé à la population de s'abstenir de voter, dimanche, explique M. Anglade, les gens ne se servent pas encore aux urnes, de toutes manières. Ils s'ont pas envie de se faire massacrer à nouveau. Tout cela est une mascarade. C'est l'armée qui contrôle les urnes, c'est l'armée qui fait le décompte et c'est l'armée qui décide des résultats. Les gens sont pipés d'avance et je suis persuadé que le candidat est choisi d'avance."

M. André Archer, président du regroupement des Haïtiens de Trois-Rivières, affirme que le macoutisme est très vivant dans son pays, et que la répression est très forte auprès des gens ces jours-ci. "Dans certaines endroits les gens seront forcés, par la violence, de voter", affirme-t-il.

UNE FACADE

Il y avait, vendredi encore, huit candidats à la présidence. Or, on a appris, vers la fin de la journée, hier, que trois candidats auraient été balayés de la course à cause de leur allégeance d'avalotisme. "C'est une belle façade pour essayer de faire passer cette fraude électorale en douce, de tracer catégoriquement M. Archer, l'agit d'une stratégie bien menée, d'un scénario pour mieux faire passer l'élection."

INTERVENTION ARMÉE

Interrogé à savoir si une intervention armée étrangère serait souhaitable, dans le cas d'Haïti, les nationalistes intervenants se sont tous mis d'accord: le nationalisme est maintenant trop fort là-bas, le peuple refuserait une telle intervention. "Je crois qu'il se passerait derrière le pouvoir actuel au lieu de se laisser envahir par des étrangers", lance M. Anglade.

"C'est une question historique", insiste M. Claude Bélair, historien et avocat d'origine haïtienne. "Nous avons beaucoup souffert des interventions étrangères tout au long de l'histoire. Par exemple, nous avons connu l'esclavage et nous avons été occupés par les États-Unis. Le peuple ne veut plus d'une telle humiliation."

"Ce qui se passe en Haïti présentement n'est pas grave... c'est catastrophique", conclut M. Anglade.

[Retour à la liste d'illustrations](#)

À pleine page à Trois-Rivières ce fameux jour d'élection du 17 janvier 1988.

[p. 437]

P.R.D. Quelle est, d'après vous, la démarche politique qui auréole les intellectuels haïtiens et du Tiers Monde en général ?

G.A. Leur lucidité sur la route des alternatives réalistes et viables qu'ils explorent en sifflotant : « Si l'on est seul à rêver on reste dans le rêve, si nous rêvons ensemble peut-être arriverons-nous à nous réveiller ».

[p. 437]

[Retour à la liste des illustrations](#)

De l'étude de l'espace haïtien au devenir national...

c'est la prise en compte des Hommes et des Femmes qui sont la seule mesure des réformes et des restructurations au fondement de la *RELANCE*.

[p. 439]

CHAPITRE 2

Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national

avec
Etzer Flavien

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Etzer Flavien "Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national" *Collectif*
Paroles no. 22, mars-avril 1983

Dans l'enseignement traditionnel en Haïti, la géographie tient une place fort modeste. Au plan du contenu, elle se résume à la description des paysages naturels et à l'inventaire descriptif des principales productions et autres activités économiques du pays. Qui d'entre nous ne se souvient du zèle avec lequel il ânonnait les leçons sur les réseaux hydrographiques les plus importants du pays.

Cette méthode d'enseignement de l'espace national, généralement limitée au niveau primaire reste, malgré ses lacunes, un moindre mal. Mais l'indice qui marque le mieux la gravité de la situation est tout autre. Il réside dans l'absence quasi totale de la géographie sur la liste des matières enseignées au secondaire. Le paradoxe de la situation saute nettement aux yeux et il est symptomatique : l'exploration du cadre spatial haïtien est refusée aux jeunes précisément pendant les années où ils sont censés faire l'apprentissage des habiletés essentielles à leur formation, tels le sens critique et l'autonomie dans la création.

Fort heureusement, l'évolution de ce problème semble échapper à l'implacable logique de déchéance nationale. En effet, depuis le milieu de la décennie soixante-dix, certains changements ont amorcé un véritable revirement dans cette branche d'enseignement.

Dans la foulée de refonte des programmes scolaires entreprise à cette époque, de nouveaux manuels scolaires conformes aux exigences de la pédagogie moderne ont été introduits au pays et sont effectivement et intensivement utilisés aux deux cycles du secondaire et même à l'Université.

Leur auteur : Georges Anglade, Diplômé de l'École normale supérieure en 1965 ; ce compatriote s'est astreint depuis près de vingt ans à la tâche de jeter les bases concrètes d'une nouvelle approche de la géographie nationale. Les résultats de cet effort soutenu : une liste déjà impressionnante de livres publiés : *Contribution à l'étude de la population d'Haïti* (thèse de doctorat) ; *L'Espace haïtien* ; *La Géographie et son enseignement, Mon pays d'Haïti, Hispaniola* (carte murale). Nous l'avons rencontré. D'abord pour retracer les principales étapes de son itinéraire intellectuel ; pour interroger aussi les motifs qui l'animent ; mais surtout pour essayer de cerner les implications et les perspectives qui se dégagent de ses plus récentes publications. *Etzer Flavien, Collectif Paroles, janvier 1983*

[p. 440]

ETZER FLAVIEN : Tu es, sans conteste, l'un des chercheurs les plus prolifiques de la diaspora haïtienne. D'où vient cette passion de la recherche géographique et surtout cette puissance de travail ?

GEORGES ANGLADE : J'ai une préoccupation qui est heureusement celle de beaucoup de personnes : notre pays. Chacun, chaque groupe, contribue à sa manière à la construction d'un projet d'avenir. Dans ce mouvement largement collectif, j'ai essayé de verser ma quote-part et dans cette conjoncture elle a pris forme de travaux soumis pour marcher vers une théorie et une pratique d'ensemble. Ce n'est donc que l'honnête passion du devenir national, la même, je crois, qu'il y a 20 ans quand toi, moi et les autres nous étions de la Normale de 1962 et que déjà nous avions commencé à payer nos impatiences d'une solution démocratique. Ce que tu appelles « passion » ; « puissance » n'est autre que l'urgence qui nous interpelle tous, et chacun de nous y répond avec ce qu'il est dans le moment et sur le terrain sur lequel il évolue. Mais je vais quand même t'accorder Etzer que j'ai de la « passion » dans ce métier qui me permet de dire mon pays.

E.F. – Certaines circonstances et facteurs particuliers auraient-ils facilité l'éclosion et l'assouvissement de cette passion ?

G.A. – Chacun de nous avec évidemment son équation personnelle, va essayer de répondre à l'interpellation de la société. Dans cette infinité d'apports différents et globalement convergents, je reconnais avoir parfois forcé la chance pour prendre rendez-vous avec ce que je pouvais mieux faire dans ce moment actuel et de ce lieu où je suis. Pour cerner les « facteurs et circonstances », disons que je me suis beaucoup fait « aider et seconder » au point que même les entraves, qui furent nombreuses, ont finalement servi d'étapes initiatiques à l'éclosion d'une parole d'intervention.

E. F. – Tu accordes donc une grande importance à la collaboration ?

G.A. – Certainement, cependant je ne suis pas un homme de « gang », mais un homme « d'équipe ». Très peu pour moi les « meutes à la curée »... Il y a un long apprentissage à faire du respect de la différence, de l'écoute attentive de la richesse de l'autre, du parti pris de valorisation de l'originalité de chacun. Tout produit est un travail d'équipe puisque les tâches complémentaires sont nombreuses. C'est quand même rassurant de savoir que chacun peut devenir indispensable dans une construction collective qu'une « équipe » rend justement possible.

[p. 441]

E.F. – Tu es surtout le principal artisan d'une double percée effectuée par la géographie dans l'enseignement et la recherche en Haïti. Une pareille offensive ne s'improvise pas... ?

G.A. – Voilà dix ans qu'avec toi Etzer je me rappelle avoir très longuement discuté d'une stratégie d'implantation d'un discours d'espace. Il faut donc réduire la part d'improvisation, tout en sachant que l'on ne peut tout prévoir. Ma première cible était clairement « l'enseignement » pour la tranche quinquennale 72-77... deux manuels, un guide du maître, un disque, des articles et des interventions (recyclage, radio)... en direction du pays constituent ce qu'il m'a été possible de faire dans cette voie. La seconde cible était encore nettement pour 78-82 « la recherche » des fondements pour un développement du pays. Les travaux qui prennent date en décembre 82 témoignent en partie de ce cheminement.

Disons qu'en ce janvier 1983, je suis habité par l'inquiétude des quinze années 1985-2000, par la manière dont nous allons collectivement les inventer, et qu'en ce moment je tâte cette tranche des 20 à 30 mois qui devraient, de manière optimale, faire la transition à ces quinze années.

E.F. – Nous reviendrons sur ces 20 à 30 prochains mois, mais avant déblayons encore un peu : d'abord parent pauvre, l'étude de l'espace a accédé au rang de discipline importante dans les écoles et universités. Quel a été l'apport de tes travaux, surtout des manuels comme « L'espace haïtien » et « Mon pays d'Haïti » dans ce renouveau de la géographie nationale ?

G.A. – Les questions sont difficiles parce que je ne suis pas le mieux placé pour parler de ces influences. Permits alors que j'y réponde par la métaphore du football, l'une de tes « passions »... Disons que ces manuels ont été une sorte de « coup d'envoi » d'une partie que j'ai suivie dans les gradins. Sur le terrain même, c'est le corps professoral, les jeunes spécialistes des choses de l'espace haïtien, les groupes d'intellectuels, de militants, les intervenants, les experts... qui ont porté à 30 000 exemplaires la circulation et l'utilisation de ces travaux. Je ne suis

intervenu que pour rendre possible telle série de recyclages annuels, pour pousser à des séances de travail, ou encore pour favoriser de nouveaux développements... bref, toujours disponible, intéressé, à l'affût, mais je ne suis absolument pas maître du quotidien de ces choses. Actuellement, il existe de nouveaux manuels mieux adaptés aux contextes particuliers locaux, souvent bilingues et dédiés à une classe précise. « L'espace haïtien » et surtout « Mon pays d'Haïti » leur ont explicitement servi de base, de fondement, de cadre. Dans la littérature des expertises, ces manuels tiennent aussi leur place, [p. 442] évidemment à côté d'autres œuvres, d'autres pratiques, très souvent remarquables... jusqu'à cette question du bac. ou 10 000 candidats durent « plancher » sur le sous-développement tel que traité dans un chapitre de « L'espace haïtien », ou encore ces almanachs qui ont remplacé les images très saintes, ou très peu saintes, par une carte extraite de « Mon pays d'Haïti »... tout cela pour dire que je crois que le crédit du changement de statut des études de l'espace va plutôt à un collectif de travailleurs qui ont pris la responsabilité d'implanter ce changement au jour le jour sur place.

E.F. – Étude critique, la géographie est surtout pour toi un savoir stratégique, un outil politique orienté vers le réaménagement populaire et démocratique de l'espace national. Qu'en est-il au juste ?

G.A. – Au juste, ce que tu viens de dire nous verrons dans 20 ans si cela a été le cas. Actuellement ce ne sont que des promesses, un ensemble de propositions, de questions, de pistes à travailler collectivement dans des cadres précis et circonscrits qui permettront de déboucher sur ce réaménagement démocratique. Là aussi, l'improvisation, la précipitation seraient funestes ; je reconnais donc que la ligne d'horizon de ta question est probablement la bonne mais je rajoute, pour toi, pour moi et pour les autres, que c'est à l'œuvre que nous verrons les artisans. Rendez-vous donc à l'an 2000 pour savoir si nous avons, tous ensemble, pu faire « pousser des roses au bout de nos barbelés », si nous avons pu tenir « florales » dans le Nord-Ouest après avoir maté la famine, les migrations sauvages, tout en offrant à chaque Haïtien la possibilité de mourir calmement à son heure et non dans un sinistre interrogatoire, fût-il dans une quelconque « prison modèle » d'une quelconque « révolution ». Car c'est bien de démocratisation qu'il est question dans cette percée actuelle d'une géographie critique se penchant sur les racines capables de porter projet de société nouvelle. Le problème actuel étant l'inscription concrète dans une société particulière de ces grandes ambitions. C'est ce passage qui exige l'articulation de l'audace conceptuelle à l'audace organisationnelle dans le cas haïtien.

E.F. – À quelle étape de ton itinéraire se situe la prise de conscience de la force de contestation inhérente à l'étude géographique ? Dans quelles circonstances ?

G.A. – Il n'y a eu aucune révélation, aucune inspiration transcendante ; de la Normale de 62 à ces années 82, rien qu'un mince filet d'intuitions et d'hypothèses suintant d'une accumulation de travail évidemment reliée à la dynamique des apports généraux de deux décennies de littératures scientifiques sur le général et sur Haïti en particulier. Peut-être que plus tard, un thésard de l'histoire de nos sciences compilera avec ténacité, [p. 443] découpera avec astuce, rapprochera à ses risques des événements pour enfin scander des moments homogènes dans le travail. À celui-là ou celle-là déjà bonne chance dans son entreprise pour la partie faite à ce jour ; je ne lui promets que de continuer à enrichir son corpus.

E.F. – De ta thèse doctorale de 69 à l'Atlas de 82, Il y a quand même sept ouvrages et un pari, non ?

G.A. – Ce serait une trop longue histoire ; faisons court en disant que la « culture » globalement littéraire des décennies 40 et 50 voit la montée d'une « culture » de sciences sociales en 60, 70. L'Histoire comme science prend le tournant des années 60 en position de force par ses hommes et ses œuvres. Une conjoncture dramatique en vient à bout comme mouvement d'ensemble. Peut-être sommes-nous en train d'assister à la rentrée de son vieux complice, la Géographie, venue à la rescousse, car souvent une contestation globale provient d'une problématique que les circonstances favorisent comme levain et levier. J'ignore si la convergence actuelle de multiples discours sur l'espace haïtien sera à la hauteur du pari de cette décennie des années 80.

E.F. – Il y a quand même des contraintes et des exigences ne serait-ce qu'au niveau de l'effort de vulgarisation nécessaire à une plus large diffusion des résultats de tes travaux et cela en marge de l'investissement dans la préparation des ouvrages. Tu en es certainement conscient ?

G.A. – Oui, mais disons immédiatement que le volontarisme ne sert à rien ; la diffusion d'une parole obéit à des règles. Le rôle des « relais », professeurs, groupes, notables de toutes sortes ... est une dimension ; le choix du « support », manuel, cartes, atlas ... en est une autre ; les « cibles » varient aussi comme les « conjonctures ». Chaque société, dont la nôtre, présente une combinaison particulière de ses variables de diffusion, jusqu'au très spécifique « effet de ricochet » d'une diffusion haïtienne que ne peut atteindre la diaspora qu'en percutant d'abord sur l'intérieur. J'avoue avoir toujours été sans illusion sur un effet de masse de l'écrit dans la diaspora mais ce pessimisme est contrebalancé par l'hypothèse que finalement un impact avec 2000 lecteurs au pays pourrait équivaloir en diaspora à un impact qui commanderait 50 000 lecteurs. La force d'intervention pourrait être strictement la même sur le devenir avec 2000 d'un côté

et 50 000 de l'autre. Ce préambule éclaire le jeu des priorités dans le travail de diffusion des travaux et les différents registres de chaque œuvre. Concrètement, je vise pour 1983 avec l'Atlas et sa suite, 600 « relais » au pays, 200 en diaspora et 200 dans la communauté scientifique internationale proche d'Haïti, tandis que j'espère, un jour plus ou moins proche, une refonte à 100 000 exemplaires de « Mon pays d'Haïti » au pays même. Par exemple, la [p. 444] clientèle-cible de « Collectif Paroles » n'est pas la même que celle de « Haïti-Observateur », et comme elles sont toutes les deux importantes il faut pouvoir tenir la même parole différemment. Le volume « Espace et Liberté en Haïti » est à ce titre un recueil de la gamme des créneaux possibles et c'est pourtant la même parole dite à quelques robustes théoriciens de Toronto dans « La raison d'espace » (chapitre 3), à quarante de nos spécialistes à Caracas dans « Vers l'Alternative » (chapitre 9), ou des dizaines de milliers d'auditeurs du Québec dans les « Poissons d'avril » (chapitre 2), etc.

E.F. – Le combat articulé sur la recherche géographique est certes impérieux et exaltant. Mais quels en sont les écueils et les aléas ?

G.A. – L'étude de la société est une demeure aux cent portes ; on y entre forcément par l'une d'elles, mais une fois dedans on évolue dans une totalité. Je ne me sens « géographie » qu'à mes points de départ et dans mon itinéraire pour rentrer dans l'objet d'étude, mais à la sortie c'est bien l'apport à la compréhension de la totalité qui intéresse. Il faut ainsi contribuer au travail des autres, à l'action des autres, en éclairant leurs préoccupations et leurs pratiques que ce soit l'État, l'Armée, la Milice, la construction des partis politiques, la démocratisation, etc. « Écueils et aléas » sont justement de se servir de la géographie donnée pour insignifiante par les connaissances que les gens croient avoir du géographique ; une très longue besogne en perspective rien que pour murmurer à un lecteur que peut-être son « savoir l'espace » peut encore s'enrichir et qu'il n'est jamais trop tard pour apprendre à lire une carte.

E.F. – D'autres participants à cette « longue besogne » ?

G.A. – Oh oui ; la Normale a été le lieu de premier passage d'une demi-douzaine de doctorats en géographie, d'une douzaine de maîtrises en géographie et d'un bon groupe de licences en géographie. Nous sommes tous plus ou moins en pratique d'espace dans l'enseignement, la recherche, l'intervention publique ou privée. Il y a aussi ces nouvelles promotions qui ont aussi l'espace pour objet de réflexion, ceux de l'urbain, du régional, de la planification, de l'économique, du sociologique et notamment tous ceux en pratique au pays même, au Plan, à l'Aménagement, en Agronomie... cela fait déjà beaucoup de personnes qui parlent la même langue et qui surtout le savent. J'ai pour ma part collaboré avec plusieurs d'entre eux et lentement nos chemins convergent.

E.F. – La publication de la triade : « Atlas critique d'Haïti », « Espace et liberté en Haïti » et « Hispaniola » semble marquer [p. 445] une nette escalade dans la contestation des structures spatiales en place en Haïti. Peux-tu souligner l'urgence et l'originalité du « raccourci » proposé en l'occurrence ?

G.A. – La perspective linéaire de « escalade » est peut-être partielle. C'est une prise sous un autre angle qui tente de suggérer que ne pouvant faire table rase de « ce-qui-est » encore faut-il une construction théorique rigoureuse de « ce-qui-est » comme point de départ. Ce n'est donc rien d'autre que la construction de ce qui trop souvent n'est abordé que comme épiphénomènes. On ne peut tout de même pas continuer à dire que tout ce qui fait la pratique de plus de 90% des Haïtiens dans la production, la commercialisation, le contrôle par dissuasion et persuasion, les croyances, la langue, etc., bref tout « l'Atlas critique d'Haïti », relève d'aberrations marginales. C'est d'abord et tout simplement cela le discours. Le « Raccourci » lui, explore l'invitation de partir de là pour une reconstruction nationale, alors que les « modèles » en général prennent pour base la pratique, la symbolique, le rêve des factions, numériquement insignifiantes, qui mangent chaque jour et qui savent lire (hélas oui, manger chaque jour et savoir lire est le plus petit commun dénominateur des 10% – 600 000 personnes – du haut de l'échelle sociale au pays).

On remarquera que la murale de « Hispaniola » dit, en synthèse, l'hypothèse du contrôle économique et de la gestion politique de l'espace et, qu'à date, la triade publiée récemment est beaucoup plus une incursion dans ces modalités du contrôle économique et leur possible réorientation. Il reste, et c'est cela la suite, à travailler l'autre volet.

E.F. – Les 20 à 30 prochains mois ?

G.A. – Oui, car il faudrait pouvoir aussi dire l'État, les Institutions, les Appareils, les Organisations capables de porter un « Raccourci » ; quelque chose d'un titre comme « l'État, l'Espace, la Société » et d'un sous-titre comme « Du prétexte haïtien au contexte des Amériques » tout en ramassant d'autre part les « travaux sur l'agrarie haïtien » dans un vigoureux « Paysans, systèmes et crises » puisque c'est de là qu'il nous faudra partir. Et voilà un peu des deux contributions envisagées pour fin 84 et 85, si nous arrivons à forcer la chance...

E.F. – Ce regain de militantisme annonce-t-il un combat franchement politique ; ou tout au moins une démarcation significative par rapport aux différents groupements politiques dans l'opposition au régime au pouvoir depuis plus de 25 ans ?

G.A. – C'est plutôt la continuation d'un « combat » qui ne cherche nullement à se « démarquer » puisque son objectif est de servir. Cependant, j'entends très bien ta question et je dis qu'il serait dommage [p. 446] de ne pas explorer plus à fond, par une démarche scientifique, ce qui à peine vient d'affleurer : une possible rencontre entre les études de l'espace et le devenir national. J'ai la sagesse de croire que nous perdrons un géographe qui risque de s'améliorer par l'expérience, par le travail, sans trop vraiment savoir ce que nous gagnerions au change à le voir sur l'autre aile du front. Mais ceci ne m'empêchera pas de prêter main-forte ou d'avoir une opinion que je ne cache pas d'ailleurs. À preuve : de l'audace conceptuelle d'un « Raccourci » à bâtir ensemble et dont ces textes ne sont que préludes, il faudra inventer l'audace organisationnelle d'une vie démocratique à partir de ce qui est aussi dans cette conjoncture des 30 prochains mois qui nous amènent à 85. La perspective méthodologique est la même : c'est avec ce que nous sommes actuellement que nous ferons ce futur. Et je traîne le vieil espoir, probablement commun à beaucoup, de vivre dans ce pays mien dans lequel un jour :

- l'acceptation du verdict des urnes tous les quatre ou cinq ans au maximum serait en train de garantir l'alternance ou le renouvellement des équipes dirigeantes ;

- l'émergence d'au moins deux grands partis politiques, parmi beaucoup « autres, verrait l'affrontement de programmes, de perspectives et de voies très nettes.

- la redéfinition du rôle de l'appareil « des gens en armes » serait la garantie de la nouvelle démocratie et de l'intégrité territoriale par son rôle de dissuasion à toute atteinte à notre souveraineté... Et je pourrais encore continuer longtemps avec ces conditions-clés d'un nouveau démocratique à l'ombre desquelles je ferais pousser ma géographie. Je suppose que pour cela il faut s'asseoir avec un regard qui dépasse la fin irrémédiable du duvaliérisme pour embrasser toutes les facettes d'au moins les trois tranches quinquennales qui nous amènent à l'an 2000.

Et je termine Etzer, à la cantonade, comme je l'ai fait dans ces textes : « En aurons-nous la force et les audaces ? » et j'ajoute, puissent notre travail et nous-même y contribuer.

Propos recueillis par
Etzer Flavien

[p. 447]

CHAPITRE 3

Pour la démocratie nouvelle

avec

Arnold Antonin

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Arnold Antonin « Un entretien avec Georges Anglade », Août 1983, *Démocratie Nouvelle*, lors, organe de L'Organisation Révolutionnaire 18 mai, mieux connue sous son sigle « OR18mai » (neuvième année, numéro 58).

Propos enregistrés en français et en créole
comme nous nous parlons généralement de ces choses
et adaptés en français par Arnold Antonin
(Les sous-titres sont de *Démocratie Nouvelle*)

Ce texte mérite un chapeau pour dire que c'est un extrait d'une conversation intimiste de trois heures passées à pousser jusqu'aux dernières limites le doute créateur sur chacune des avancées de mes travaux. Arnold Antonin devait par la suite donner à cet enregistrement la forme d'une entrevue en y découpant des réponses et en leur formulant des questions. Je porte volontiers témoignage que son professionnalisme a été remarquable dans ce cas. En tout cas suffisamment remarquable pour que je l'aie donné en exemple à une nouvelle vague d'amateurs dangereux qui ignoraient que l'on traduit un enregistrement et que l'on adapte une entrevue à l'écrit. C'est d'ailleurs pourquoi certaines entrevues n'ont pas été retenues ici pour leur manque de qualité.

Arnold Antonin a choisi de ne retenir pour *Démocratie Nouvelle* qu'une toute petite partie de l'échange, celle probablement capable d'interpeller le lecteur militant de l'organe par l'effet de distanciation, le doute méthodique et la provocation de certaines formules, comme cette prévision (risquée comme toutes prévisions) de la fin des Duvalier au tournant 1985.

Dans la révision, j'ai évidemment fait, en quelques passages obscurs, un travail de transparence.

Georges Anglade, 1990

[p. 448]

SEPT PUBLICATIONS PRINCIPALES

A.A. – Georges Anglade, vous êtes l'auteur d'un certain nombre de livres sur la géographie qui ont mérité l'intérêt de tout le monde non seulement parce qu'ils font un exposé des problèmes de la géographie haïtienne du point de vue d'un de ses citoyens mais parce qu'ils représentent une méthode d'appréhension générale des problèmes du pays haïtien à travers la géographie.

Contrairement à la façon traditionnelle, J'ai l'impression que vous fournissez des matériaux qui permettent de rendre plus concrètes les réflexions non seulement sur la géographie, mais sur d'autres disciplines telles que l'histoire. Votre premier livre sur la géographie haïtienne s'intitulait : *l'Espace haïtien*. Depuis vous en avez publié d'autres....

G.A. – Non, mon premier travail fut une thèse doctorale en 1969 sur la population d'Haïti. Un travail qui m'était un prétexte pour parcourir les cinq siècles d'existence de la réalité haïtienne. C'est mon deuxième travail d'envergure qui est *l'Espace haïtien*, publié en 1974. C'est un manuel scolaire, résultat de deux voyages en Haïti qui me firent sentir la nécessité de produire sous forme de manuels scolaires. J'ai publié ensuite *La géographie et son Enseignement* dans le but de permettre aux professeurs haïtiens de parvenir à un meilleur enseignement de l'espace. En 1977, ce fut le tour de *Mon Pays d'Haïti*. Un disque *Paroles de Géographe* servait de complément à ces livres.

De 1972 à 1977 donc, l'ensemble de ma production se déroulait autour d'un projet que j'appellerais un « projet scolaire ».

De 1977 à 1982, il y a eu un changement dans mon orientation. Il n'y avait plus la nécessité de produire des manuels scolaires, ou du moins, je n'avais plus cette préoccupation. Je voulus délivrer un autre type de discours dont la thématique serait les racines du développement du pays. À la fin de novembre 1982, je fis donc paraître 3 volumes : *l'Atlas Critique d'Haïti*, *Espace et Liberté en Haïti*, *Hispaniola : Lectures d'une Carte murale*. En gros, je crois avoir donné, de 69 à 82, sept publications principales.

A.A. – Ces dernières publications, sont-elles un développement de celles que vous avez données auparavant ? Une réflexion sur ces travaux antérieurs ?

G.A. – Non, je crois qu'il fallait débiter avec l'école. M'adresser à tous ceux-là qui sont impliqués dans la question scolaire en tant qu'élèves. Il est vrai que je ne m'adressais pas à tout le monde scolaire mais à des niveaux précis : de la sixième au baccalauréat première partie.

[p. 450]

J'ai voulu fournir un matériel (valable ?) à tous ceux-là qui sont obligés de lire, d'étudier pour fournir une performance pédagogique qui est de passer ou faire passer les examens du Bac. I De ce point de vue, j'ai fait un choix délibéré, j'ai voulu m'adresser à ce monde par la didactique d'une discipline. Je crois avoir complété ce que je m'étais proposé. Après 30 000 copies publiées, je n'avais plus rien à donner ni à entreprendre de ce côté-là, dans l'immédiat du moins. Je me suis donc tourné de bord : j'ai voulu m'adresser à la classe politique. J'ai voulu formuler des propositions sur la façon de travailler le pays haïtien afin de pouvoir le changer ; proposer un chemin différent pour le développement du pays.

**CHARLEMAGNE PÉRALTE,
PREMIER GÉOGRAPHE HAÏTEN**

A.A. – Vous avez dédié votre dernier livre à un premier prix de géographie, qui fut Charlemagne Péralte...

G.A. – Oui. C'était un fait très peu connu en Haïti qu'en 1901 aux examens du certificat d'études primaires, un jeune homme du nom de François Borgia Charlemagne Péralte remporta le premier prix de géographie (Je l'ai appris en lisant Gaillard). Vu l'époque, cela signifiait quelque chose. Pour ce siècle, en forçant, il aura été le premier géographe à s'être manifesté. C'est ainsi que j'ai (prenant prétexte de ce fait, mineur) dédié mon dernier livre, l'*Atlas*, au premier géographe haïtien que fut Charlemagne Péralte. C'est un triple clin d'œil, aux patriotes Cacos de Charlemagne, à Gaillard pour son travail, à la géographie « qui sert aussi à faire la guerre ».

UN DÉVELOPPEMENT À PARTIR DE CE QUI FAIT LA RICHESSE DU PAYS

A.A. – Comment vous situez vous par rapport aux anciens géographes haïtiens ?

G.A. – Par rapport à l'ensemble des géographes haïtiens, puisqu'ils sont aujourd'hui nombreux, je développe une géographie critique. Elle est critique dans la mesure où elle recherche dans la société haïtienne des matériaux fondamentaux qui permettent de penser un développement plus ou moins autonome pour le pays. Un développement en dehors de la construction de zone franche, de la poussée de l'industrialisation, du démantèlement de l'agriculture... qui est ce qu'on nous propose actuellement du dehors. Ce que nous nous proposons, c'est de partir de ce qui fait la richesse du peuple, c'est-à-dire ses marchés, son compagnonnage, son agriculture, sa commercialisation, etc., pour promouvoir le développement du pays. Imaginer un développement qui nous ferait disposer de tracteurs sur tous les versants... et puis d'installer [p. 451] le métro à Port-au-Prince... c'est s'imaginer l'irréalisable. Se rêver hors contexte !

Si nous empruntons le chemin que l'on nous propose qui est celui de l'importation de capitaux, de l'importation des technologies, nous mettrons environ 50 ans pour atteindre un niveau de développement moyen. Tandis que si nous savons prendre avantage de ce que nous savons faire, nous-mêmes, je crois qu'entre 5 à 10 ans (à partir d'un point de départ sérieux) nous pourrions atteindre un développement qui permette que tous les Haïtiens puissent satisfaire leurs besoins en ce qui concerne l'éducation, la santé... et la liberté politique. Ma géographie est donc une *géographie critique* parce qu'elle cherche des solutions novatrices pour rentabiliser notre pays pour le plus grand nombre de nous-mêmes et non au profit de l'extérieur, en lui fournissant du café, du sucre et autres matières premières qui n'enrichissent et n'enrichiront qu'une minorité.

A.A. – Est-ce que vous avez une base théorique commune avec d'autres courants géographiques de l'extérieur, Pierre George, le Groupe Hérodote par exemple ?...

G.A. – Oui, cette base théorique existe mais cela n'empêche qu'il existe aussi des différences significatives. La similitude réside dans le fait que ces géographes, je parle de Pierre George à Yves Lacoste d'Hérodote sur 30 ans de géographie, ont fait voir la nécessité d'une géographie qui se porte sur les racines des peuples. Mais dans tous les travaux réalisés, on n'a fait que répéter (en frisant l'incantation) cette juste position, sans l'avoir vraiment entreprise dans un cas bien particulier. La France s'y prête mal pour un géographe français, et on peut difficilement le faire autre part que chez soi. Avec légitimité politique et intellectuelle.

Un des apports que l'on m'a toujours reconnus, s'il faut parler d'apports, est d'avoir présenté les fondements de la société haïtienne, de les avoir questionnés et

d'avoir présenté à partir de là, des alternatives possibles. Je l'ai fait chez moi, différemment, puisqu'il n'y avait pas de modèle disponible. Cela serait donc la différence qui existe entre moi et ces autres géographes. Je suis sorti des vœux pour présenter un travail concret sur une société concrète qui se prêtait concrètement à ce travail. Sur l'échiquier géographique contemporain je crois occuper cette place-là. Et c'est une géographie qui déborde la formulation des principes pour chercher son ancrage dans des sociétés concrètes et spécifiques que je vois se développer actuellement en Amérique latine.

A.A. – Y a-t-il une relation entre votre géographie et la vision (en même temps que les méthodes) que proposent les protagonistes du développement régional ? Je crois avoir [p. 452] distingué certaines fois dans vos œuvres des questions qui ont trait au problème de planification territoriale ?

G.A. – Non. Il faut voir d'abord que lorsqu'on parle de développement régional c'est toujours à partir de la recherche de l'intégration d'une économie périphérique au capitalisme mondial et cette vision stipule le développement en termes d'industrialisation tournée vers l'exportation.

La différence est grande puisque ce que nous recherchons ce n'est pas de nous servir de l'étranger mais de promouvoir un développement qui rentabilise le matériel humain et physique dont nous disposons. Quand nous disons que nous devons nous servir des paysans, des marchandes, des travailleurs qui représentent 90% de la population, il ne s'agit pas de leur faire *rendre l'âme* pour l'étranger comme il en résulte dans le cadre du développement régional programmé pour l'exploitation, mais de leur donner la possibilité de se rentabiliser pour eux-mêmes. Évidemment, nos frontières ne nous coupent pas de la réalité internationale mais le respect des racines propres du pays nous impose une rentabilisation qui, si elle doit également servir au capitalisme international, doit nous servir à nous davantage.

LA PERSPECTIVE DE L'APRÈS TE DEUM ET LA CONCERTAION

A.A. – Au niveau de la gestion, que devient cette proposition ?

G.A. – Bon, *nou pa kab ap voye roch kache men*. Au niveau de la gestion, ma proposition contient une prise de position politique. Mon travail est donc remis à l'ensemble des groupes politiques de l'opposition et au public, c'est-à-dire à l'ensemble de la classe politique. Mon travail leur présente les racines du pays, propose un développement à partir de ces fondements. C'est à eux de le discuter et de considérer comment concrètement on peut le réaliser, comme cela se fait d'ailleurs dans les autres sociétés. Il est important de prendre en charge ces questions dès maintenant. Nous devons savoir dès à présent comment nous allons concrètement construire une démocratie dans le pays. Il ne s'agit pas de parler en

l'air. La pensée politique la plus avancée doit être capable de voir avec exactitude ce qui est réalisable au lendemain de l'écroulement du régime Duvalier. Mon travail se place dans la perspective de l'après *TE-DEUM*. Je crois que ce qui manquait jusqu'à présent ce n'était pas les déclarations patriotiques (le plein est fait depuis longtemps) mais probablement un certain nombre d'idées, de propositions, autour desquelles la concertation serait possible pour faire sortir un projet de développement du pays échelonné sur une période de 10 à 15 années.

A.A. – Il y aurait déjà ces éléments ? Mais cette concertation se réalisera quand ? Aujourd'hui ?

[p. 453]

G.A. – De toute façon, il faudra y arriver. La tâche que je me donne, c'est de faire circuler mes trois derniers travaux afin de pouvoir arriver à cette concertation des groupes politiques autour de ces propositions.

A.A. – Vos livres contiennent un important travail cartographique. Est-ce que la manière dont la cartographie est exposée dans vos livres contient un aspect technique nouveau ?

G.A. – Certainement. La cartographie contient en soi une théorie. Ce ne sont pas des cartes qui disent quelle est la distance qui sépare deux villes par exemple. Ce ne sont pas des cartes de description qui représentent les montagnes, les plaines, les vallées. Elles sont des théories nouvelles dans la mesure où elles contiennent une hypothèse claire et une démonstration de l'hypothèse ; ces cartes disent comment un espace, un territoire national, est formé. Elles donnent des explications théoriques sur l'espace national, elles disent comment nous pouvons dégager un développement de cet espace. Elles sont très engagées comme le marteau du charpentier est engagé et je pourrais même dire qu'elles sont la recherche, la démarche et le résultat pour bâtir le développement.

TECHNOLOGIE AUTOCHTONE ET DÉVELOPPEMENT

A.A. – Dans toute l'Amérique latine Il existe un nombre important de théoriciens qui insistent sur la nécessité d'une technologie autochtone. Une technologie autochtone qui en fait est inhérente à toutes les civilisations d'hommes. Par exemple on est en train de réévaluer en Amérique latine la technologie dite du Conuco qui constitue le développement de cultures vivrières autour d'un ajoupa. Auparavant elle avait été considérée comme désastreuse parce qu'elle favorisait l'érosion par exemple mais on a finalement découvert qu'elle constituait une technologie propre et utile. Mais

du fait du développement historique de ces pays mêmes, de leur passage au capitalisme, ces technologies sont devenues des enclaves tout à fait marginales. On peut leur trouver un intérêt d'un point de vue historique ou folklorique, mais on ne saurait généraliser leur caractère utilitaire. Pourquoi pensez-vous que dans le cas haïtien, la promotion de ces technologies peut être généralisée ?

G.A. – Je dirai premièrement ceci : si l'on considère la Cuba de l'avant Castro, la technique dite CONUCO impliquait 5 à 10% des producteurs nationaux ; en Jamaïque cette même technique impliquait quelque 15% des producteurs ; en Guadeloupe, en Martinique actuellement 3 à 4% ; en Haïti le pourcentage est de 90%. C'est un phénomène de seuil. [p. 454] L'énormité de cette différence est significative parce qu'il ne s'agit pas d'une méthode en disparition d'intérêt archéologique, mais d'un espace où vivent 5 millions d'hommes suivant une technique éprouvée. Considérons par exemple les marchés publics. En Haïti nous en avons 550 alors que dans les autres pays on est en train de réinventer ces marchés pour pouvoir recréer dans les villes cette atmosphère particulière qu'ils possèdent. Il faut bien se rendre compte que ce que nous sommes, fournit pour le développement un point de départ différent de celui des autres réalités socio-économiques.

On peut introduire si l'on veut des capitaux en masse, créer de grands latifundias, de grandes propriétés terriennes et même décréter la fin de cette petite propriété. Mais jusqu'à récemment, il a été difficile d'introduire la grande propriété agricole capitaliste d'envergure et même en l'implantant il n'est pas certain que l'on atteindra un niveau de rentabilisation dans un temps raisonnable. Dans le cas du Japon, par exemple, la petite propriété appuyée sur de grands investissements en semences, a donné des résultats énormes. Si nous possédons déjà ces fondements socio-économiques de la petite propriété, ils constituent pour nous un bon point de départ. Pourquoi se rêver autre que l'on est ? Le Venezuela, pour sa part, un pays extrêmement riche en ressources agricoles ne possède plus cette forme de production agricole de conuco que pour seulement un pourcentage de 2% ; l'investissement pétrolier a tellement déprimé l'agriculture que le Venezuela doit aujourd'hui importer les 80% de ce qu'il consomme. Il n'est même plus capable de produire des bananes. Il est forcé d'importer de Trinidad les bananes qui lui arrivent de Ste-Lucie. Voilà ce que c'est que de n'avoir pas « semé le pétrole ».

A.A. – Et voilà un pays riche à économie faible.

G.A. – Exactement. La pétrolisation a démantibulé l'agriculture et ils se retrouvent avec une économie déprimée.

A.A. – Traditionnellement, Haïti est reconnue comme un pays à régime de petite propriété. À un certain moment, la gauche haïtienne a cru qu'il était nécessaire d'établir une distinction entre petite et grande propriété et établir la relativité de ces concepts. On a alors convenu de dénommer petite propriété la portion cultivée qui va de 0,5 à 1 hectare, la moyenne propriété va de 1 à 5 hectares, et de 5 à 10, on a déjà la grande propriété. Vous vous en souviendrez sans doute. On dirait que vous avalisez la thèse traditionnelle ?

G.A. – Un petit reproche que je pourrais adresser à l'ensemble de ces débats est qu'ils sont demeurés statiques et n'ont pas embrassé la dynamique de l'évolution des questions.

[p. 455]

La hausse des prix des vivres déclenchée il y a 5 ans constitue un élément de base conditionnant l'évolution de ce problème. Cette hausse des prix, jointe à l'émigration des paysans (projetée à 80%, c'est-à-dire que 80% partiraient si c'était possible !) a donné cours à la reconstitution de la moyenne et grande propriété vivrière. Les gens de la ville ne sont pas ceux qui produisaient le maïs, la banane, la patate, mais actuellement ils se préoccupent d'acheter des petits lots de terre réunis en moyennes et grandes propriétés où seront cultivés la patate, le maïs et la banane, plus tard. Ainsi se trouve de plus en plus évincée la petite propriété et c'est là aussi une donnée de la crise actuelle.

A.A. – Nous aurions donc affaire à quelque chose de nouveau ?

G.A. – Oui, cela est quelque chose de récent.

A.A. – Mais alors la thèse officielle concernant la petite propriété était juste ? Auparavant ?

G.A. – Oui, elle l'était tant que le prix des denrées était compressé et cela depuis cent ans. Les prix sont restés bas parce que les anciens grands propriétaires terriens vers 1850 se sont tournés vers l'exportation par les villes côtières. Maintenant l'éclatement des prix s'est réalisé. On liquide la petite propriété pour la reconstruction de la grande plantation. C'est cela d'ailleurs qui a produit la vague d'émigration des paysans, on compte 800 000 paysans émigrés (statistiquement, la diaspora est paysanne !) et une surpopulation à Port-au-Prince. On *réachète* les terres des paysans et toute l'aide étrangère à Haïti vise justement (ou conduit certainement) à l'élimination de la petite propriété pour la reconstitution des moyenne et grande propriétés.

A.A. – Est-ce que ce n'est pas justement cela qui rendrait inapplicable votre proposition qui stipule l'établissement du régime de la petite propriété ?

G.A. – Non. Mais c'est définitivement une question politique de choix. C'est au niveau politique de débattre la question et de choisir le modèle qui se prête mieux au développement du pays. Si nous voulons que notre pays ressemble à la République Dominicaine par exemple...

**SI D'ICI 1985,
IL N'Y A PAS DE CHANGEMENT,
BRÛLEZ CES TEXTES**

A.A. – Non mais en fait cela dépend du temps que prendra la chute de Duvalier. Si à ce moment-là, la petite propriété a été complètement détruite que serons-nous obligés de faire ?

G.A. – Eh bien oui. C'est en ce sens que les 20 à 30 prochains mois seront déterminants. De 1985 à l'an 2000, cela fait 15 ans... je pourrais dire trois plans quinquennaux. Ces quinze années constituent donc les [p. 456] 15 années de régénération nationale. Ce sera la bataille pour arriver à nous donner à manger et à dormir comme il faut. D'ici à 1985, s'écouleront vingt à 30 mois. Il est clair que si Duvalier franchit l'étape 1985 et par surcroît brûle les 15 années suivantes, c'est à petites cuillerées qu'on pourra recueillir ce qu'on retrouvera dans le pays. Il est donc nécessaire de pouvoir créer une situation politique nouvelle dans le pays pour 1985. Les propositions que j'ai faites dans mes publications sont projetées sur les 15 années qui précéderont l'an 2000. Si d'ici 1985, le changement politique n'aura pas été fait alors il ne me restera plus qu'à brûler ces textes. Ils ne serviront plus à rien.

**LA DOMINATION DE PORT-AU-PRINCE
SUR LES 10 AUTRES OLIGARCHIES**

A.A – Dans un de vos textes, vous avez périodisé l'espace haïtien et sa dynamique en trois temps : morcellement ; régionalisation et centralisation. Pouvez-vous nous dire comment vous découpez cette périodisation ?

G.A. – Si je n'avais rencontré aucune difficulté pour faire partir la période de morcellement de 1664 et la faire aboutir à 1804, on voit là la période coloniale, il n'en a pas été de même pour la période de centralisation. La date qui fut le début de cette période 1915, est une date abrupte. Le XIX^e siècle haïtien fut une période de formation de 11 républiques fédérées. À partir d'un certain moment, la République Dominicaine en devint une douzième. Et alors ce qu'on aura, ce sont les guerres régionales, l'utilisation de la paysannerie en émergence, la montée de 11 oligarchies, 11 ports, 11 budgets communaux. Il faut noter que les guerres

régionales qui auront lieu à cette époque ne constituaient pas quelque chose de spécifique à Haïti car elles peuvent se comparer à la guerre des caudillos en Amérique latine, les batailles provinciales au Canada, la guerre entre les sudistes et les nordistes aux États-Unis. C'est un temps de structures régionalisées.

Quand on sortit donc de la période du fameux pacte colonial qui bridait les Amériques, on entra dans une période de régionalisation qui se consomma avec l'occupation américaine. La « république de Port-au-Prince » gagna la bataille de la centralité si l'on peut dire en écartant les 10 autres oligarchies. Les grands conflits existant entre les régions économiques s'achevèrent avec la domination de la région économique de Port-au-Prince.

A.A. – Vous avez fait remarquer dans vos textes que souvent la lutte interne de l'oligarchie haïtienne au lieu d'être une lutte entre deux castes fut une lutte entre des oligarchies régionales. Historiquement, le parti de Rigaud possédait la [p. 457] zone sud, celui de Toussaint sa propre zone, celui de Christophe la sienne, celui de Pétion de même. Je crois que la remarque est intéressante et qu'il faudrait l'approfondir. La révolution de 1946 pour sa part ne fut-elle pas la lutte d'une certaine oligarchie car Estimé était bien un spéculateur en café de la zone centrale ?

G.A. – De la province. Définitivement 1946 représentait aussi une lutte province-capitale. 1946 voit la tentative d'émergence politique d'un certain nombre de jeunes, fils de propriétaires terriens de provinces, forcés de migrer à Port-au-Prince des suites de la centralisation et du déperissement des provinces. Et comme ils avaient des racines en provinces incarnées par leurs propres familles, le pouvoir politique qu'ils représentaient était très articulé à ces racines-provinces. Évidemment le problème est toujours posé en termes de lutte entre noirs et mulâtres. Mais à l'intérieur même de cette lutte existe une réalité province-capitale, une lutte entre les provinces et entre les provinces et la capitale. Cela est bien un éclairage différent qui permet de lire l'histoire en dehors de la stricte vision de lutte entre noirs et mulâtres de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie alors que le peuple se trouve complètement en dehors de la question. La périodisation de la géographie, c'est le retour du peuple comme sujet de l'histoire.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA DÉGRADATION

A.A. – Tu as trouvé une expression heureuse pour caractériser l'économie actuelle de notre pays. Tu parles d'une « ÉCONOMIE POLITIQUE DE DÉGRADATION »

G.A. – Il faut d'abord comprendre que la dégradation du milieu naturel (l'érosion, le tarissement des eaux...) est d'abord reliée à la manière dont la société exploite

son territoire. Une simple étude technique ne permet pas d'expliquer complètement ce problème. Car la dégradation d'un milieu est directement liée à la façon dont produit la société, autrement dit, elle est directement liée à l'accumulation réalisée dans la société par un groupe aux dépens des autres. Toutes ces questions ne sont pas essentiellement techniques, elles sont essentiellement sociales car si les terres s'en vont, si les cyclones font chez nous plus de dégâts qu'ailleurs (c'est un bon exemple que la nature est sociale) c'est parce que la structure sociétale s'est constituée d'une façon telle qu'elle ne peut plus prévenir ou résister à ces endommagements. C'est en ce sens que nous pourrions parler d'une économie politique de la dégradation.

A.A. – Il existe un débat théorique sur la fonction de la terre dans la production. Certains avancent que la terre est un équivalent des moyens de production, d'autres la prennent [p. 458] pour une condition de la production uniquement. Est-ce que dans tes travaux qui se basent sur le concept d'espace, tu accordes une place aux termes de ce débat ?

G.A. – Non. Ce débat se trouve en dehors de ma problématique. C'est un débat dogmatique qui concrètement n'a encore rien donné. Ce qu'il faut considérer c'est que la terre en soi n'est plus nature parce qu'elle est socialisée et donc ce qui importe ce sont les rapports existant entre les agents sociaux qui la font rendre. C'est-à-dire les rapports de production.

L'ESPACIALISME, UN RISQUE

A.A. – Tu critiques l'économisme dans un de tes textes, ne serais-tu pas tombé dans un certain *espacialisme* ? Tu n'as aucune crainte à ce sujet ?

G.A. – Cela pourrait être. Car en ayant voulu fuir un pôle, il est possible que je me retrouve à l'autre pôle. Ce qui ne fait pas de doute, c'est que si je n'y suis pas encore tombé, je n'en suis pas bien loin. C'est en tout cas un risque qu'il m'a fallu courir.

A.A. – Je crois t'avoir fait remarquer combien j'apprécie tes textes pour les ruptures qu'ils représentent avec l'analyse traditionnelle. Je crains cependant que la conclusion du dernier livre au lieu de porter ces ruptures à leur conséquence logique ne revienne à des schémas traditionnels. Je veux même croire que des hommes comme Emmanuel Paul par exemple ne se sentiraient pas gênés de faire leurs certains éléments théoriques avancés dans la conclusion.

G.A. – Cela est bien possible. Il est possible que la conclusion ne se trouve pas alignée sur ce qui a été dit tout au cours du texte. Cela signifierait qu'en voulant

donner une formulation opératoire à la conclusion, je veux dire une qui permette de médiatiser un mouvement concret de changement, je sois retombé dans un type d'explication traditionnelle. Mais je ne veux pas croire que les tenants de ce genre d'explication traditionnelle puissent réellement faire leurs toute l'œuvre. Je dois te dire pour finir que ton observation me touche.

Mais que penser de la critique qui m'accuse d'être un néo-indigéniste ? Il est possible qu'en travaillant sur le savoir-faire d'une civilisation, j'ai couru ce risque. On m'a aussi accusé d'utopiste. Il est également possible que tout cela soit une forme d'utopie que j'essaie d'appriivoiser. De toute façon je fournis mes textes en débat sur l'échiquier politique. Un tel débat sera positif dans la mesure où il me permet de discerner la portée, les limites de ma vision des choses et les possibles modifications qu'il faudra lui apporter.

[p. 459]

A.A. – Es-tu en train de préparer d'autres travaux pour le peuple haïtien ?

G.A. – C'est une question solennelle. Pour les deux prochaines années, je me propose de réunir l'ensemble des travaux réalisés sur l'agriculture haïtienne, et particulièrement ceux du groupe Madian-Salagnac. Je suis actuellement en concertation avec ces groupes pour voir sous quelles formes ces travaux pourraient être publiés. D'un autre côté, la question du contrôle politique qui assurera la gestion économique de notre espace est pour moi d'intérêt et à ce sujet j'aimerais entreprendre un travail qui pourrait avoir comme titre : *l'État, l'Espace et la Société...*

[p. 460]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Table ronde au printemps 1989 sur L'ÉTAT DE LA GÉOGRAPHIE FRANCOPHONE, avec, de face, Paul Claval le Français à gauche, Laurent Dehaies le Québécois au centre, Jean-Bernard Racine le Suisse à droite, Jean-Maurice Morisset est de dos, chemise blanche... et moi l'Haïtien, de profil, au 1^{er} plan à droite...

[p. 461]

Deuxième partie : tables rondes La confirmation des thèmes

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

La table ronde est un lit majeur pour la parole en crue, quand elle se fait tumultueuse. Que ce soit pendant cinq heures comme au chapitre quatre sur la recherche, ou pendant cinq jours comme au chapitre cinq sur le développement, ou même par téléphone et conférence téléphonique comme au chapitre six, c'est toujours un débordement de paroles dont l'avenir est toujours l'enjeu. Comme s'il fallait dans cette course en solitaire qu'est l'écriture, le leadership, la séniorité... des moments de halte pour se faire part oralement des balises et des itinéraires choisis pour la prochaine étape. Car, c'est à un rituel de sélection et de confirmation de thèmes que se livrent les participants.

La validité des tables rondes est donc fonction du panel retenu, car, il ne suffit pas de réunir quelques personnes pour que l'échange devienne significatif, très loin de là. Les règles de ces rencontres sont très strictes en ce que c'est avant tout une réunion entre pairs et qu'ensuite la structure du groupe se pose en terme de complémentarité et de représentativité, et qu'enfin le choix des individus renvoie à leur fonction de légitimeurs et de régulateurs dans leur sphère respective.

Les extraits de la première table ronde sur la recherche caraïbe vue de Montréal aborde le problème fondamental de la construction du discours sur ces réalités morcelées. Par-delà les affrontements conjoncturels qui marqueront encore longtemps la fin de l'hégémonie *du regard et de la parole des autres*, les oppositions étrangers/natifs, dehors/dedans, expatrié/local... c'est le début du processus de dépassement de ces fausses querelles de légitimation par l'appartenance du sujet, pour le vrai débat sur le choix des objets d'études au service du STATU QUO ou de la RELANCE. Donc, déplacement du sujet à l'objet...

La deuxième table ronde sur le développement est l'exemple de la rencontre internationale longuement et minutieusement préparée au long d'une année d'échanges de textes de positions entre les participants. Aussi, à la semaine de rencontre, la parole devient rapidement exploratrice et l'écoute de l'autre contemplative : *nous sommes venus des quatre coins du monde pour être*

convaincus (vaincus) par le poids du témoignage de l'autre. Le lecteur attentif y trouvera probablement le chaînon entre nos publications de décembre 1982 et de décembre 1983...

La troisième table ronde sur la politique a été droit au but en pré-sélectionnant les thèmes sur lesquels devaient opiner les participants. C'est une brillante esquisse (par Leslie Péan) en quelques traits du portrait d'un soi-disant *large éventail* de l'opposition... qui en fait se regroupait en seulement deux manières de voir... Plus proches qu'ils ne le croyaient !

[p. 462] Il nous est apparu opportun de réunir quelques personnes... autour d'une table ronde, afin de débattre des orientations futures de la recherche caraïbéenne au Québec...

Cette table ronde ne se prétend pas un inventaire exhaustif des préoccupations actuelles des chercheurs. Nous avons voulu, modestement, poser une série de questions qui nous semblent aujourd'hui pertinentes. En dépit de l'hétérogénéité des intérêts exprimés, certaines convergences semblent ressortir au-delà des frontières linguistiques et disciplinaires des intervenants. C'est ainsi que, sans rejeter l'apport des théories structurelles et globales du sous-développement qui se sont affirmées dans les années 70, les chercheurs sentent maintenant le besoin d'un retour nécessaire au vécu, au local, aux formes alternatives de production et de résistance. Contre la Machine, se redonner des prises sur le concret afin de reprendre l'initiative des luttes, tel pourrait être l'agenda de nos recherches pour les années 80.

Serge Larose

Georges Anglade est géographe à l'Université du Québec à Montréal et l'auteur d'un "Atlas Critique d'Haïti" ainsi que de deux manuels de géographie qui ont été marquants dans la production scientifique des dix dernières années.

Kari Levitt est économiste et professeur au département de Sciences Économiques de l'Université McGill ; elle est également directrice de l'Unité de Recherche Caraïbéenne du Center for Developing Area Studies. Madame Levitt est liée de très près à la Caraïbe anglophone et a été amenée à préparer un document de fond pour le Comité Permanent des Affaires Extérieures et de la Défense Nationale de la Chambre des Communes en 1982.

Emerson Douyon, psychologue de formation, est professeur au département de Criminologie de l'Université de Montréal. Membre du bureau de direction du CRC depuis plusieurs années, il a été l'un des organisateurs du premier grand symposium sur la recherche haïtienne tenu à Montréal en 1970.

Victor Piché est directeur du CRC et professeur au département de Démographie de l'Université de Montréal. Il s'est surtout impliqué dans la mise sur pied d'un programme de recherches sur la migration caraïbéenne au Québec. Avec Joël Grégory, il a axé ses recherches sur le rôle de la migration dans le développement économique de la Haute-Volta et maintenant dans la région Caraïbe.

Serge Larose est anthropologue et adjoint au directeur du CRC. Il travaille depuis de nombreuses années dans la Caraïbe. Il s'est d'abord intéressé aux rapports vaudou-structure foncière en Haïti et, plus récemment, a contribué à la mise sur pied du programme de recherches sur les migrations antillaises du CRC.

[p. 463]

CHAPITRE 4

Sur la recherche

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Table ronde sur la recherche caraïbienne, par le Centre de Recherches Caraïbes (CRC) de l'Université de Montréal, avec Georges Anglade, Kari Levin, Victor Piché, Serge Larose, Emerson Douyon, *Anthropologie et Société*, 1984, vol. 8, no 2, pp. 189-200.

Serge Larose – Il existe au Québec une tradition de recherches sur la Caraïbe... Nous vous avons réunis, un peu pour en faire un bilan...

Georges Anglade – Concernant le Québec où je vis depuis 1969, disons qu'il y a eu trois moments dans cette recherche. McGill s'intéressait beaucoup aux Antilles anglophones, notamment dans une perspective politico-économique en raison de l'importance du *Black Power* dans la décennie 1960. Du côté francophone, la recherche se développa autour du département d'Anthropologie de l'Université de Montréal. On se penchait essentiellement sur les Antilles dites "françaises". Puis, plus récemment, il y a eu l'émergence de cette prise de parole des natifs sur eux-mêmes ainsi que le montrent éloquemment les débats sur la question haïtienne. Trois courants, trois pratiques en voie de converger. J'ai le sentiment qu'actuellement quelque chose est en train de se cristalliser en dépit des difficultés rencontrées.

Kari Levitt – Il faudrait également mentionner deux autres axes. La recherche de Paquette sur la paysannerie antillaise, à Sherbrooke, qui rejoint nos recherches sur la production alimentaire dans la Caraïbe ; et ces études sur la littérature caraïbienne anglophone sous la direction de Elliott au département "d'English Language" de McGill. Trois thèses viennent de sortir sur Naipaul, Walcott. La collaboration commence à se faire entre Montréal et McGill. Hier, j'ai reçu une étudiante du département d'anthropologie de Montréal qui fait une thèse sur le "ganja" à la Jamaïque.

Serge Larose – Les universités sont de petites îles. On dirait qu'en se penchant sur la Caraïbe, elles commencent à entrecroiser leurs intérêts. Depuis longtemps les individus vont dans la Caraïbe ; pour toutes sortes de raisons. Cette convergence que nous semblons déceler maintenant ne se fait pas en dehors de nous. Par cette rencontre, peut-être contribuons-nous à lui donner une consistance qu'elle n'a pas. Nous sommes en train de lui façonner un sens ; nous faisons partie de la dynamique. Mais comment expliquer cet intérêt ? Quels sont les enjeux de la recherche québécoise dans la Caraïbe ?

[p. 464]

Kari Levitt – Au-delà des motifs personnels, c'est la partie du tiers-monde qui nous est le plus accessible. Tout le monde va dans la Caraïbe, ne serait-ce que pour y passer ses vacances.

Victor Piché – Ce n'est pas par hasard si universités francophones et anglophones commencent à se contacter... La situation politique au Québec avait entraîné une véritable polarisation entre francophones et anglophones... On assiste maintenant à un véritable éclatement au Québec, la société prend conscience de sa multiethnicité. Simultanément, on assiste dans nos universités à un éclatement multidisciplinaire. La Caraïbe imprègne de plus en plus les différentes branches des sciences sociales, pas seulement l'anthropologie mais aussi l'économie, la démographie, les études littéraires.

Georges Anglade – Il y a maintenant, dans la Caraïbe, quelque chose qui est en train de se passer. Bien sûr, il y a eu les Anglais, les Français... Des ponts s'établissent entre eux. Mais, retournons dans la Caraïbe même. Je vois un autre questionnement qui émerge : c'est l'opposition entre une parole native et une parole "autre". Je dis immédiatement que je ne crois pas que l'opposition fondamentale soit entre natif/pas natif, mais il y a là une faille, profonde... Il est évident que les pères de ma génération scientifique ont été les "*porteurs de valises*" des grands patrons tant américains qu'européens dans leurs recherches ; ils ne pouvaient pas faire autrement. Mais ils ont envoyé leurs enfants dans les universités d'Europe et des Amériques, et les meilleures... et quand ces enfants ont commencé à prendre la parole sur ces réalités qui sont les leurs, quand ces "natifs" ont commencé à rompre et à dire leurs préoccupations, par exemple sur les "marges", on aboutit à une recherche toute différente de celle venue d'ailleurs... Il n'est plus possible pour le premier venu des coopérants de se poser comme le spécialiste de cette île-là... pas plus d'imposer son interprétation... Il faut être très attentif à une réalité qui essaie de se dire par ceux qui s'y sentent viscéralement impliqués. Il faudra d'ailleurs un jour débattre de ce que "faire du terrain" veut dire... pour faire la part du tourisme universitaire...

Kari Levitt – Tu as raison. C'est pour ça que toutes les thèses portant sur la Caraïbe que j'ai dirigées ont été l'œuvre d'étudiants antillais. Je n'ai jamais dirigé une thèse faite par un Québécois ou un Canadien ; c'est impossible, je pense, pour ces jeunes-là de comprendre la Caraïbe.

Serges Larose – Je ne serais pas aussi pessimiste. Ce que Georges soulève peut être interprété différemment : le dedans et le dehors. Je pense à tous ces immigrants antillais qui sont en Amérique du Nord et qui tiennent parole sur la Caraïbe et qui, pour les gens du dedans, sont du dehors... Ceci prend une dimension particulière dans la Caraïbe à [p. 465] cause de cette grande mobilité qui caractérise les populations de la région.

Georges Anglade – Le "natif" est... là, dans la Caraïbe et au départ, je dirais qu'il a le sentiment de toucher une réalité "tripale". Autre chose aussi, plus aucun Européen ne vient maintenant en trois mois ou six mois, écrire quoi que ce soit sur le sauvetage du Québec. Le livre fait en trois semaines ou trois mois par un "expert" de passage au Québec, c'est aujourd'hui terminé. Je crois que le dernier "Que sais-je. ?" sur le Québec fait par un géographe de passage, trois ou quatre semaines... date de vingt ans. Maintenant, au Québec, ce n'est plus possible ; cela n'a aucun sens. Les natifs ont pris leur place. La même chose est en train de se produire dans la Caraïbe. Il est certain que les problématiques et les échelles des analyses sont très différentes entre natifs vivant "au dedans" ou "en dehors"... mais comme au Québec actuellement, la légitimité des discours prend racine dans le corps à corps du sujet, de l'objet, du projet. Le débat en est là maintenant. Si vous saviez comme il est mal venu de parler créole dans les rencontres "d'Études Créoles" de par le monde, vous seriez surpris !

Victor Piché – Tu soulèves un problème fondamental. Qui a le droit de parole ? Qui peut prendre la parole ? Et aussi, à partir de quel moment es-tu dedans ou es-tu dehors ?

Serge Larose – Le régime politique haïtien est très habile dans l'exploitation systématique de ce genre de division.

Georges Anglade – Le "dedans" et le "dehors" ne renvoient pas à une territorialité quelconque. C'est dans la manière de définir l'objet d'étude, la méthode de sa connaissance, les concepts de son expression par la prise en charge des formes et des structures, de résistance et de survie, dans la pauvreté. Il y a une lutte, en ce moment, pratiquement dans toutes les Caraïbes entre experts-expatriés du sous-développement et certains courants Antillais, en quête de "désenveloppement", qui essaient de formuler un nouveau cadre d'études pour s'en sortir, ce qui est très différent des thèmes imposés de loin. Une pensée différente est en train de naître. Prenons les préoccupations sur la petite agriculture, sur les marchés ; elles n'étaient guère un courant dominant jadis.

Serge Larose – C'était une préoccupation marginale du Centre que les Antillais sont en train de se réapproprier.

Emerson Douyon – Traditionnellement, l'orientation de la recherche est toujours venue du dehors. On peut se demander dans quelle mesure la problématique aurait été la même si elle était venue du dedans. Plusieurs Antillais se demandent jusqu'à

quel point un étranger peut vraiment sentir les problèmes de l'Antillais. Peut-il interpréter l'autre du dedans ? Est-ce que ça correspond à des schèmes familiers pour eux ou bien est-ce tout à fait étranger ? Dans quelle mesure n'y a-t-il pas [p. 466] nécessité, au niveau des enquêtes, de n'utiliser que des gens de nationalité antillaise, par exemple ?

Georges Anglade – Des théories nouvelles sont en train de prendre corps sur le renversement de la trajectoire des discours ; toute l'analyse partait des centres vers les périphéries. Mais voici que l'on commence à se dire : "si on partait maintenant de la Caraïbe" ? Les trajectoires changent, des périphéries vers les centres. La Caraïbe est en passe de devenir autre chose qu'un terrain exotique pour... colonies de vacances.

Kari Levitt – Dans la Caraïbe anglophone, le type dominant d'analyse est venu des Antillais eux-mêmes. C'est très différent. Dans les "West Indies" il y a un nationalisme très, très fort autant chez les intellectuels que chez les professionnels. Dans la décennie des années 60, en Jamaïque, tous les étrangers – Anglais de nationalité – ont été remplacés à l'Université des West Indies. Depuis 70 presque aucun professeur n'est venu de l'étranger à la faculté des Sciences Sociales. On est fermé à tout étranger, même à ceux de Jamaïque qui ont été formés à l'extérieur. Il y a eu une vague extrêmement créatrice, celle des "UWI economists" qui s'est peu à peu imposée : des gens comme Best, Beckford, Girvan, Jefferson, Thomas... Aux Antilles françaises, les frères Crusol ont séjourné à Trinidad ; ils ont eu des liens étroits avec Lloyd Best et ils ont appliqué à l'analyse de la situation de la Martinique et de la Guadeloupe certains des schémas d'analyse de cette école. Malheureusement, on assiste maintenant à un véritable processus de recolonisation par les idées américaines. Il y a de plus en plus de gens qui ont fait leurs études aux États-Unis ou au Canada et qui rentrent avec les techniques économétriques. On assiste à des changements : les méthodologies de l'extérieur, axées sur la quantification à outrance, se réaffirment avec force. On assiste simultanément à la dégringolade des marxistes : ils n'étaient pas très forts intellectuellement. Il y a également cette crise qui affecte maintenant l'université. En ce qui concerne les économistes, tous les grands "West Indians" des années soixante, à l'exception de Beckford, sont maintenant partis. Les salaires sont trop bas, ils ont trouvé à s'employer hors de l'université ou hors du pays. Il est possible que maintenant, face à cette situation catastrophique, les approches américaines rentrent à l'université en Jamaïque bien que le sentiment nationaliste y soit toujours très fort. À Trinidad, mes collègues au département d'Économie ont bloqué depuis cinq ou six ans la nomination d'un "full professor" car ils préfèrent ne nommer personne plutôt que de faire appel à un Américain ou un Canadien.

Emerson Douyon – Pour revenir à cette question de natifs et d'étrangers, il est des questions que les Haïtiens peuvent se poser entre eux. Il en est d'autres que seuls les étrangers oseront aborder : la [p. 467] question de couleur par exemple. Il y a des questions dans lesquelles nous sommes trop impliqués ; nous n'avons

pas nécessairement le recul qui nous permettrait de nous questionner avec suffisamment d'objectivité.

Georges Anglade – Il faut maintenant s'interroger sur les « marges » de ces sociétés : la problématique des savoir-faire paysans, des marchandes, par exemple. On me met souvent en garde, mais quelle est la voie de sortie ? À mon sens, il s'agit là du seul point de départ possible. Il est clair que les débordements se prendront par les marges, les pratiques quotidiennes telles que vécues par le peuple. Or nous ignorons tout de ces structures et de ces pratiques locales. Tu as fait, Serge, sept ou huit articles sur le petit artisanat qui, pour beaucoup, ont été des révélations ; les gens avaient perdu de vue le sens de ces pratiques. Ceci devrait être une des tendances dominantes de recherches dans la Caraïbe ; l'accumulation locale des savoir-faire de résistance et de survie.

Serge Larose – Mais si l'on ne peut qu'admirer ces stratégies de survie, il n'en demeure pas moins qu'elles traduisent une adaptation individuelle ou familiale ; comment se fait-il qu'elles n'arrivent pas à se constituer en projet social plus global ?

Georges Anglade – Peut-être parce qu'on ne les a jamais étudiées comme un ensemble à intégrer et à articuler en vue d'une proposition de société nouvelle. Il faudrait arriver à bâtir un modèle à partir des savoir-faire... et c'est de la connaissance des données « marginales » que nous arriverons peut-être à définir de nouveaux objets d'étude – je parle de ces pratiques dont ne parlent pas les manuels universitaires – à partir desquels nous pourrions élaborer un nouveau contrat de société. Et qui dira, par exemple, ce rôle des femmes dont tu ne retrouves nulle part ailleurs d'équivalent ? Tu as là comme une entente tacite, depuis deux siècles, qui laisse à la femme certains secteurs de travail en échange de son rôle de « poto-mitan » de la pauvreté. C'est tout de même étonnant de ne voir que des femmes dans un marché qui rassemble cinq mille personnes. Et ces femmes, responsables de la reproduction, sont chefs de famille à 80% ; elles produisent l'enfant, l'élèvent, font commerce et arrivent même à donner de l'emploi aux hommes. Jamais on n'a interrogé à fond cette dimension qui crève pourtant le décor.

Serge Larose – Les cultures commerciales sont dominées par les hommes ; le secteur vivrier l'est par les femmes.

Georges Anglade – C'est ça, mais ton modèle de société de « désenveloppement », tu ne peux pas le faire sur celui des « cash crops ». Tu miseras aussi sur les femmes parce que tu élabores un modèle différent de celui des cultures commerciales qui, elles, reproduisent la dépendance.

[p. 468]

Les principaux participants :

- **René Bureau**, 54 ans, ethnologue converti à l'Afrique Noire, auteur de *Le Péril Blanc* Paris 1978 et du *Vade-mecum de l'expatrié* Paris 1981, Professeur à Paris X, milite pour l'anthropologie culturelle au secondaire.
- **Denis Goulet**, 52 ans, philosophe de l'éthique du développement, 7 livres et une centaine d'articles et monographies dont *A new moral order*, *The cruel choice*, *The uncertain promise*, Université Notre-Dame, USA.
- **Étienne Le Roy**, 42 ans, doctorats droit et ethnologie, Paris 1 et CNRS et Université de Brazzaville, secrétaire général de l'association et de la revue *Politique africaine*, publications en anthropologie juridique de l'Afrique
- **Marc Luyckx**, 41 ans, docteur en théologie orientale (russe et grecque), parle 9 langues occidentales ; Mouvement de la Paix. Alphabétise actuellement les chômeurs italiens en Belgique... a enseigné en Californie.
- **Raimundo Panikkar**, 65 ans, doctorats chimie, philo., théologie, 28 livres et quelque 300 articles majeurs. Vit en Europe, aux États-Unis et en Inde... Enseigne en Californie la philosophie comparée.
- **Dominique Perrot**, 40 ans, Genève, auteure en collaboration de *Ethnocentrisme et Histoire*, Paris 1975, *Outlook of a Century : South Africa 1870-1970*, en 1973. Formation des expatriés pour le Tiers Monde.
- **Robert Vachon**, 53 ans, Directeur et fondateur du Centre interculturel Monchanin à Montréal en 1968, animateur principal des publications du Centre, promoteur principal de cette rencontre de La Marlagne...
 - **Thierry Verhelst**, 41 ans, docteur en droit~ sensible au droit comparé africain et au droit coutumier africain. Chargé de mission auprès de *Broederlijk Delen*, publiera un remarquable *Des racines pour vivre* (Duculot 1987) qui témoigne de cette rencontre.
 - **Georges Anglade**, 38 ans, géographe haïtien, auteur de plusieurs livres percutants etc., etc. (dont le discours *Éloge de la pauvreté* en fin de cette année 1983 sera dans le prolongement de cette rencontre).

* En dehors de ces intervenants dont nous avons retenu des extraits, et qui ont tous pratiquement publié dans la foulée de cette rencontre "une dernière intervention", il faut signaler les présences de Françoise Klein, Edmond Tang, Mohamed Arkoun, Ahmed Baba Miské, Robert de Montvalon, Kalpana Das, Yaya Dialo, Luc Heymans, Jacques Scheuer...

[p. 469]

CHAPITRE 5

Sur le développement

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Table ronde « Développement endogène ? – Actes de la Marlagne » Rencontre organisée en Belgique par le Centre Monchanin et l'Université de la Paix de Namur, 28 juin au 2 juillet 1983, numéro spécial de la *Revue inter-culture* du Centre Monchanin, Montréal juillet-septembre 1984, volume XVIII, no. 3, cahier no. 84, pp. 2-64.

OUVERTURE (28 JUIN)

Nous sommes venus des quatre coins du monde pour être convaincus (vaincus) par le poids du témoignage de l'autre.

Je voudrais rappeler quelques points qui pourraient constituer la base d'un consensus que je pense déceler dans les documents préliminaires à ce colloque. Nous sommes tous convaincus d'être dans une impasse, dans une fin de non-recevoir qui nous laisse penser que seule une rencontre en profondeur, radicale (donc, au niveau des intuitions fondamentales des cultures), peut nous aider à en sortir.

La solution ne saurait être dans ce que j'appellerais le syndrome du cocktail : un peu de zen, un peu de karma, un peu de loyauté musulmane, etc. ; on se rend au supermarché des traditions, on concocte un cocktail et voilà ! C'est de l'éclectisme !...

Cela veut dire que devant la prépondérance de la modernité occidentale, la tâche des autres cultures ne saurait se limiter à être auxiliaire, secondaire, réformatrice, ni même d'être les sauveurs de la culture occidentale... D'un autre côté, aucune culture aujourd'hui n'est autosuffisante pour résoudre et les problèmes du monde et ceux des personnes humaines... Un des présupposés implicites à ce que je viens de dire est que le pluralisme est légitime en soi... que ceux qui ne pensent pas comme moi ne sont pas plus que moi dans le vrai ou dans le faux. La structure même de la réalité est pluraliste. C'est dire que le rêve d'une vision globale du monde, d'un monde uni, devrait être démystifié.

Cela nous porte à une espèce d'humble écoute contemplative de l'autre. De façon spontanée, la méthode va émerger en laissant l'autre parler, s'exprimer, en

réfléchissant à ce qu'il dit, en l'assimilant autant que possible et en faisant une réaction issue du fond de l'être et pas seulement de conceptions que j'ai acquises ici et là. Autrement il n'y a pas de dialogue de cultures ; il y a dialogue entre experts en culture.

Raimundo Panikkar

[p. 470]

ATTENTES DES PARTICIPANTS : TOUR D'HORIZON

Étienne Le Roy – Je suis arrivé avec une espèce de slogan : casser l'enveloppement, le nôtre, avant de prétendre penser au développement. Casser le modèle unitariste qu'on a construit, qui a enveloppé le monde actuellement quasi asphyxié.

Denis Goulet – Lorsqu'on nous demande comment on conçoit l'apport possible de ce groupe à l'apprentissage interculturel à la coopération internationale, je vois un problème : la plupart des activités de coopération sont des transactions, des négociations, ce ne sont pas des dialogues gratuits entre amis... il y a quelque chose d'inhérent à l'univers de la transaction qui ramènera toujours un biais...

Georges Anglade – Je me mets au bord de la provocation et je m'en excuse. Mais je crois que le dialogue interculturel ne peut même pas exister. Les cultures sont des rapports de force. Elles l'ont toujours été. La violence de l'enveloppement occidental s'est actuellement médiatisée en terme de développement et d'aide après avoir violemment exterminé les indiens et baptisé les esclaves. Le discours occidental a toujours été du centre vers la périphérie.

Je m'aperçois que cette société veut de plus en plus sortir de cet enveloppement, le casser. Mais pour cela, il faut renverser la trajectoire. Il faut une rupture, c'est-à-dire que le monde soit reconstruit à partir de centres devenus multiples. Et comme les États-Nations existent, je crois qu'ils devront être le cadre de nos échanges et de la libération de l'homme.

Ce que je cherche, c'est avant tout un dialogue intra-culturel. Comprendre ce qui, à l'intérieur même de toutes nations, est construit selon ce rapport hiérarchique. Comment les catégories dominantes écrasent ce que l'on pourrait appeler la culture du pauvre, la culture périphérique, la culture latérale... qu'on retrouve dans tous les pays. Pour sortir de l'enveloppement la rupture doit venir de là. Se demander ce que l'on peut faire avec la vision du monde de ses plus pauvres. C'est un combat interne.

En second lieu, comment dans ce combat interne établir la relation extra-culturelle ? Quelle que soit ma vision, je ne peux la construire qu'à partir de l'unique réalité sur laquelle je puisse agir : celle de mon pays Haïti. Celle qui m'a

donné ma nationalité, celle qui me définit politiquement à l'intérieur du groupe et dans laquelle je peux fonctionner. J'ai une chance peut-être de participer à la libération haïtienne. Pour arriver à la construction de cette alternative on peut s'appuyer sur un certain nombre de savoir-faire locaux qui ont été assassinés par l'aide ; j'en donnerai des exemples.

[p. 471]

Denis Goulet – C'est la première fois que nous sentons converger des aspirations à transcender les ethnocentrismes de nos cultures respectives...

Raimundo Panikkar – S'il est vrai que le dialogue des cultures est un rapport de forces peut-on définir le concept de force autrement qu'en termes de puissance ? Si nous devons accepter les données parce qu'elles sont là, doit-on d'emblée accepter les règles du jeu ?

Georges Anglade – Je suis tout à fait d'accord, il faut les refuser. À ce moment-là, ça nous conduit tout droit à un discours sur les formes de résistance des opprimés, des écrasés, des cultures. Je sais que chez les plus démunis, les plus faibles, les plus écrasés matériellement, chez le massacré, même physiquement, il y a une résistance, il y a une survie, une manière de tenir le coup. Il y a une résistance permanente mais elle n'est pas institutionnalisable...

Denis Goulet – Est-ce que la résistance implique l'abolition de la coopération internationale ? Peut-on l'atteler pour qu'elle soit utilisable par les alliés ?

Georges Anglade – Elle n'implique pas l'abolition de la coopération, mais il faudrait que cette coopération renaisse à la recherche de ces pratiques de résistance, de survie. Nous avons un très beau terme qui désigne l'histoire de la résistance, l'éloge de la fuite : le marronnage. Cette culture de marronnage on la retrouve maintenant partout chez les haïtiens que ce soit à New York, Montréal, Bruxelles, Paris. On la retrouve au niveau de l'agriculture, au niveau économique, politique, au niveau de toute la gestion de cette communauté parce que c'est la survie.

J'ai bien aimé l'expression de "recours aux sources". Parce que ce dont je me rends compte c'est qu'il y a une construction du monde qui appartient à chaque catégorie sociale. Chaque communauté utilise ses propres points de repères (ce qui l'entoure) pour bâtir le réel. Le malheur est que nous sommes sourds à leur propre conception, la conception des masses écrasées. Pour elles, le pays existe, la nation, les différenciations, tout ça existe... mais ce n'est absolument pas ce qu'on nous a raconté. Et peut-être que le "recours aux sources" est de prendre appui sur ces zones de résistances, et de bâtir à partir de ça. Mais entendre n'est pas facile !

Thierry Verhelst – Mon attente se situe dans une perspective pratique qui n'exclut nullement une interrogation théorique. Ce que je souhaite c'est qu'on puisse aller aussi loin que possible dans la démystification de ce qui doit l'être et dans le renforcement ou la réorientation partielle de ce qui dans le travail des ONG semble valable... Nous savons tous que le développement tel que pratiqué par les grands organismes internationaux (Banque Mondiale, FMI, etc.), c'est de

l'impérialisme culturel... Nous faisons preuve d'une très grande cécité [p. 472] culturelle. Je ne vois pas comment on peut faire prendre conscience aux gens de leur situation d'exploitation si on ignore leur culture. Pour le moment, j'ai énormément de questions, peu de réponses.

NOTION DE DÉVELOPPEMENT ET DE BONNE VIE

Robert Vachon – Ma grande préoccupation c'est que généralement on prend pour acquis le mot développement... Ce que je remets en question.

Étienne Le Roy – Je vous donnerais l'exemple des Wolofs du Sénégal et de leur façon de percevoir le développement. Le terme est wolofisé c'est-à-dire introduit dans la structure grammaticale et linguistique. C'est tout un ensemble de termes qui expriment très clairement l'origine de l'intervention : "le développement du blanc"...

Thierry Verhelst – Je suis d'accord qu'il ne faut peut-être pas utiliser le mot développement mais peut-être faire un tour de table... Mais après cet exercice, je plaiderais pour que l'on prenne conscience du caractère urgent et dramatique de la situation, de l'écrasement des cultures et des personnes par l'occidentalisation du monde, par l'exploitation économique, la domination politique et la violation culturelle qu'elle entraîne. Et de voir si cet état d'écrasement n'exige pas des formes de résistance, d'actions, de luttes qui ont mots : "projets de développement", "efficacité", "action". Toutes notions qui m'apparaissent assez occidentales. Voilà la contradiction avec laquelle je me trouve et que j'aimerais bien qu'on puisse creuser.

René Bureau – À mon avis vous n'avez pas prouvé pourquoi la tradition ne peut pas être porteuse de développement car vous avez analysé la dégradation d'une culture qui date de longtemps... Je comprends le constat que vous faites mais je ne partage pas la conclusion voulant qu'un développement à partir de la tradition soit impossible. L'enjeu est terrible !

Georges Anglade – Je n'ai pas la démonstration que la tradition ne puisse pas servir de base au développement parce qu'on discute au niveau de la symbolique sans voir les assises de la pyramide : la manière de produire, la circulation, la distribution etc. Sans sa base, cette construction symbolique reste en suspens.

René Bureau – Que ce soit bon ou mauvais, il est inévitable d'entrer dans ce processus d'évolution... On pourrait poser en principe qu'une ethnie qui refuserait définitivement toute atteinte d'une modernité quelconque est condamnée à la disparition pure et simple.

Robert Vachon – Moi je lutte pour que les cultures dites traditionnelles puissent vivre dans leur intégralité, pour qu'elles n'aient [p. 473] pas à passer

nécessairement par la modernité. Je ne crois pas que ce soit peine perdue. L'Occident est un accident (Garaudy)...

TÉMOIGNAGES DE CHACUN PAR RAPPORT AU DÉVELOPPEMENT BASÉ SUR LA TRADITION

Denis Goulet – Selon mon vécu, oui il existe des efforts de développement basés explicitement et ouvertement sur la tradition. J'en ai vu en Malaisie, au Mexique, à Sri Lanka, en Bolivie. Ce qu'ils ont en commun c'est que ce sont toutes des expériences à l'échelle micro.... Le grand problème est de savoir si on peut additionner ces expériences micro pour atteindre une masse critique qui permettrait de rompre le monopole de légitimité que détient le modèle dominant à l'échelle macro.

Étienne Le Roy – Développement pour moi ne veut pas dire autre chose que nécessité de reconstruction sociale et économique.

Raimundo Panikkar – Tu appellerais cela "Développement" ?

Étienne Le Roy – Oui, pour moi le développement c'est cette reconstruction...

Georges Anglade – La question est aussi de savoir s'il y a une société qui a commencé cette rupture macro ? Y a-t-il des combats en cours qui vendent ce projet à l'échelle d'un pays, à l'échelle d'un État-nation ? Quelles sont les choses concrètes sur lesquelles on peut se baser pour proposer une voie alternative à la notion d'un développement qui piège ? Le cas haïtien montre que c'est à l'échelle de tout le pays qu'il doit y avoir cette rupture : son mode d'agriculture caractérisée par le compagnonnage, son habitat caractérisé par le bourg-jardin, le système de commercialisation par les *Madan-sara*, le tap-tap comme système de transport, sa religion profonde et puissante : le vodou, sa langue : le créole. À tous les niveaux, nous nous sommes rendus compte qu'il y avait tout un trésor d'accumulation de cette pratique, de la survie, de savoir-faire, ayant mis trois siècles à se constituer et que les outils que nous avons (sociologie, science politique, géographie...) étaient inaptes à nous permettre une compréhension réelle de cette société. Après avoir eu un ensemble d'interventions qui la détruisait, il y a depuis dix ans un questionnement qui se base sur ces pratiques de ruptures. C'est tout ce projet de société alternative qui est en train de prendre corps ; le passage d'une micro à une macro échelle. Et je ne vois pas d'autre moyen d'y arriver qu'une intervention politique. Il faut un travail systématique de diffusion des idées au niveau de l'intervention. Lorsque nous aurons les idées de cette alternative, peut-être que les gens se lèveront et la feront. Il faut déplacer le discours du centre vers la périphérie et construire le monde à partir de ce que les paysans sont. Ceci nécessite une deuxième [p. 474] rupture qui consiste à rompre avec les élites locales, pour passer à l'écoute du discours des classes dominées.

Robert Vachon – Dans le passage du micro au macro, tu parles en quelque part dans un écrit, "de la construction d'une machine nationale puissante... et d'inventer un schéma de montage en audace organisationnel..." Quand tu parles de développement au niveau macro, n'es-tu pas victime de la centralisation, de la Nation-État ? Qu'en est-il de la culture politique paysanne qui serait peut-être basée sur un régionalisme n'ayant rien à voir avec la macro-société ? C'est confus.

Georges Anglade – Non. Nous sommes pris dans le cadre de la Nation-État. Les ruptures vont se vivre cas par cas, noyau par noyau, à ce niveau des Nations-États. Pour permettre à chaque groupe de se développer dans sa spécificité et dans sa complémentarité il faut un pouvoir d'État qui se donne comme objet cette révolution...

Dominique Perrot – La tradition ce n'est pas un ensemble de traits culturels qui n'évoluent pas. "Conserver" la tradition ça revient à la figer. Je la vois plutôt comme un processus qui exige une capacité de sélection, entre autres, par rapport à la modernité. À mon retour en Occident, j'ai essayé de trouver, à l'institut de développement où je travaille, un terrain sur lequel on n'exerce pas de domination. Je suis donc engagée dans une recherche sur un groupe de dominants. J'étudie à Genève l'identité ou plutôt l'absence d'identité des fonctionnaires internationaux de développement. J'essaie de voir quelle est la part de cette absence d'identité sur la conceptualisation des projets de développement. Je parle aussi de la non-identité de Genève qui répond au profil de ces gens.

René Bureau – Personnellement je suis payé pour aménager le développement, pour qu'il soit à la fois efficace et non destructeur... Chose certaine, tout le monde est d'accord pour dire que ça ne marche pas... Les interrogations sont bourrées d'utopie, d'idéalisme etc., mais le seul réalisme possible aujourd'hui est d'ouvrir les voies d'une utopie formidable, car il n'y a pas d'autres possibilités de penser un renversement radical de notre société... Le phénomène de classe est inhérent au phénomène de développement de l'Occident et c'est son vice rédhibitoire. Il y a des esclaves et des maîtres dans notre société et c'est pour ça qu'elle est développée.

Jacques Scheuer – Je remarque qu'au moment où l'idée de développement, qui n'est qu'un avatar de l'idée de progrès, est remise en cause en Occident, elle semble être devenue la religion des élites gouvernementales et administratives dans le reste du monde. On se retrouve face à une idéologie à laquelle nous ne croyons plus vraiment et par une sorte de sentiment de culpabilité, on en tient encore compte dans nos relations avec cette élite.

[p. 475] **Luc Heymans** – Mes préoccupations rejoignent celles de Jacques... À travers mes huit années d'expérience dans des ONG de Belgique, je me suis rendu compte que les motivations des personnes qui voulaient partir travailler dans le tiers-monde étaient soit liées à des problèmes personnels, soit une fuite, soit un désir de se réaliser soi-même, tout cela caché sous une façade de solidarité. Au fond, tous les problèmes sont chez nous et on essaye de trouver dans d'autres cultures des solutions à notre mal-développement.

**OPTIONS CONCRÈTES DES PARTICIPANTS
PAR RAPPORT AU DÉVELOPPEMENT :
DOIT-ON ENCOURAGER LA COOPÉRATION ?**

Thierry Verhelst – Je souhaiterais d'une part qu'on puisse coller à la réalité qui se pratique sur le terrain... D'autre part, j'aimerais que l'on porte un regard critique sur ce que des organisations essayent de faire par rapport à cela... Jusqu'à présent, je ne vois pas d'autre moyen que de conscientiser les gens sur leur situation afin qu'ils se mobilisent pour la changer.

René Bureau – J'ai une question... les conscientiser sur quoi ? Dans mon travail, je m'adresse toujours à des gens qui sont responsables et compromis. Moi, j'essaie de leur faire saisir que la culture africaine est cohérente et respectable, et que si elle est différente, elle n'est pas inférieure. En général, cette prise de conscience les déconcerte complètement.

Dominique Perrot – À la limite si on pouvait se contenter d'une critique radicale ce serait tellement plus confortable ! Baudrillard dit bien : "la critique c'est la résistance secondaire de l'intellectuel". Seulement voilà, on ne peut pas en rester là ! Moi non plus je n'ai pas envie que les coopérants partent. Pourtant, je participe quand même à leur sélection et à leur formation...

Raimundo Panikkar – Du point de vue pratique, est-ce qu'on ne pourrait pas recommander de n'aller dans aucun pays sans en connaître la langue presque à la perfection ?

Dominique Perrot – Personne ne partirait.

Thierry Verhelst – À mon avis le cas le plus fin à discuter n'est pas celui des volontaires qu'on envoie dans le tiers-monde. Je crois que là-dessus, il y a un consensus pour dire que ces cas sont extrêmement dangereux.

Georges Anglade – J'ai des attentes de coopération très concrètes à formuler. De ma position nord-atlantique, j'ai depuis quelques années interrogé les types de relation avec le tiers-monde. Il est évident que le déferlement des universitaires, des missionnaires et de tous ceux qui se [p. 476] voient les mains propres, n'est que l'envers d'une médaille qui inclut l'intervention des multinationales, les génocides, etc. Quoiqu'ils soient tous des hommes de bonne volonté, souvent ils vont ailleurs chercher des réponses à ce qu'ils sont. Ce n'est jamais que la projection de soi sur l'autre. C'est ainsi qu'on va retenir un certain nombre d'éléments fort sympathiques qui permettent de répondre à ses propres besoins mais qui sont finalement très peu utiles à ceux que l'on veut aider.

Il faut donc essayer de définir et de proposer un nouveau type de coopération qui pourrait se formuler ainsi : est-ce qu'on ne pourrait pas au niveau de cette coopération, demander à ceux qui y œuvrent, de travailler sur des éléments qui permettraient de faire jaillir des pistes alternatives de sociétés ? Ceci conduit à

une redéfinition des pratiques. Il ne s'agit plus d'éduquer à de nouvelles méthodes des paysans qui ont trois siècles d'accumulation de savoir-faire, mais de fouiller pour trouver dans leurs pratiques ce qu'elles contiennent de positif, d'essayer de comprendre leurs propres modèles pour que ces savoir-faire locaux deviennent le point de départ permettant de penser un jour l'alternative dans une totalité.

L'ensemble de ces questions a conduit à une lecture de la géographie, de la morphologie urbaine, de l'économie, de la sociologie, totalement différente de celle que nous connaissions. Analyser les manières de survivre, les pratiques de résistance de 80% de ces populations nous permet de rompre avec la trilogie classique du transfert d'institutions, de capitaux et de technologie.

Nos disciplines ont toujours étudié les catégories dominantes et provoqué la vision de ces catégories. Actuellement, l'ensemble des publications sont à la redécouverte de la manière de ces gens de construire leur réel. C'est à ce niveau-là que la coopération est possible. Comme ces travaux sont écrits, ils s'adressent au 20% et non pas à la grande masse. Voilà une tentative d'essayer de renverser tous les préjugés qu'on entretenait contre ces gens qui savent faire des choses impressionnantes.

Pour arriver à la construction d'une image d'Homme qui ne soit pas dévalorisante pour l'homme qui se regarde, il nous faut une foi très grande. Avec cet immense pessimisme de l'intelligence mais cet incroyable optimisme de la volonté, nous pouvons devenir des intellectuels organiques des pratiques de survie. Voilà l'invitation que je vous fais. Nous avons tous à renaître dans autre chose, tout en prenant garde de ne pas renier notre identité. Se projeter, se prendre pour un Noir d'Afrique ou un paysan constituerait une grave erreur. L'illusion n'est pas possible.

Raimundo Panikkar – Georges nous a mis sur une piste importante et féconde. On ne doit pas projeter l'intellectuel sur le paysan, ni l'élite sur le peuple et surtout pas la technologie sur la techné. La techné c'est [p. 477] sur le peuple et surtout pas la technologie sur la techné. La techné c'est l'art, c'est le savoir-faire dont nous a parlé Georges. Je crois que nous pourrions nous limiter à voir comment nous envisageons, dans la situation mondiale, les problèmes de la technologie ?

Robert Vachon – J'ajouterais qu'il est extrêmement important aussi de ne pas projeter la culture politique moderne occidentale de la Nation-État et de ses institutions, sur la culture politique du peuple.

Georges Anglade – En ce qui concerne le rapport entre technologie et savoir-faire, je dirais que le projet technologique a toujours été pensé en termes de transfert. Or ce qu'il faut, c'est de bien comprendre le système de survie et utiliser la technologie en termes d'amélioration de cette base qu'est le savoir-faire. Il faut pouvoir tap-taptiser le système de transport, compagnonniser le tracteur, etc., c'est-à-dire de prendre la technologie et d'arriver à la rendre possible à l'intérieur des pratiques existantes. J'aimerais bien que tous les bourg-jardins puissent avoir la rivière à portée de la main, que la corvée de lessive prenne une heure au lieu

d'une journée, ce qui permettrait de libérer un temps qui puisse être utilisé à autre chose. Si nous arrivons à penser le tuyau comme la rivière qu'on amène, on ne risque pas de faire de l'hydraulique une fin en soi.

Étienne Le Roy – Georges nous demande de réfléchir au fait de construire des projets de société. C'est une question fondamentale. Pour ce faire, il faut se battre à la fois à la base et au sommet, trouver une espèce de propédeutique qui nous permette de changer les deux pôles. Il faut travailler sur la transformation des élites et sur la possibilité d'utilisation du capital savoir-faire, savoir-penser, savoir-dire de ces sociétés pour leur donner la place qu'ils doivent naturellement occuper dans une construction sociale. Il faut réhabiliter les cultures autochtones, réconcilier leur passé, leur présent et leur devenir. Quel que soit l'égoïsme des élites, il y a quand même des gens honnêtes qui acceptent de changer à condition qu'on leur donne des perspectives.

Kalpana Das – J'aimerais vraiment connaître vos options au sujet des coopérants. Est-ce qu'on les envoie ? Si oui, quels conseils doit-on leur donner ...

Georges Anglade – Si tu viens chez moi, dis-moi exactement en quoi mon savoir-faire est source d'enrichissement pour toi. Je crois que c'est un critère extrêmement fort de l'acceptation mutuelle dont tu parles, Kalpana...

Clôture (2 juillet) : Je voudrais exprimer ma joie d'avoir été ici...Nous n'avons pas seulement appris les savoir-faire des autres cultures, mais aussi le savoir-vivre entre nous... C'était un risque tellement grand...

Raimundo Panikkar

[p. 478]

Haïti-Observateur a jugé important, face au discours de Jean-Claude Duvalier, de recueillir « à chaud » les opinions d'un large éventail de l'opposition haïtienne de l'extérieur. Quatre questions ont été posées. Nous avons demandé de fournir des réponses assez brèves. Le résultat est fort intéressant et offre certainement une idée sur la position des différents secteurs de l'opposition extérieure. Nous publions les réponses telles qu'elles ont été fournies par leurs auteurs. La semaine prochaine, nous dépouillerons les résultats de notre sondage et ferons l'analyse de ces réactions, qui, certainement, auront un effet politique dans cette conjoncture de crise.

H-Q.

LES QUESTIONS :

- 1) Faut-il prendre au sérieux le discours présidentiel du 22 avril 1985 ?
- 2) Faut-il à votre avis que l'opposition démocratique participe aux élections promises ?
- 3) La Présidence à vie est-elle compatible avec la démocratie ?
- 4) Seriez-vous disposés à rentrer en Haïti si le pouvoir vous donne des garanties sur votre sécurité ?

LES RÉPONDANTS :

Georges Anglade, Jean Dominique, Marcel Fombrun †, Serge Gilles, Jean-Jacques Honorat, Raymond Joseph, Paul Laraque, Paul Magloire, Charles Manigat, Claude Moïse, Jacques Moringlanet†, Lionel Paquin, Gérard Pierre-Charles, Ernst Verdieu.

N.B. Faute de pouvoir obtenir de chacun des répondants l'autorisation d'identifier sa réponse, nous faisons une sélection anonyme des positions significatives pour chacune des questions. Nous avons cependant éliminé toutes les réponses personnalisées au point d'identifier son auteur hors de tout doute »

[p. 479]

CHAPITRE 6

Sur la politique *avec Haïti-Observateur*

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

« Sondage d'opinions : des personnalités politiques de la diaspora répondent »
Haïti Observateur du 3-10 mai 1985

*** 1) Faut-il prendre au sérieux le discours présidentiel du 22 avril 1985 ?**

Georges Anglade – « Oui, il faut toujours prendre au sérieux en politique tout indice d'une tentative de solution et le discours du 22 avril en est une dans sa recherche d'une des sorties possibles à la crise. C'est le début d'un engrenage ».

D'autres réponses :

– « On ne saurait prendre à la légère un acte politique posé par un homme disposant d'un pouvoir politique absolu. Il n'est donc pas question pour un observateur politique de ne pas prendre au sérieux le discours du 22 avril 1985 ».

– « Tout acte politique est sérieux quelle que soit l'intention de son initiateur. Tout dépendra de l'usage que le corps socio-politique en fait ».

– « Le discours de J.-Cl. Duvalier du 22 avril est le résultat de pressions importantes venant de l'intérieur du pays et des pays occidentaux (les États-Unis en particulier). Il faut que l'opposition démocratique prenne au sérieux ce que propose le pouvoir en Haïti... À partir de là le pays attend des mesures concrètes qui rendent le processus démocratique effectif. Toutes les conquêtes sont importantes pour les partisans de la démocratie en Haïti.

– « C'est un acte politique obligé du gouvernement des Duvalier. Dans la mesure où la pression politique interne s'organise, se renforce et se précise, cet acte politique du gouvernement peut déboucher sur d'autres mesures qui favorisent le mouvement démocratique en Haïti ».

– « On n'a pas le choix. Il faut toujours voir le côté positif et constructif des choses ».

– « Tout discours de Jean-Claude Duvalier doit être pris au sérieux parce qu'il le fait pour une raison précise. Deuxièmement, le contenu du discours du 22 avril ne m'apparaît pas une chose que l'on peut prendre au sérieux, parce qu'il n'y a pas les conditions nécessaires pour que l'on puisse prendre au sérieux les promesses qui ont été faites ».

*

[p. 480]

– « Le projet annoncé dans le discours ne peut pas être pris au sérieux tant que l'on n'en connaîtra pas le contenu ».

– « Jean-Claude Duvalier a donné une réponse qui est bien en-dessous de l'attente et des manifestations du peuple haïtien ».

– « Je ne crois pas qu'il faille le prendre au sérieux. Le gouvernement est sujet à des pressions internes et externes, et essaie de s'en tirer de son mieux en mystifiant les gens et en renvoyant toujours à plus tard la réalisation des promesses qu'il a faites ».

– « Non, il ne faut pas le prendre au sérieux, dans ce sens précis qu'il s'agit d'un recul par rapport aux discours de décembre 1984 et janvier 1985. Ce sont des promesses qui ne peuvent pas être tenues par manque de structures adéquates à cette fin. Le discours présidentiel est de l'ordre de la dérision et entre dans le cadre des manœuvres traditionnelles du pouvoir pour légitimer la permanence du duvaliérisme ».

– « Ce n'est pas la première fois que l'on offre à la population des discours. Ce qu'il faut, ce sont des actes permettant de jauger la bonne foi démocratique du pouvoir ».

– « Comme tous les actes politiques du duvaliérisme, ce discours est une expression de l'hypocrisie du pouvoir. On entend le discours de la libération depuis 1971 et il a toujours été accompagné de faits de violence et d'une politique qui correspond à l'illégalité du pouvoir ».

*** 2) Faut-il à votre avis que l'opposition démocratique participe aux élections promises ?**

Georges Anglade – « Oui, si cela doit être autre chose qu'une farce, ce qui suppose la fixation de conditions minimales pour nos oppositions démocratiques ».

D'autres réponses :

- « Il faudrait d'abord qu'elle existe cette opposition démocratique en tant que force politique cohérente et non en tant que vœux pieux ou agrégats de volontés plurielles. L'occasion est peut-être offerte dans les circonstances actuelles à ces différents agrégats de constituer une force politique par l'adoption d'une stratégie politique commune appropriée à la conjoncture ».
- « Oui s'il y a des élections générales et s'il y a retour des exilés ».
- « Une opposition participe à la vie politique de deux manières : les armes à la main ou en contestant pied à pied tout acte posé par le pouvoir sur le lieu même de la vie politique ».
- « Si des mesures sérieuses sont prises qui permettent à de véritables élections de se tenir, oui, je crois qu'il faudrait y participer... Face au [p. 481] jean-claudisme, il faudrait une stratégie unitaire de l'opposition sur le terrain pour élargir autant que possible l'espace de liberté... »
- « L'opposition démocratique doit participer, rentrer dans l'arène, réclamer des conditions, lutter, proposer et se présenter au nom d'une nouvelle morale ».
- « Tout ceci dépend d'un mouvement d'ensemble qui résulte d'une concertation entre le mouvement démocratique intérieur et extérieur ».
- « S'il faut en croire Jean-Claude Duvalier, on s'achemine vers des élections législatives, municipales et même semble-t-il sénatoriales. Le problème pour la participation de l'opposition démocratique est l'accès aux moyens d'information, la radio, les journaux, la télévision... ».
- « Certainement, c'est l'unique moyen pour les partis à l'intérieur comme à l'extérieur de rentrer dans l'arène politique ».

*

- « Non, à mon sens, car ces élections vont plutôt avaliser la farce électorale et l'opposition démocratique haïtienne ne peut pas participer à des élections sous le contrôle du gouvernement actuel ».
- « La vieille tradition des élections en Haïti correspond à une vision frauduleuse des pratiques électorales. Elles ont toujours été une mascarade. Les dernières élections ont montré que le pouvoir n'était nullement disposé à accepter des pratiques démocratiques... Mais elles peuvent être utilisées par l'opposition pour mobiliser le peuple ».
- « S'il y avait élections dans des conditions que nous pouvons juger sérieuses, il faudrait que l'opposition démocratique y participe. Mais dans le cadre des pressions actuelles exercées par le pouvoir, je ne pense pas que ces conditions-là existent ».

*** 3) La présidence à vie
est-elle compatible avec la démocratie ?**

Georges Anglade – « Non, ce n'est pas dans nos traditions politiques ».

D'autres réponses :

- « Non, plus précisément en Haïti à cause de l'effet déstabilisateur de la présidence à vie dans la vie politique du pays ».
- « La prétention du chef de l'État de demeurer celui qui décide de l'orientation à donner à la vie nationale aussi longtemps qu'il lui plaira ou qu'il le jugera nécessaire ne procède pas d'une conception démocratique. Elle semble davantage annoncer l'avènement d'une royauté ou d'un empire.
- « La présidence à vie est non seulement incompatible avec la notion de démocratie, mais elle est synonyme d'instabilité politique. L'autocratie provoque nécessairement des troubles qui débouchent tôt [p. 482] ou tard sur la violence pour provoquer l'alternance que l'on refuse par la voie démocratique des élections présidentielles ».
- « Absolument pas, il n'y a aucune compatibilité possible entre le régime de la présidence à vie de la dynastie duvaliériste avec les principes démocratiques. La présidence à vie est une violation flagrante des principes démocratiques ».
- « Le gouvernement duvaliériste est un pouvoir de faction. La présidence à vie de Jean-Claude Duvalier est un ferment de guerre civile. Aucune formule de passe-passe ne peut venir solutionner ce blocage institutionnel. Il faut venir avec une autre chose ».
- « La présidence à vie est une parodie dans un régime démocratique. Pourquoi ne pas laisser le peuple décider librement de son choix » ?
- « Évidemment non » !
- « Non ».
- La présidence à vie est la négation de la démocratie. Le principe de la souveraineté populaire demande à ce que le peuple soit en mesure d'élire celui qui le gouverne ».
- « Non. Absolument pas ».

*

—« Peut-on répondre à un élément conjoncturel posé par une situation politique donnée par une déclaration de principes généraux ? La position de chaque citoyen face à la situation d'exception que constitue la présidence à vie ne saurait peser d'un poids politique que si elle s'inscrit dans une stratégie collective au niveau national ».

– « En soi, le pouvoir à vie n'est pas incompatible avec la démocratie. On en a l'exemple en Espagne. Mais dans le contexte politique haïtien fait de vide de toute contestation politique d'envergure, la présidence à vie s'exerce dans un vacuum qui en fait un monstre ».

*** 4) Seriez-vous disposé à rentrer en Haïti
si le pouvoir nous donne des garanties sur votre sécurité ?**

Georges Anglade – « Oui, des conditions de sécurité me permettraient de rentrer au pays immédiatement ».

D'autres réponses :

– « Je n'ai pas besoin de garanties. Je rentre au pays une fois qu'il y a des élections générales et que les exilés peuvent retourner ».

– « On a jamais reçu aucune liberté en cadeau. Le problème du retour n'est pas une question de garantie mais bien de logistique. Donc, d'organisation politique ».

– « Certainement, mais il faudrait des pratiques montrant que le président respecte les lois du pays et qu'il y a un climat de droit. Ce [p. 483] serait une insolence que mon retour en Haïti dépende de la bonne volonté du président de la République... l'accepter serait entériner la thèse que le chef d'État est maître des vies et des biens. Il faudrait éliminer les listes noires, le visa de retour, etc. Il faudrait qu'il y ait un adieu aux armes, contrairement à ce que dit le ministre de l'Intérieur Roger Lafontant ».

– Si on me donne toutes les garanties, je suis prêt à retourner à Port-au-Prince demain matin. Bien sûr dans un climat général de démocratisation ».

– « Oui, tout Haïtien le désire ».

– « Si le pouvoir garantissait les droits de tous les Haïtiens à retourner chez eux. Alors oui ».

– « Mon exil se poursuivra tant que persistera dans mon pays un système autocratique de gouvernement ; les promesses verbales ou écrites des dirigeants d'un tel système ne comportent à mon avis aucune garantie ».

– « Je ne crois pas que cela puisse se faire. Certaines personnalités de droite pourront rentrer mais pas toutes et surtout pas des gens de gauche... Il faudrait l'annulation des lois anti-démocratiques dont la loi anti-communiste de 1969, l'annulation de toutes les condamnations à mort et de toutes les mesures qui ont privé les citoyens de leur nationalité. De plus il faudrait la libération de tous les prisonniers politiques, le droit de réunion, de formation de syndicats, de partis politiques, y compris les partis de gauche et le démantèlement de la machine terroriste de l'État. Sans de telles conditions, je ne suis personnellement pas disposé à rentrer dans le pays même si je dois mourir en exil ».

- « La réponse à cette question résulte aussi de l'ensemble du mouvement démocratique intérieur et extérieur, c'est-à-dire des garanties conquises dans le cadre de ce mouvement de lutte pour la démocratie en Haïti ».
- « Dans le cadre du duvaliérisme, il n'y a aucune garantie pour personne. 28 ans le démontrent et l'expérience récente du 28 novembre 1980 ainsi que celle de novembre 1984 montrent que le pouvoir ne respecte pas le droit à la dissidence et à l'opposition. Le pouvoir duvaliériste est pire que celui de Pinochet puisqu'au Chili certaines libertés sont encore respectées ».

[p. 484]

DANS LE NUMÉRO SPÉCIAL D'HOMMAGE
AUX COMMUNAUTÉS CULTURELLES DU QUÉBEC

*Il faut souligner l'importante contribution
des universitaires d'origine haïtienne vivant
au Québec, en particulier les travaux de
Georges Anglade qui ont renouvelé notre
façon d'envisager les problèmes du sous-
développement.*

FORCES

Revue de documentation économique, sociale et culturelle
Les communautés caraïbéennes du Québec par Serge Larose
numéro 73, hiver 1986, p.75

[p. 485]

Troisième Partie : prestations

Défenses et illustrations académiques

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Cette fin de siècle est en train de se caractériser dans le domaine du développement par le coup d'État qui se réalise contre la science économique dont *l'économisme, le productivisme, le développementisme*, etc., n'ont pas tenu les promesses de bonheur pour le plus grand nombre... Plus que la dénonciation d'un échec dont la cause est pour une bonne part dans la sous-estimation des attributs de *la raison d'espace et de la logique d'espace* [pp. 497-501, dont l'articulation des échelles, l'essentiel actuellement des contributions majeures, en économie aussi, prône un recours aux sources et aux savoir-faire locaux, à la trame originelle et originale des sociétés... à leur espace en somme... comme point de départ de nouvelles données pour un raccourci vers un mieux-être individuel, dans une ambiance de liberté collective...

Nous assistons maintenant à des convergences internationales sérieuses jusque dans le vocabulaire utilisé par tout le monde (*audaces, raccourcis, savoir-faire, requestionnement positif de la pauvreté*). Pour Haïti, l'*ATLAS CRITIQUE* avait essayé de déblayer tout cela (*problématiques, objets, concepts, méthodes, lois*) dès la fin 1982. Il restait à l'actualiser à mesure. Des prestations qui ont donc suivi, nous sélectionnons trois exemples des genres les plus représentatifs de la triple tâche académique : le *compte rendu* qui est le plus souvent dans le prolongement des matières enseignées (ch. 7), la *communication* qui renvoie à la recherche en cours (ch. 8) et la *conférence* de circonstance qui est une occasion de diffusion des travaux (ch. 9).

Le compte rendu présenté en chapitre 7 recense un ouvrage d'initiation commode pour connaître de la nouvelle géographie et de son nouvel appareillage ; c'est un geste de défense et d'illustration de ce qui est devenu la dernière née des sciences du social, celle qui rend enfin compte par quoi une société est aussi un espace, par la maille de ses découpages (politiques) et par l'arbre de ses flux (économiques).

La communication « Pour une géographie sociale du Tiers Monde » illustre, justement, à quoi peuvent s'occuper maintenant les géographes quand ils veulent comprendre et théoriser la manière dont une société est investie dans son espace ; ici, l'émergence de la nouvelle république urbaine/NRU en Haïti et en Tiers Monde.

Les notes en 10 points pour la conférence du chapitre 9 est, comme d'ailleurs dans presque tous les cas de ce genre, l'utilisation d'une tribune de prestige pour défendre et illustrer de nouvelles priorités d'études ; ici, c'est l'émergence du Nouvel Espace des Cités/NEC en Haïti et en Tiers Monde.

En somme, les prestations ? C'est comment l'espace fait une irruption circonstanciée dans la théorie et la pratique du développement.

[p. 486]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Fac-similé des deux livraisons du journal *Le Matin* les 14 et 15 novembre 84

[p. 487]

CHAPITRE 7

Pour la nouvelle science du social

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Compte rendu « Le passage d'une science naturelle aux sciences sociales », recension de Paul Claval "Géographie Humaine et Économique" PUF 1984, *Le Matin* des 14 et 15 novembre 1984, et une version différente pour un public académique dans les *Cahiers de géographie du Québec* (vol. 29, no. 77, pp. 332-334)

Depuis déjà des années je reçois régulièrement de beaucoup de mes compatriotes en pratique au pays des demandes pour un ouvrage commode d'initiation à la géographie contemporaine. Il n'y avait pas de réponse à cette question puisque depuis un quart de siècle (1960-1985) nous étions en plein cœur d'une crise d'orientation. Un bilan général était prématuré. Maintenant que pointent les premières clartés de la sortie du tunnel, le travail vient d'être réalisé par Paul Claval.

Je choisis de passer par *LE MATIN* pour la recension de l'ouvrage et rendre ainsi hommage à ce journal qui se fait souvent l'écho d'activités scientifiques dans la diaspora.

L'homme à présenter, c'est celui qui depuis une vingtaine d'années, à partir de son *Essai sur l'évolution de la géographie humaine*, Les belles lettres, Paris 1964, s'est donné pour tâche l'histoire du quotidien de la troisième mutation de la géographie en deux siècles. Pour cela, il a tenu moyenne de trois pages par jour de bilans et perspectives. C'est donc de lui que l'on attendait un bilan des bilans. C'est fait. Et son vingtième ouvrage, 20 ans après, (je passe quelques centaines d'articles et autres interventions) est ce copieux vade-mecum d'initiation, de références, et surtout ce tableau des enjeux des débats récents. Ce travail permet à chacun de retrouver la portée et les limites des trois conceptions classiques de la géographie et des principales orientations contemporaines de cette discipline.

La géographie s'est définitivement sortie de l'emprise des sciences naturelles au cours de ces années de soubresauts (1960-1985) pour devenir science sociale à part entière, preuves faites. La tard venue, soit, mais à part entière tout de même pour pointer les manques de la dimension spatiale, ces trous de gryère des

discours de nos nouveaux compagnons de route, économistes, sociologues, historiens, anthropologues...

* On sous-estime toujours la force d'inertie de ces compagnons de route qui s'entêtent à croire connaître ce qu'est la nouvelle géographie. Sans l'apprendre !

Pour eux aussi s'impose un apprentissage, sérieux j'entends, pour voisiner avec le nouvel intronisé.

[p. 488]

L'ouvrage qui se propose donc de "saisir l'originalité de la pratique et des conceptions qui s'affirment sous nos yeux" se divise en trois parties sensiblement égales. La première dit la genèse de la géographie contemporaine (ch. 1-6), la seconde les principes sur lesquels elle s'articule (ch.7-11) et la troisième évoque les perspectives qui se dégagent lentement (ch. 12-17). C'est un panorama qui déborde l'écueil du traité ou du manuel par une écriture discursive qui veut interpeller par-delà le géographique.

Outil de travail donc : références pluridisciplinaires abondantes, index des auteurs, index thématique inclus.

*

D'abord la genèse, naissance de la géographie moderne au tournant des dix-huitième et dix-neuvième siècles comme une pièce des philosophies naturelles. Ensuite Humbolt et Ritter donnent le ton à ce demi-siècle à l'allemande qui va de 1820 à 1870. Puis la grande crise de 1870-1900, la seconde, qui conduit à la transformation en sciences naturelles que la diversité des pratiques, née de l'évacuation du primat théorique, fera éclater en Écoles, française, allemande, de Berkeley, du Middle West, etc., au gré du panachage des trois notions de base (encore incertaines à nos jours) de région, paysage, genre de vie. Au tournant des années 1960, l'inquiétude épistémologique confine à la fébrilité d'autant plus que l'empilement considérable des travaux réalisés dans le monde, première moitié de ce siècle, ne fait que rajouter au constat d'absence de bases théoriques claires.

C'est globalement la crise de passage aux sciences sociales, avec quelques épisodes hauts en couleurs, au tournant des années 70, comme ce triomphalisme quantitatif ou l'irruption de la langue de bois, ces quêtes d'honorabilité scientifique ou révolutionnaire. En ce mitan des années 80, la géographie est clairement science du social malgré quelques escarmouches d'arrière-garde. Enfin, le difficile commence, dire la part d'espace du social. La ligne d'horizon est nette, ce qui ne veut pas dire voie unique ou facile. À orientation nouvelle, nouvel objet, nouveaux concepts, nouvelles méthodes, nouvelles cartes... pour prendre place en sciences sociales.

Des pistes qui se sont ainsi progressivement dégagées ces vingt dernières années, la deuxième partie se veut une mise en ordre des fondements théoriques. Aux modèles écologiques autrefois dominants, et qui cherchent maintenant à expliciter et à consolider leur articulation au social, se sont donc ajoutés des

modèles de la société (ch. 8-9-10). La cohérence théorique en géographie humaine passe par la prise en charge du social, du politique, de l'économique... mais aussi de la symbolique, de l'imaginaire, de l'idéologique.

[p. 489]

Je serais beaucoup moins catégorique actuellement sur ces modèles de l'Homme en géographie. Ce qui m'avait paru être dans le manuel de 1984 plus une intuition qu'une démonstration (et c'était cela), s'est finalement révélé comme un des futurs fronts pionniers de la géographie de la décennie 1990. Encore une fois Claval a senti juste. Je dis la genèse, le pourquoi et le comment de cette rectification.

Confronté pour produire une seule bonne réponse à la donne 3 sur ce qu'est le pays haïtien, j'ai été conduit au dernier retranchement : LE PAYS DFS BOURGS-JARDINS. Et ce bilan de l'être et de l'espace, cette ontologie spatiale, puise ses fondements dans un modèle de l'Homme, capable de dire aussi le rapport du spatial à la religiosité.

Bref, j'aurai mis cinq ans à trouver la piste de cette réponse depuis ma réticence face à ce chapitre de Claval, et aussi ma difficulté, à l'invitation de Laënnec Hurbon, à articuler « Espaces et Espérances » (Le titre de ma communication lors de son colloque sur le phénomène religieux dans la Caraïbe ; c'est d'ailleurs pourquoi je n'ai pas publié ce texte dans les actes du colloque (Cidihca, 1989, 364 pages). Jean-Claude Bajoux est aussi revenu à l'assaut de « l'espace et du religieux » pour que je lui dise ce rapport, et ses interpellations posaient la bonne question, même si sa tentative de réponse faisait dans le naïf (volume II, p.279). Je dois encore rajouter que Monseigneur l'Archevêque François Gayot désira, avec justesse et attentions, un *Atlas religieux d'Haïti* en 1986 que je ne pouvais lui bâtir, notamment pour la difficulté de la problématique, et que Gérard Barthélemy dans *Le pays en dehors* (Deschamps, 1989) a 23 pages précieuses (pp. 27-59) pour ce modèle de l'Homme et cette ontologie spatiale. Je ne voudrais pas oublier la fécondante sollicitation de Bérard Cénatus et de Jean-Jacques Coicou pour revisiter avec eux le concept HABITER...

Maintenant que c'est fait, le difficile de dire *le pays des Bourgs-jardins* et de faire *le pays du jardinier et de la marchande* commencent pour de bon. *Sidievle !*

Cinq chapitres pour cette deuxième partie dont le cinquième, (chapitre 11 de l'ensemble) « Les modèles de l'homme en géographie », m'a obligé à une deuxième lecture immédiate sans emporter totalement mon adhésion. C'est pourtant ce que Paul Claval nous annonce comme « le chapitre le plus neuf de la géographie contemporaine ». Cette problématique de la mise en relation du bonheur de l'individu, homo rationalis, homo historicus, homo roboticus... à l'espace peut-elle vraiment trouver réponse autre part que dans de nouveaux aménagements entre l'État et la Société civile, l'autonomie relative et l'animation des regroupements endogènes ? Le « je » désincarné du « nous » n'est-il pas l'ultime utopie ? J'aurais mauvaise grâce cependant à boudier mon plaisir, moi qui quête aussi une alternative haïtienne dans laquelle TOUT LE MONDE et CHACUN s'y retrouveraient ; un pays pour tous les Haïtiens, *kote tout moun se moun*.

[p. 490]

La troisième partie de l'ouvrage évoque les grands chapitres, plus traditionnels, qui mobilisent l'effort du plus grand nombre des géographes. On y retrouve les couples classiques histoire/culture, villes/campagnes, économie/société, paysage/région, tropique/développement, ressources/localisation, etc. L'inspiration est ici plus nettement d'école française tandis que la première partie, la genèse, brossait tableau de l'évolution d'ensemble et que la seconde partie, mettant plus l'accent sur les principes que sur leur utilisation, offrait aussi un panorama général rendu possible par le fait que seule une petite fraction des chercheurs s'y consacre.

L'essai est d'autant plus enlevant qu'il est porté par un souci constant de mises au point capables à la fois d'introduire aux directions de la recherche contemporaine, de servir de point de départ à ceux qui ont à se lancer dans des études concrètes, et d'offrir aux routiers de la discipline une grille pour articuler ou positionner leurs propres préoccupations à celles des autres dans ce temps de foisonnement tous azimuts que fut le dernier quart de siècle en géographie. On ne l'a pas assez dit, Paul Claval, en se donnant pour tâche première l'histoire immédiate, à chaud, d'une mutation, participait plus que tout autre à ce que le petit monde de la géographie ne perde pas trop le nord dans la bourrasque. Car des géographes, il y en a partout, et qu'il fallait bien une vigie, "boulimique" de la lecture et de l'écriture, brossant état des questions après état des questions, pour que chacun arrive à se rattacher au mouvement d'ensemble. Paul Claval nous dit candidement en page 12 « les périodes de crises et de changement rapide me fascinent depuis au moins quinze ans » ; voyons, nous le savions tous !

Les chapitres 2 et 6 sont des essais qui renvoient au désir pédagogique d'inscrire dans un cas les facettes d'une évolution et la richesse des pratiques actuelles. Rien n'interdit de s'essayer à réécrire ces chapitres pour les adapter à l'histoire de la connaissance de l'espace haïtien d'autant que ces jalons existent, de Moreau de St-Méry XVIII^e, Semexant Rouzier XIX^e, la masse des manuels et études de l'indépendance à l'occupation américaine, et de 1915 au 1962 de Paul Moral... puis au milieu des années 1975 la lente montée des géographes et des autres spécialistes de l'espace contemporain. Dans « Le pays profond », chapitre 4 de *Espace et liberté en Haïti* (ERCE ET CRC, 1982), je m'essaye à une classification de ce genre. Démarche professorale s'il en est, que reconnaîtront tous ceux confrontés aux problèmes de la transmission de la diversité des approches d'une même discipline. On y va à grands traits, parfois au bord de la caricature, martelant pour chaque courant des portées et des limites... qui souvent joyeusement dans la pratique n'en finissent pas de se chevaucher et de se recouper. Heureusement. L'unidimensionnel est terne.

[p. 491]

Des trois conceptions classiques lentement forgées au cours du XIX^e siècle et qui arrivent à leur pleine maturité dans l'émergence des écoles nationales (1890-1910), on retiendra la pesance des sciences naturelles. Partout et frontalement sont menées des études d'histoire naturelle des régions, d'histoire naturelle des paysages, de sciences naturelles des relations de l'homme à son milieu. Ces trois définitions de la géographie, pour incertaines qu'elles aient été, survivront massivement jusqu'en fin des années cinquante. Tandis que les quatre applications des orientations actuelles de la géographie font défiler au chapitre 6 la manière des « systémistes », des « théoriques », des « radicaux », des « phénoménologues » de l'espace. Là aussi, ce découpage, qui vaut bien un autre, est l'ordonnancement illustré des thèmes multiples d'une période de crise. L'essentiel y est : toutes les voies ont finalement convergé pour le passage aux sciences sociales.

Les courts essais du chapitre 6 m'ont semblé, maintenant que nous sommes en sciences sociales, passer un peu vite sur les divergences théoriques qui fondent les pratiques, la quête de dépassement de l'empirisme et de l'idéalisme, le néo-positivisme tenace, les subtilités d'une créativité dont le soubassement est le matérialisme, etc., toutes choses par quoi l'on commence par réclamer place en sciences sociales... ce que fait la contribution théorique majeure de Ph. Rouzier sur l'espace économique haïtien (*Échanges et développement*, Presses de l'Université d'Ottawa, 1981). Il est vrai que les parties générales de l'ouvrage prennent en compte ces fondements et qu'il faudrait aborder ces essais sur la géographie contemporaine pour ce qu'ils sont : des esquisses pour une illustration dont la « substantifique moelle » est partout ailleurs dans les 15 autres chapitres.

Dans les prochaines années nous devrions assister à une prise en charge de plus en plus importante des concepts de l'espace dans la reconstruction du passé de nos sociétés et dans les alternatives proposées pour leur devenir. C'est cela le nouveau pari qui court tout au long de ces quelque 450 pages de géographie contemporaine. L'optimisme de base qui sous-tend de part en part ce que nous campe Paul Claval a conduit à tamiser des divergences au sortir de ce qui fut parfois une foire d'empoigne. Certes « La guerre est finie » et l'empressement que nous mettons tous à le crier dans le partage entre une science naturelle allant son chemin et une science sociale explorant le sien après vingt ans de fécondations multiples et diverses, ne devrait pas gommer que les pratiques en sciences sociales ne sont pas une, loin de là. Paul Claval ne le prétend pas non plus, évidemment. Mais la dynamique de conciliation qui s'installe partout maintenant a ses risques... quand ce qui attend nos pratiques, naturalisme évacué, est, si j'ose, encore plus nettement tranché et tranchant. Comme en sciences du social.

[p. 492]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Haïti Libérée

Le Quotidien National et International d'Haïti

1ère Année
No. 93

Vendredi 25 juillet 1986

Page 1

Georges Anglade à La Pléiade

Demain samedi de 10h à 1h P.M. le géographe haïtien rencontrera la presse et le grand public à la librairie La Pléiade.

Une rencontre-échange pendant laquelle beaucoup de réponses seront apportées aux nombreuses questions que nous nous posons depuis de nombreuses années sur l'œuvre de celui que tous les écoliers haïtiens (et leurs parents) connaissent bien maintenant.

Nous vous proposons en quelques lignes les deux axes autour desquels s'articule «Espace et Liberté en Haïti».

**ESPACE ET
LIBERTÉ
EN HAÏTI**

La voie qui nous est et nous sera tracée comme «naturelle» est celle de la croissance capitaliste par centralisation: métropole de 3 millions de personnes en l'an 2000, zones-franches regroupées pour la sous-traitance internationale, grandes entreprises aux sièges sociaux concentrés au «bord-de-mer», grandes plantations et grandes propriétés reconstruites, tourisme... bref, une «république de Port-au-Prince» devenant de plus en plus forte économiquement et politiquement, et des «périphéries» rurales et urbaines de plus en plus jalées, stagnantes, migrantes, avec leurs cortèges amplifiés de prostitution, de misère, de veilles de fuite. Et ceci, notons-le, seulement dans le meilleur des cas de reprise en main d'une croissance à la remorque du capitalisme dominant qui nous donnerait dans 25 ans le profil et la fiche signalétique d'une moyenne caraïbéenne d'il y a 25 ans inquiétantes perspectives que ce chemin du développementisme technocratique qui nous fixe pour ultime ambition au passage à l'autre siècle, un demi-siècle de «retard» dans le contexte de nos équivalents caraïbéens.

Puis l'autre possibilité de prendre raccourci pour nous en sortir différemment et plus rapidement, dans ce lieu de notre Amérique, en tablant sur les accumulations de tout un peuple, en chacun des points de son espace, pour ériger

une société nouvelle aux rapports sociaux enrichis. Il sera certes encore question de développement accéléré, d'urbanisation, de modernisation... mais ce sera en partie (et à partir) des bourgs-jardins, des marchés, des petits commerces, des agrovilles aux petites et moyennes unités de production, tout en veillant au rabotage des cupures villes/campagnes, provinces/capitale, arrière-pays/bord-de-mer, fondements et produits de nos extrêmes de classes. Cette alternative de décentralisation et de démocratisation envisageable dans notre cas de prédominance rurale, à la mesure nos zones métropolitaines à l'excès, toujours fortement articulées sur les paysans et marchandes, riche d'une diaspora à

penser comme ensemble à intégrer au processus interne de développement... à pour assise les savoir-faire et les ressources matérielles et humaines que révèle la géographie politique et économique de la survie en Haïti des classes défavorisées.

La librairie La Pléiade

83 Rue des Miracles (2-4561)

est heureuse d'inviter sa clientèle, le public, les médias à rencontrer

Georges Anglade
géographe haïtien

Le samedi 26 juillet 1986
de 10h A.M. à 1h P.M.

pour souligner la parution enfin possible en librairie en Haïti
de l'ouvrage de 1982

Espace et liberté en Haïti

(144 pages, graphiques et cartes, bibliographie... prix de vente \$10)

Sont également disponibles du même auteur d'autres titres comme :

L'espace Haïtien, (1974)	\$11
La géographie et son enseignement, (1976)	\$3.60
Mon pays d'Haïti, (1977)	\$5
Murale d'Haïti, (1978)	\$1.40
Atlas critique d'Haïti, (1982)	\$20
Les espaces d'Hispaniola, (1982)	\$6
Eloge de la pauvreté, (1983)	\$3

L'ensemble de ces huit titres sera signé pour la première fois par l'auteur dans son pays.

Fac-similé de la parution enfin possible en Haïti de *Espace et liberté en Haïti*

Fac-similé de la parution enfin possible en Haïti de Espace et liberté en Haïti

[p. 493]

CHAPITRE 8

Pour une géographie sociale du Tiers Monde. Réflexions pour une recherche

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Communication : « Pour une réarticulation de la géographie sociale dans le Tiers-Monde : réflexions pour une recherche », Colloque « L'avenir de la géographie et des géographes » entre les Universités UQAM et UWO, (L'Université du Québec à Montréal et The University of Western Ontario), novembre 1985 ; Actes du colloque dans *Ontario Geography*, no. 27, pp. 37-49, 1986

Nous avons pratiquement consacré nos quinze premières années de recherches universitaires à essayer de rendre compte d'un cas en utilisant les matériaux d'une discipline en plein remue-ménage. Cette pratique nous conduit à vouloir maintenant contribuer aux principes et fondements de la géographie sociale par un travail sur l'articulation des concepts employés pour ce cas et élargir, par une généralisation progressive, les hypothèses et la méthodologie mises en place dans l'approfondissement de ce cas.

Il existe en effet en géographie tout un ensemble d'expressions de notions, de concepts. Toutefois, ce qui nous fait le plus cruellement défaut, au sortir d'une crise d'orientation générale, c'est de ne pas avoir, par-delà la nomenclature des termes, une structure de hiérarchisation et de relation entre ces termes. En somme, c'est « l'arbre terminologique d'espace » qui serait à construire par sa liaison des termes en un tout cohérent. Pour ce faire, on peut considérer, entre probablement plusieurs méthodes, celle d'illustrer la logique des interrelations entre concepts dans une situation particulière, puis graduellement, par comparaison, de vérifier le bien-fondé et la possibilité de généralisation des propositions.

Mais se pose immédiatement le problème du principe même de l'organisation des concepts : quelle est la base adoptée pour le positionnement des termes ? La pertinence de la démarche pour dire la part de l'espace dans une société en dépend, et sortir d'une nomenclature pour atteindre à un arbre terminologique suppose un principe d'ordonnement.

Le chemin de notre réponse à la question ainsi posée, nous l'avons trouvé dans une expression, courante et populaire, qui s'est imposée jusque dans la littérature scientifique sur Haïti. On désigne Port-au-Prince par la « République de Port-au-Prince ». Cette lecture de sa géographie par un peuple rend compte du phénomène de capture par un élément des attributs d'une totalité : une « République dans la [p. 494] République » ; comme on dit aussi un « État dans l'État ». À suivre la voie ainsi tracée, nous pouvons postuler que la manière la plus adéquate pour ordonnancer la totalité de l'espace serait de décomposer cette République de Port-au-Prince en la somme de ses rapports d'internalités et d'externalités ; d'autant que cette République dans la République se donne au départ comme l'une des clés de la dynamique de l'ensemble national.

Notre objet d'étude serait donc Port-au-Prince en tant que voie d'accès pour la construction de ce qu'est l'espace de la société haïtienne contemporaine. La perspective de l'étude serait de porter l'insistance sur les outils conceptuels nécessaires à ce travail.

D'autre part, le processus même de centralisation se retrouve à de différents degrés de réalisation, dans d'autres situations du Tiers Monde. Un travail comparatif, discriminant ce qu'il y aurait de trop particulier dans chaque cas, permettrait de produire un cadre général, un outil spécifique pour rendre compte de ce nouveau construit géographique qui s'édifie actuellement dans ce que nous nommons les « Nouvelles Républiques Urbaines » (NRU).

En somme, nous pouvons formuler notre objet comme celui de l'émergence de ces NRU produites dans le Tiers Monde par la démesure des dynamiques de centralisation ; formuler notre projet comme celui de traiter des centres, comme Port-au-Prince, en tant que voie privilégiée d'accès à la compréhension globale d'espaces nationaux ; et formuler notre perspective méthodologique comme celle d'un travail sur les concepts de cette connaissance.

Avec un objet et une perspective, il nous faut maintenant dire le contexte disciplinaire de cette démarche qui est en continuité d'un courant d'interrogations dont on peut dater les débuts au milieu des années 1970. C'est essentiellement un effort de définir l'objet d'espace de la géographie en travaillant le champ conceptuel qui doit en rendre compte. Ainsi, Scheibling (1977) se résume par « la géographie est l'étude des formes et des structures spatiales produites historiquement et spécifiées par les modes de production ». En nommant ainsi l'objet formes et structures comme un bilan des apports de la crise, encore fallait-il les définir en toute abstraction. C'est à Paul Vieille (1974) que l'on doit le point de départ, celui de centrer objet et méthode en articulant une structure d'espace théorique au mode de production, hors de l'évidence sensible des paysages : « L'espace dominant, espace théorique, modèle vers lequel tend en chacun de ces stades de développement un mode de production, mais qui ne parvient pas à s'actualiser ». En somme, avec Lefebvre (1974), Condominas (1980), Lipietz (1977) et Rouzier (1981), c'est l'arbre terminologique d'un nouvel espace qui prend corps par la quête d'une définition des formes [p. 495] structures-

dynamique d'espace, tandis qu'échelle-région-terrain faisaient l'objet d'une remise en question dans laquelle se distinguait Lacoste (1976, 1980) et qu'empirisme, idéalisme, développementisme en géographie étaient scrutés par De Koninck (1978) et Slater (1976) jusqu'au premier reader sur les concepts de la géographie humaine, celui de Bailly et alii (1984).

Ce travail d'ensemble sur les concepts accompagnait la nouvelle tendance en géographie sociale de rompre avec les approches traditionnelles de la pauvreté dans le Tiers Monde pour essayer de mettre à jour l'accumulation des savoir-faire locaux capables de porter une alternative de société. L'agronomie avec le Collectif Madian-Salagnac (1980), l'économie avec Antoine Bory (1981), la géographie avec Romain Paquette (1982) et l'anthropologie avec Sydney W. Mintz (1983), pour ne citer que des travaux, récents dans la Caraïbe, tentent une réévaluation de la logique des pratiques dites marginales, et convergent toutes vers ce point d'horizon : c'est par la prise en compte des « marges » que nous arriverons peut-être à mettre fin à cette suite d'échecs des pratiques de développement. Cette tendance est toute aussi patente ailleurs, comme en Afrique avec Hugon (1982) et Dupriez (1983).

Le moment actuel est donc celui d'un questionnement face à l'ampleur de ce qui semble émerger : des voies nouvelles pour un remodelage des sociétés, du type haïtien notamment. L'urgence de cerner cette possibilité est trop immédiate, son enjeu politique trop grand et ses conséquences sociales trop souhaitables pour ne pas choisir de s'arrêter à un travail sur les outils qui s'offriraient ainsi pour cette alternative.

En ces moments où l'attente de recettes d'aménagement et de développement se fait pressante, surtout dans une situation extrême comme Haïti, et où le besoin d'espérance semble commander des opuscules rassurants ou des interventions volontaristes, nous nous proposons de débattre d'outils conceptuels, d'un cadre de références pour maîtriser la conjoncture. Nous assumons, car il faut bien que quelque part soit assumé que l'engouement pour les pistes « concrètes, pratiques, pragmatiques, réalistes, viables, etc., etc. » pour un « autre développement » a peu de pertinence sans un travail intellectuel de reproblématisation, de remise en question du sens commun et des idées reçues.

La portée de ce choix ? Peut-être bien que l'hypothèse des NRU nous approchera un peu plus de ce nouveau paradigme que poursuivent tous ceux qui sont aux prises avec le sous-développement.

Avant de développer notre cheminement proprement dit, il nous faut expliciter l'armature conceptuelle sur laquelle nous nous appuyons. C'est ce cadre théorique qui va nous permettre de formuler [p. 496] très concrètement les hypothèses et la méthodologie, les protocoles et les procédures de notre démonstration. Ce cadre théorique est forcément détaillé puisque nous sommes, en géographie sociale, en tout début de ce genre de mise en situation. Les autres sciences sociales peuvent, elles, faire référence à leur cadre théorique de manière allusive depuis le temps que se sont fixés et leur problématique de base et leur champ conceptuel.

*

Commençons par prendre distance du paysage accessible aux sens pour reconnaître que les termes de la géographie, en tant que discipline scientifique de la société, sont socialement et historiquement construits, donc susceptibles d'abstraction, et que personne n'a jamais vu l'espace, ses formes et sa structure, pas plus que personne n'a eu à voir de ses yeux une lutte de classe, un rapport de production ou une dépendance nationale. Ce sont des constructions théoriques pour rendre compte d'un objet : la prise en charge d'une nature par une société, l'investissement continu d'un territoire donné par un groupe donné.

La forme est donc une construction théorique qui répond certes du paysage, mais dont la production pourrait mieux se concevoir actuellement dans sa relation à l'État-Nation. La création d'une société et de son espace s'accomplit par deux processus, celui de la formation d'un marché national avec ses distributions, ses carrefours, ses liaisons, et celui de la pratique des pouvoirs par découpage territorial et implantation d'un complexe hiérarchisé d'institutions pour le contrôle et le conditionnement. Deux formes principales donc : celle de l'économique, un réseau de convergence d'échelle nationale dont les nœuds sont les différents types de marchés ; celle de la gestion politique et sociale, une maille à la dimension du territoire national.

Ces deux formes varient selon un rythme propre dans le temps au point que leur articulation à chaque moment finit par scander des organisations d'espace tout à fait différentes. Ce fondement de la périodisation de l'espace conduit à distinguer les structures dominantes d'espace, un temps pendant lequel l'imbrication des formes est relativement homogène. La séquence des structures de morcellement, de régionalisation et de centralisation offre une nouvelle articulation de l'Espace et du Temps permettant d'accéder notamment à des réponses aux questions actuellement posées dans la littérature géographique aux notions, entre autres, d'échelle et de région.

Une fois ces prémisses posées pour introduire le champ conceptuel, nous pouvons dire que la quête d'une « raison d'espace » s'attache aux problèmes soulevés par les outils du savoir géographique relatifs à l'objet d'espace, sa périodisation et les exigences théoriques et pratique de sa construction. La construction d'une « logique d'espace » [p. 497] regroupe, de son côté, les organes essentiels de la discipline autour de la définition de l'espace, l'articulation de l'espace et du temps et les éléments de base de l'organisation spatiale de la société.

Quelle est cette raison d'espace ? C'est la formation obligatoire du réseau de convergence (le contrôle économique) qui va allouer à toutes et à chacune des unités de production une place dans le chevelu innervant le territoire national, et l'incontournable genèse de la maille de quadrillage de ce territoire (la gestion politique) avec implantation des hiérarchies d'institutions, de persuasions d'adhérer à l'ordre social ou de dissuasion de l'enfreindre. Les rapports entre les

éléments du réseau et de la maille inscrivent l'espace dans le fondement et dans l'évolution de la Société, de l'État, de la Nation.

La raison d'espace

I. L'objet d'espace

1. Le concept
2. La carte

II. La périodisation d'espace

3. L'échelle
4. La région

III. La construction d'espace

5. La théorie
6. Le terrain

La manière d'approcher cette raison d'espace est de passer par une relecture sous grille du corpus géographique. En tout premier lieu, il nous faut arriver à dire ce qu'est l'espace géographique (concept 1). L'exigence, déjà signalée, de le circonscrire à un objet abstrait/construit pose le problème de la carte (concept 2) qui en rend compte. À nouvel espace, nouvelle carte ! Si l'espace n'est pas description d'un donné mais construction théorique, il faut habiter la carte de thèses et de démonstrations d'hypothèses de production de l'espace. L'histoire des conceptions relatives à ces deux premiers outils de la discipline est un peu l'histoire même de la discipline. Aussi n'est-il pas étonnant que le vigoureux déblayage théorique de ces quinze dernières années ait beaucoup tourné autour d'une reformulation de ces termes.

La méthode d'étude de l'échelle et de la région (concepts 3 et 4) exige de remonter au problème d'une périodisation de l'espace si on veut atteindre les exigences qui permettent un choix d'échelle d'analyse sur [p. 498] des bases objectives et théoriquement fondées. La périodisation est au bout de la séquence qui définit les formes de l'espace, reconnaît leur articulation particulière aux différents moments d'une évolution et nomme ces moments homogènes et différenciés la **STRUCTURE DOMINANTE D'ESPACE**. Chaque structure dominante d'espace a une entité structurante dont l'échelle varie : au morcellement colonial, la plantation est l'unité de base ; au XIX^e siècle, dans ces pays qui sont une Fédération de Provinces en association, c'est la région ; au XX^e siècle, c'est la « république-de-la-capitale » qui permet d'accéder à la

compréhension de l'espace, lequel devient de plus en plus centralisé. La signification du concept de région, le choix d'échelle et globalement toute la « spatialité différentielle à différents niveaux d'échelle » (Lacoste, 1976, 1980) trouvent dans cette relecture de la périodisation un ancrage théorique tenant compte du Temps et de sa relation à l'Espace.

La construction de l'espace renvoie aussi aux deux aspects de toute approche scientifique : le fondement théorique et la procédure d'exécution pratique (concepts 5 et 6). Dans la théorie un double renversement est en train de s'opérer. D'un strict point de vue épistémologique, la construction d'un réel de sous-développement a toujours livré le regard des centres sur « leurs » périphéries, et celui des dominants sur « leurs » dominés. Était-il possible de procéder autrement, de parvenir à une lecture qui serait propre aux défavorisés sur eux-mêmes et sur les autres ? En somme, un renversement de trajectoire dans les discours dont le point d'ancrage passerait des centres aux périphéries, et dans les périphéries, des nantis aux démunis ? Cette aventure toute nouvelle de la science est porteuse d'une nouvelle problématisation de la géographie sociale par l'écoute des sans-voix.

Ce remue-ménage dans la théorie s'accompagne d'un repositionnement de ce que « faire du terrain » veut dire. Par-delà la familiarisation profonde et l'implication quotidienne dans une situation, ce qui n'a rien à voir avec le simple fait d'être sur place, de ramasser des statistiques, de passer quelques entrevues, de prendre des photos.... c'est la prise en compte des pratiques urbaines et rurales de résistance et de survie de la pauvreté pour en extraire les savoir-faire et les accumulations qui serviront au nouveau départ. C'est aussi le dépassement de ces compilations de brides pour atteindre au primat de la théorisation, de la problématique construite sans complaisance, pour fabriquer, par les concepts et la méthodologie, ce levier indispensable, spécifiquement et concrètement collé au réel.

Nous pouvons donc ramener les questions formulées par la raison d'espace à trois sous-champs. La méthode des questions, qui est une re-lecture sous grille de l'historiographie de la discipline, fait place ici à la méthode régressive-progressive qui livre les réponses. L'exposé [p. 498] de base est de Henri Lefebvre (1970). Il y a trois moments à la méthode : le descriptif-informé, pour arriver à la compréhension des phénomènes de la conjoncture ; l'analytico-régressif, pour avoir recours à la dynamique qui pourrait les expliquer, et l'historico-génétique, avant de revenir rectifier la lecture du présent par ces acquis de la genèse. C'est donc un renouvellement de la vieille complicité entre l'Histoire et la Géographie qui préside à l'élaboration de la logique d'espace.

La logique d'espace

I. L'espace géographique

1. Formes
2. Structures
3. Dynamique

II. Articulation de l'espace et du temps

4. Morcellement
5. Régionalisation
6. Centralisation

III. L'espace de la société

7. Distributions
8. Carrefours
9. Liaisons

Le premier groupe de réponses est celui de la définition de l'espace géographique dans ses trois dimensions : formes, structures et dynamique d'évolution des formes et structures. Les *Formes* comportent les flux pour contrôle économique et les mailles pour gestion politique et sociale. Les *Structures* comprennent les structures dominantes d'espace de même que leur périodisation. Enfin, la dynamique implique les entités structurantes d'espace et le passage d'une structure à l'autre. Nous sommes là au cœur des problèmes de morphogenèse (Prigogine, 1979 ; Thom, 1974 ; Rouzier, 1981) et de métaphore des flux (*Espaces et sociétés*, 1983) disant pour la géographie la contradiction principale entre l'ensemble complexe des flux de prélèvements de produits et de force de travail, et des noyaux de résistance en création continue de stratégies de survie à la campagne et en ville. La séquence répétitive conflit-résolution-équilibre de la dynamique spatiale y trouve ses hypothèses.

En somme, rien de plus concret et pratique que l'identification du couple antagonique noyau/réseau de la dynamique d'espace pour [p. 500] présider aux interventions de transformation. Les uns fonctionnent aux prélèvements (réseau), les autres fonctionnent à la résistance (noyau). Le choix de société est dans le choix d'aménager d'autres rapports entre ces deux entités de la dynamique d'espace.

La réponse aux questions de la périodisation s'inscrit dans une expérience particulière dont l'extension est limitée aux processus de formation d'espaces américains. Le projet colonial de morcellement se voit dans le mythe d'une

Amérique aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, et dans les plantations, mines et comptoirs du Nouveau-Monde. La fédération de Provinces au XIX^e siècle donne lieu à la naissance des Amériques et aux espaces régionalisés. Le processus de centralisation au XX^e siècle permet la question : des Amériques à l'Amérique ? D'où le besoin de se pencher sur la conjoncture des espaces centralisés en cette fin de siècle.

Le problème d'une périodisation, ou l'articulation de l'Espace et du Temps, se pose cependant partout, et il faut lui trouver une réponse concrète partout dans le Tiers Monde où l'Histoire et la Géographie ont mêlé des rythmes particuliers différents. Cela reviendrait à faire justice à un train de questions : à quelle nouvelle lecture du temps peut nous convier l'espace ? Quel est le découpage d'une histoire qui soit propre à sa géographie ? Quelle est la part d'explication que peuvent fournir les concepts d'espace dans la dynamique des sociétés ? Comment une société donnée produit-elle sa catégorie d'espace et comment cette dernière participe-t-elle à la construction de la société ?

Le troisième regroupement de questions recouvre tout le champ de ce qui fait la cohérence d'un espace national. L'espace d'une société se donne dans une mise en relation de distributions, de carrefours et de liaisons. D'après l'exemple haïtien, les distributions s'étendent de l'habitat aux bourgs-jardins, d'où la question du contrôle et la gestion de la base sociétale. Les carrefours se trouvent dans des nœuds ruraux et dans des croisements urbains, alors que les liaisons d'un carrefour à l'autre renvoient aussi aux mouvements matériels et aux circulations symboliques.

Il y a des lieux, des centres et des liaisons d'un centre à l'autre. Le profilage des outils de cette quête d'une « raison d'espace » et de cette construction d'une « logique d'espace » situent les hypothèses de la recherche envisagée et la méthodologie des démonstrations.

*

Faire choix de dire l'espace d'une société à partir de son processus de métropolisation et du point de vue de la dynamique de son centre constitue déjà une conséquence de l'hypothèse de base de notre exposé. En parlant des NRU, nous proposons à la géographie sociale un thème englobant qui exige la prise en charge de presque toutes les [p. 501] dimensions du social pour traiter de cet objet d'espace. La réduction, dans une ville des attributs d'une société ; l'autonomie relative que finit par acquérir cette ville ; son organisation qui la rend plus dépendante de ses relations avec l'extérieur que de son ancrage dans un territoire national ; l'articulation interne de ses secteurs dits informels et formels en un tout cohérent qui tend à s'autosuffire, voilà les éléments qui définissent un champ nouveau pour rendre compte de ce quelque chose qui risque de plus en plus d'être l'avenir de ces villes phagocytaires du Tiers Monde, à l'exemple de Port-au-Prince.

L'hypothèse est à deux temps : au siècle dernier, des oligarchies régionales se forment, réalisant leurs accumulations matérielles et symboliques sur une base

régionale ; puis, l'une d'elles triomphe en absorbant les autres et en réorganisant la totalité de l'espace national à son profit. Ce passage d'une structure régionale à une structure centralisée a transformé le théâtre des affrontements en le circonscrivant en un lieu unique, et en reléguant au statut de pétitions de principes les attentes des régions d'autrefois, notamment celles de l'arrière-pays.

De cet énoncé découlent deux séries de pistes. La première questionne la métropolisation comme le sujet des tensions et conflits sociaux puisque c'est d'elle que provient l'aggravation des distorsions sociales et spatiales, dont la liquidation de la paysannerie et l'explosion des bidonvilles. La seconde aborde les dégradations comme l'objet de nouveaux processus d'accumulation en ce que les débâcles environnementales de l'urbain et du rural ne sont pas des échecs du système mais plutôt les conditions nécessaires de sa réalisation.

Pour vérifier ces hypothèses, il faut reconstituer les organisations régionales d'autrefois et montrer leur dépérissement progressif au profit de l'une d'elles, la NRU en réalisation. Le terme même de « République » livre l'angle de travail. Il s'agit moins de traiter de la somme des indices économiques de la régionalisation et de la centralisation (quoique ces dimensions demeurent fondamentales) que d'établir les éléments de preuve de la constitution d'une « Fédération de Provinces » qui s'est muée en une « République urbaine ». Du point de vue du politique, qui est au centre même de ces réflexions, c'est le passage d'un État fédéré à une cité-État dans laquelle se sont regroupés les appareils de gestion autrefois dispersés.

*

Le protocole de recherche comprend trois points principaux. Dans un premier temps, il faut procéder à une relecture de l'historiographie du XIX^e siècle pour faire la démonstration qu'il est en fait possible de lire ce siècle comme le moment d'émergence d'une dizaine de républiques régionales. Pour repenser ce rapport de l'État fédéré et de la nation en construction à l'espace, il faut questionner la [p. 502] problématique et les concepts des principaux historiens et essayistes de ce temps. En un mot, il faut revoir la bibliothèque haïtienne du XIX^e siècle.

Deuxièmement, on doit reconstituer les matrices économiques des activités régionales au long du XIX^e siècle jusqu'à la centralisation port-au-princienne. Ce travail de documentation des assises économiques fait aussi place à une histoire propre à la paysannerie, à l'accaparement foncier, avant de s'élargir par la comparaison à d'autres situations. L'objectif ultime serait de parvenir à une typologie des NRU.

Enfin, il faut travailler la signification du phénomène urbain, des villes coloniales du XVIII^e siècle aux villes capitales des provinces du XIX^e siècle, jusqu'au réseau urbain actuel, lequel se ramène, en fait, à une monoville tendant à vivre d'elle-même, pour elle-même.

*

Nous distinguons les internalités des externalités. Les premières renvoient aux activités du continuum de l'informel au formel (Hugon, 1982) de « la ville partagée » (Santos, 1975). Notre hypothèse de base est que l'analyse des savoir-faire populaires de l'urbain conduit à une lecture totalement différente de la ville-en-soi, et que les voies alternatives n'ont de chance de devenir opératoires que si elles prennent en compte (sinon partent de) l'espace subi et bâti, vécu et perçu, de ces masses urbaines.

Les secondes prennent pour objet les relations avec l'arrière-pays, la présence étrangère, la diaspora et l'import-export. Elles s'appuient sur l'hypothèse qu'il se crée une logique de la ville-pour-soi qui est la clé pour comprendre les pratiques de déstructuration/restructuration du monde rural, l'aide étrangère dévoyée, l'effet de démonstration et de pressions inflationnistes propres à la diaspora, et la structuration des importations et des exportations. Ce nouvel espace du politique engendre des règles spécifiques, le duvaliérisme devant sa longévité à son adaptation à la NRU et à sa perversion des règles d'alternance politique dans une NRU. Quant aux oppositions, elles ne se sont rendu compte de la NRU qu'au moment où les masses des provinces ont fait irruption pour réclamer un nouvel ordre spatial, dont le *déchoukage* des Duvalier.

La démonstration de ces deux groupes d'hypothèses reprend l'ensemble des activités que recouvrent les externalités et les internalités. Sous l'angle nouveau des savoir-faire, l'espace interne de la ville se déploie différemment. Il ne renvoie pas les marchés, le commerce des trottoirs, le transport par tap-tap, la prépondérance du travail féminin, les marchandes, les bidonvilles, la borlette, et les *boat-people* au chapitre des obstacles et des freins au développement, mais [p. 503] normalisation et de modernisation des groupes au pouvoir dans la NRU. Quant aux externalités, il faut relire les activités de ces secteurs à la lumière des intérêts propres à une République Urbaine pour que s'éclaire d'un jour nouveau cette longue liste de soi-disant aberrations, incapacités et incompétences qui, au contraire, relèvent de la puissante logique d'un centre préoccupé de lui-même.

*

Les procédures de recherche pour cette double relecture des structures devraient renvoyer à une prise en considération de toutes les activités d'une société. Cependant, il va de soi que nous devrons opérer une sélection de thèmes à fortes significations pour offrir des essais de nouvelles lectures. L'analyse des structures de la NRU représente la partie la plus considérable en cueillette de données et en traitement d'informations.

Aborder la question d'un développement national sous l'angle de la NRU conduit, au départ, à se placer du point de vue de l'auto-façonnement réalisé par une société donnée. Pour arriver à ce regard endogène tant proclamé comme indispensable, il n'existe en fait que peu de propositions concrètes. Passer par cette nouvelle manière de poser le problème nous semble offrir des assises plus réalistes aux réflexions et interventions sur le développement.

Les notions de démocratisation, de pluralisme et de démarginalisation sont tributaires d'une décentralisation aux échelles des regroupements locaux dans l'agricole, le rural et l'urbain. Comment penser cette décentralisation en plein processus de production des NRU ? Notre hypothèse est qu'il faut passer par les savoir-faire accumulés dans ces noyaux multiples de résistance que nous avons déjà définis dans le cadre théorique.

Comment penser la transition à l'alternative sans avoir au départ une hypothèse plus ou moins claire de la dynamique sociale ramenée à sa médiatisation par l'espace géographique ? La thèse de la NRU nous semble offrir une piste intéressante de déblayage. Après tout, dans les mouvements du Tiers Monde qui ont cherché et qui cherchent à enclencher un processus de rupture, les mécanismes et appareils de la NRU ont toujours été les derniers conquis (objectif ultime de la stratégie) et les premiers ensuite à faire l'objet de transformations (objectif premier de la transition). La pratique subversive ou conservatrice de l'espace géographique a toujours devancé sa mise en théorie, d'où l'urgence d'un travail de théorisation sur ces pratique.

*

[p. 504] Il n'est pas indispensable de reprendre en détail la bibliographie citée au long de cet exposé ; elle est classique. Nous n'avons pas à nous étendre, non plus, sur l'historiographie haïtienne, l'exercice serait jugé facile. Enfin, nous ne pouvons énumérer cette longue liste de travaux inégaux portant sur l'urbain, cela cacherait mal, sous l'exubérance du grand nombre, leur pertinence relative dans ce créneau d'une question nouvelle à un phénomène si souvent abordé sous d'autres angles. Nous pouvons, par contre, nous concentrer sur les dimensions des NRU par l'identification de pistes documentaires ayant rapport avec les grands thèmes de notre questionnement. À titre d'illustration, et pour rester dans les limites imparties aux exposés de ces journées de notre rencontre de novembre 1985, nous retenons quelques références du type nécessaire à la re-lecture envisagée.

[p. 505]

À la recherche des NRU

Bairoch, P., 1985 *De Jéricho à Mexico : Villes et économie dans l'histoire*, Gallimard

Breese, G., 1966 *Urbanization in Newly Developing Countries*, Prentice-Hall

Castells, M., 1972 *La question urbaine*, Maspéro.

Gerhard, P.A., 1972 *A Guide to the Historical Geography of New Spain*, Cambridge University Press

Laguerre, M., 1982 *Urban Life in the Caribbean*. Cambridge, Mass : Schenkman Publishing Company

- Masse, R., 1971 Trends and Issues in Latin American Urban Research *Latin American Research Review* 6(1) : 1-27 ; 6(2) : 1-45
- McGee, T.E., 1971 *The Urbanisation Process in the Third World*, London : Bell
- Mumford, L., 1964 *La cité à travers l'histoire*, Seuil
- Santos, M., 1971 *Les villes du Tiers-Monde*, Librairies Techniques M. Th. Génin

L'émergence des NRU : la ville et les pouvoirs

- Breese, G. (ed.), 1969 *The City in Newly Developing Countries*, Prentice-Hall
- Castells, M. (ed.), 1971 *The City in the Third World*, London : Bell
- Hurbon, L., 1984 État et religion au XVII^e siècle face à l'esclavage. *Peuples méditerranéens* nos 27 et 28 : 39-55
- Rouquie, A., 1982 *L'état militaire en Amérique latine*, Seuil

L'articulation des NRU : la ville et l'économie

- Bairoch, P., 1972 *Le chômage urbain dans les pays en voie de développement*. Genève : BIT
- Banque mondiale, 1985 *Rapport sur le développement dans le monde, 1985*. Washington, D.C. : Banque mondiale
- Dupriez, H., 1983 *L'agriculture tropicale en milieu paysan africain*. Enda/Harmattan
- Granotier, B., 1980 *La planète des Bidonvilles*. Seuil
- Hugon, P., 1980 Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains : essai de typologie, *Revue Tiers-Monde* XXI : 405-426
- Hugon, P., 1982 *Vivre et survivre dans les villes africaines*. Presses Universitaires de France
- Santos, M., 1975 *L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*. Génin

L'alternative aux NRU : la ville et les libertés

- Anglade, G., 1985 La géographie comme science sociale à part entière, *Conjonction*, no. 165 : 7-26
- Brookfield, H.C., 1975 *Interdependent Development*. Methuen
- Partant, F., 1982 *La fin du développement*. Maspéro, Cahiers libres 373
- Perrot, D., 1984 Transfert de concepts et développement, *Interculture* XVII (4) : cahier 85

[p. 506]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Les trois derniers jours du café: le glaci, le sac et le bateau (Jérémie août 88)

Les trois derniers jours du café : le glaci, le sac et le bateau (Jérémie août 88)

[p. 507]

CHAPITRE 9

Pour de nouvelles priorités d'études

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Discours inaugural « Haïti, jusqu'à ce que vie s'en suive », Actes du colloque : un nouveau contrat Nord-Sud, La Pocatière du 12 au 15 octobre 1987, Institut de Développement Nord-Sud/IDNS, *Cahier no.6 du GRIDEC-UQAR*, pp.3-16 ; Compte rendu de la publication des Actes par Jean Hébert *Cahiers de géographie du Québec*, vol 33, no. 89, septembre 1989, pp. 288-290.

Notes en 10 points pour la conférence inaugurale
(± 5'/6' par point pour une prestation de 1 heure)

*

1. – C'est pour la première fois que je prononce une conférence inaugurale et c'est aussi la toute première fois que je vois consacrer une semaine de rencontres Nord-Sud à la relation des savoir-faire et de l'espace. Aussi, vais-je me permettre de vous parler de ce que j'ai cru voir, du pays d'où je viens, en osant espérer que la démarche comparative qui habite le lourd calendrier que l'on nous a distribué pour les prochains jours, y trouvera son compte.

Pour vous parler du pays d'où je viens il me fallait un titre sur lequel je n'ai cessé d'hésiter... En changeant mort pour vie d'une expression courante, « Jusqu'à ce que mort s'en suive/Jusqu'à ce que vie s'en suive », je n'élude donc pas que je viens d'un pays qui se débat entre mort et vie, sans emphase, froidement ; mais je dis simplement la certitude têtue d'une sortie possible que nous avons cependant grande menace de rater. Ma remontée méridienne de 30°, du 18° parallèle d'où je viens au 48° où nous trouvons, est peut-être une manière de pèlerinage pour conjurer ce mauvais sort que j'avoue sentir imminent.

*

2. – Au mois de février 1986 le terrain est redevenu accessible. Quoiqu'en quinze ans (1971-1986) : depuis la mort de Duvalier père, ce pays ait connu un grand nombre d'études... à peu d'exceptions près, il n'y eut que des champs d'études quadrillés de surveillance, des thèmes peu « subversifs », des études jugées « lucratives » par la dictature, ou des interventions « bénéfiques aux dominants »... à avoir été à la portée des démarches scientifiques. À ce jeu, le café tient la palme avec plus de 300 titres !

Les nouvelles possibilités de travail sont donc intéressantes, d'autant que ce cas d'extrême accentue tellement les nuances des phénomènes que l'on a l'impression de travailler en laboratoire sous lentilles grossissantes. Il nous apparaît de plus en plus clairement que la quête d'une alternative dans le dénommé Tiers Monde court la chance [p. 508] de trouver dans la crise du nouvel espace haïtien et son accessibilité actuelle, un cas remarquable d'illustration et d'approfondissement autant de ses théories que de ses interventions. Aussi vais-je engranger avec vous ce soir le matériau nécessaire pour dire la part d'universel de ce cas.

3. – Travaillant depuis une douzaine de mois sur « Les Nouvelles Républiques Urbaines » [NRU] du Tiers Monde pour mieux cerner la centralisation de Port-au-Prince dans l'espace haïtien, nous avons débouché sur ce que nous croyons être une « découverte » de taille : il s'est produit dans l'évolution des deux catégories classiques de base de la géographie, l'urbain/le rural, non seulement ce phénomène des Nouvelles Républiques Urbaines/NRU (sortes d'autonomisation et de transnationalisation de la ville principale sur lesquelles nous nous étendrons dans nos discussions au cours de cette semaine à La Pocatière), mais encore un espace autre, ni urbain, ni rural, qui s'est acquis une substantielle autonomie relative : **l'Espace des cités**. Dans une prise en charge globale de soi, par eux-mêmes et pour eux-mêmes, les bidonvilles (appelés « cités ») semblent même être en inter-relation dans une même ville et en relation d'une ville à l'autre. C'est à partir de 1980 que des mouvements sociaux (émeutes de la faim (de la fin ?), renversements de dictatures, masses contestatrices...) commencent, de manière autonome de l'urbain ou du rural, à prendre siège dans des bidonvilles du Tiers Monde, annonçant ainsi la mutation en cours, d'une ex-croissance de l'urbain et du rural, en un phénomène d'espace propre. Cet **Espace des cités**, qui se donne par exemple comme clé majeure de compréhension des forces en mouvement en Haïti depuis la fin de 1985, serait en somme une structure nouvelle qui se réaliserait en carrefour des principales villes, avec des intérêts différenciés de ceux du rural ou de l'urbain. Cette catégorie d'espace serait le bilan d'une rapide accumulation de valeurs de différenciation dans un lieu qui a évolué du statut de marge de l'urbain et du rural à celui d'une troisième dimension autonome du géographique.

La dynamique propre aux bidonvilles, qui dans leur croissance encore jeune regroupent déjà plus de 50% de la population du Tiers Monde, appelle à en faire une catégorie en soi, avec d'autres outils théoriques, d'autres perspectives pour les interventions, ne serait-ce que parce que dans ce changement de seuil d'un

phénomène, donc la mutation en cours, L'espace des cités est le principal espace de l'avenir des populations du Tiers Monde, bien avant l'urbain ou le rural.

*

4. – En somme, au départ de ces notes nous voulions formuler l'objet de notre communication comme celui de l'émergence de ces NRU produites dans le Tiers-Monde par la démesure des dynamiques de [p. 509] centralisation ; formuler notre projet comme celui de traiter des centres, (comme Port-au-Prince), en tant que voie privilégiée d'accès à la compréhension globale d'espaces nationaux ; et formuler une perspective méthodologique celle d'un travail sur les concepts de cette connaissance. Mais voilà que les deux éléments villes/bidonvilles de « l'espace partagé » (Santos) et du « continuum de l'informel au formel » (Hugon)... se sont suffisamment distanciés jusqu'à produire une catégorie autre, Cités versus NRU.

La démarche envisagée, à la fois de constructions théoriques et de relevés empiriques, délicats, nous porte à vous demander de nous accompagner dans le cheminement qui nous a conduit à oser vous dire ce soir qu'un nouvel espace nous est né en Tiers Monde et que peut-être le XXI^e siècle des démunis de tous nos pays s'y jouera.

Or, au terme d'une compilation de trois mois pour traiter quelque trois cents des principaux titres sur ce thème, il ressort que cette troisième dimension d'espace est pratiquement la « dimension cachée » des sciences du social. Les scientifiques de la géographie connaissent relativement bien le domaine du rural ou celui de l'urbain pour l'avoir longuement parcouru, étudié, traité, etc. ; mais combien sont ceux capables de témoigner en profondeur de l'espace où se concentrera le gros des populations de l'an 2000 du Tiers Monde, ne serait-ce que pour avoir été introduits et acceptés dans un bidonville, ou même pour en avoir sérieusement visité un dans une excursion ? Certainement un tout petit nombre. Il se trouve que ces Cités sont aussi des « Cités interdites » au point que, du millier de rapports produit par la coopération internationale sur Haïti depuis 1970, l'on ne puisse en trouver un seul d'envergure sur les bidonvilles !

Ces considérations situent donc notre discours que nous devons maintenant faire passer du cas haïtien à une sorte de généralisation capable de vous interpeller tous et toutes, d'horizons variés, mais ayant en commun ce façonnement nouveau.

1) comment contribuer à la connaissance de l'émergence de ce « Nouvel Espace des Cités/NEC » produit dans le Tiers Monde par la démesure des dynamiques de centralisation ?

2) et pour ce faire ne faut-il pas adopter la perspective méthodologique d'un travail sur les concepts de cette connaissance ?

3) et ne faudrait-il pas traiter ce NEC comme voie privilégiée d'accès non seulement à l'espace et au social, mais encore comme une clé de la crise contemporaine de conjoncture et de structure de nos pays ?

5. – Il nous faut donc travailler sur les bidonvilles ; c'est le sens de mon message inaugural, la quête que je vous propose. Pour cela, discutons d'un point de départ en trois étapes :

[p. 510]

1) une re-lecture de la bibliographie de la question pour atteindre à une théorie de l'espace des cités ; il s'agirait de faire ressortir, comme pour les Nouvelles Républiques Urbaines/NRU, la nécessité de produire de nouveaux concepts pour rendre compte des nouveaux construits géographiques beaucoup mieux mis en évidence par l'étude des cas d'extrême comme Haïti dans les Amériques ;

2) des enquêtes de terrain à micro-échelle pour connaître de la structure de cet espace ; il s'agit de rendre compte, comme d'ailleurs une partie de la littérature internationale le suggère actuellement, de la logique d'organisation interne des Cités et des contraintes toutes particulières des moindres prétentions d'aménagement de ces espaces,

3) une analyse d'échelle macro pour rechercher les articulations de cette nouvelle catégorie avec les catégories antérieures, et les changements ainsi produits dans le géographique ; il se trouve que dans la discipline, les outils théoriques et pratiques forgés pour les interventions urbaines, rurales, régionales, etc., ne sont pas vraiment pertinents pour ces espaces à l'étude.

*

6. – Deux mois de l'été 1986 sur le terrain, ce qu'avait préparé un voyage de reconnaissance en mars 1986, et deux voyages de compléments d'observations en novembre 1986 et mai 1987, me conduisait à raffiner ma grille d'analyse. Certes, l'hypothèse de la Nouvelle République Urbaine se confirmait pleinement en ce que la ville principale s'était singulièrement extravertie et autonomisée du pays, entretenant plus de relations avec l'extérieur qu'avec l'intérieur, même pour ce qui est de sa nourriture.

De plus, le phénomène de diaspora avait accentué cette transnationalisation en ce que le million d'Haïtiens expatriés concentrent sur Port-au-Prince beaucoup de leurs relations économiques (envois d'argents, achats de biens immobiliers) et sociales (les enfants y sont à l'école, les dépendants y sont regroupés) ; mais, avec une logique autre, les populations des quatorze cités qui ceignent la ville, semblent être devenues les principaux sujets de l'Histoire contemporaine. Ce sont d'ailleurs les bidonvilles des principales villes de province, Cap, Gonaïves, Cayes, Jérémie... qui sont « sortis » en contestations jusqu'au départ des Duvalier ; au point que le seul espace à avoir vraiment « déchouké » ses « macoutes » est celui

des bidonvilles, car dans le rural et l'urbain ils y sont encore en force. C'est aussi pour satisfaire les revendications élémentaires de survie des cités que la contrebande de consommation courante (riz, sucre, vêtements usagés, cigarettes, etc.) est devenue l'axe d'une politique commerciale d'apaisement, au détriment de la production locale des vivres et de l'appareil de production de biens de consommation locale. « La guerre du riz » a même opposé dans de [p. 511] sanglants affrontements les bidonvilles des Gonaïves (pro-contrebande) à la population paysanne productrice de riz dans l'Artibonite voisin. La clientèle des grandes manifestations à Port-au-Prince sort aussi des cités qui semblent désaffectionner complètement les subtiles manœuvres des factions de la classe politique pour porter, de manière quasi autonome, des « déchoukages » aux revendications concrètes et précises.

L'Assemblée Constituante a été élue dans l'indifférence en octobre dernier avec quelque 2% de votants à Port-au-Prince et pour ne pas risquer un désaveu identique en novembre prochain (1987), présidentielles et législatives devront porter des promesses crédibles pour les populations des cités. *Et cetera*.

*

7. – Que s'est-il donc passé dans l'espace haïtien au point de nous le rendre tellement inattendu ? Quelles sont les transformations en cours qui se sont ainsi achevées ? À quelle construction recourir pour rendre compte de ce qui s'y déroule, quand le genre des mouvements sociaux est si manifestement ni rural, ni urbain, donc hors des schémas classiques (au grand désarroi des différentes gauches censées détentrices du « comment faire »).

Il y va de l'évolution de cet espace géographique : des villes-ports et des plantations brutalement imposées dans une réalité coloniale au XVIIIème siècle, le refaçonnement endogène au long du XIXème siècle de villes et de campagnes articulées, la montée centralisatrice de Port-au-Prince tout au long du XXème siècle, puis la cassure des années 1980. Le géographique se donnerait actuellement dans ce façonnement imprévisible des six millions d'Haïtiens :

- une NRU, réduction dans une ville des attributs d'une société ; ± **1/2 million**
- un monde rural de bourgs-jardins et de bourgs en velléités de migrations ; ± **3,5 millions**
- des villes de Provinces (étonnamment) en revitalisation ; ± **1/4 de million**
- une trentaine de cités, réceptacles obligés des migrations rurales ; ± **3/4 de million**

- une diaspora en prolongement de l'éclatement de l'espace traditionnel haïtien ; **± 1 million**

Dans cette nouvelle configuration, l'hypothèse la plus conservatrice donne les Cités comme le futur lieu de l'agglutination, en une génération, de $\pm 50\%$ des populations haïtiennes de ce moment. Comment lors ne pas traiter de « L'espace des cités » et de ses relations avec les autres paliers comme l'un des problèmes majeurs de la géographie d'Haïti et de la géographie de l'avenir du Tiers Monde ? Comment ne pas retenir jusqu'à la vigueur sémantique qui donne aux [p. 512] « jacqueries paysannes » leur équivalent de « déchoukage » pour les bidonvilles ?

*

Nos propositions d'articulation de l'objet à la méthode :

Pour l'étude de « l'espace des cités » nous voudrions proposer de souscrire à trois renouvellements dans :

1. La perspective d'étude
2. La construction de la problématique
3. Les procédures de terrain

8. – Le premier respecte le changement en cours dans la démarche théorique. D'un strict point de vue épistémologique, la construction d'un réel de sous-développement avait toujours livré le regard des centres sur leurs périphéries, et celui des dominants sur leurs dominés. Était-il possible de procéder autrement, de parvenir à une lecture qui serait propre aux défavorisés sur eux-mêmes et sur les autres ?

En somme, un renversement de trajectoire dans les discours dont le point d'ancrage passerait des centres aux périphéries, et, dans les périphéries, des nantis aux démunis ? Cette aventure toute nouvelle de la science est porteuse d'une nouvelle problématisation de la géographie sociale par l'écoute de la réalité des sans-voix... c'est d'ailleurs ce qui fonde en premier lieu la reconnaissance de « l'espace des cités » comme catégorie du géographique.

*

9. - Le deuxième part de la nécessité du dépassement des compilations de bribes pour atteindre au primat de la théorisation et de la reproblématisation. On a beaucoup décrit, et souvent fort bien, bidonvilles et autres cités jusqu'à ce point où s'impose l'urgence d'une nouvelle conceptualisation pour offrir aux discours, à la méthode et aux interventions les outils nécessaires pour coller spécifiquement et concrètement au réel pour sa transformation.

Sans aucune provocation, il peut sembler à l'échelle du monde que l'évolution du géographique conduise à distinguer des réels à une catégorie, le rural et l'urbain évoluant vers la généralisation de l'urbanité, et des réels à trois catégories, le rural et l'urbain évoluant vers la production d'« espaces de cités ». Mieux, on peut voir dans l'existence ou non de ces Cités un principe de discrimination propre au géographique qui a toujours dû emprunter à d'autres disciplines, comme l'économique ou le sociologique, ses principes de typologie à macro-échelle ; par exemple, une très défendable première division du système monde pourrait être entre ceux qui produisent des cités et ceux qui n'en produisent pas...

*

[p. 513]

10. – Le troisième s'appuie sur le renouvellement de ce que « faire du terrain » veut dire. Par-delà la profonde familiarisation et la quotidienne implication dans une situation (ce qui n'a rien à voir avec le simple fait d'être « sur place », de ramasser des statistiques, de passer quelques entrevues, de prendre des photos, etc.), c'est la prise en compte des pratiques (de résistance et de survie) de la pauvreté pour en extraire les savoir-faire et les sédimentations qui peuvent éventuellement servir à un nouveau départ ; c'est que le transfert technologique des pays sans bidonvilles vers les pays à bidonvilles, mais aussi des groupes dominants aux pratiques modernisées vers la culture des masses, n'a de sens et de chance de réussite que si la population est en mesure de s'appropriier les savoir-faire. Comment y arriver sans la prise en compte des savoir-faire locaux qui sont les grilles pour l'acclimatation, la naturalisation, la re-création, le choix des apports exogènes ? « Faire du terrain » ne serait-ce pas (en rupture avec la description empiriste et l'accumulation de données factuelles) trouver les modes et méthodes pour camper les savoir-faire endogènes ? Notre hypothèse de base est que l'analyse des SAVOIR-FAIRE populaires conduit à une autre lecture des potentiels et des contraintes, et que les voies alternatives (pour les Cités, mais aussi dans l'agricole) n'ont de chance d'être opératoires un jour que si elles prennent en compte (sinon partent de ce que nous ignorons actuellement) : l'espace subi et bâti, vécu et perçu, de ces masses dites urbaines.

Le problème à documenter est donc celui de la rencontre culturelle de savoir-faire étrangers les uns aux autres ; voilà pourquoi il sera toujours important que des instituts, comme l'IDNS, ce soir, puissent offrir à la communauté des scientifiques et des intervenants, une tribune et un forum pour l'échange et le partage de ce que nous voyons poindre à l'horizon du Tiers Monde.

Je vous livre à discussion l'objet, la méthode et les concepts de ces ESPACES DES CITÉES qui seront, à mon sens, notre (gros) lot à tous et à toutes d'ici la fin de ce siècle.

Notes & hypothèses de l'été 1987

[p. 514]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Fac-similé de couverture d'un dossier au temps du Congrès de janvier 1987

[p. 515]

Quatrième partie : Engagements.

À l'aune de la politique

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Nous savions d'expérience que cette fin d'un long règne allait perturber toutes les manières et méthodes de résistances lentement mises en place pour ruser contre la violence borgne du fils qui avait succédé à la violence aveugle du père. Nous savions que tous les styles et modes de communication allaient devoir changer et s'adapter sous peine de totale inefficacité. La situation nouvelle dans laquelle on allait se trouver ne serait plus *le temps de se parler par signes* comme autrefois. Espagnols, Venezueliens, Dominicains... avaient expérimenté avant nous ce temps de passage à vide qui suit les fins de règne et nous avions le témoignage de leurs angoisses de devoir chercher d'autres modalités pour continuer à parler, pour ce que parler veut dire. Chose certaine, nous le savions d'eux, c'est à l'aune de la politique que toutes les choses allaient se mesurer dans une transition houleuse. Puisque cela paraissait incontournable que ce soit un engagement dans la politique, il ne nous restait donc plus qu'à choisir quel secteur politique d'engagement, quel type politique d'engagement et quel objectif politique d'engagement pour un premier temps d'observation.

Quel secteur politique d'engagement ?

Nous avons délibérément choisi, pour commencer, de nous consacrer au secteur le plus important de la politique haïtienne quoique le plus impopulaire, celui des dossiers de la relance. C'est que, dans la bousculade opportuniste qu'il fallait prévoir, il ne fallait quand même pas s'attendre à voir beaucoup de personnes s'accrocher aux problèmes de fond, pas plus de voir au devant de la scène dominer le débat de leurs éventuelles solutions... Formuler dans ce moment un engagement DANS LE TEMPS DES DOSSIERS (chapitre 10) était certainement ramer à contre-courant, mais notre pari de base était qu'on allait devoir revenir tôt ou tard aux dossiers pour mettre CARTES SUR TABLE dès qu'il n'y aurait plus d'autres choix que de devenir sérieux pour bâtir un pays

normal. Il est aussi vrai qu'avec nos traditions politiques violemment individualistes il se peut aussi qu'on laisse tout s'effondrer jusqu'au point de non-retour, sans enclencher un processus de relance.

Quel type politique d'engagement ?

Ce sont les circonstances qui nous ont offert l'opportunité de travailler en politique d'abord au dossier probablement le plus spécifique à Haïti, et donc probablement le plus important celui de sa diaspora. Cette diaspora haïtienne, dans sa structure, sa signification et sa portée par rapport au pays natal est un phénomène social global actuellement unique dans les Amériques. Il faut savoir le gérer pour en faire un levier et un levain de la régénération d'Haïti. C'est très possible et c'est même la seule de nos ressources à regorger de potentialités. L'engagement [p. 516] **DANS LE MAS COMME RÉVÉLATEUR** (chapitre 11) a commencé par ce texte manifeste (pp. 520-527) du *Mouvman Ayisyen Solidarite* dont le titre délimitait le programme (**CONSIDÉRATIONS SUR LE RÔLE DE LA DIASPORA DANS LA FORMATION D'UN MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE POUR LA RECONSTRUCTION D'HAÏTI**) et le dernier paragraphe l'objectif final.

Quel objectif politique d'engagement ?

Les discussions au début ont été tellement nombreuses à propos de ce dernier paragraphe que le reproduire permet de fixer les objectifs politiques et les enjeux de l'engagement, ainsi que ses limites :

Nous pouvons souhaiter pour plus tard, peut-être en cette fin d'année 1986 ou au tout début 1987, la constitution au pays d'un Parti Politique de regroupement démocratique qui serait fort de l'alliance, de la convergence, du *tèt ansanm* de toutes les aspirations et attentes démocratiques qui auront été exprimées les prochains mois au pays et en diaspora par des organisations politiques, des groupes de travail, des associations, des clubs de discussions, des collectifs divers, des institutions, des patriotes indépendants... Le **MAS** apportera dans ce mouvement d'ensemble sa contribution pour que la vision démocratique soit présente aux prochaines échéances électorales et pour que notre premier gouvernement démocratique puisse inventer et gérer en toute légitimité :

**Un pays pour tous les Haïtiens et toutes les
Haïtiennes *kote tout moun se moun***

[Au long de l'année ce paragraphe aura été le leitmotiv d'une ligne juste, auquel la suite allait donner largement raison ; n'étaient-ce les *timouneries* !]

Dans les trois chapitres qui suivent nous avons retenu des textes qui balisent ou témoignent de quelques moments forts de cette année d'engagements, dont le premier est une interpellation publique, le jeudi 6 mars 1986, au premier mois de la chute où nous étions déjà au pays... et le dernier date du vendredi 6 mars 1987, le bilan du **MAS**. Un an tout rond.

Même si ce n'est pas le lieu pour l'analyse de ce que furent les interventions de cette année-là (cette histoire serait à écrire comme un cahier de bord), disons que son déroulement fut superbe de révélations, et le coude à coude d'hommes et de femmes tendus vers les mêmes objectifs absolument instructif. La formulation dans les *Cartes sur table* des conditions humaines de la mise en œuvre d'une politique de relance, et du besoin impératif d'une ambiance de mobilisation populaire, doit beaucoup à ces expériences du **MAS**.

[p. 517]

CHAPITRE 10

Le temps des dossiers

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

1. – Lemane Vaillant « Lettre ouverte au Professeur Georges Anglade » *Le Nouvelliste*, Jeudi 6 mars 1986, page 6
2. – Pierre-Raymond Dumas « Georges Anglade : Quand le professeur devient élève », *Le Nouvelliste*, Port-au-Prince, vendredi 14 mars 1986, p. 6
3. – M.A.S. « Considérations sur le rôle de la diaspora dans la formation d'un mouvement démocratique... » Texte manifeste du Mouvement Haïtien de Solidarité/MAS, *Le Nouvelliste* du 30 mai au 1^{er} juin 1986
4. – Mèrès Wèche « Panel à l'Université du Québec à Montréal : Promotion du MAS (Mouvman Ayisyen Solidarite) » *Haïti-Observateur*, vol. XVI no. 22, 30 mai-6 juin 1986

Lettre ouverte au Professeur Georges Anglade

[Lemane Vaillant, *Le Nouvelliste*, Jeudi 6 mars, page 6, 1986]

Monsieur Georges Anglade

Géographe, auteur de *L'ESPACE HAÏTIEN*

Cher Professeur,

Tandis que vous séjournerez au bercail, et dans le contexte national actuel où, par-delà les débats, les confrontations, les prises de position et les déclarations exclusivement politiques, se joue l'avenir de l'organisation physique générale de notre pays, je prends l'initiative et la liberté de vous demander de vous pencher à nouveau avec les connaissances qu'on vous connaît en la matière, les éléments dont vous disposez ou pouvez disposer et une approche plutôt simple mais résolument réaliste, sur le problème de l'aménagement du territoire haïtien afin d'arriver à en sortir et à publier une proposition actualisée de réaménagement.

Cette démarche de ma part, traduit le fait que je suis de ceux qui pensent qu'une nouvelle conception de la division, de l'aménagement et de l'administration du territoire garante d'une meilleure organisation spatiale et administrative du

pays devrait préoccuper de façon privilégiée l'esprit de nos dirigeants actuels et de ceux potentiellement à venir plus spécialement.

Professeur Anglade, je saisis cette occasion pour saluer votre présence parmi nous dans ce coin de terre qui est aussi le vôtre.

Lemane Vaillant, Ing.
Port-au-Prince le 6 mars 1986

[p. 518]

Georges Anglade, Quand le professeur devient élève

Pierre-Raymond Dumas, *Le Nouvelliste*, vendredi 14 mars 1986, p. 6

Nous avons rencontré le célèbre géographe haïtien Georges Anglade qui nous parle de la nouvelle conjoncture politique nationale dans sa complexité. Avec prudence, réalisme et modestie, il définit sa position et exprime ses attentes et ses espérances. Il nous a promis qu'à son prochain retour il mettra à la disposition du grand public, peut-être dans une séance de signature-vente, une vingtaine de textes et travaux qui ne sont pas sortis des circuits spécialisés de lecture et recherche.

P-R. D., H-O.

P.R. – Dumas : Parlons au présent. En tant que professeur, quel effet cela vous fait de réapprendre aujourd'hui l'alphabet natif-natal après plusieurs années d'exil ?

G.A – J'ai trop souhaité ce retour chez moi pour ne pas le trouver nécessaire, d'autant que le processus de démocratisation en cours est nécessaire. Mais c'est mon retour à l'école du pays haïtien qui commande d'abord l'humilité scientifique et politique face à cette situation nouvelle ; qui commande ensuite la modestie dans la recherche d'une grille d'explication de ce qui s'est passé (et donc la compréhension des revendications et des attentes) ; qui commande enfin la prudence dans la quête des voies et moyens à choisir entre plusieurs alternatives pour nous en sortir collectivement... qui définit toute ma manière de réinsertion parmi les miens.

P.R.D. – Vous parlez d'humilité, de modestie, de prudence.... commençons par ce que vous entendez par l'humilité face à une situation nouvelle.

G.A. – Dans cette période de transition que devrait caractériser l'objectif d'arriver à un pays normal et vivable d'ici les quelque quinze années qui nous séparent de l'an 2000, il nous faut tous avancer avec le sentiment que l'Histoire nous offre la

dernière chance de bien finir ce siècle. Les risques à prendre devront être calculés, avec précision ; d'où l'urgence de procéder à coup de dossiers nouveaux soigneusement et démocratiquement travaillés, à coup de révisions attentives des dossiers prioritaires, à coup de mises à jour des dossiers courants, etc. En somme pour ne citer que les dossiers les plus fondamentaux à bâtir au long des mois de juin-juillet-août, un sérieux travail pour la nouvelle [p. 519] Université, la nouvelle Constitution, la nouvelle Économie, etc. Tout ceci est la démarche de l'humble retour à l'école de notre pays d'Haïti qui est dans une situation sociale, économique, politique.... à la fois grave, très grave, et à la fois pleine de promesses pour peu que nous nous mettions tous à la bonne hauteur en acceptant de bien monter de solides dossiers pour le futur immédiat et plus lointain.

P.R.D. – Et la modestie dans la recherche de la compréhension de la conjoncture ?

G.A. – La manière de réalisation de cette finale du 7 février et ce début d'ouverture sur d'autres horizons... ne correspond à aucun schéma figé, à aucun dogme en béton. Il va nous falloir dire un jour proche quel cadre d'analyse peut nous faire accéder à un niveau de compréhension de ce qui s'est passé, et donc comprendre les revendications que charrient ces mouvements régionaux, populaires... etc. leurs attentes, les forces en présence, leur choix de développement etc. C'est donc encore le retour à l'école des hommes et des femmes d'Haïti, des jeunes et des aînés, des pauvres jusqu'aux trop riches de notre population. C'est une manière de répondre à la lettre ouverte de l'ingénieur Lemane Vaillant (Le *Nouvelliste* du jeudi 6 mars 1986 p. 6). Oui, il va nous falloir collectivement, donc dans la collaboration de beaucoup d'entre nous, nous pencher sur toutes les dimensions d'un développement original et proprement nôtre, dont cette réorganisation, cette modernisation des structures de l'espace haïtien que réclame avec justesse Monsieur Lemane Vaillant. Cette démarche, c'est la modestie de nous remettre tous au travail pour la rectification permanente des erreurs et la réactualisation continuelle des étapes pour atteindre l'objectif d'un pays pour tous les Haïtiens, « *Kote tout moun se moun !* ».

P.R.D. – Et la prudence sur les voies et moyens ?

G.A. – Tout en partageant la joie collective et l'inquiétude collective... il nous faut la sagesse de savoir que presque tout reste à faire. Nous ne pouvons pas faire l'économie de nous mettre à l'écoute de ces voix qui partout réclament un minimum pour vivre ou survivre. Or, le chemin de la réussite de la démocratisation, du développement du pays est très étroit. Il faut viser juste en se mettant au service de ce qui s'ébauche actuellement comme projet de société sous nos yeux chaque jour. Pour cheminer prudemment il nous faut bâtir dossier après dossier.

P.R.D. – Votre projet immédiat ?

G.A. – Dans une semaine, je retourne dans cette terre qui fut d'exil avec le statut nouveau de celui qui amorce son retour au pays natal pour participer à la construction des dossiers. Et pour ces perspectives nouvelles que presque chacun dans ce pays, mieux, presque tout le monde dans ce pays a contribué à rendre possible, merci.

[p. 520]

Texte manifeste dont plus d'une dizaine de milliers d'exemplaires ont été distribués en plus de sa publication dans plusieurs journaux et revues dont *Le Nouvelliste* du vendredi 30 au dimanche 1^{er} juin 1986.

Dimanche le 18 mai 1986,
Fête du 'Bleu et Rouge' reconquis

**CONSIDÉRATIONS SUR LE RÔLE
DE LA DIASPORA DANS LA FORMATION
D'UN MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE
POUR LA RECONSTRUCTION D'HAÏTI**

PRÉAMBULE

Cela fait 100 jours que le 7 février le noyau dur de la clique duvaliériste est parti jouir ailleurs des fortunes volées au peuple haïtien au prix d'une trentaine d'années de violences. Au bout de ces 100 premiers jours de la libération d'un trop long cauchemar et l'attente d'une démacoutisation de la société haïtienne, les inquiétudes reprennent le dessus car les risques sont grands de voir rouler le peuple haïtien de sa victoire du 7 février. Le temps du retour au travail sérieux de reconstruction doit partout commencer, car on peut se dire pour la première fois que ce pays est mortel, que son destin peut nous échapper définitivement que d'autres peuvent nous ravalier à pire situation que celle que brisèrent nos pères et mères. À quoi bon cet héritage des 18 mai s'il faut qu'il soit autant dévoyé ?

C'est pourquoi une cinquantaine de patriotes haïtiens ayant vécu l'exil forcé dans différents lieux de la diaspora, travailleurs et travailleuses de différents niveaux sociaux et professionnels, se sont réunis. Tout au long des discussions ponctuées de consultations avec plusieurs patriotes de l'intérieur et d'autres centres de la diaspora, il s'est posé le problème de la participation de notre diaspora à l'émergence d'un mouvement démocratique haïtien. Car, il serait concrètement irresponsable de penser le développement d'Haïti sans penser puiser largement dans les ressources humaines et matérielles de la diaspora, donc sans

penser la diaspora en tant que phénomène important de la conjoncture politique actuelle et en tant que ressource exceptionnelle du devenir d'Haïti. Mais comme il n'y a que peu de modèles historiques comparables au nôtre et comme personne ne fera de cadeau à la diaspora... c'est à elle de s'organiser, de faire valoir ses ressources, ses savoir-faire et leurs modes de mise en complémentarité avec le pays, et c'est à elle, la diaspora, de rendre tout cela politiquement significatif pour avoir plus tard plein droit à la participation au devenir national en tant que segment de la population haïtienne. La tâche est ainsi double : [p. 521] **penser la liaison, organiser la liaison** en sensibilisant les forces intérieures sur la diaspora comme phénomène historique dorénavant permanent et sur l'exigence de structures d'accueil pour ceux et celles qui tentent de s'établir au pays. Ce n'est pas seulement une action individuelle qui peut assurer pour tous cette liaison Diaspora/Intérieur, c'est aussi une action collective longuement débattue, organisée, disciplinée.

Le texte qui suit énonce les principes et fondements d'une plate-forme devant conduire à l'établissement et la diffusion **de dossier d'options, de positions et de propositions** pour une jonction Diaspora/Intérieur. C'est qu'il se dessine actuellement aussi bien au pays qu'en diaspora une volonté de convergence des aspirations et des attentes démocratiques d'organisations politiques, de groupes de travail, d'associations, de clubs de discussions, de collectifs divers, d'institutions, de patriotes indépendants, etc. Dans cette perspective et en prenant le pari qu'il serait souhaitable que l'on parvienne à une union prochaine de ces forces démocratiques, ce noyau d'initiative a décidé de lancer une invitation au travail en commun dans le cadre d'un regroupement MOUVMAN AYISYEN SOLIDARITE (MAS) pour contribuer à préciser ce que pourrait être un programme commun des démocrates en vue d'un GOUVERNEMENT capable de gérer le pays de tous les Haïtiens et de toutes les Haïtiennes – à partir des ressources humaines et matérielles de tous les Haïtiens et de toutes les Haïtiennes – Diaspora/Intérieur articulés.

Tout s'est terminé le 7 février 1986 ...

... Tout a commencé le 7 février 1986

Le DÉCHOUKAGE des Duvalier s'est réalisé au bout d'une accumulation de trente années de résistances au long desquelles des dizaines de milliers de victimes ont payé de leur vie, de leur corps, de leurs biens, de leur exil, de leur souffrance, de leur situation, de leur humiliation... leur refus de la dictature. Plus tard on rendra justice à tout ce qui s'est opposé à l'ère des Duvalier d'un bout à l'autre du pays, dans toutes les catégories sociales du pays, au jour le jour, mois après mois, chaque année de ces trente ans, pour rendre enfin possible la finale du 7 février. C'est avec l'obligation de ne rien oublier de toutes ces résistances ouvertes ou marronnes qu'il faut saluer, dans ce qui fut la très longue bataille

d'une très longue liste de combattants, les derniers assaillants à réussir le déchoukage.

L'encadrement de la dernière mobilisation victorieuse a été un phénomène d'églises, de radios, de jeunesse, d'écoles, de provinces... et d'opinion internationale sensibilisée notamment par la ténacité des interventions de la diaspora. Soit. Mais il ne faudrait tout de même [p. 522] pas que de trop courtes analyses fassent oublier toute la culture de résistance des opprimés, paysans, femmes, bidonvillois, boat-people... et toute l'économie de résistance des activités dites informelles ou parallèles des provinces et du centre. Quand toute l'histoire de ce refus global culmine enfin à une conclusion, il faut entretenir la mémoire collective de l'épopée de ceux et de celles, anonymes, qui refusèrent la compromission au ras de leur quotidien au pays et en diaspora, il faut revenir aux archives de l'héroïsme de ceux et de celles qui sont morts à chacune des crises pour rendre possible la crise suivante... et prendre ainsi la mesure frivole d'un mariage, d'un complot, d'une action étrangère,... comme explication historique du 7 février 1986.

Si **l'avant 7 février** a été long à bâtir dans son premier objectif d'élimination du noyau des Duvalier, **l'après 7 février** risque d'être aussi long à bâtir dans ses objectifs d'éradiquer le macoutisme, de gérer la transition à un nouveau régime et d'accoucher de la démocratie pour tous les Haïtiens et toutes les Haïtiennes dans la réalisation quotidienne d'un nouveau contrat de société. C'est pourquoi il faut préparer l'avenir et se convaincre qu'il ne peut pas se préparer n'importe comment puisque la situation dans laquelle nous nous trouvons collectivement est historiquement unique et qu'aucun schéma pré-établi ne peut s'appliquer.

La levée massive du pays profond haïtien qui n'a d'équivalent que la révolte générale des esclaves préluant à l'indépendance de 1804 est un phénomène important de la conjoncture ; notre diaspora est aussi un de ces nouveaux phénomènes sociaux, économiques et politiques importants. C'est une création historique irréversible et une nouvelle donnée permanente de notre réalité de peuple pour l'avenir. Certes, des personnes pourront et devront tenter de se ré-intégrer avec plus ou moins de difficultés à la vie au pays, mais pour la presque totalité des Haïtiens et des Haïtiennes en situation de diaspora il leur faut impérativement apprendre à vivre entre deux espaces, apprendre, à partir de leur résidence principale, à être utiles au pays natal, à s'y aménager des périodes de présence fructueuse au profit de la démocratisation et du développement qu'ils sont nombreux à réclamer et à vouloir épauler.

Ainsi, il n'y a pas à se culpabiliser d'avoir été, par effet de pressions et d'oppressions, en situation de diaspora. L'analyse des apports multiples de cette diaspora à la chute des Duvalier, de la somme des travaux et documents sur Haïti, de l'ensemble des acquisitions autrement impensables... est très conséquente. Aussi devrions-nous maintenant éviter l'esprit de précipitation individuelle au pays sans prendre d'abord appui sur ce qui fut notre réalité sociale de résistance mais aussi de production pour l'avenir. Dispersés et solitaires dans une tentative

de prendre participation au processus en cours, nous risquons [p. 523] d'être récupérés sous une forme ou sous une autre, les uns après les autres ; à formuler ensemble le dossier d'un projet, à nous présenter ensemble pour le légitimer, à chercher ensemble son adéquation à la réalité haïtienne et aux forces démocratiques haïtiennes telles qu'elles se sont transformées en évoluant... nous prenons la chance d'être un apport à la fois pour l'intérieur et pour la Diaspora.

La diaspora a eu les ressources pour participer à **l'avant 7 février**. La diaspora a encore plus de ressources pour participer à la formulation et la réalisation de **l'après 7 février**. Il faut essayer de construire une force collective capable de négocier, à coup de dossiers, l'insertion de la vision de ceux qui furent en situation de diaspora dans le projet de société qui s'élabore chaque jour dans les événements. Si le lieu de la diaspora a été la réalité de la lutte de beaucoup de patriotes contre la dictature, la diaspora demeurera encore le levier principal de beaucoup de patriotes pour la construction d'une Haïti renouvelée. Ce potentiel doit être organisé pour devenir une force politique de participation.

Chak 4 an, pa gen double...

Nou pa vie visa anko... Tèt ansanm

Les aspirations des forces populaires de la révolte générale sont à l'ordre du jour des revendications dans des formules que politiquement l'on ne peut plus ignorer. Mais il y a ceux et celles que la chute des Duvalier a directement mis en cause, ceux et celles qui sentent confusément que les manifestations et réclamations menacent leurs privilèges traditionnels, ceux et celles qui s'en étaient trop bien accommodés... et ils sont tous encore très forts en armes, en fonds et en influences, et ils tenteront tout pour une reprise plus nette de leurs pouvoirs. C'est pourquoi un consensus populaire se dégage sur un ensemble de points pour barrer la route au retour d'un duvaliérisme sans les Duvalier, et pour assurer dans un même mouvement les fondements de la démocratie souhaitée.

La clameur publique réclame ainsi une limitation stricte du mandat présidentiel, une gestion compétente et saine de la chose publique, la prise en compte des provinces dans un processus de régionalisation et de décentralisation, une économie dynamique, la lutte contre le chômage, des pratiques électorales régulières, le respect des libertés essentielles... tandis que de la diaspora vient tout aussi nettement des demandes massives pour l'abolition des visas d'entrée et de sortie dans le pays, l'élimination à l'aéroport, et partout ailleurs, des listes noires des opposants de l'ancien régime, le droit à des représentations diplomatiques et consulaires adéquates dans les lieux de forte présence haïtienne, la reconnaissance de l'existence de ce million [p. 524] d'hommes, de femmes et d'enfants vivant hors du territoire national et les considérations qui devraient en découler dans la prochaine Constitution haïtienne, comme l'aménagement pour ces nationaux haïtiens d'une "clause de retour" pour l'existence de tous leurs droits et de tous leurs devoirs au pays. En somme, à situation historique nouvelle, solutions

nouvelles, et le peuple haïtien (intérieur/diaspora confondus) est en droit d'attendre l'imagination sociale créatrice capable de prendre en charge et de gérer la crise nouvelle.

Dans ce contexte, il est évident que le recours à **nos sources et ressources**, à l'ensemble de nos savoir-faire, suppose une mise en commun, un tèt ansanm Intérieur/Diaspora, pour faire l'inventaire de nos possibilités, bâtir une perspective proprement nôtre de leur mise en valeur et monter les organisations et les institutions capables de garantir, à chacun et à tous, qu'ensemble nous pouvons réaliser une Haïti renouvelée ; d'autant que cette conjoncture ne nous prend pas vraiment au dépourvu puisqu'au long de ces temps du refus de l'ordre macoutique il s'est réalisé une accumulation et un mûrissement féconds pour nos choix d'un pays nouveau.

En ce moment où l'attente de recettes ou de sauveurs se fait pressante, où le besoin impatient d'espérance peut conduire à beaucoup d'errements... il faut bien que quelque part soit assumé le sentiment que l'Histoire nous offre probablement la dernière chance de bien finir ce siècle, et **qu'il n'y a pas de sauveurs, et qu'il n'y a pas de recettes**. Les risques à prendre devront être calculés avec précision dans des dossiers soigneusement et démocratiquement travaillés par une écoute collée aux pulsations de nos racines de peuple haïtien. Même si la situation est grave, très grave, il existe cependant des voies possibles pour le remodelage de notre société, des promesses d'avenir raisonnables pour peu que nous sachions collectivement recourir à nos sources, nos racines, nos savoir-faire... pour peu que nous sachions conserver la dignité retrouvée... pour peu que nous sachions consolider la liberté reconquise.

Nous parlons d'un pays de cinq cents marchés, de cinq mille bourgs-jardins, de cinq millions de marginalisés... et à tous les paliers de cet ordonnancement il y a un peuple prêt à se prendre en main. Nous parlons d'une démocratisation par l'autonomie retrouvée à tous ces paliers et d'une option de faire du monde actuel de ces marginalisés l'intersection de toutes les interventions sociales, économiques et politiques de notre phase de transition au développement. Nous parlons d'un État régulateur d'une économie politique de priorités aux provinces et d'une économie politique du centre au service des provinces. Nous parlons d'un gouvernement qui ne soit pas une sinécure pour kleptomanes mais l'outil de contrôle et de gestion de notre alternative. [p. 525] Nous parlons d'une administration capable d'initiatives, d'imagination et de visions pour inventer les institutions scolaires, sanitaires, sociales, que réclame d'urgence la conjoncture. En somme, nous parlons de lectures concrètes d'une situation originale ayant des savoir-faire culturels, sociaux, économiques à faire valoir : c'est une question de perspective politique et de volonté politique de recherche de nos propres solutions alternatives. Personne ne peut se substituer à nous pour cette tâche... et jusque dans l'aide que nous sommes en droit d'attendre d'eux, il nous revient d'en définir la manière, le secteur, le rythme et le volume. C'est ainsi qu'il nous semble que se fait l'apprentissage de la souveraineté !

Mouvman Ayisyen Solidarite ... MAS

Le chemin de la réussite de la démocratisation et du développement du pays est très étroit. Il faut viser juste en se mettant au service des aspirations populaires qui se cherchent actuellement comme projet de société, chaque jour sous nos yeux au pays et en diaspora. C'est par l'organisation d'un mouvement politique de solidarité que nous pourrons vertébrer notre participation collective à la formulation des véritables problèmes de notre pays. Il nous faut contribuer à la quête des solutions en mettant en commun ce que chacun de nous peut y apporter. Il faut aussi immédiatement souligner que ce mouvement en réalisation n'est pas une manœuvre de recrutement d'une quelconque clientèle électorale au service d'un quelconque "candidat", mais bien une mise en commun de potentiels multiples et différents pour bâtir et diffuser, débattre et ajuster des dossiers qui serviront aux rassemblements de personnes et de groupes à partir de leur souscription à une même voie alternative de démocratisation et de développement.

Pour tenir compte des événements, il va falloir immédiatement conjuguer audace conceptuelle et audace organisationnelle en structurant sur ces deux plans les avant-projets des dossiers et le cadre du Mouvement. Une série de rencontres, de débats, de prises de contact à l'intérieur et dans la diaspora devraient inscrire assez rapidement le MAS dans le décor de la conjoncture haïtienne. Le MAS, en faisant appel à la collaboration de personnes résidant actuellement aussi bien au pays qu'en diaspora, invitera à deux niveaux d'activités : des ATELIERS d'études et de recherches pour la production de multiples dossiers par différents petits groupes de personnes-ressources ; et des ASSEMBLÉES de discussion des dossiers pour la formation et l'information du plus grand nombre possible de participants. Les dossiers feront l'objet de la plus grande diffusion politique possible au pays et en diaspora pour que les idées développées alimentent les forces de changement de cette conjoncture de transition.

[p. 526]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Photo-montage d'une assemblée générale du MAS, juin 1986

[p. 527]

Notre ébauche de calendrier de travail : du 18 mai à la fin juin nous organiserons des ateliers et des assemblées pour développer en quoi la création du Mouvman Ayisyen Solidarite-MAS est une réponse adéquate au devenir d'une formation sociale ayant produit une diaspora ; pour les mois de juillet et d'août l'invitation est que la majorité des preneurs de la perspective du MAS réalise un retour au pays natal pour affiner leur travail conceptuel par sa confrontation au réel et consolider les échanges de vues avec les compagnons de route de la démocratie ; les mois de septembre à décembre seront ceux des bilans des Ateliers et des Assemblées sur ce qui aura été concrètement réalisé pour les dossiers et pour l'organisation.

Nous pouvons souhaiter pour plus tard, peut-être en cette fin d'année 1986 ou au tout début 1987, la constitution au pays d'un Parti Politique de regroupement démocratique qui serait fort de l'alliance, de la convergence, du tèt ansanm de toutes les aspirations et attentes démocratiques qui auront été exprimées les prochains mois au pays et en diaspora par des organisations politiques, des groupes de travail, des associations, des clubs de discussions, des collectifs divers, des institutions, des patriotes indépendants... Le MAS apportera dans ce mouvement d'ensemble sa contribution pour que la vision démocratique soit présente aux prochaines échéances électorales et pour que notre premier gouvernement démocratique puisse inventer et gérer en toute légitimité :

Un pays pour tous les Haïtiens et toutes les Haïtiennes *kote tout moun se moun*

Georges Anglade

Pour les participants au processus de fondation
du MAS

[p. 528]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Fac-similé de La Gazette du 27 décembre 1986

[529]

"Panel à l'Université du Québec à Montréal : Promotion du MAS" (Mouvman Ayisyen Solidarite), *Haïti-Observateur*, vol. XVI no. 22, 30 mai-6 juin 1986 ; par Mères Wèche

Dix-neuf mai. Au terme de ces cent jours de la fragile victoire du 7 février 1986, un groupe d'intellectuels haïtiens s'est réuni à l'Université du Québec à Montréal, pour tenter de cerner cette sérieuse dichotomie Diaspora/Intérieur qui s'aggrave de jour en jour, d'une part, avec la permanence du fameux visa de retour, et d'autre part avec la pendante question de la double citoyenneté.

Le panel... a soumis à l'assistance... un texte d'environ 2 600 mots portant exclusivement sur une possible percée collective et organisée au pays... Le texte portant la signature de Georges Anglade, et soutenant clairement l'idée finale de la

construction d'un "parti politique de regroupement démocratique", serait... le produit d'une longue concertation entre une cinquantaine de compatriotes désireux de mettre en commun leurs modes d'intervention au pays.

Dans un premier temps, la Diaspora... est vue dans son ensemble comme un pôle d'actions collectives... À ce niveau même, et puisqu'il s'agit entre autres d'établir des "dossiers", il faudrait s'assurer statistiquement si certains secteurs de cette diaspora n'ont pas déjà leur propre "mouvman ayisyen solidarite", à travers les nombreux groupements régionaux qui ont pendant près de six ans constitué... ce qu'on pourrait appeler la résistance du petit vécu quotidien. ... j'ai bien peur qu'il ne soit trop tard ; les opinions sont aussi parcellaires que les constituants même de cette diaspora. "MAS" aura du mal à se proposer comme panacée.

Les différentes questions soulevées par l'assistance, y compris celles formulées en coulisse et à voix basse, montrent les signes d'une ère dure pour nos politiciens qui devront s'armer d'une force de persuasion exceptionnelle. Georges Anglade, pour sa part, se défend d'être un "candidat", mais possède certains atouts qui lui permettent de répondre intelligemment à des interrogations visiblement embarrassantes... comme par exemple, cette incursion d'Harry Carrénard voyant dans le "MAS" un curieux détour vers une crèche politique pour la Noël, et par conséquent une dangereuse conversion de "kola en tafia". Anglade semble affirmer que loin de convertir une substance en une autre, il compte conjuguer ce qu'il appelle "audace conceptuelle et audace organisationnelle"... J'abonde personnellement dans le sens de Paul Arcelin qui voit le "Mouvman Ayisyen Solidarite" au-dessus des partis. Et je dirais même comme Philippe Fils-Aimé : "il ne faudrait surtout pas qu'Anglade soit candidat"... C'est à distance qu'il pourra continuer à voir la **GÉOGRAPHIE DU PAYS**.

[p. 530]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Haïti-Observateur/18-25 juillet 1986 Page 16

Entrevue avec Georges Anglade

Fondateur et animateur du M.A.S. (Mouvman Ayisyen Solidarite)

Georges Anglade, universitaire bien connu dans la diaspora et en Haïti, a lancé récemment un nouveau mouvement, le MAS. Notre collaborateur Max Charlier l'a rencontré pour H.O. avant la période estivale où nombre d'adhérents du MAS se rencontreront en Haïti même.

Georges Anglade

M.C. — Georges Anglade, lancé depuis moins de deux mois, le MAS vient de tenir à Montréal une assemblée importante. C'est un succès. pouvez-vous dire ce qu'est le MAS?

G.A. — Le MAS est un mouvement politique de solidarité. Il a pris naissance, le 18 mai de cette année, fête du bleu-et-rouge reconquis. Ce mouvement politique de solidarité se veut au départ un mouvement qui voudrait réunir le plus de personnes possible, de patriotes intéressés au débat de ce tournant de l'après-Duvalier. Nos adhérents et sympathisants ont travaillé pendant un mois à monter des ateliers, des rencontres et des mini-assemblées et ont commencé à débattre de questions importantes qu'ils voudraient voir, ou figurer dans la constitution, ou prises en charge par ceux qui, dans ce tournant, bâtissent des projets de société. Donc, le MAS est un large mouvement de construction d'un ensemble de dossiers, de positions et de propositions.

M.C. — Pour certains observateurs, la nature du MAS reste équivoque. Le définissez-vous comme l'émorce d'un groupe de pression intellectuel ou comme l'embryon d'un parti politique de masse?

G.A. — Je vais, d'abord, lever l'équivoque en disant que le MAS est peut-être jeune, mais qu'il est surtout nouveau, parce qu'il sort des cadres traditionnels dans un jeu électoral traditionnel immédiat. Cette nouveauté, qui était d'abord basée sur un certain nombre d'idées que nous pourrions regrouper autour de l'audace conceptuelle, qui s'est développée au pays et dans la diaspora, ces dix dernières années, audace conceptuelle à laquelle ont contribué beaucoup de scientifiques, et maintenant que ceci aboutit à ce qu'on pourrait appeler une « audace organisationnelle », la nouveauté peut laisser l'impression d'équivoque. Je vais immédiatement — la lever. Le MAS est au départ plus un groupe de pression, parce que l'on travaille sur des dossiers, nous avons dit — de position et de propositions. Mais il faut immédiatement voir que ces dossiers ne sont pas le fait d'intellectuels uniquement, mais qu'ils répondent à un besoin qui vient de la masse, d'où le nom du mouvement.

Ce qu'il y a eu de nouveauté dans cette assemblée dont vous soulignez le succès, c'est qu'il y avait là des chauffeurs de taxi, femmes de factorien, personnes du monde ordinaire qui se sont tous engouffrés dans le MAS. — donc comme groupe de pression, allant avec son syle de MAS vers ces préoccupations de masse, et c'est ce que souligne le succès de ce premier mois. Mais aussi ces préoccupations débouchent sur une perspective, c'est, dans l'action être utile à ceux qui ont préoccupation politique. J'entends, groupes de discussion, de travail, associations au pays. On peut aller jusqu'à imaginer que ce mouvement haïtien de solidarité puisse être une espèce d'enveloppe globale reprenant un mouvement saint-marcois de solidarité, un mouvement cayen de solidarité, un mouvement capois de solidarité. Dans cet élan, le MAS aussi, évidemment, a une préoccupation politique clairement définie par deux choses: l'émergence de la démocratie et l'émergence du développement pour lesquels nous nous battons tous. C'est donc cette nouveauté sur l'échiquier organisationnel dans laquelle les gens ne se retrouvent pas immédiatement parce que ce ne sont pas des cadres très traditionnels, mais ils ne s'étaient pas non plus retrouvés conceptuellement quand les pistes d'alternative avaient évolué. Dans quel temps ils se rendront compte que dans cette nouveauté il n'y a ni équivoque ni ambiguïté, mais une ligne nouvelle capable de permettre l'accouchement (avec leur participation) de la démocratie et du développement.

M.C. — Sur un éventail politique allant selon la tradition française de la gauche à la droite, où se situe le MAS? Gauche, centre-gauche, centre, centre-droit, droite?

G.A. — Il faut, au départ, revenir à cette nouveauté du MAS. Il ne se situe pas dans une autre tradition que la tradition haïtienne. Il veut coller à la réalité haïtienne de ce tournant. Cependant, pour répon-

dre concrètement à cette question, tout en ayant très peur des clichés, commençons par le définir par ce qu'il n'est pas: il n'est pas aux extrêmes, car le 7 février situe une demande claire et nette: un renouvellement imaginaire de cette société et qui nous semble faire fi de tous les dogmatismes d'importation et de tous les extrêmes possibles. Il n'est pas non plus de droite traditionnelle ou classique par la préoccupation qu'indique son sigle. S'il faut s'en tenir au couloir dans lequel s'enclenche le MAS, on dirait que, ayant préoccupation démocratique: question sociale, femme, question de diaspora, de jeunesse, de culture, de paysannerie, tout les ces questions, avec, sur l'audace conceptuelle qui nous a esquissé les pistes d'alternative s'enclenchent donc sur démocratie et développement, le large mouvement qui se développe, le large éventail de personnes qu'il va chercher définirait un mouvement démocratique.

M.C. — Sur le plan économique et des alliances internationales, que prône le MAS pour Haïti? Un développement capitaliste libéral, la voie socialiste, des alliances avec les Etats-Unis, les social-démocrates, les pays de l'Est?

G.A. — Je dois commencer par dire que, hors de ces grandes catégories, le MAS se voudrait d'abord dans une économie de solidarité interne et c'est ça aussi une de ses dimensions de nouveauté. Economie de solidarité interne que nous allons définir d'abord par le recours aux sources et ressources. Les nôtres. Et, de ce point de départ, nous devons d'abord être conscients que nous sommes dans la Caraïbe, pas seuls; que cette zone est une zone géopolitique aussi clairement définie et qu'il existe des possibilités d'alliance pour nous permettre d'aller sur le chemin d'une prise en main nationale et autonome de notre vision économique. Cette économie de solidarité interne suppose une articulation très forte avec les dimensions sociales que nous devons mettre en place et nous reprenons les cinq préalables pour penser le plan, le devenir, l'économie de ce pays: notre paysannerie, les femmes, la jeunesse, la diaspora, la culture. Donc, leur articulation possible pour la démocratie et le développement. Des alliances, il faut en avoir, des compagnonnages de route aussi, mais tout ceci guidé avant tout par ce que nous voulons être nous-mêmes, entre nous, dans une perspective de solidarité.

(A SUIVRE)

[p. 531]

CHAPITRE 11

Le M.A.S. (Mouvman Ayisyen Solidarite) comme projet

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Max Charlier « Entrevue avec Georges Anglade, Fondateur et animateur du M.A.S. (Mouvman Ayisyen Solidarite) » *Haïti-Observateur* 2 livraisons en juillet-Août 1986

CHAPEAU DE LA PREMIÈRE LIVRAISON

Georges Anglade, universitaire bien connu dans la diaspora et en Haïti, a lancé récemment un nouveau mouvement, le MAS. Notre collaborateur Max Charlier l'a rencontré pour H-O. avant la période estivale où nombre d'adhérents du MAS se rencontreront en Haïti même.

H.O.

CHAPEAU DE LA DEUXIÈME LIVRAISON

Georges Anglade, géographe et économiste de talent, auteur notamment d'un « Éloge de la pauvreté », continue ici d'expliquer à notre collaborateur de Montréal, Max Charlier, la ligne et la perspective politique du MAS qu'il a récemment fondé dans la diaspora (voir la première partie de cette entrevue dans H-O., vol. XVI, no. 29)

H-O.

M.C. – Georges Anglade, lancé depuis moins de deux mois, le MAS vient de tenir à Montréal une assemblée importante. C'est un succès. Pouvez-vous dire ce qu'est le MAS ?

G.A. – Le MAS est un mouvement politique de solidarité. Il a pris naissance, le 18 mai de cette année, fête du Bleu-et-Rouge reconquis. Ce mouvement politique de solidarité se veut au départ un mouvement qui voudrait réunir le plus de personnes possible, des patriotes intéressés au débat de ce tournant de l'après-Duvalier. Nos adhérents et sympathisants ont travaillé pendant un mois à monter des ateliers, des rencontres et des mini-assemblées, et ont commencé à débattre de questions importantes qu'ils voudraient voir figurer dans la Constitution, ou prises en charge par ceux qui, dans ce tournant, bâtissent des projets de société. Donc le

MAS est un large mouvement de construction d'un ensemble de dossiers de positions et de propositions.

[p. 532]

M.C. – Pour certains observateurs, la nature du MAS reste équivoque. Le définissez-vous comme l'amorce d'un groupe de pression intellectuel ou comme l'embryon d'un parti politique de masse ?

G.A. – Je vais, d'abord, lever l'équivoque en disant que s'il y a équivoque ce n'est pas parce que le MAS est encore jeune, mais c'est parce qu'il est surtout nouveau, parce qu'il sort des cadres traditionnels du jeu électoral traditionnel immédiat. Cette nouveauté est d'abord basée sur un certain nombre d'idées que nous pourrions regrouper autour de la notion d'audace conceptuelle qui s'est développée au pays et dans la diaspora, ces dix dernières années. Audace conceptuelle à laquelle ont contribué beaucoup de scientifiques et beaucoup de travaux... et maintenant tout ceci aboutit à ce qu'on pourrait appeler une audace organisationnelle.

La nouveauté peut laisser l'impression d'équivoque. Je vais immédiatement la lever. Le MAS est au départ plus un groupe de pression, parce que l'on travaille sur des dossiers, nous avons dit, de positions et de propositions. Mais il faut immédiatement voir que ces dossiers ne sont pas le fait d'intellectuels uniquement... ils répondent à un besoin qui vient des masses, d'où d'ailleurs le nom du mouvement.

Ce qu'il y a eu de vraiment nouveau dans cette assemblée dont vous soulignez le succès, c'est qu'il y avait là des chauffeurs de taxi, des femmes de factories, des personnes... du "monde ordinaire" qui se sont tous engouffrés dans le MAS d'abord comme groupe de pression dédié, avec son sigle de MAS vers ces préoccupations des masses... Et c'est ce que souligne le succès de ce premier mois.

Mais aussi ces préoccupations débouchent sur une perspective : dans l'action, être utile à ceux qui ont préoccupation politique ; j'entends groupes de discussion, de travail, associations au pays, etc. On peut aller jusqu'à imaginer que ce mouvement haïtien de solidarité puisse être une espèce d'enveloppe globale accueillant un mouvement saint-marcois de solidarité, un mouvement cayen de solidarité, un mouvement capois de solidarité... Dans cette conjoncture, le MAS aussi, évidemment, a une préoccupation politique clairement définie par deux choses : **l'émergence de la démocratie et l'émergence du développement** pour lesquels nous nous battons tous. C'est donc cette nouveauté de vouloir s'organiser pour débattre des questions de fond qui fait que les gens ne se retrouvent pas immédiatement... parce que ce ne sont pas les cadres traditionnels de la politique politicienne. Mais vous savez, les gens ne s'étaient pas non plus retrouvés conceptuellement quand les pistes d'alternative avaient été présentées. Dans quelque temps ils se rendront compte que dans cette nouveauté il n'y a ni

équivoque ni ambiguïté, mais une ligne nouvelle capable de [p. 533] permettre l'accouchement, avec leur participation, de la démocratie et du développement.

M.C. – Sur un éventail politique allant selon la tradition française de la gauche à la droite, où se situe le MAS ? Gauche, centre-gauche, centre, centre-droit, droite ?

G.A. – Il faut, au départ, revenir à cette nouveauté du MAS. Il ne se situe pas dans une autre tradition que la tradition haïtienne. Il veut coller à la réalité haïtienne de ce tournant. Cependant, pour répondre concrètement à cette question, tout en ayant très peur des clichés, commençons par le définir par ce qu'il n'est pas ; il n'est pas aux extrêmes, car le 7 février situe une demande claire et nette : un renouvellement imaginatif de cette société, ce qui nous semble une demande de dépassement de tous les dogmatismes d'importation et de tous les extrêmes possibles. Il n'est pas non plus de droite traditionnelle par la préoccupation qu'indique son sigle, MAS. S'il faut s'en tenir au couloir dans lequel s'enclenche le MAS, on dirait que, ayant préoccupation démocratique sur la question de diaspora, la question sociale du féminin, la question de la jeunesse, la question de la culture, la question de la paysannerie... (toutes ces questions axées sur l'audace conceptuelle, les nouvelles pistes d'alternative, la démocratie et le développement)... le large mouvement qui se développe, le large éventail de personnes qui y collabore, définirait un mouvement "*DÉ-MO-CRA-TIQUE*".

M.C. – Sur le plan économique et des alliances internationales, que prône le MAS pour Haïti ? Un développement capitaliste libéral, la voie socialiste, des alliances avec les États-Unis, les social-démocraties, les pays de l'Est ?

G.A. – Je dois commencer par dire que, hors de ces grandes catégories, le MAS se voudrait d'abord dans une ÉCONOMIE DE SOLIDARITÉ interne et c'est ça aussi une de ses dimensions de nouveauté. Économie de solidarité interne que nous allons définir d'abord par le recours aux sources et ressources. Les nôtres. Et, de ce point de départ, nous devons d'abord être conscients que nous sommes dans la Caraïbe, pas seuls ; que cette zone est une zone géo-politique aussi clairement définie et qu'il existe des possibilités d'alliance pour nous permettre d'aller sur le chemin d'une prise en main *nationale et autonome* de notre vision économique. Cette économie de solidarité interne suppose une articulation très forte avec les cinq dimensions sociales que nous venons d'évoquer dans la réponse précédente, et nous devons reprendre ces cinq préalables pour penser le plan, le devenir, l'économie de ce pays : notre [p. 534] paysannerie, les femmes, la jeunesse, la diaspora, la culture. Donc, leur possible articulation pour la démocratie et le développement a justement fait l'objet de notre dernier discours à la grande rencontre du 23 juin dont nous parlions au début de cette entrevue. Des alliances internationales, il faut en avoir ; des compagnonnages de route aussi, mais tout ceci guidé avant tout par ce que nous voulons être nous-mêmes, entre nous, dans une perspective de solidarité.

M.C. – Quelles seraient, dans la perspective du MAS, les premières mesures économiques d'un gouvernement soucieux de faire « décoller » Haïti ?

G.A. – La réponse à cette question est justement ce sur quoi le MAS travaille comme débat à rendre public pour une reconstruction nationale basée sur des solidarités à penser. Ce plan de reconstruction nationale a un guide, une idée maîtresse : *alléger la marginalisation dans ce pays*.

Nous avons un pays où 90% des gens sont en fait dans des situations de marginalité. La paysannerie subit des prélèvements démesurés et l'une des premières mesures devrait être d'alléger ces prélèvements. Il est inconcevable que la taxation paysanne soit de l'ordre de 50% à 80%, quand une fiscalité pour les hauts revenus est très faible, sinon inexistante. Nous pourrions également parler, dans cet allègement de la marginalisation dans la commercialisation. Il est anormal qu'un fort pourcentage féminin de notre population active préoccupée de commercialisation locale, c'est-à-dire de revente, ne puisse tirer une marge bénéficiaire que de survie. Il nous faudrait également alléger l'économie dite informelle qui est en fait l'économie de la survie de 80% à 90% de cette population, parce qu'elle est surtaxée dans sa dynamique de réalisation quotidienne. Le 7 février a sollicité un renversement de l'ordre de domination traditionnelle de cette société... et c'est aussi par la valorisation de ces marginalisations que l'on peut un jour y répondre en construisant cette économie de solidarité. Et, là encore, j'insiste sur la nouveauté de cette perspective que nous devons au travail de ces 10, 15 dernières années de beaucoup de personnes à l'interne et à l'externe, travail qui nous montre bien que cette économie ne peut nous être parachutée d'un manuel de l'Europe ou de l'Amérique, mais qu'elle doit prendre assise sur ses sources et ressources nationales pour coller au réel haïtien. Nous pouvons certainement arriver à l'horizon 2000 à une situation économique différente, de plus grand partage je dirais, de plus grande solidarité... mais pour cela, il nous faudrait articuler un certain nombre d'interventions au profit des marginalisés, et en faisant de ces marginalisés de la province, de la capitale, de la paysannerie, du groupe femme, du groupe jeunesse, de tous les porteurs de notre culture... le « **Kalfou** » de toutes les [p. 535] interventions d'un plan de reconstruction nationale. Donc, première perspective des interventions : la *démarginalisation*.

M.C. – Vous parlez de *démarginalisation*, comment le MAS conçoit-il la pratique de la liberté d'opinion et de la liberté religieuse en Haïti ?

G.A. – Il n'existera pas de société fondée sur la solidarité si la liberté n'est pas une conquête quotidienne. Il nous faut libérer la liberté, que ce soit la liberté d'opinion, que ce soit la liberté religieuse, la liberté d'association, et de toutes formes d'associations. Que ce pays devienne *vivable* pour chaque Haïtien et pour tous les Haïtiens. La solidarité inclut forcément la liberté.

M.C. – Le MAS est-il favorable au pluripartisme politique en Haïti ? Si oui, comment et dans quelles limites.

G.A. – Oui, le MAS est absolument et fondamentalement favorable au pluripartisme. Dans quelles limites ? je dirais, dans quelles perspectives. C'est dans la perspective d'une « **démacoutisation** », d'une « **déduvaliérisation** » de cette société qu'on trouve la limite minimum ; et l'autre limite, maximum, serait celle d'une société de droit, d'un État de droit. On se retrouvera en bout de compétition avec deux, trois grands partis assumant alternance et représentativité de l'opposition. Et c'est cette saine compétition entre les différents partis qui est garante de l'émergence de la démocratie et du développement. D'ailleurs, la Constitution devrait pouvoir permettre aux oppositions d'avoir les moyens d'être de véritables oppositions... en leur allouant des moyens sociaux, politiques, économiques, moraux, éthiques... pour être de véritables oppositions.

M.C. – Quand vous dites « société de droit », que voulez-vous dire ?

G.A. – Une société de droit s'oppose automatiquement à une société dictatoriale, une société de force. Je vais prendre un exemple bien concret : un ministre stationnant en double ligne dans une zone interdite devrait payer sa contravention. Il faudrait pouvoir arrêter toutes les formes d'abus de pouvoir pour qu'existe un droit des individus de vivre. L'exemple que je viens de prendre montre qu'une société de droit se base sur des Lois, des Codes... et que tout citoyen, du plus galonné au plus humble, est justiciable de ces lois et de ces procédures. Une société d'égalité, une société de solidarité, suppose une société de droit.

[p. 536]

M.C. – Comment le MAS voit-il cette future société de droit en opposition à l'actuelle société haïtienne qui est une société de force, mais aussi en majeure partie une société basée sur la coutume ?

G.A. – Il faut d'abord une critique fondamentale de ce Code Napoléon qui est au fondement du discours écrit de la législation haïtienne. Il faut se rendre compte de l'inadéquation, des inadéquations de cette enveloppe juridique en regard de nos coutumes, celles du pays profond qui est le pays du plus grand nombre des Haïtiens. Il est clair qu'une société fondée sur l'arbitraire et la force qui ont été les bases de la dictature doit dépérir. Il faut donc faire émerger les coutumes pour qu'on puisse les prendre en compte. **Il y en a de bonnes, il y en a de mauvaises.** Je commencerai par une coutume inacceptable actuellement : depuis 1950, dans la pratique coutumière, les femmes n'héritent pas. Aucune femme ne peut pratiquement dans cette paysannerie haïtienne accéder à la terre. Il est évident qu'il faut rectifier ceci, et si le travail domestique est assumé à 100% par les femmes et que le travail marchand de cette société est aussi assumé à beaucoup

plus que 50% par ces mêmes femmes, et qu'elles ne soient propriétaires qu'à 1% dans la société, il existe un déséquilibre quelque part évident.

Par ailleurs, dans le droit coutumier, justement dans cette coutume que nous devons formaliser, il existe un certain nombre d'activités de solidarité, de liberté, que nous devrions pouvoir canaliser, institutionnaliser, prendre en compte comme point de départ. Ce sont les regroupements, l'ensemble des embryons de coopérative, ce sont toutes les associations de travail, ce sont les bourgs-jardins qui sont des communautés tissées sociologiquement, économiquement... Il faut faire émerger tout ce qu'il y a de bon en prenant nos distances de ce Code Napoléon qui nous parle de la famille haïtienne, du chef de famille, du *pater familias*... quand 70% des ménages haïtiens ont des femmes pour chef mono-parental. La signification du 7 février est aussi une demande d'adéquation entre le réel tel qu'il est et sa formalisation juridique dans le sens de la protection des défavorisés, des démunis. Il faut recourir aux coutumes nationales, les bonnes j'entends, et également en finir avec l'arbitraire de la force par l'émergence du droit, donc de la liberté, donc de l'égalité.

M.C. – Le MAS envisage-t-il de présenter ou d'appuyer des candidats aux différentes fonctions électives en Haïti ?

G.A. – Ce n'est pas une question que nous nous étions posée en lançant un mouvement de solidarité qui se voulait, comme nous l'avions défini, préparant des dossiers d'options, de positions, de propositions et d'interventions sur ce tournant. Au cours de ce premier [p. 537] mois d'existence du MAS le calendrier électoral a été publié. Il faut donc en tenir compte. La manière pour le moment d'en tenir compte étant d'une part de continuer à travailler dans le sens expliqué précédemment, c'est-à-dire constituer une équipe, la former, discuter... Cette équipe étant – et c'est l'une des nouveautés – constituée de militants de différents niveaux, de la diaspora comme de l'intérieur, nous devons profiter des trois mois de travail devant nous – juillet, août, septembre – avant que se déroulent les premières élections pour la Constituante. C'est une élection d'importance parce que à ce tournant tout dépendra de ce que sera cette Constitution ; et je voudrais être très ferme là-dessus : puisque les constituants par définition n'auront ensuite aucun droit à un poste électif, que ce soit au niveau de la section rurale ou de ce que sera l'exécutif national, je crois qu'il faudra prendre ses responsabilités électorales à ce premier niveau, celui de la Constitution... et les trois prochains mois devront probablement conduire le MAS à cette préoccupation vis-à-vis de la Constitution.

M.C. – Cela me donne l'occasion de vous poser une question personnelle : au milieu d'une brillante carrière universitaire marquée par un manuel de géographie, *l'Espace Haïtien*, et un *Atlas Critique d'Haïti*, salué par vos confrères, envisagez-vous de prendre un raccourci vers la politique et si oui, quelles sont vos ambitions ?

G.A. – À cette question directe j'offrirai une réponse directe en commençant par dire que, partant du MAS comme un collectif, je me suis soumis à cette entrevue ayant avec moi, pour débattre chacune des questions, des collaborateurs. Cette fonction de porte-parole que j'assume aujourd'hui me permet de dire que je suis et je reste un scientifique du social haïtien à un pourcentage que je vais estimer à 80%, 85%. Mais, à travers l'ensemble de ces travaux, à travers l'ensemble de cette quête qu'a été ma trajectoire, il y a toujours eu le besoin évident d'une société nouvelle. Il y a toujours eu l'espoir d'une démocratie de ce pays. Il y a toujours eu, et je reprends mon terme que vous me servez, la quête d'un **raccourci** pour accoucher de cette démocratie et de ce développement. Maintenant, personnellement, à l'intérieur du MAS, j'essaie de faire coïncider l'audace conceptuelle qui était au fondement de ces travaux avec l'audace organisationnelle que nous initions actuellement. Où cela doit-il concrètement me mener ? Pas plus que dans mes travaux scientifiques, je ne peux dire à l'avance le point d'arrivée, mais je connais toujours le point de départ. Le point de départ ici c'est une quête effrénée d'une société démocratique. C'est un besoin profond et patriotique d'un véritable développement. Ce point de départ me mènera... là où il me mènera.

[p. 538]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Volume 2 Numéro 2

29 janvier au 13 février 1987

HAÏTI NOUVELLE

Bi-Mensuel La revue haïtienne de Montréal

HAÏTI NOUVELLE

Y—aura—t—il vraiment un Congrès National des forces Démocratiques en Haïti?

par SAMUEL MONTAS

"Il ne faut pas attendre que Naïsse la démocratie, il faut la faire naître".

GEORGES ANGLADE porte parole du MAS

passage de sa délégation du 27-28 Novembre 1986 à l'Assemblée Constituante haïtienne et le discours prononcé par Georges Anglade pour la circonstance. Dans un deuxième temps il tenait à dire aux invités que MAS a rempli sa mission puisque ses trois objectifs principaux ont été atteints.

Quels sont ces objectifs?

Ils sont de trois ordres:

- Participer avec une vingtaine de regroupements aux sensibilités démocratiques convergentes au projet de vertébrer une pratique unitaire de ces différents mouvements.
- Intervenir au niveau de la préparation de la Nouvelle Constitution pour obtenir un enchaînement clair des droits et obligations d'un million d'Haïtiens et d'Haïtiennes en terre étrangère.
- Travailler avec le "Commissariat au Plan" pour ébaucher un cadre d'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles complémentaires des Haïtiens et des Haïtiennes en terre étrangère.

En troisième lieu, il voulait, enfin, demander aux invités de participer à une campagne de financement pour la réalisation du Congrès que MAS considère comme, et je cite: "Le premier Congrès National des forces Démocratiques". Ce à quoi elles ont répondu positivement bien que le montant recueilli fut substantiel.

Y—aura—t—il vraiment un Congrès National des forces Démocratiques? Qu'il me permette de poser cette question car certains actes posés me laissent perplexe. Plusieurs groupes

Le MAS, en organisant cette réunion a voulu, dans un premier temps faire visionner la vidéo-cassette sur le

suite page 6

Fac-similé de Haïti Nouvelle du 29 janvier 1987

[p. 539]

CHAPITRE 12

D'un discours à un congrès

[Retour au sommaire](#)
[Retour aux commentaires](#)

LE PEUPLE À L'ÉCART *PROJET DE CONSTITUTION*

Après l'excellente intervention de Georges Anglade du 27 novembre dernier par-devant les Constituants (ce qui lui a malheureusement valu l'attaque d'un quidam supposément progressiste), il importe de continuer à alimenter le débat dans le sens de la reconstruction nationale pour faire *échec à l'énorme pouvoir de nuisance des lésés de la solution...* Il faut donc se mouiller en laissant les manœuvres et les circonvolutions à ceux qui y excellent. Ce qui revient à relever les articles de ce projet de Constitution qui ne sont pas générateurs de tolérance, de connaissance et de solution.

Leslie Péan
Haïti-Observateur 26 décembre 1986

NOUS AVONS LU POUR VOUS *LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT...*

Le large mouvement démocratique, nationaliste et populaire qui commence à prendre forme se doit d'aller de l'avant pour proposer au pays haïtien une alternative qui ne peut être une de remplacement de gouvernement mais bien une où un nouveau pays émergera. Une nouvelle alliance. Un nouveau projet de modernité. Il lui faut donc être conscient que le moment historique que nous vivons commande autre chose. Une rupture totale avec les anciennes pratiques. Une nouvelle façon de poser l'équation nationale. Avoir le courage de poser les questions de fond et ne pas rester au superficiel. Anglade, dans ce sens, a entamé ce discours politique de la rupture et comme le dit Rouzier, le 27 novembre doit signifier "l'oubli à plus ou moins brève échéance de ces travestis de la politique traditionnelle qui ne se sont pas donné la peine de parler peuple et dignité avec le cœur, ou qui ont simplement oublié de poser les questions préalables..."

Gérald Holly
Le Nouvelliste 16 décembre 1986

Les extraits sont de Leslie Péan "Projet de Constitution : le peuple à l'écart" *Haïti Observateur* 26 décembre 1986 ; et de Gérald Holly "Nous avons lu pour vous « *Le Nouvelliste* 16 décembre 1986.

[p. 540]

RENCONTRE D'UN AUTRE TYPE

Le Nouvelliste samedi 29-dimanche 30 novembre 1986

Le discours politique traditionnel a dû sans doute se sentir ébranlé le 27 novembre lorsqu'à la Chambre Législative Georges Anglade nous a livré ce vibrant plaidoyer pour une constitution de rupture et pour une Haïti s'étendant partout où vivrait le dernier de nos frères de la diaspora. La mémoire de mes lectures me repassait les moments de la haute tension républicaine, Rousseau, 1804, Cromwell, 1789... Dire que je commençais presque à perdre espoir d'échapper au vide agressif auquel nous menaient inexorablement les faiseurs de politique haïtienne.

Il est triste de ne pas avoir pensé à ceux-là qui, pendant de longues et douloureuses années, ont dû subir le froid, l'acculturation et le racisme en terre étrangère et qui, invariablement et inconditionnellement, supportaient notre monnaie nationale à raison de plus de 60 millions de dollars par an, le tiers environ de l'assistance externe.

Ces transferts d'argent constituent encore un tampon privilégié contre la mouvance de facteurs incontrôlables tels la hausse des prix des produits d'importation et les fluctuations de la demande extérieure pour nos produits d'exportation. La présence par ailleurs d'une fraction de la diaspora dans certaines sphères décisionnelles en Amérique notamment, s'est fait l'avocat des tribulations de nos compatriotes exilés tandis que l'État, cet ensemble d'institutions que nous nous sommes données pour garantir notre liberté politique et notre souveraineté, s'occupait plutôt à les vendre au plus offrant.

Mais revenons à cette constitution de rupture dont certaines bribes nous ont été si magistralement exposées. Georges Anglade et son équipe ont choisi la voie royale pour exprimer les droits de ce million de femmes, d'hommes et d'enfants de la diaspora haïtienne, celle du Conseil Consultatif, premier élu franc de l'après-7 février.

Là encore, je perdais espoir d'identifier la vraie source de notre constitution alors qu'on nous embarrassait d'une constituante incertaine qui se débat déjà à l'ouverture, dans de petites guerres entre élus et nommés. Il me semblait pourtant clair que la faible participation populaire au vote d'octobre faisait en réalité de tous les constituants des nommés.

Ce qui a été dit par cette équipe, c'est la force d'une hypothèse de travail, celle de regarder désormais la « base » avec les outils puissants d'une analyse de

l'articulation de l'espace haïtien fait de l'ensemble de ces nœuds et noyaux de résistance que sont les marchés, les sections [p. 541] rurales, etc., qu'une application vulgaire de la géographie et de la politique tentait de réduire à de simples morceaux d'un puzzle administratif. Ces nœuds et noyaux se sont constitués au fil des deux siècles de notre existence de nation pour former une maille régulant ce que l'État ne pouvait réguler, à la fois l'allocation des ressources et la répartition des revenus. J'en prends pour image le quadrillage serré des marchés vivriers ruraux et la popularisation d'une contrebande autrefois concentrée en quelques mains.

Nous aurions en quelque sorte élaboré un système juridico-économique concrétisant de manière efficace, dans les marchés, les unités de production agricole, l'appropriation de la terre, le code rural, le marronnage issu de la période esclavagiste. C'est plus que du *combitisme*, c'est de l'économie politique à haut niveau bâtie de mains de maître par des paysans et des marchands illettrés. Le jour où le peuple décidera de s'affirmer et de s'intégrer aux visées nationales, on aura enfin compris qu'on avait affaire à un merveilleux stratège que nul désormais ne saurait tromper.

Ce qui a été dit aussi en filigrane, c'est la présence d'au moins deux échelles dans la prise en charge de notre projet de société démocratique : d'un côté, la pratique politique micro de terrain avec ce que cela comporte d'habileté pour naviguer entre l'Église, l'Armée, la Bourgeoisie... de l'autre l'analyse macro de la maille régionale du système parallèle ouvrant sur ce qui, précisément, constitue le discours politique de la rupture.

Le 27 novembre, j'ai été convaincu de l'urgence d'une intervention de ces deux échelles pour dire autre chose et avoir foi dans ce qui paraît maintenant possible : une véritable alliance à laquelle travaillent depuis longtemps l'ensemble des organisations démocratiques, face aux Machiavels d'aujourd'hui et de demain.

Le 27 novembre, c'est enfin l'annonce de l'oubli à plus ou moins brève échéance de ces travestis de la politique traditionnelle qui ne se sont pas donné la peine de parler peuple et dignité avec leur cœur, ou qui ont simplement oublié de poser les questions préalables, avant de se lancer dans la course à un fauteuil que le peuple, dans sa grande lucidité, a choisi d'écarter pour l'instant.

L'espoir m'est revenu.

Je réclame tout haut une Constitution qui me mette au centre du monde comme jadis en 1805 et qui me rende ma dignité de citoyen. Je veux d'une alliance qui porte loin mes projets d'Haïtien et qui me restitue l'État.

Je veux être arrogant de liberté.

Philippe Rouzier

[p. 542]

**Les trois objectifs de la mission du MAS
[Mouvman Ayisyen Solidarite]
au pays du lundi 24 au vendredi 28
novembre 1986 ont été très largement
atteints puisqu'il s'agissait :**

Texte de la quatrième de couverture
de la Vidéo des interventions du
MAS du mois de novembre 1986 ;
ce mois du regain de l'espérance
démocratique. Mais les *limouneries*
en viendront à bout.

* de participer avec une vingtaine de
regroupements aux sensibilités
démocratiques convergentes au projet de
vertébrer une pratique unitaire de ces
différents mouvements. Cette vision, très
clairement définie dans le manifeste du
MAS du 18 mai 1986, se concrétise dans le
Premier Congrès National des Forces
Démocratiques les 28, 29, 30, 31 janvier et
1^{er} février à Port-au-Prince.

L'extrait du manifeste du 18 mai 1986 :

« Nous pouvons souhaiter pour plus tard,
peut-être en cette fin d'année 1986 ou au
tout début 1987, la constitution au pays
d'un parti politique de regroupement
démocratique qui serait fort de l'alliance, de
la convergence, du tèt ansanm de toutes
les aspirations et attentes démocratiques
qui auront été exprimées les prochains
mois au pays et en diaspora par des
organisations politiques, des groupes de
travail, des associations, des clubs de
discussions, des collectifs divers, des
institutions, des patriotes indépendants ...
Le MAS apportera dans ce mouvement
d'ensemble sa contribution pour que la
vision démocratique soit présente aux
prochaines échéances électorales et pour
que notre premier gouvernement
démocratique puisse inventer et gérer en
toute légitimité :

C'est toujours le même paragraphe
de la même ligne politique qui
revient tout au long de l'année du
MAS, avec cohérence et obstination,
jusqu'à la réalisation souhaitée
depuis le début et dans le temps
prévu dès le départ.

**un pays pour tous les Haïtiens
et toutes les Haïtiennes
kote tout moun se moun »**

[p. 543]

La rencontre décisive s'est tenue le mercredi 25 novembre 1986 et la délégation du MAS a fait les représentations nécessaires dans le sens de cet engagement du dernier paragraphe de son manifeste.

* d'intervenir au niveau de la préparation de la Nouvelle Constitution pour obtenir un enchâssement clair des droits et obligations du million d'Haïtiens et d'Haïtiennes en terres étrangères.

Ce discours et la discussion qui a suivi resteront probablement le moment politique le plus intense et le plus constructif pour la réalisation du paragraphe de la ligne du MAS

[Voir le discours du jeudi 27 novembre au Palais Législatif devant le Conseil Consultatif qui avait invité pour la circonstance l'Assemblée Constituante – vidéo MAS 27/11/86 et les analyses du *Nouvelliste* des 29/30 novembre, 16 décembre, de *Haïti-Observateur* du 26/12/86 au 2/1/87, *Haïti Libérée* décembre, etc. La couverture fut d'une semaine complète (27/11 au 8/12) de nouvelles aux deux chaînes locales de télévision et des séries d'émissions spéciales de toutes les stations de radio au pays]

* de travailler avec le « Commissariat au Plan » pour ébaucher un cadre d'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles complémentaires des Haïtiens et des Haïtiennes en terres étrangères. Quatre séances de travail de $\pm$ 7 heures ont été nécessaires pour profiler ce que l'on appelle depuis cette mission du MAS :

LE DIXIÈME DÉPARTEMENT

[Voir la conférence de Presse du vendredi 28 novembre (vidéo MAS 28/11/86) et les nombreuses couvertures de Presses internationales de décembre 1986 et janvier 1987 sur cette nouvelle lecture de l'articulation du segment de population haïtienne en terres étrangères]

[p. 544]

[Retour à la liste des illustrations](#)

[p. 545]

LES HAÏTIENS DE LA DIASPORA...

par Gilles Normand

Montréal, *La Presse* du 10 janvier 1987

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Il est une chanson dont les mots n'on jamais quitté le cœur de tous les exilés haïtiens. Elle dit, cette chanson : "Haïti chérie, c'est lorsque je t'ai quittée que j'ai compris ce que tu étais pour moi..." Ces quelques mots expliquent un peu pourquoi la plupart de ces centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont fui vers tous les points cardinaux en trente ans, ont toujours nourri, bien ancrée au fond d'eux, la secrète ambition de regagner un jour la "Perle des Antilles".

Cette diaspora compte un million d'éléments, estime-t-on. De ce nombre, une quarantaine de milliers vivent au Québec, dans une proportion de 95 p. cent à Montréal et dans la région. Si presque tous les Haïtiens ont pensé à partir, très peu pourront concrétiser ce rêve... D'abord, Haïti n'est pas prête à accueillir tous ceux qui sont partis. Duvalier et sa suite d'une cinquantaine de personnes tout au plus ont fui le pays, mais tout n'y est pas réglé pour autant. Et à part la possibilité d'exprimer leurs opinions, les Haïtiens n'ont pas gagné grand chose, du moins dans l'immédiat, de ce départ spectaculaire en pleine nuit, le 7 février 1986, sinon l'espoir de rebâtir un pays à leur convenance.

Une perle sur une poudrière

Des échos d'Haïti indiquent que le pays est bien tiraillé, que des manifestations ont lieu constamment, qu'on est mécontent des forces dirigeantes, de la junte, du pouvoir approprié et que plane de plus en plus bas le spectre d'un bain de sang. Selon un porte-parole du nouveau regroupement des forces démocratiques haïtiennes (le MAS en créole : Mouvman Ayisyen Solidarite), Georges Anglade, les macoutes sont encore nombreux en Haïti, qui compte actuellement entre 30 000 et 40 000 individus solidement armés. "Ils ont de l'argent et les armes n'ont pas été ramassées... Ils étaient des milliers qui structuraient la machine des Duvalier". Une véritable poudrière, quoi ! Trop d'individus qui tenteront de miner le développement du processus de démocratisation.

Quatre-vingt-sept, un tournant.

Pour le Congrès composé de 18 formations haïtiennes et de deux autres de l'extérieur, et dont l'idée de regroupement est aussi née à Montréal, la situation est urgente à Haïti. "Il y a urgence de construire un premier parti politique, pour éviter que d'autres Duvalier ne viennent usurper le pouvoir", dit Georges Anglade, un géographe auteur d'une demi-douzaine d'ouvrages sur Haïti et qui est attaché à l'Université du [p. 546] Québec à Montréal depuis 1969. Ce premier parti politique, le Congrès tentera d'en jeter les bases, lors d'un "Congrès national" de trois jours, à Port-au-Prince, les 30 et 31 janvier et 1^{er} février. On attend, pour l'occasion, quelque 800 délégués représentant 134 communes qui regroupent 560 sections rurales d'Haïti.

L'année 1987 constituera un tournant pour Haïti, croit M. Anglade... "Ou les Haïtiens réussiront leur révolution, ou ils échoueront...". Le professeur de géographie a travaillé... à un projet de nouvelle société pour les Haïtiens, un plan dont il avait à maintes reprises élaboré et re-élaboré les idées fondamentales dans ses publications qui ont circulé...

La diaspora, un 10^e département

L'intégration d'un 10^e département formé des Haïtiens de l'extérieur, cela veut aussi dire la reconnaissance de la double nationalité à un million d'humains qui ont été forcés de s'exiler, pour échapper à un système qui a fauché 30 000 vies et qui a jeté 300 000 personnes en prison, durant une trentaine d'années.

Le congrès national de la fin du mois devrait être des plus animés. On s'attend à de vives oppositions, sinon à des machinations. L'idée de formation d'un 10^e département suscitera de fortes réactions... celle de la formation d'un premier parti politique tout autant. "Ce sera très difficile, la reconstruction du pays sera épuisante, mais l'expérience sera splendide", souligne M. Anglade qui s'est rendu à Haïti à trois reprises depuis le départ de Bébé Doc et qui a défendu, le 27 novembre, devant le Palais législatif de Port-au-Prince, l'idée d'un dixième département constitué des Haïtiens vivant à l'extérieur. « Nous devons faire appel à nos ressources et à nos sources, à partir de nos capacités et de ce que nous sommes... Les ressources du savoir-faire sont à l'intérieur du pays ... »

Entre deux espaces

M. Anglade, l'été dernier, a traversé le pays de part en part pour en constater l'état de délabrement... Il sait à quoi s'attendre... Il précise que l'apport de la diaspora devra être géré de l'intérieur du pays. Quant à l'immense majorité des Haïtiens du Québec qui demeureront au Québec, parce qu'ils ont changé, parce qu'ils y sont depuis trop longtemps, parce qu'ils estiment y être mieux, parce que

leurs enfants sont nés ici, ou pour d'autres raisons, ils formeront toujours la diaspora et seront invités à contribuer... à l'effort commun.

« Ce projet de société nouvelle, c'est la dernière chance », assure Georges Anglade.

[p. 547]

[Retour à la liste d'illustrations](#)

<p style="text-align: center;">MAS</p> <p style="text-align: center;">C'est le temps d'agir car nous voilà tous ensemble pour la première fois en situation d'aider à la réussite d'un congrès HISTORIQUE</p> <hr/> <p style="text-align: center;">CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION DU MAS MOUVMAN AYISYEN SOLIDARITE</p> <p style="text-align: center;">Pour Le premier congrès national des forces démocratiques 28 - 29 - 30 - 31 janvier et 1er février 1987 Port-au-Prince HAITI</p> <hr/> <p style="text-align: center;">Extrait du manifeste du 18 mai 1986 - Fondation du MAS - Jour de la fête du Bleu & Rouge reconquis</p> <hr/> <p>Nous pouvons souhaiter pour plus tard, peut-être en cette fin d'année 1986 ou au tout début 1987, la constitution au pays d'un parti politique de regroupement démocratique qui serait fort de l'alliance, de la convergence, du tèt ansanm de toutes les aspirations et attentes démocratiques qui auront été exprimées les prochains mois au pays et en diaspora par des organisations politiques, des groupes de travail, des associations, des clubs de discussions, des collectifs divers, des institutions, des patriotes indépendants... Le MAS apportera dans ce mouvement d'ensemble sa contribution pour que la vision démocratique soit présente aux prochaines échéances électorales et pour que notre premier gouvernement démocratique puisse inventer et gérer en toute légitimité</p> <p style="text-align: center;">un pays pour tous les Haïtiens et toutes les Haïtiennes kote tout moun se moun.</p> <hr/> <p>Je contribue pour la somme de.....</p> <p>\$100 \$ 200 \$500 \$1000</p> <p style="text-align: center;">Pour le Premier Congrès National des Forces démocratiques</p> <p>Nom et prénom.....</p> <p>Téléphone:.....</p> <p style="text-align: center;">CHEQUE..... Cash..... A L'ORDRE DU MAS C.P. 903 N.D.G., Montréal Q.C., H4A 3S3</p> <p><i>Il est toujours temps de remercier, une fois de plus, la centaine de souscripteurs à avoir supporté l'année du MAS et le Congrès de janvier 1987</i></p>

Il est toujours temps de remercier, une fois de plus, la centaine de souscripteurs à avoir supporté l'année du MAS et le Congrès de janvier 1987

[p. 548]

PAR-DELA LE MAS

Nous nous proposons en guise de bilan de souligner les enseignements et les renseignements que nous avons mis à profit pour les donner des *CARTES SUR TABLE*. Disons d'entrée, que l'objectif qui était défini et le temps qui était circonscrit, permettaient d'ouvrir largement le MAS à toutes militances sans exclusive et sans tri particulier ; y entraient qui voulait bien y participer puisque ce n'était pas un parti politique traditionnel. Rien que cela était déjà un vent frais, qui fit voisiner ceux qui jamais ne s'étaient rencontrés, et qui révéla la masse des bonnes volontés, quand même ouvertes à l'acquisition de savoir-faire. Deux grandes leçons ressortent de cette expérience quand on la confronte au vécu intérieur de la NRU, du NEC et des Provinces :

1. – Une ambiance de mobilisation générale

Rien ne se pourra vraiment sans une ambiance générale de mobilisation, et mobiliser les Provinces des bourgs-jardins, des bourgs et des villes se fait sur des bases différentes que la mobilisation des Cités ou la mobilisation de la classe politique et intellectuelle par exemple. Or, l'ambiance de mobilisation, comme celle conduisant au 7 février 1986 ou celle convoyant les populations aux urnes sanglantes du 29 novembre 1987, est un pré-requis et une permanence d'une politique de relance. Il faut donc que tout le monde se retrouve (notamment les deux nouvelles classes moyennes productrices à inventer, celle des jardiniers et celles des P(M)E) sans ambiguïté, dans le projet à réaliser pour que ce pays se soulève.

Cela ne veut pas dire que des groupes d'intérêts crocodilesques vont subitement agneler... mais l'État-arbitre est justement là pour gérer une politique et un consensus, celle de la construction d'une très large classe moyenne productrice rurale et urbaine, et aussi pour sanctionner les tricheurs et les dévoyés.

2. – Une pratique d'ateliers de travail

Les agents de la relance sont ceux de la fonction publique. Et inversement, la fonction publique est à définir comme le regroupement des agents de la relance. J'aurai appris de la trentaine d'ateliers animés par le MAS que pendant encore longtemps il faudrait ateliers après ateliers de formation et d'informations de travail hebdomadaire dans le cadre de la fonction publique, pour les mises à

niveau et les clarifications des orientations. Pour se passer de ces ateliers, il nous aurait fallu de longues traditions de service public... On n'invente pas des traditions... mais on invente une éthique et une efficacité.

*

Et puis, pour ma part, je me suis fait quelques autres compagnes et compagnons de route dont j'aurai appris à apprécier les rapports et les apports. J'ai même gagné des amitiés.

[p. 549]

Vendredi 6 mars 1987

**Mouvman Ayisyen Solidarite
Mouvement de solidarité haïtienne
18 mai 1986 / 6 mars 1987**

À sa réunion du vendredi 6 mars 1987 le bureau exécutif du MAS a dressé le bilan des activités et réalisations du groupe pour en arriver à la conclusion que les objectifs retenus pour une année de ce type d'engagements, tels que définis dans le manifeste du 18 mai 1986, avaient été largement atteints, et qu'en cette date du 6 mars, aussi bien le projet de Constitution déposé, que le niveau d'organisation du mouvement démocratique au pays ou les nouvelles orientations des regroupements de pression en diaspora... témoignaient de la participation du MAS à cet ensemble de structurations.

Aussi, pour scrupuleusement respecter la parole donnée, et écrite, que l'engagement du MAS serait d'une année, et de seulement d'une année, à la poursuite de ces objectifs... en ce jour du vendredi 6 mars, le MAS se dissout en souhaitant, comme convenu depuis le début, individuellement à chacun de ses membres, un fructueux engagement dans d'autres cadres pour la suite de la bataille démocratique.

Georges Anglade
pour le bureau exécutif

[p. 550]

« Épilogue aux jonctions & carrefours Choisir l'audace & Prendre raccourci

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Il se peut bien que notre objectif ait été finalement de trouver la voie à suivre par une démarche de l'ordre du scientifique et du politique. En somme la poursuite du *C'est quoi ?* et du *C'est comment ?* capables de nous conduire en fin de course à la formulation du *Quoi faire ? Comment faire ? Quand faire ? Avec qui faire ?* Nos sous-titres du coffret des trois volumes.

Le *C'est quoi ?* et le *C'est comment ?* c'est toute la relecture de ce moment 1990, tel que nous tentons d'en rendre compte par les données des *Cartes sur table* de l'introduction. Et le *Quoi faire ? Comment faire ? Quand faire ? Avec qui faire ?* sont toutes les propositions que nous en déduisons pour les données des *Cartes sur table* de la conclusion.

Au cours de ce cheminement, nous avons plaidé pour des perspectives particulières que nous avons toujours désignées par la formule *Choisir l'audace & Prendre raccourci*. Il se trouve que ce sont les deux expressions qui sont devenues, mais littéralement, les emblèmes des réorientations actuellement en discussion à l'échelle du monde... Parmi les ouvrages, et les problématiques, à être les plus débattus à ce tournant des années 1990 se trouvent le livre de Jean-Jacques Salomon et de André Lebeau *L'écrivain public et l'ordinateur, Mirages du développement*, (Hachette 1988) et les thèmes de *Choisir l'audace, Une alternative pour le XXI^e siècle* de Alain Lipietz (La Découverte 1989). Ouvrages pour un public aussi large que possible.

Pour Salomon et Lebeau c'est la dénonciation de toutes les illusions de raccourcis (c'est bien le terme qu'ils emploient) au développement par l'informatisation salvatrice, la priorité d'industrialisation comme voie royale, le transport des technologies de pointe, le culte de l'information... pour la défense du seul et unique et vrai raccourci qui soit, celui de l'amélioration systématique des savoir-faire locaux par la prise en compte du traditionnel comme point de départ de modernisation ; celui de coller aux trames endogènes pour les restructurations qui s'imposent ; celui de compter d'abord sur sa culture et ses moyens et ses sources et ses ressources. Voilà !

Quant à Lipietz, qui a beaucoup fait en économiste pour débayer le territoire de l'espace par *Le tribut foncier urbain* (1974) et *Le capital et son espace* (1977), le choix de ses nouvelles audaces pour rentrer dans le prochain siècle reviennent à l'audace conceptuelle, l'audace organisationnelle et l'audace politique d'une alternative au productivisme, au développementisme, à l'économisme, pour un nouveau paradigme de « mobilisation de la ressource humaine » jusque dans « un changement des rapports entre les sexes » (p.152). reVoilà !

[p. 551] C'est sur ces mêmes hypothèses de base, qui pour nous datent de plus vingt ans, que nous avons joué tous nos travaux et toute notre carrière. De cette obstination résulte un déblayage qui n'en est plus au stade des pétitions de principes sur ce qui devrait être entrepris et sur la manière de l'entreprendre. Dans ce cas haïtien que nous avons choisi d'approfondir pour lui-même et pour l'exemple, nous en savons maintenant suffisamment dans cette direction, celle sur laquelle un consensus est actuellement en train de se dégager, pour oser un pas de plus, celui que nous venons de faire avec les *SIX DONNES*.

C'est que nous ne croyons pas vraiment qu'il y ait un autre point de départ... et tous les bons auteurs de ces quinze dernières années sur Haïti l'ont déjà admis, tous, indistinctement. Tous. S'il devait y avoir, hypothèse d'école, une autre construction pour nous en sortir, j'avoue ne pas la voir... quoique si l'on veut bien m'en faire un exposé sérieux et convaincant, je sois tout prêt à me ranger... Cependant, j'ai déjà exprimé assez fort, pour ne pas y revenir, l'irrecevabilité à opposer à ceux qui, aux heures étirées du punch sous les *tonnelles*, ne sont pas d'accord, ne sachant pas sur quoi ils ne sont pas d'accord, pas plus qu'ils n'avouent pourquoi ils ne sont pas d'accord, n'ayant d'ailleurs rien d'autre à proposer que leur désaccord... et l'impression flatteuse que cela fait bien et plus cultivé de n'être pas d'accord. D'autant que dans notre société, les *tonnelles* sont les lieux des légitimeurs et les moments instituants de la classe politique et intellectuelle qui procède là aux ajustements et régulations de « l'opinion publique »

Tout cela peut aussi déplaire dans beaucoup de coteries, notamment chez les musclés du *statu quo ante*... Tant pis, mais nous ne cesserons pas pour autant d'appeler de nos vœux et de travailler pour la fin de ce temps des intimidations, dont les musclés ne sont d'ailleurs pas les seuls à avoir le monopole.

Et puis après ? Et puis anyien ! si l'on s'imagine que tout cela puisse s'opérationnaliser dans un contexte de myopie politique des Oppositions et d'affairisme quotidien des Pouvoirs. Il faut avoir la sagesse, où le désespoir, de savoir qu'il n'y aura pas plus de résultats dans cette ambiance stérile que de confier une femme non enceinte à une faculté d'accoucheurs. Il n'en sortira rien. Il n'y a rien à faire qui ne soit au départ une ambiance de rupture et de mobilisation. Car, il faut au départ un minimum de consensus sur les ruptures à opérer, et un minimum de cohérence et de cohésion pour espérer changer de rythme et infléchir l'orientation. Et je ne vois, en ce premier trimestre 1990, aucun signe qui nous annonce cette chose prochaine. On est en panne.

Entre temps, il faut bien continuer à cerner de plus en plus près les voies du possible en tant que scientifique et à repérer les moyens de plus en plus adéquats du souhaitable en tant que citoyen.

[p. 552] C'est, répondis-je, un nom d'une signification plus étendue qu'il faut donner aux autres cités, car chacune d'elles est multiple et non pas une ... ; elle renferme au moins deux cités ennemies l'une de l'autre : celle des pauvres et celle des riches, et chacune de celle-ci se subdivise en plusieurs autres. Si tu les considères comme n'en formant qu'une seule, tu seras complètement déçu, mais si tu les traites comme multiple...

Platon
LA RÉPUBLIQUE IV/422c-423c
F-Flammarion, p.174

[p. 553]

CARTES SUR TABLE : l'horizon 2000

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Aux questions du *Quoi Faire ? Comment faire ? Quand faire ? Avec qui faire ?* pour les dix prochaines années, nous devons d'abord répondre en précisant tous les éléments que recouvre une telle suite de questions. Il s'y trouve neuf dimensions principales articulées trois à trois : il faut un levier et une force à agir par des agents identifiés (le Timon) ; il faut ensuite une stratégie globale, une perspective particulière et une intervention spécifique (Le Raccourci) ; il faut enfin un tableau de bord pour la surveillance générale, des outils d'orientation sur le court terme et des moyens de suivis et d'évaluations de long terme (La Vigie). Ces trois groupes d'éléments étant plus en interrelations de même niveau que hiérarchisés, nous avons choisi un ordre d'exposition qui commence par la Vigie pour en marteler la nouveauté, suivi des engrenages du Timon comme cinquième donne des *Cartes sur table*, avant de terminer par le Raccourci comme aboutissement de cette quête des fondements théoriques et méthodologiques d'un nouveau plan directeur pour un nouvel espace haïtien.

Il nous a fallu, de la chute à nos jours, quatre années de terrains aux échelles micro et méso pour arriver à trouver ce cadre d'opérationnalisation des grandes orientations d'échelle macro mises en place des années 1975 aux années 1985. En somme, aux *audaces conceptuelles* dont nous avons repéré depuis déjà longtemps les balises, ont suivi les mises à l'essai des *audaces organisationnelles* et le repérage des conditions des *audaces politiques* nécessaires à la mise en marche d'une relance vers un pays normal. L'application, ou la non application, de cette relance, au point de convergence de ces trois audaces, et en ce dernier moment de la chance qui passe, ne relève plus que des opportunités historiques que nous nous serons collectivement données ou pas données... L'Histoire tranchera.

Passé l'an 2000, l'on saura ce que nous avons collectivement fait de cette décennie qui vient, mais ce qui est déjà maintenant certain c'est que l'échec, si c'en est un, ne sera pas à mettre sur une quelconque ignorance de ce qu'il fallait faire... L'Histoire jugera.

QUATRIÈME DONNE : LA VIGIE

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Il se pourrait fort bien, plus tard, quand tout aura été décanté, que l'on ne retienne pour grande nouveauté de la décennie 1980, que l'irruption du genre féminin dans les analyses en sciences du social, en Haïti comme ailleurs. Une impasse quasi totale avait été faite sur ces questions et nous avons progressé dans la connaissance du social en passant à côté de ce qui crevait pourtant le décor : la place, le rôle et la signification des genres (masculin/féminin) dans l'allocation des tâches [p. 554] et des responsabilités. Malgré le sérieux du déblayage réalisé ces dix dernières années, la plupart des intervenants au pays sont encore en retard de cette prise de conscience, parce qu'ils ne sont tout simplement pas plus informés des nouveaux fronts scientifiques que formés à y être attentifs. C'est d'autant plus grave que l'ultime signification et la plus grande utilité de cette question des genres est de fournir, dans le procès de développement, et le processus de démocratisation, la Vigie que nous cherchions tous, à l'échelle des Tiers Mondes, sans pouvoir l'identifier jusqu'à présent. Ce sera l'une des contributions majeures du cas haïtien.

C'est à la jonction de deux courants d'études que nous avons finalement débouché sur cette possibilité d'utilisation du féminin comme catégorie de surveillance des transformations, en cours ou souhaitées. Il y avait d'une part le courant de mise en relation des espaces aux femmes par la géographie qui s'interrogeait sur ce qu'il pouvait y avoir de spécifique aux femmes dans la prise en charge des territoires et d'autre part les sciences économiques qui en touchant au développement s'étaient mises à questionner le sort du genre féminin dans les situations de changement. Dans notre cas haïtien, la jonction de ces deux courants modernes conduisait à ce triptyque « Des espaces, des femmes et du développement » au déblayage duquel nous avons passé, en équipe avec Mireille Neptune dans le cadre d'un programme de recherche des Nations-Unies pour cadres nationaux à l'étranger, les six derniers mois de l'année 1988. Il en est ressorti, très concrètement, la découverte que la catégorie de sexe féminin est l'agrégation la plus sensible en situation de misère et de pauvreté ; d'où la proposition d'en faire l'indice par excellence du contrôle de nos avancées en développement et démocratie. Notre Vigie. [Rapport 1988, pp. 593-III]

La famille haïtienne étant généralement mono-parentale et dirigée par une femme, pour mesurer l'impact réel de toute politique sociale ou économique, il faut en mesurer l'impact sur les femmes. Dans ce sens celles-ci constituent le meilleur tableau de bord. Quand va le féminin, tout va... et comment va le féminin, va le tout. En situation de misère et de pauvreté, la question du genre

féminin est une question centrale à l'ensemble des sciences du social. Devant la dimension des enjeux, de la géographie à l'économie.... c'est sans exclusive de sexe (comme au début de l'exploration de ce champ nouveau) que l'on s'est mis à la tâche. Tant mieux.

Comment alors rendre compte, de manière générale, du féminin comme groupe de gérance, de la survie et des héritages, dans un passage au développement et à la démocratie ?

Comment tenir compte, de manière particulière, des décalages qui se sont accumulés dans les rôles et les activités entre les deux catégories de sexe dès le plus jeune âge jusqu'au plus vieil âge ?

[p. 555]

[Retour à la liste des illustrations](#)

Travail de femmes dans les cannaies et autres *bateyes* d'épuisance

Comment prendre en compte, de manière spécifique, cette attention au féminin dans l'évolution à moyen et à long terme de la situation à transformer ?

L'ampleur des faits qui ont été mis à jour et la théorie construite pour les expliquer nous amènent à répondre à ces trois questions par les trois dimensions principales attendues d'une Vigie : de la situation féminine, travail des femmes + condition de vie des femmes, comme tableau de bord général des contrôles ; du rattrapage des retards accumulés par le genre féminin comme outil de validation des réalisations sectorielles et partielles ; et de l'intégration du féminin dans le développement et la démocratie comme moyen de suivi et « évaluation des orientations générales.

*

La situation féminine comme tableau de bord :

D'entrée, nous avons pour question de déterminer quel était le levier le plus efficient pour les transformations de la condition féminine et pour hypothèse de proposer la réponse trouvée comme l'objet à surveiller, le tableau de bord du pilotage de la relance. La réponse à la question nous était relativement facile en ce que des déblayages récents ont établi hors de tout doute que le travail des femmes est l'outil le plus déterminant de leur libération. C'est qu'il est largement admis que le processus d'enrichissement dans la Nation haïtienne repose au départ sur le travail extorqué au niveau de l'exploitation agricole et de la commercialisation des produits agricoles avant leur transfert à d'autres secteurs. Or, le travail des femmes est jugé comme l'un des apports les plus conséquents de la production de ces valeurs. C'est que les femmes travaillent partout autant que les hommes dans la sphère marchande, tout en assumant, en deuxième journée de travail, le travail domestique invisibilisé au profit de la famille. De plus, dans l'étude des transferts de valeurs entre secteurs économiques, il a été trouvé qu'une constante régissait ces transferts : le secteur ou le sous-secteur transférant des valeurs fait toujours une plus grande consommation de travail féminin que le secteur ou le sous-secteur en situation de capteur de valeurs. Ne serait-ce pas la loi qui est au fondement de la paupérisation continuelle du féminin ? Ne serait-ce pas le nœud gordien à trancher pour que tous les projets de développement cessent inmanquablement de se faire au détriment du genre féminin, même quand la démarche est menée spécifiquement pour les femmes et... par des femmes ?

Le genre féminin s'est retrouvé, dans cette économie régressant de la pauvreté à la misère, acculé à la fonction de gestionnaires de la vie et de la survie de l'écrasante majorité des démunis. Mais pour ces femmes, à supporter, malgré l'importance de leur travail domestique et marchand, ségrégation et exploitation, invisibilisation et oppression, [p. 557] disqualification et dévalorisation, elles en sont venues à offrir la perspective de solution que nous cherchions : alors que toutes les transformations et améliorations se font généralement au détriment des

femmes dans les Tiers Mondes, ne serait-ce pas d'arriver à conférer à l'observation de cette dynamique à contrer, le statut de cadran de contrôle et de validation des processus de passage au développement ? Tels sont les fondements profonds du choix de la situation du genre féminin comme Vigie des avancées en développement et démocratie. Il n'est point de jauges aussi sensibles pour la mesure des passages, de la misère à la pauvreté. Mais aussi pour la mesure des dégringolades, déjà plus que probables, de la misère aux hordes faméliques des famines, comme dans la décennie 1970. Les femmes et les enfants d'abord.

Ce travail des Haïtiennes, qui est d'une redoutable spécificité à l'échelle du monde, ne va pas sans poser des problèmes à son choix comme unique indice de surveillance générale des transformations à opérer. Le tout dernier classement international de la condition féminine fait par la revue *Population* en juin 1988 pour une centaine de pays, donne Haïti en tête du classement mondial pour l'emploi féminin, au treizième rang, tandis que tous les autres indicateurs retenus pour ce classement de la condition féminine, comme la santé et l'éducation, renvoient Haïti en fin de liste vers la quatre-vingtième place. Ces statistiques internationales, parmi les plus crédibles, disent donc qu'à combiner l'emploi et les conditions dans lesquelles travaillent les femmes (santé, éducation) ce sont les Haïtiennes qui travaillent le plus dans le monde, et dans les conditions les plus lamentables, car, aucun des douze pays qui précèdent Haïti dans la série pour l'emploi ne se retrouve après Haïti dans les séries pour la santé ou l'éducation. Ce record mondial de la plus piètre condition globale de travailleuse n'est pas sans conséquences. S'il faut évidemment continuer à encourager le taux de participation élevé de la main-d'œuvre féminine haïtienne au travail, il faut aussi prendre en compte que l'impact économique positif du travail a pour contrepartie des effets négatifs en éducation et santé notamment. C'est donc par la mesure de ces deux éléments qui forment la situation féminine, le travail des femmes + la condition de vie des femmes, que nous pouvons nous bâtir le tableau de bord général capable de nous *donner l'heure juste* à chaque moment.

*

Du rattrapage des retards comme principe de validation des projets

La deuxième dimension de la Vigie est liée au processus de validation des projets. Si le travail des femmes et leurs conditions de vie sont tellement démesurés et inégalitaires au point de pouvoir jouer le rôle de cadran de surveillance des avancées, il découle qu'une politique de rattrapage s'impose. Pour fonder celle-ci, il faut partir d'une esquisse [p. 558] de la structure de l'emploi féminin capable de conduire aux modalités les plus pertinentes d'intervention.

Sur dix femmes au travail en Haïti, elles sont réputées 1 250 000 actives, six sont occupées dans l'agriculture, deux dans la commercialisation, une est ouvrière d'industrie ou d'artisanat et une vend ses services. Cette pyramide des occupations

de la population active féminine permet de dégager les cinq types principaux de travailleuses.

Le premier, celui de la paysanne haïtienne qui représente 60% des travailleuses, supporte le double fardeau d'un travail domestique et d'un travail marchand incluant sa contribution à la production de la subsistance familiale dans le jardin, sa participation à la création des excédents et souvent la commercialisation de ces derniers sur les marchés. Elle parcourt ses cycles de vie, enfance, maternités, élevage des enfants, vieillesse, avec des moyens précaires, c'est une figure emblématique de la misère qui a remplacé la pauvreté d'autrefois.

Le second, celui de la commerçante représente 20% des travailleuses. Elle s'active comme professionnelle dans le circuit des vivres de marchés en marchés, dans le commerce urbain de détail, dans la liaison vivrière régionale et/ou nationale. C'est tout un ensemble hiérarchisé de 250 000 travailleuses qui est aussi astreint aux tâches domestiques comme deuxième journée de travail.

Le troisième type est celui de l'ouvrière, 10% des effectifs avec 125 000 travailleuses, exerce dans l'urbain de manière occasionnelle en tâtant du salariat comme promotion charriant son cortège d'aliénations : insécurité, stress, culpabilisation d'abandonner les responsabilités domestiques, et surtout cette menace de toujours revenir au travail de domestique quand vient la perte passagère ou prolongée de l'emploi.

Le quatrième type, environ 10% des effectifs, englobe 75 000 travailleuses spécialisées dans les services de domestiques et *restavek*, ces employées de maisons, rémunérées ou simplement nourries et logées.

Le cinquième type compte environ 10 000 employées et professionnelles.

Aussi, l'énoncé d'une politique de rattrapage devrait-il prendre appui sur la structure de cette pyramide socio-professionnelle à cinq étages, pourrions-nous dire, pour déterminer la ligne d'attaque immédiate des transformations de la situation féminine en postulant :

1. – Pour la grande majorité des femmes qui appartiennent à un milieu très défavorisé, celles dont le salaire potentiel est faible et qui doivent quasi obligatoirement effectuer un travail marchand, il faut un travail pour chacune d'elles ; c'est-à-dire massivement de l'aide à la création d'emplois en PME et en artisanat. D'où la nécessité d'inventer immédiatement ce réseau de PME d'aval et d'amont de l'agricole.

[p. 559] 2. – Soixante-dix pour cent (70%) des chefs de ménage, en Haïti, sont de fait des femmes qui n'ont d'autre choix que de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille, aussi faut-il identifier les besoins des femmes chefs de ménage et y apporter des réponses adéquates, puisque le féminin est presque seul, dans notre société, en charge de la gérance des générations montantes. Démesuré.

3. – Cette obligation de travailler s'accroît avec le nombre des enfants puisqu'aucune politique d'aide sociale ou gouvernementale n'intervient ; aussi

faut-il considérer la dimension de la famille et intervenir auprès des « familles nombreuses » en commençant dans l'urbain à plus de quatre enfants et dans le rural à plus de six enfants.

4. – La femme ayant un niveau d'éducation faible et, par cela même, condamnée à des revenus plus bas, est encore plus obligée de travailler pour subvenir aux besoins de sa famille ; aussi s'il faut à la longue développer un travail éducatif et de formation auprès des femmes ayant le plus bas niveau d'éducation et de formation, il faut immédiatement une agressive politique sociale d'aide aux plus démunies d'entre les plus démunies.

L'articulation de ces quatre points forme, d'une part le canevas de base d'une politique générale de rattrapage fortement marquée par le travail et les conditions de vie des femmes, et d'autre part une grille d'évaluation de la pertinence de tous les projets partiels ou sectoriels.

*

Du degré d'intégration du féminin comme indice de suivi.

La troisième dimension du statut de Vigie à conférer au genre féminin revient à mesurer, dans le moyen et long termes, le degré d'intégration du féminin, cette fois à titre de partenaire dans le développement et la démocratie, et non plus comme catégorie de sexe et groupe social d'amortissement et d'absorption de tous les chocs, aussi bien des dégradations que des relances. Pour contrer cette tendance, que l'on dirait naturelle, mais qui est en fait sociale, il faut justement recourir aux tendances de longue durée, puisque nous parlons de suivi d'évolution, pour espérer les infléchir un jour.

La reconstitution des grandes lignes de l'histoire du travail des femmes en Haïti amène à considérer l'une des particularités de cette histoire : pendant plus de deux siècles, de 1750 à 1950, la vie quotidienne a été marquée par une situation d'esclavage, de guerre et d'état de siège. Le travail des femmes au long de ces périodes constitutives de la Nation haïtienne a été un travail domestique traditionnellement féminin et un travail marchand de compensation de l'absence effective des hommes en marronnage, au combat, en migration ou en exode. Il se serait ainsi construit à partir de cette économie de guerre qui traverse les XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles un « Contrat des [p. 560] sexes » qui est l'hypothèse la plus plausible d'explication de certaines particularités strictement haïtiennes dans les seuils atteints : un travail marchand démesuré jusqu'à la constitution des secteurs de spécialisation de quasi-exclusivité féminine et un travail domestique englobant la démesure de la charge de chef de famille mono-parentale. Cette situation typique de tous les états de guerre dure généralement ce que dure la guerre, mais elle est à étendre sur deux longs siècles en Haïti pour rendre compte de ce qu'a été la situation de travail des femmes jusqu'au tournant des années 1950. C'est cela notre différence qui explique notre position si étonnante dans les statistiques

internationales, le féminin chez nous, comme un bilan de deux guerres de cent ans.

La crise contemporaine est l'expression de la recherche d'une nouvelle orientation économique rendue nécessaire par le système traditionnel arrivé au terme de sa capacité de reproduction simple et par la nécessité de s'articuler au Nouvel Ordre Économique étatsunien des Amériques du Centre et de la Caraïbe. Sous cette conjonction d'influences qui conduit à la dégradation des équilibres antérieurs, l'autosuffisance alimentaire s'effrite, la migration du rural à la ville capitale s'accélère, la fuite hors du pays prend des proportions imprévisibles, le salariat manufacturier s'implante, la demande de domesticité est en croissance..., le travail des femmes entre dans une nouvelle phase.

À partir de l'après-guerre, une conjoncture de crise s'installe pour 45 ans, jusqu'à nos jours. L'incapacité de définir une manière de sortir du système traditionnel pour entrer dans la modernité, ou plutôt l'attitude d'entrevoir les transformations beaucoup plus comme un transfert de l'extérieur que d'une prise en compte des potentiels locaux (savoir-faire, modes et méthodes de survie, etc.) ont achevé d'installer l'économie du pays dans une errance sans politique directrice et dans une dérive au gré des impulsions contradictoires des bailleurs de fonds.

Dans cette situation de dégradation, le travail des femmes s'est encore plus dégradé. Une nette décroissance du secteur agricole s'amorce à partir des années 1950, les unités familiales émiettées deviennent en deçà des seuils de viabilité même pour les modes de faire-valoir des parcellaires par compagnonnage et la compétition dans le partage des lopins se fait plus vive. Le travail des femmes affronte alors la dernière et la plus déterminante des ségrégations, l'élimination de la propriété de la terre et la quasi-impossibilité pour une femme d'acquérir de la terre. Les travailleuses agricoles familiales non rémunérées sont portées à aller chercher ailleurs d'autres revenus complémentaires à ceux des exploitations qui s'amenuisent. Cette dispersion conduit à une démultiplication du travail en une somme de petites tâches féminines, à faible rentabilité, quoique essentielles à la survie des exploitations.

[p. 561] La dissociation des lieux des productions domestique et marchande s'installe ainsi, même en situation agricole, en entraînant une dégradation de la prise en mains de la famille par la femme. La rupture de l'équilibre traditionnel dans l'agriculture confirme que le premier groupe victime de la crise est la catégorie féminine. La fonction objective que jouent donc les femmes dans l'économie agricole en crise est celle d'être, à la fois le groupe social et à la fois la catégorie de sexe, sacrifiés en première ligne pour amortir les effets des dégradations continues.

Le repli du genre féminin, d'abord sur la commercialisation vivrière, transforme un réseau autrefois efficient en un secteur social d'absorption de la masse des chômeuses à laquelle le système alloue par individu une rémunération de plus en plus exiguë. La reproblématisation de l'analyse du très grand nombre

d'agents de sexe féminin à opérer dans ce secteur, doit délibérément dépasser le cadre strict de la commercialisation, pour saisir que l'ordre de misère, qui a fait suite à l'ordre de pauvreté, a donné ici naissance à son premier niveau de système social d'assurance-survie pour les femmes éjectées de l'agricole. C'est sous cet angle « ailleurs que nous devrions aborder tout ce système endogène des assurances en Provinces, si nous voulons arriver un jour à nous servir du bilan de la modernisation des couvertures sociales comme moyen d'évaluation des rattrapages effectivement réalisés dans un processus de relance.

La deuxième ligne de repli des femmes est le refuge urbain, principalement celui de Port-au-Prince, où domine l'économie d'exploitation avec son *koutay* dans les activités dites informelles, les mirages du salariat des industries de sous-traitance et la ghettoïsation des services, notamment ceux de la domesticité. En dehors du salariat industriel féminin dans une ville qui doit maintenant, en cette année 1990, compter quelque 130/140 femmes pour 100 hommes, le secteur dit informel et celui de la domesticité relèvent du même système social d'assurance-survie en état de misère. Là encore, c'est sous cet angle de la production endogène d'un système d'assurance-survie dans Le Nouvel Espace des Cités et La Nouvelle République Urbaine que nous devrions aller chercher l'indice significatif du degré de réussite de l'intégration des travailleuses par la modernisation de leurs couvertures sociales.

La très grande sensibilité de cette question des genres en Haïti peut donc conférer à la situation des femmes une signification globale : notre Vigie. Quant à l'économie politique de cette crise dans laquelle le « Contrat des sexes » a fait place au « sacrifice en première ligne de la catégorie féminine », nous pouvons lui trouver une sortie de crise par la capacité de féminiser la relance.

[Retour à la liste des illustrations](#)

[p. 562]

Pour ouvrir aux donnes cinq et six sur le Timon et le Raccourci, nous avons choisi de nous démarquer de la mode actuelle du catastrophisme écologique qui nous vient de sociétés qui furent particulièrement destructrices d'environnement, chez les autres, du ramassage colonial aux déforestations guerrières, jusqu'à l'enfouissement chez les autres de leurs poubelles de déchets dangereux...

C'est pourtant vrai que cela va mal et même très mal chez nous mais il n'y a pas d'autre solution de régénération écologique que celle de garantir avant tout l'utilisation prolongée de la terre aux jardiniers...

Le pays reverdirait d'une structure foncière de propriétaires aux jardins viables...

TIMON & RACCOURCI

[p. 563]

CINQUIÈME DONNE : LE TIMON

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Nous avons défini le Timon par trois éléments : un levier et une force à agir par des agents identifiés. Au fait, cette métaphore du Timon cherche avant tout à répondre à la question *Comment commencer ?* au lieu de *Par où commencer ?* C'est qu'il y a une telle somme de problèmes urgents et prioritaires qu'il faudrait commencer partout à la fois, dans une approche globalisante, mais à condition de vertébrer le tout par un principe d'ordonnancement. *Comment commencer ?* Nous proposons clairement comme axe principal d'ordonnancement LE TERRITORIAL le long duquel ensuite arrimer toutes les autres dimensions comme l'économique et le financier, le social et le culturel, l'administratif et le politique. Dans ce pays dit le plus pauvre des Amériques et seul PMA du Continent, il faut incontestablement être en prise sur ce qui se passe réellement à hauteur des populations dans le déroulement quotidien de leur existence pour qu'il y ait une chance de provoquer la mobilisation pour l'amorce du processus de changement ; et cela, c'est l'approche territoriale qui le permet le mieux. Ensuite plus tard, si jamais cela devait marcher, il sera toujours temps de recourir à d'autres leviers devenus plus adéquats à la nouvelle situation qui sera alors plus semblable aux situations d'autres pays ; mais là et maintenant, au point où l'on est, l'unique politique possible est celle toute simple de maintenir le mécanisme général d'abord en état de fonctionnement et d'en augmenter ensuite la performance à mesure ; et cela, c'est l'approche territoriale qui le permet le mieux. Le Timon est l'outil gestionnel de cet ultime assaut à donner pour que l'avenir modernisé de ce pays soit un héritage de son passé de trois siècles. Autrement si l'on échoue, de cette crise sortira quelque chose qui continuera à s'appeler peut-être Haïti, mais dans laquelle nous, nous ne saurions nous reconnaître. C'est aussi cela la mort d'une certaine Culture et la fin d'une certaine Idée, le terme d'une certaine Saga et l'évanouissement d'un certain Héritage dont le cycle de vie aura été de trois siècles...

Aussi, pour dire le Timon de la dernière chance pour que notre futur ait à voir avec notre passé, nous commencerons par la critique de la portée et des limites de la manière récemment abandonnée de l'approche territoriale en pays sous-développés : le DRI/Développement Régional Intégré. Le questionnement de la centralité en crise nous conduira à la formulation « une manière de faire adaptée à la conjoncture actuelle : la relance des Provinces. Ensuite nous aborderons comme objet de la dynamique d'avenir, sa force motrice, l'emboîtement des quatre entités

par quoi se définit le tout nouvel espace haïtien des années 1990. Enfin, nous évaluerons à quels types d'agents, au service de [p. 564] quelles clientèles, confier ce Timon dans la bourrasque que sera, pour notre sixième donne, l'engagement dans la voie du Raccourci.

*

Un levier : le territorial

Le choix que nous formulons de faire des Nouvelles Provinces la base territoriale d'une relance en développement et démocratie, contrairement à la manière précédente de faire par Développement Régional Intégré, induit au moins deux choses : la réflexion sur ce que CENTRALITÉ pouvait bien vouloir dire avant la crise actuelle où elle nous a conduit, et ce que CENTRALITÉ pourra bien vouloir dire après la sortie de crise que nous postulons. C'est que la centralité, la *structure dominante de centralisation* comme nous disons, est au fondement de l'échec du DRI/Développement Régional Intégré comme approche territoriale dont la base théorique prenait appui sur un mot dont la chose n'était plus [pp. 172-192-I]. Les 70 années de centralisation sauvage (1915-1985) que nous avons vécues se sont déroulées contre la chose qu'était la région. Au fait, c'est au siècle dernier, en pleine *structure dominante de régionalisation* qu'il aurait fallu ce déploiement de DRI. Mais il était déjà trop tard en centralisation sauvage, et trop tôt en centralisation par emboîtement, pour importer massivement capitaux, technologie et institutions dans des aires vidées d'autonomie et d'intégration au profit du Centre, avec espoir que se déclencherait un processus cumulatif local et un retour finalement à l'ancienne structure dominante régionalisée. Le DRI a été une illusoire intervention qui n'a pas su prendre en compte théorique les *Structures Dominantes d'Espace*.

C'est qu'on ne revient pas comme cela à une structure d'espace antérieure dont les conditions de production ont justement changé pour muter en une autre. Mais de plus, ce qui est tout aussi grave, il faudrait autant de DRI que d'anciennes régions pour espérer remonter le temps à contre-temps et le courant à contre-courant. Il faut immédiatement souligner que l'attitude scientifique et politique requise était plutôt de coller à la dynamique en cours afin d'en tirer parti pour la canaliser et l'orienter, et non s'évertuer à aller à l'encontre des tendances dominantes, à contre-courant et à contre-temps dans des projets parachutés. À l'évidence, ces machines, gavées de ressources colossales, mais foncièrement inadéquates aux trames locales, n'ont finalement favorisé qu'un surplus de facteurs de centralisation. On ne devrait pas permettre de jouer ainsi avec les trames locales.

Le non-sens théorique macro et le contresens théorique méso du DRI s'accompagnait aussi de l'illusion micro la plus courante : la croyance de travailler à de grands bouleversements avec la base, quand le bénévolat atteint directement quelques paysans en chair et en os ! Entre ces deux échelles, il y a autant de distance qu'entre aider un aveugle à [p. 565] traverser une rue (ce qui est bien et

que nous avons enseigné à nos enfants), et travailler à l'insertion des handicapés visuels dans la société (ce qui est autre chose, à une autre échelle). Les échelles étant donc différentes, il y a un hiatus d'un ordre de grandeur à l'autre, un changement de nature, une discontinuité. On a donc vécu un temps, avec les mirages du militantisme empirique entraîné dans la perspective des *dames patronnesses*, mais dans lesquels ont aussi complaisamment succombé bien des États étrangers, bailleurs de fonds trop intéressés à pavoiser sur des terres lointaines à eux réservées pour expérimentations. C'est ce dernier ersatz de frisson colonialiste interdit de nos jours, que rendent les cartes du partage de chaque pays sous-développé en zones d'interventions exclusives de chaque puissance tutrice. Nous avons d'ailleurs illustré et théorisé cette surimposition géométrique aux trames locales dans notre *Atlas critique d'Haïti*, la planche 15, à partir de la page 68...

C'est l'échec fracassant du DRI comme parachutage de ressources matérielles, humaines et financières importantes sans fondement théorique sérieux qui a donné toute son acuité à la perspective du *désenveloppement* que nous formulions dans le discours de 1983, *Éloge de la pauvreté*. C'est qu'il fallait s'affranchir des surplus de suréquipements et des quincailleries obsolètes, il fallait rompre... car, aux prix actuels des experts expatriés pour la gestion, la gestion des dépenses absorbe le plus fort pourcentage des dépenses elles-mêmes... Il n'existe actuellement dans le monde entier aucun exemple de DRI à avoir fonctionné. Et pour cause. Le processus de *désenveloppement* amorcé par la subite et brutale suppression des DRI quand leur non conformité a été patente, a enfin ouvert la voie, d'abord au respect des façonnements locaux qui fit beaucoup défaut, et ensuite à la modestie d'y être enfin attentif, la seule modestie qui soit vraie, et de toutes, la moins bien illustrée. Peut-être sommes-nous enfin prêts à comprendre.

C'est que l'atrophie des villes des Provinces relève d'abord de la logique de la centralisation qui sanctionnait la victoire d'une oligarchie sur toutes les autres. Tous les potentiels ont été requis de se concentrer au lieu central de la victoire. Le déclin des villes des Provinces a alors entraîné celui de leurs arrière-pays à qui elles n'offraient plus rien en services et ressources. Dans ce canevas général, on peut relever pour chaque région une succession de petites catastrophes localisées qui sont venues s'abattre sur chacune d'elles, au gré de la méfiance du pouvoir central et des démesures de la nature. L'occupation étasunienne a aussi trouvé au Centre des alliés naturels pour la répression et la régression des Provinces auxquelles Port-au-Prince fut si discrètement sensible. L'occupant perça même à la centralisation triomphante un réseau routier [p. 566] qui, pour atteindre aux sanctuaires d'éventuels nouveaux marrons, n'en permettait pas moins de mieux concentrer les denrées au Centre...

La double exaspération métropolitaine, vécue en tant que NEC et NRU, renforce la perspective de *désenveloppement* : partir des Nouvelles Provinces en tant qu'ensemble composé de sous-ensembles de bourgs et de bourgs-jardins ainsi que d'une ville principale de province. Les critères de délimitation et le tracé de ces Unités Spatiales de Développement, USD comme on dit avec justesse dans les

meilleurs lieux de la fonction publique en Haïti, doivent être raffinés continuellement à mesure que se précisent problématique, cadre théorique et champ de concepts propres à rendre compte de ces nouvelles entités en demande de viabilisation. Leur taille est à concevoir comme assez grande et assez petite pour que s'y déroulent et s'y réalisent production – consommation – participation entre un monde rural et un lieu central local. Leur potentiel doit être composé des terres les plus aptes à la production et les plus aptes aussi à favoriser la réalisation des nouvelles fermes d'une structure foncière de *jardiniers et marchandes* capables de produire sur quelque 200 000 exploitations pour un milliard de biens agricoles... si le réseau des PME joue son rôle à l'amont et à l'aval. Seul l'espace actuel des Provinces est capable de servir de base territoriale à cette relance-là. Nous donnerons-nous à nous-mêmes cette chance de nous en sortir ?. Toute la question !

*

Une dynamique : l'emboîtement

La centralité en crise a muté en s'adaptant sans pour autant disparaître en tant que centralité. Confronté à cette réalité de base nous avons été obligés de nous interroger sur le sens à donner à la décentralisation qui fait non seulement contradiction avec centralisation, mais en plus ne connote pas du tout le concept économique d'intégration. Disons immédiatement que nous avons finalement résolu le problème en trouvant le principe de la force motrice et de la dynamique du Timon dans la théorie de l'emboîtement des quatre entités du nouvel espace haïtien, la seule structure dominante capable d'arrimer l'autonomie horizontale des Nouvelles Provinces à leur intégration verticale dans le tout national.

C'est qu'enfin nous avons compris que la structure dominante d'espace capable de succéder à la centralisation, telle que nous l'avons connue jusqu'à présent, est une structure dominante d'emboîtement des quatre éléments qui se sont suffisamment affirmés en se différenciant jusqu'à provoquer l'éclatement et la crise caractérisant la décennie 1980. Nous reconnaissons donc l'emboîtement comme la notion capable de rendre compte, ici et maintenant, des potentialités et des tendances observables, ainsi que du processus d'autonomie horizontale et [p. 567] d'intégration verticale qui pourrait en résulter au long de cette décennie 1990. Si nous ne ratons pas notre coup, évidemment.

On en finirait donc ainsi avec la superbe description du « Puzzle paradoxal » par Rouzier (*En deux ans comme en deux siècles* p. 127) dont la particularité comme jeu de patience était que les pièces n'emboîtaient pas les unes dans les autres : la NRU s'oppose à tout, Provinces, Diaspora, Cités confondues ; le NEC mène dur contre la NRU pour la ligne de partage entre bidonvilles et quartiers résidentiels, comme si l'on ne réside pas aussi en bidonvilles ; les ports des Provinces enfin ouverts sacrifient à la contrebande salvatrice après laquelle pestent, faussement vertueux, les *bords-de-mer* ; la plèbe des Cités accède enfin au riz étranger de la diète valorisée au détriment des rizières locales incapables de

faire face à la concurrence ; l'effet de miroir déformant dans le face à face entre intérieur et extérieur continue à renvoyer à l'un la figure du *Kamoken* quand l'autre ne voit que *Makout* ; et nous en passons d'accrochages, de malentendus, d'ambiguïtés pendant ces quatre ans. Avec la structure dominante d'emboîtement, le puzzle n'est plus paradoxal, quoique encore un jeu de patience et un casse-tête pour grandes personnes !

C'est au moment où la première phase de centralité sauvage fait place à l'emboîtement comme deuxième phase que nous voyons prendre corps les promesses les plus dynamisantes de la centralité : la concentration des ouvriers donne enfin des troupes aux syndicats et le Capital peut enfin s'investir pour prospérer avec l'ouverture d'un marché national en demande d'intrants à la production agricole et de capacités de transformation industrielle de cette production agricole. L'agriculture étranglée dans un monde rural entravé est touchée par la nécessité d'organiser les deux béquilles de son intégration verticale, regroupements et financements ; et plus précisément, Coopératives et Caisses Populaires. Tout bouge et peut s'organiser.

L'emboîtement qui postule harmoniser l'autonomie relative des Provinces aux échelles méso et leur intégration relative en un tout national aux échelles macro, est avant tout un traitement par échelle de la réalité prise sous l'angle territorial. Le passage à chaque niveau supérieur d'échelle englobe les découpages aux échelles précédentes dans une autre structure, dans un autre ordre de grandeur, dont les explications, les causalités, les liaisons sont différentes. L'échelle méso d'une province n'est pas la somme des échelles micro incluses, c'est autre chose ; et l'échelle macro nationale n'est pas la somme des échelles méso incluses, c'est autre chose. Nous sommes là en présence d'une des contributions les plus fondamentales de la nouvelle géographie issue de la dernière crise d'orientation. C'est cette même analyse par échelle qui nous avait déjà révélé qu'à chaque moment de structure dominante, [p. 568] morcellement, régionalisation, centralisation, un objet d'échelle différente devenait structurant. Ainsi, notre 18ème siècle est à d'abord saisir comme un ensemble de plantations, et notre 19ème siècle est avant tout un ensemble de régions en fédération. Ce n'est que maintenant, au beau milieu du passage de la phase I de la centralité sauvage à la phase II de la centralité par emboîtement, que nous pouvons complètement reconstruire ce qui s'est passé, et profiler ce qui pourrait arriver. Le temps de la centralité sauvage a été un temps d'oppositions violentes entre noyaux fonctionnant à la résistance et réseaux fonctionnant aux prélèvements. La phase II s'annonce comme une combinaison différente de Provinces, Diasporas, Cités, Capitale, aux articulations complexes dans leurs complémentarités et leurs oppositions... jusqu'à fonder la dynamique nouvelle sur ces quatre pôles en emboîtement. L'espoir a maintenant un concept.

Capitale, Diaspora, Cités, Provinces... sont les unes aux autres des réserves de ressources et des débouchés commerciaux. Dans chacune des entités on peut trouver l'intrant qui manque aux trois autres et l'accueil de l'extrant produit par les trois autres. C'est à partir de cette configuration aux croisements multiples entre

les quatre pôles que devront se construire et s'organiser les schémas de production, de circulation, de distribution pour dire comme les économistes... ou les façonnements de l'arbre économique et de la maille politique pour faire comme les géographes... ou encore à la manière du grand nombre d'entrepreneurs et chefs d'entreprises qu'il va nous falloir, s'assurer des sources de financement et procéder à l'étude des marchés, sans oublier les Coopératives et Caisses Populaires en quête, elles, de sociétaires nombreux et de parrainages...

*

Un opérateur : la fonction publique

Il y a très peu de situations dans le monde dans lesquelles la survie soit aussi dépendante d'un changement profond du rôle de l'État, du gouvernement et de la fonction publique. Car, c'est à eux, seuls, qu'incombe le rôle décisif de la relance dans cette décennie de la dernière chance. Le point de départ est donc avant toute chose un problème politique de volonté politique.

L'État a toujours eu, malgré, ou plutôt grâce à une rhétorique populaire, une orientation foncièrement élitiste de ses budgets à travers une politique territoriale au détriment des régions rurales et des bidonvilles... une politique sectorielle au détriment de l'agriculture et de l'éducation rurale... une politique sociale au détriment du genre féminin, des paysans sans terre, des démunis de toutes sortes... quoiqu'en puisse dire d'ailleurs, à chaque changement de Cabinet, tel ou tel ministre dont la volonté de changement ne sait pas dépasser dans le concret quotidien [p. 569] la velléité d'un feu de paille, vite éteint, pour que reviennent la routine et le clientélisme, les siamoises d'une fonction publique en jachère permanente. S'est-on jamais attardé à repenser ce que donnerait une réallocation des items budgétaires, avec le simple souci d'entamer les rattrapages d'une politique de justice sociale ? On aurait aussi peut-être la surprise de découvrir que l'on peut faire beaucoup mieux et beaucoup plus avec les ressources actuellement disponibles par le seul recours à cette exigence d'imagination sociale...

Au fait, dans l'opposition de base entre des noyaux dominés fonctionnant à la résistance et des réseaux dominants fonctionnant aux prélèvements qui caractérisait la phase du centralisme sauvage, l'État a toujours été l'État des réseaux. Ainsi, postuler que cela doive changer pour que survive le pays, avant que le pays ne devienne normal, nécessite de définir un nouveau profil à l'État, d'identifier le type de gouvernement que réclame cet État et de circonscrire un corps d'agents dont l'objectif serait la mise en application de cette politique rationnelle.

C'est au cours de la décennie 1980 qu'ont commencé les travaux les plus sérieux pour qualifier l'État haïtien. Mais, en cette étape pionnière, il y a autant d'expressions pour caractériser cet État qu'il y a d'auteurs sur ce thème. Cependant, il est possible de décoder l'attente la plus palpable et la plus partagée à la base sur le terrain, au bout de toutes nos démarches de mesures et de relevés,

même s'il faut avancer les résultats sous forme d'une hypothèse capable de prémunir contre une lecture et une écoute trop subjectives des équipes de travail. L'État attendu serait un État-arbitre, non point arbitre entre un capital structuré et un syndicalisme structuré par quoi se définit l'État social démocrate, dont certains se réclament tant, bien réel ailleurs mais sans objet ici ; mais plus adéquatement un État-arbitre entre l'ensemble des construits de résistance et de survie des masses... et l'ensemble des réseaux de prélèvements privés ou publics.

La demande d'État des enquêtés n'est pas d'un État partisan comme cela aurait pu, aurait dû, l'être. Après avoir servi presque exclusivement les réseaux, on s'attendrait à ce qu'il lui soit demandé d'être maintenant au service exclusif des noyaux. Eh bien non ! La demande est remarquable de pondération : un État-arbitre entre noyaux et réseaux. Il faut voir là l'effet de cette culture des profondeurs qui sait, dans la production, préférer le sécuritaire au spéculatif, et qui sait semer le *koutay* commercial jusqu'en un fin poudroisement entre un nombre démesuré de marchandes ; comme un service social.

L'État-arbitre est un État fort en ce qu'il reçoit et traite la demande d'État des masses. Pour ce faire, il faut que lui soit défini un cadre d'interventions et des normes de régulation entre d'une part les différents modes de regroupement des travailleurs et des travailleuses (les [p. 570] noyaux) en quête de produits, de salaires, de *Koutay*... et d'autre part des capacités d'investissement (les réseaux) privées et publiques, locales et étrangères, caritatives, etc. L'État-arbitre doit réguler l'articulation de ces noyaux (qui fonctionnent globalement à la résistance) et de ces réseaux (qui fonctionnent globalement aux prélèvements).

Mais, ce à quoi l'on a affaire quotidiennement, c'est à l'incarnation de l'État dans un gouvernement et ceux avec qui il nous faut traiter quotidiennement, c'est le corps des agents de la fonction publique. On y trouve de tout actuellement, du pire au meilleur, des potentiels inutilisés qui savent révéler leurs capacités en situation, comme d'autres vont confirmer dans la même conjoncture qu'ils sont devenus des *bois morts* dans lesquels ne circulera plus de sève, printemps pas printemps, relance pas relance. Sur ce terrain miné, il faut avoir les moyens d'avancer avec détermination pour trier et sélectionner dans ce corps les premiers cent, deux cents, trois cents à faire partie de l'anneau de départ, et dont le temps de travail serait effectivement de 35 heures par semaine et la rémunération en conséquence, etc. D'autres anneaux concentriques s'ajouteraient à mesure.

Le monde des fonctionnaires relevant du gouvernement, c'est aussi tous ceux de tous les appareils qui émargent aux budgets de l'État, polices, militaires, juges... et l'on mesure le fossé à franchir, et la poigne qu'il faut, pour voir un jour cette fonction publique, justement au service du public, et notamment de sa base sociale. À donner le vertige.

SIXIÈME DONNE : LE RACCOURCI

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

Le Raccourci étant la voie à prendre, le cap à tenir et la nouvelle maille de base à tracer pour atteindre aux effets politiques et sociaux escomptés, il urge, dans ce cadre de délabrement général, de prioriser les besoins élémentaires aux trois principaux chapitres que sont la production, la consommation et la participation.

La voie à prendre ne peut être que celle qui nous permette de produire puisque ce pays mourra de ne pas produire. Produire dans les prochains dix ans c'est d'abord deux choses dans le cadre de la relance des Nouvelles Provinces : une réforme bien spécifique de la terre et des eaux en même temps que l'implantation d'un tissu industriel pour les intrants de l'agricole et les transformations agricoles. C'est la double influence convergente de ces deux facteurs d'entraînement qui fera faire un bond à la production des biens et au rajout de valeurs aux biens. C'est le point de départ obligé d'une longue suite de complexités à gérer ensuite.

Le cap à tenir est clairement celui de la satisfaction séquentielle de la consommation de base des masses rurales des Provinces et des [p. 571] masses urbaines des Cités. La stratégie globale de production devrait nous conduire à la création d'une nouvelle classe moyenne rurale de *jardiniers et de marchandes* et à la création d'une nouvelle classe en charge du réseau industriel d'amont et d'aval de l'agricole, tandis que cette perspective de consommation de base introduit l'exigence sociale, pour la majorité, d'un transfert de la misère à la pauvreté, ce franchissement de seuil le plus significatif que l'on puisse postuler, et à côté duquel nous ne saurions continuer de passer tout droit.

Une nouvelle maille de base de ce pays est à tracer de toutes urgences, aussi bien pour servir à l'implantation adéquate des entreprises et des services, que pour une gestion différente des Provinces et leur représentation dans une Assemblée différente, devant laquelle serait responsable un Gouvernement différent, probablement dirigé par un Premier Ministre... Là encore, il devrait être clair qu'une conjoncture de relance implique que les institutions politiques soient mises en adéquation avec la Vigie désignée, le Timon choisi et le Raccourci retenu. En ceci d'ailleurs, nous n'aurions rien fait d'autre que la mise à jour et la mise en adéquation de nos institutions à notre situation générale actuelle... C'est tellement banal que l'on s'explique parfois mal la course d'obstacles, qu'il faut s'imposer, pour y arriver.

Pour donner un cadre territorial à cette stratégie du Raccourci, nous avons eu besoin d'initier sur les trois thèmes de la production, de la consommation et de la participation une enquête de base capable de fonder les orientations à prendre à partir d'une confrontation avec les propres attentes des intéressés...

La perspective de départ était de mesurer les attentes optimales des répondants, jusqu'au seuil où ils se considéreraient suffisamment lotis pour ne pas migrer, estimant d'une part qu'ils posséderaient une situation acceptable et d'autre part que ce qu'ils auraient serait probablement meilleur que ce qu'ils pourraient raisonnablement espérer avoir ailleurs. Cette problématique de la « migration zéro » par laquelle on postule qu'il peut exister une situation donnée qui ferait que chaque enquêté en milieu rural refuserait de migrer, circonscrit les moyens de production et les rapports de productions jugés indispensables à un meilleur niveau de vie immédiat, définit la couverture des consommations jugées immédiatement acceptables, et formule un cadre aux exigences d'une participation massive dans un premier moment à une politique de relance. Il est bien entendu que chaque vague de réclamations satisfaites, autant au niveau de la production, de la consommation que de la participation, entraînera, obligatoirement et normalement, d'autres attentes plus conséquentes... et ainsi de suite de séquences en séquences.

[p. 572] L'objectif visé était donc de partir de la situation réelle et actuelle des ménages les plus démunis pour définir un programme minimum. Dans le domaine de la production, quatre aspects ont retenu l'attention. C'est d'abord le foncier, le nombre de parcelles et la tenure jusqu'à la désignation de la superficie idéale souhaitée dans chacune des niches écologiques. Viennent ensuite la transformation industrielle des produits et leur soumission à un processus de valeur ajoutée. Les sources de financement et de crédit doivent être répertoriées avant de terminer par les particularités de la commercialisation. En somme, au niveau de la production, on se retrouve avec deux grandes questions : quels sont les moyens à posséder et à maîtriser (terre, eau, crédits, intrants, débouchés, ...) pour l'augmentation de la production et des revenus ?... et à quelles conditions l'augmentation de la valeur ajoutée aux produits agricoles par le processus de transformation industrielle devient un facteur d'accroissement de la production et des revenus pour la plus grande majorité des travailleurs ?

La consommation mesure, dans ce cas d'augmentation significative des revenus, les exigences formulées au triple point de vue des biens courants, comme les outils du quotidien et l'eau à disposition... les services sociaux de base, dont la santé et l'éducation... et les attentes pour l'habitat ; une catégorie à part est à réserver à l'habitat parce que ce bien est l'un des plus grands investissements d'une exploitation.

La participation comme troisième dimension d'une politique de relance questionne les articulations entre l'étatique et le communautaire, le public et le privé, l'intérieur et la diaspora... La participation, c'est d'abord la rupture d'avec la figure du *Chef de section* et l'accès à un collectif de gestion des affaires courantes

des communautés. Deux aspects particuliers ont retenu l'attention dans le cas spécifique haïtien, c'est le rôle de la diaspora dans les œuvres d'intérêt collectif et le rôle des émissions de nouvelles locales, nationales et internationales par radio dans la revalorisation culturelle des masses et dans la mise en relation des Provinces les unes avec les autres... avec la Capitale... et avec l'étranger. L'importance des émissions de nouvelles est énorme !

L'interprétation la plus adéquate fait clairement ressortir pour la première fois que ce qui est finalement défini au travers de ces demandes précises d'intrants et d'extrants, c'est d'abord la création d'une classe moyenne paysanne viable en augmentation continue de 50 000 à 250 000 ménages agricoles aux exploitations contenant une bonne parcelle principale de taille à générer 4000, 5000 dollars/année par ferme dont la grande case a quatre pièces pour lesquelles les commodités sont nommées avec une précision étonnante, etc. C'est ensuite, mais dans le même temps, l'implantation dans chaque province des capacités de [p. 573] transformation pour ajouter de la valeur aux produits et servir aussi d'attrait à la production... et c'est enfin, toujours en même temps, la dotation de la ville provinciale la plus centrale des services et des ressources de première ligne pour sa zone, dont la formation professionnelle moyenne, l'hôpital à X lits, les loisirs, la lumière...

Face à une telle demande aussi concrète, l'étude des voies concrètes et des moyens concrets à prendre... en plus des éléments de la Vigie et du Timon qui définissent les critères de sa réalisation... passe évidemment par le déploiement des ces enquêtes dans toutes les Provinces... si ce n'est leur institutionnalisation à titre de mesures et évaluations permanentes dans un service en charge de la traduction des attentes du pays profond en objectifs d'interventions... Réalisable, mais tout de même à mettre en place !

*

Une stratégie globale de production

La stratégie globale de relance des Provinces est la stimulation de la production par un triple aiguillon : l'agricole, l'industriel et le financier.

Pour l'aiguillon agricole, il n'y a pas vraiment grand-chose à rajouter que l'on ne sache actuellement pour l'essentiel. Le savoir-faire général est reconnu, les façons culturelles répertoriées, les blocages localisés, les potentiels minutieusement identifiés, la portée et les limites de la diffusion des innovations expérimentées... bref, on en connaît assez pour savoir que la voie probablement capable de nous garantir une entrée conséquente dans le XXI^e siècle est de rendre possible la conversion de l'agrire haïtien vers l'horizon 2000 en ces 50 000, 100 000... fermes de taille à atteindre une bonne productivité sur 500 000, 800 000, 1 000 000... de carreaux viabilisés, se jouxtant en quelque mille bourgs-jardins cadastrés... Les techniques de la maîtrise en théorie et en pratique de l'exploitation par ces virtuoses du jardin sont telles que vraiment il faut et il suffit

que la terre à cultiver leur soit accessible dans la sécurité d'une mise en valeur prolongée... Allez savoir si l'on osera jamais, quoique il n'y ait pas à sortir de là pour non seulement effectuer le bond de la misère à la pauvreté, changement social de loin le plus fondamental de tous les changements sociaux, mais encore pour garantir à tous les autres secteurs et paliers de la vie nationale leur impulsion de départ.

L'aiguillon industriel passe par l'utilisation massive de la main-d'œuvre du NEC/Nouvel Espace des Cités, dans la Capitale et les Provinces, pour la production des intrants agricoles nécessaires à cette nébuleuse agraire en pleine restructuration. À cette première trame d'industrialisation, il faut joindre la seconde qui est celle de la capacité de valeur ajoutée par la transformation de leur production agricole, le [p. 574] plus possible dans les Provinces mêmes. Ce double mouvement d'implantation industrielle, en aval et en amont de la production agricole, n'est concevable actuellement que dans une politique de concertation du secteur public avec le secteur privé, incluant la formation partagée des séries d'entrepreneurs, gestionnaires, ingénieurs, cadres moyens, techniciens... indispensables ; ce secteur privé ne pourra d'ailleurs risquer le Capital que si l'agricole peut assurer l'approvisionnement continu de produits et le rural constituer un nouveau marché conséquent de consommateurs... Et c'est ensuite qu'une politique commerciale viendra protéger ce nouveau marché, etc.

Là encore, toutes les dimensions sont liées et le mouvement d'industrialisation ne s'ébauchera que sous garantie de la refonte foncière génératrice des flux de production et de consommation indispensables aux procès de transformations par l'industrie. Or, à cette refonte foncière il faut le mouvement d'industrialisation comme appel à la production... C'est donc d'un tout cohérent et complexe qu'il s'agit, d'une proposition globale et insécable, qui ne se débite donc pas au détail. C'est à tout prendre ou à tout laisser, puisque toute restriction invalidera l'ensemble et qu'ensuite rien, mais absolument rien, ne marchera... On ne saurait ainsi continuer à dire, *Nous prôtons l'industrialisation... mais nous refusons la réforme de la terre et des eaux...* Dans la situation actuelle, cela ne ferait aucun sens ; d'où leur viendra la production de biens de départ ?

L'aiguillon financier est sans aucun doute le troisième éperon à affiler pour arriver à définir une stratégie globale de production. Il est remarquable que le terrain soit aussi chargé de traces de banques spécialisées, des caisses populaires, des fonds d'organismes spécifiques... mais aussi de toute la gamme des tontines populaires aux destinations financières évidentes. L'échec relatif de tout ce dispositif financier dans les provinces est un problème d'État, comme tout passage d'un circuit informel à un circuit formel. La mise en branle des deux dimensions agricole et industrielle de la production va exiger de penser un système financier *ad hoc* qui puisse prendre en compte le bilan des expériences déjà faites pour assurer une offre adéquate à la demande de financement des particuliers, des corporations et des coopératives... Maintenant que l'on sait exactement ce qui est attendu, ainsi que la portée, les limites et la signification des expériences passées sur le terrain, on devrait pouvoir placer la commande de

conceptualisation de ce système financier à qui peut le produire. C'est d'ailleurs là l'une des fonctions d'un cadre de cohérence, identifier les commandes à placer.

Pour nous être attardé aux trois points les plus incontournables d'une relance de la production, nous n'ignorons pas cependant la somme des petites misères à régler dans les provinces pour que les [p. 575] services légaux, les redevances occultes, les prélèvements abusifs... ne continuent allègrement à gruger la production des petits producteurs. Au fond, les gestes qu'il sera possible de poser, les séquences qu'il sera possible de suivre, le rythme qu'il sera possible d'imprimer aux transformations... ne dépendront finalement que du degré de mobilisation dont disposera la politique de changement. Si un minimum de mobilisation nationale des masses, un maximum de volonté politique de l'exécutif et de support des appareils religieux et militaires et policiers, un optimum de consensus entre les partenaires sociaux ... ne sont pas garantis, il sera toujours inutile d'entamer le processus de relance. Pour cela, comme en toute chose, il faut avoir en plus des voies de sa politique, les moyens de sa politique. D'où négociations.

*

Une perspective particulière de consommation

La perspective de consommation de base dite de satisfaction des besoins élémentaires des masses rurales et urbaines, est la question à avoir fait l'objet de plus de sollicitudes dans la littérature scientifique de ces dix dernières années, après les échecs sociaux patents dans le Tiers Monde de la course à la croissance maximale. La reprise économique en Haïti au milieu des années 1970, reprise quand même significative, n'ayant eu pour objectif que la croissance, certains d'entre les ministres des finances qui se sont succédés dans le duvaliérisme l'admettent dans leurs écrits, on se retrouve actuellement pris avec les conséquences les plus désastreuses de leur politique a-sociale. Comme bilan, cette quête de l'augmentation exclusive du PIB, par les DRI notamment, a exacerbé l'accumulation au centre au profit d'une couche politico-économique *jeanclaudisante*, en accélérant l'éclatement en quatre dimensions de l'ancien espace centralisé qui s'ambitionnait un horizon à une seule dimension, la NRU. Les bidonvilles ont explosé jusqu'à franchir les seuils qui obligent à prendre en considération leur nouvelle autonomie, les migrations sauvages par *Canter* ont achevé en cette décennie de donner à la diaspora ses contours de dixième département de fait, les villes des Provinces se sont mises à réclamer leur part et un nouveau rôle au service de leurs bourgs-jardins, etc. Tout ce mouvement des mutations et de seuils franchis produisent des laissés pour compte dans un processus inéluctable de régression de la pauvreté à la misère aussi bien des anciennes couches paysannes moyennes que des anciennes couches périurbaines pauvres. C'est dans ce cadre, au terme de ces décennies d'une politique explicite, des ministères à vocation économique, financière, commerciale et industrielle, pour le recul collectif des démunis à qui on donnait un ticket aller de la pauvreté à

la misère, qu'il faut maintenant envisager comme partie intégrante du [p. 576] projet de relance de la prochaine décennie 1990, la satisfaction des besoins élémentaires de ces masses en leur donnant leur ticket de retour de la misère à la pauvreté.

Nous avons vu, parlant d'enquêtes, que la demande de consommation de base se faisait dans trois directions, celles des biens courants, des services sociaux et de l'habitat, étant entendu que la situation d'ensemble du travail était celle de l'augmentation de la production et des revenus. C'est bien là le problème, surtout quand il se mène grand battage contre la « pauvreté » (sic). Il n'y a aucune politique possible de satisfaction des besoins élémentaires sans la mise en branle de la précédente stratégie globale de production. Il y a un coût à chaque chose, et la seule perspective envisageable actuellement est d'abord celle de l'augmentation des moyens des travailleurs et des travailleuses pour qu'ils génèrent une demande globale de consommation à satisfaire... Jamais autrement l'État ne pourra satisfaire tous ces besoins, cet État-là ne peut pas être un État-Providence, d'où viendraient ses moyens devant l'immensité des urgences ? Faut rester sérieux ! (même en campagne).

Il n'y aura aucune échappée sectorielle significative, aucun ministère à subitement satisfaire, à lui tout seul et comme il faut, la demande de consommation de la population dans le secteur qui lui est dévolu... Le problème est à poser dans sa totalité entre tous les ministères, d'où la nécessité d'une instance de leur coordination sectorielle, ce à quoi nous sommes un peu habitués... de leur coordination thématique, ce à quoi nous ne sommes pas habitués... et de leur coordination territoriale, ce à quoi il nous faudra nous habituer... C'est la nécessité d'articuler cette triple coordination qui commande actuellement une instance de chapeautage...

*

Une intervention spécifique de participation

La première de toutes les interventions est la production d'une nouvelle maille de base adaptée au projet de relance. LA MAILLE des découpages est l'une des deux formes principales de réalisation d'une société dans son territoire, l'autre étant L'ARBRE des flux de l'économique, du financier et du commercial. De ces deux formes du géographique, c'est la maille qui peut immédiatement faire l'objet d'un façonnement capable d'être justifié par les critères d'une volonté politique. À un projet de relance à partir des Nouvelles Provinces correspond une maille particulière dont il faut définir les paramètres. C'est à la précision des conditions nécessaires à la production de cette nouvelle maille et l'évocation des conséquences politiques et sociales de cette nouvelle maille, que nous terminerons avec cette sixième donne pour l'horizon 2000. Mais avant, il nous faut disposer de *l'arbre* en disant rapidement que le refaçonnement des flux qui irriguent le territoire [p. 577] est la résultante des transformations opérées et que la stratégie globale de production énoncée précédemment est justement le moyen de

réorienter et de redimensionner ces flux. L'ancienne figure de l'arbre de la centralisation sauvage qui était celle d'un collecteur principal charriant tout au centre, céderait place à la nouvelle configuration qui se cherche plutôt dans cette centralisation par emboîtement comme un chevelu innervant toutes les entités territoriales... Il nous faudrait au plus tôt produire les cartes des flux projetés et de la maille désirée afin de visualiser les changements escomptés et possibles...

La maille du pays des bourgs-jardins ne saurait faire autrement que de commencer par reconnaître que nous sommes une coalescence de localités, de hameaux au nombre probable de dix mille, mais que la nouvelle politique de remembrement volontaire et assisté des parcelles en des unités beaucoup plus grandes va définir forcément des zones prioritaires sur lesquelles concentrer les moyens disponibles au processus de viabilisation des nouvelles fermes. De ce mouvement, il se pourrait que ne se distinguent alors que les quelque trois mille localités capables de mieux répondre aux sollicitations des transformations et d'offrir le meilleur cadre aux exigences de la nouvelle politique. Il faudra bien dresser un jour la carte de ces zones aux potentialités de remembrement de parcelles en fermes de dimensions viables à la production des 5000 dollars de biens ; et aussi probablement mettre fin aux jachères d'absentéisme par la valorisation immédiate de toutes les entités capables de production immédiate. La loi de la réforme de la terre et des eaux ne peut être donc qu'une véritable machine de financement du remembrement/démembrement, de provocation des restructurations volontaires, de frein à la parcellisation, etc. La loi fondant une telle entreprise doit jouer, pour réussir, surtout de l'incitation et de la sollicitation, et jamais de la coercition... Sa formulation est aussi au bout d'enquêtes et de terrains sur les particularités locales de chaque zone... Ce ne saurait être uniquement un travail en cabinet, d'un cabinet ou du Cabinet comme par le passé ; nos juristes vont avoir à faire du terrain ! D'ailleurs, dès qu'il faudra dresser le bilan de nos trois siècles de rapport à la terre, la plus commode classification que nous ayons trouvée jusqu'à présent, à la jonction du scientifique et du politique pour ce faire, est de ranger les interventions en trois catégories : les Réformes comme diversion, il y en a beaucoup et de récentes ; les Réformes comme subversion, il y en a pas mal et d'anciennes ; et les Réformes comme mutation, le sens même du mot réforme, eh bien, c'est là où nous n'en n'avons pratiquement pas ! Pourtant, on ne pourra plus en faire l'économie, à moins de *génocider* les jardiniers et les marchandes...

[p. 578] C'est à articuler des bourgs-jardins et des bourgs à des villes des provinces que se dessine la carte de la maille dans les alvéoles de laquelle se retrouvent les appareils de persuasion et de dissuasion de la volonté politique de changement. La conséquence d'une nouvelle maille plus collée aux attentes des populations est d'obliger également à une révision du mode de représentation politique de ces nouvelles entités territoriales. Une Assemblée législative à base de représentation territoriale faisait sens en structure dominante de régionalisation au siècle dernier quand chacune des onze régions en fédération déléguait ses ténors et ses oligarques à l'Assemblée. D'ailleurs, les représentants demeuraient

tous dans leurs régions, y étaient propriétaires, etc. Quand on rentre en structure dominante de centralisation, disons 1915 pour faire commode, la signification de l'Assemblée va changer : les représentants régionaux du type du XIX^e siècle cèdent peu à peu la place à leurs héritiers qui commencent à s'installer à Port-au-Prince. La représentation à l'Assemblée devient alors pour l'essentiel le canal que vont utiliser les fils des oligarchies des anciennes régions pour prendre place d'abord en politique face aux groupes dominants de Port-au-Prince. Ce sont globalement de nouveaux immigrants port-au-princiens qui forment alors l'Assemblée et à chaque ouverture de campagne on retourne faire trempette dans sa province d'origine... La formule de l'Assemblée est alors un levier essentiel et commode pour faire 1946 dans sa signification de prise de participation, par les héritiers des vaincus des régions, dans la nouvelle donne au Centre. Sous Estimé et Magloire la signification de l'Assemblée n'a pas beaucoup évolué sauf pour les trois ou quatre principales villes de provinces qui se trouvaient représentées par des élus capables de double résidence... Plus tard, au long des trente ans du duvaliérisme, il y a eu un changement de nature dans les Assemblées ; si au début la tonalité était encore celle de migrants port-au-princiens, devenus des barons du duvaliérisme, retournant se faire élire en province, bien vite le pouvoir retourna dans les provinces prendre sur place des députés capables de lui garantir un contrôle politique effectif et policier quotidien. La nature de classe, et aussi le niveau, de l'Assemblée a alors changé. C'est ainsi que nous sommes arrivés au 7 février 1986, avec une Assemblée, sans barons ni ténors, uniquement de représentants du cru des localités, ayant pour fonction de surveiller et de garantir l'immobilisme des provinces...

Que peut bien signifier une Assemblée actuellement ? Certainement pas ce retour massif de professeurs et d'avocats port-au-princiens, et autres professionnels, allant sans malice historique se faire élire sous bannière démocratique dans quelques provinces d'origine lointaine... Il y a certainement, à vouloir ainsi définir l'Assemblée en 1990, un anachronisme quelque part, quoique ce soit politiquement une [p. 579] ligne du front de démacoutisation et de déduvaliérisation. Enfin, admettons qu'il faille ainsi commencer, mais ce serait à la condition expresse qu'il faudra vite changer la signification et la portée de cette Assemblée. Elle devrait faire place assez vite aux vraies Assemblées que commande la conjoncture d'une nouvelle maille des provinces en relance et de la maille des entités en emboîtement... Il faut ainsi faire place aux représentants de la maille de base. Un Gouvernement responsable, ne peut l'être que par devant cette maille de base dont elle doit émaner forcément, et sa fonction première est de lui livrer la marchandise de la relance... C'est là qu'il faut savoir détacher, la responsabilité gouvernementale quotidienne des ministères, de la stabilité de l'État sur la longue période d'une présidence. Quand on est aussi pris que nous le sommes, par une conjoncture de gestion de ressources raréfiées, il faut à la fois s'assurer de la stabilité garante de la continuité d'un plan et à la fois promouvoir la dynamique garante de la transformation par ce plan. Il y des formules et des combinaisons pour cela en détachant le gouvernement ministériel de la stabilité présidentielle. En somme, il va nous falloir sortir de notre paresse conceptuelle

dès qu'il s'agit de penser les institutions propres aux changements souhaités. À remarquer en cette année de grâces 1990, que c'est exactement ce que font les autres, et chacun pour soi, à l'échelle du monde... À nous d'en faire autant pour nous !

*

Post-scriptum : La décennie des Premiers Ministres...

À revoir les rares acquis de ce premier quinquennat de transition, l'avancée institutionnelle la plus prometteuse est probablement l'espoir dont on a chargé la fonction de Premier Ministre, dans une manière la plus réaliste possible. C'est même en fait la seule véritable nouveauté que l'on se soit mentalement permise, en ne lui prévoyant chichement que les moyens d'avancer petit à petit, sans trop de vagues, pour compléter le passage à une modernité sous haute surveillance... La Constitution de mars 1987, tout en faisant du PM une émanation du Président, le fait dépendre finalement de la majorité en chambre et le rend responsable de la gestion générale des ministères, mais ne lui confère que des pouvoirs jamais très nets, avec pourtant la volonté manifeste de le voir jouer de contre-poids à la personnalisation du pouvoir par le Président, qui l'a d'ailleurs au départ choisi avant de faire approuver son choix par... par-delà le doute légitime s'il s'agit « une fonction ou d'une quadrature, c'est l'instance de gestion qui devra d'ailleurs arriver à détacher la police (dont celle des sections rurales) de la fonction de militaire, et la présidence du gouvernement... Mon intime conviction est que la décennie qui vient devra être celle de gestion de ce pays qui s'effondrera autrement de continuer à n'être pas géré.

[p. 580]

textes des paroles

VOLUME III, Jonctions & Carrefours
5 ans d'une quête, 5 ans de paroles (1983-1987)

**ENTREVUES :
ENTRE L'ÉTUDE DE L'ESPACE HAÏTIEN
ET LE DEVENIR NATIONAL**

- Pierre-Raymond Dumas « Importante interview avec Georges Anglade » réalisée par Pierre-Raymond Dumas » *Le Nouvelliste*, trois livraisons, les mercredi 19, jeudi 20, vendredi 21 décembre 1984
 - 1. Options : Le Recours aux sources
 - 2. Positions : Le Raccourci
 - 3. Propositions : Pas au prix de la bayahonde !
- Etzer Flavien « Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national » *Collectif Paroles*, no. 22, mars-avril 1983
- Arnold Antonin « Un entretien avec Georges Anglade » Août 1983 *Démocratie Nouvelle*, neuvième année, numéro 58
- Gousse & St.-Germain « Rebâtir le pays, un entretien avec le professeur Georges Anglade » *Étincelles*, no. 3, janvier-février 1983 (Photo de la page couverture reproduite au volume III, p. 414)

**TABLES RONDES :
AUX CARREFOURS DE LA RECHERCHE ET DE L'ACTION**

- Centre de Recherches Caraïbes : Table ronde sur la recherche caraïbéenne avec Kary Levitt, Victor Piché, Serge Larose, Emerson Douyon *Anthropologie et Société*, 1984, vol. 8, no 2, p. 189-200.
- Centre Monchanin Table ronde « Développement endogène ? », Actes de la Marlagne-Namur sur le développement endogène, 28 juin au 2 juillet 1983, numéro spécial de la *Revue inter-culture* du centre Monchanin, juil.-sept. 84, vol. XVIII, no. 3, cahier no. 84, pp. 2-64
- Haïti-Observateur « Sondage d'opinions : des personnalités politiques de la diaspora répondent » dans *Haïti-Observateur* du 3-10 mai 1985

PRESTATIONS :
SUR LE PASSAGE D'UNE SCIENCE NATURELLE
AUX SCIENCES SOCIALES

- Compte rendu « Le passage d'une science naturelle aux sciences sociales », recension de Paul Claval *Géographie Humaine et Économique* PUF 1984, *Le Matin* des 14-15 novembre 1984, [et *Cahiers de géographie du Québec* (vol. 29, 1985, no 77, pp. 332-334)]
- Communication « Pour une réarticulation de la géographie sociale dans le Tiers Monde : réflexions pour une recherche » Colloque « L'avenir de la géographie et des géographes », entre les universités UQAM et UWO novembre 1985, Actes du colloque dans *Ontario Geography*, no. 27, pp. 37-49, 1986
- Discours inaugural « Haïti, jusqu'à ce que vie s'en suive », Actes du colloque : un nouveau contrat Nord-Sud, La Pocatière du 12 au 15 octobre 1987, IDNS/Institut de Développement Nord Sud, *Cahier no. 6 du GRIDEC-UQAR*, pp. 3-16 [Voir compte rendu par Jean Hébert dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 33, no. 89, septembre 1989, pp. 288-290]

ENGAGEMENTS :
DU CONCEPTUEL À L'ORGANISATIONNEL

- Lemane Vaillant « Lettre ouverte au Professeur Georges Anglade », *Le Nouvelliste*, jeudi 6 mars 1986, page 6
 [p. 581]
- Pierre-Raymond Dumas « Georges Anglade : Quand le professeur devient élève », *Le Nouvelliste*, Port-au-Prince, vendredi 14 mars 1986, p. 6
- M.A.S. « Considérations sur le rôle de la diaspora dans la formation d'un mouvement démocratique ... » Texte manifeste du Mouvement Haïtien de Solidarité/MAS, *Le Nouvelliste* des vendredi 30, samedi 31 et dimanche 1^{er} juin 1986
- Mèrès Wèche « Panel à l'Université du Québec à Montréal : Promotion du MAS » (Mouvman Ayisyen Solidarite), *Haïti Observateur*, vol. XVI no. 22, 30 mai-6 juin 1986
- Max Charlier « Entrevue avec Georges Anglade » *Haïti Observateur*, 2 livraisons en juillet-Août 1986
- Leslie Péan « Projet de constitution : le peuple à l'écart » extrait sur G. Anglade, *Haïti-Observateur* 26 décembre 1986

- Gérald Holly « Nous avons lu pour vous ... » extrait du chapeau sur G. Anglade, *Le Nouvelliste*, 16 décembre 1986
- Philippe Rouzier « Rencontre d'un autre type », *Le Nouvelliste* samedi 29 et dimanche 30 novembre 1986
- Gilles Normand « Les Haïtiens de la diaspora ... », Montréal *La Presse* du 10 janvier 1987
- Benoit Aubin « Montreal's Haitians ... », Montréal *The Gazette*, December 27, 1986
- MAS, 3 textes : la quatrième de couverture du coffret des vidéos des principales interventions du MAS ; des extraits du dossier de presse du MAS ; le texte mettant fin aux activités du MAS »

[p. 587]

[Retour au sommaire](#)

[Retour aux commentaires](#)

INDEX GÉNÉRAUX DU COFFRET DES TROIS VOLUMES

- LES 85 TEXTES DU CORPUS, pp. 587-592
- LES 118 VISUALISATIONS, pp.593-594
- LES 284 NOMS DE PERSONNES, pp.595-597
- Les 43 PRINCIPAUX CHAPITRES, pp. 598-599

CORPUS *

Des 85 textes du corpus, globalement la moitié est de moi et l'autre moitié sur mes travaux. Ils ont été suffisamment classés par genres et traités par thèmes tout au long des trois volumes pour qu'il ne soit plus nécessaire que de les ordonnancer par année de parution, en distinguant les trimestres quand c'est utile (pour les années 1977, 1978, 1979, 1983, 1986 et 1989), et en indiquant lequel des trois volumes est concerné par chaque texte.

- 1974 – II (Clément Trudel) « La répression, pieuvre aux multiples tentacules ? » *L'espace haïtien*, dans *LE DEVOIR* du 7 novembre 1974, Montréal, page 2
- 1975 – II (Jules Dufour) « Compte rendu de *L'espace haïtien* » *Le géographe Canadien*, vol. XIX, 1975, Toronto, page 100
- 1975 3-II (Collectif éditorial) « Compte rendu de *L'espace haïtien* » dans le *Boletín* du Centro de investigaciones geodidacticas, julio 1975, Caracas, pp. 38-39
- 1975 4-II (Paul Claval) « Le courrier de la géographie » recension de *L'espace haïtien* Chronique dans *LE MONDE* (Paris) du 7 novembre 1975, p. 20
- 1975 4-II (Yves Montas) « À propos de *L'espace haïtien* » pp. 37-40, *PRÉSENCE HAÏTIENNE*, no. 3, octobre 1975
- 1976 – II (Bonham C. Richardson) « Compte rendu de *L'espace haïtien* » dans *Geographical Survey*, mars 1976, pp. 26-28, Texas Tech University, USA

* Nous remercions auteurs et éditeurs de nous avoir consacré le temps et l'espace de ces publications. De plus, nous les remercions tous de s'en tenir aux droits et usages qui nous autorisent légalement l'utilisation ici faite de ces textes qui concernent nos travaux.

- 1976 –II (Jean L. Dominique) « extrait sur... *L'espace haïtien* » in *Conjonction*, no. 129, mars 1976, p.165
- 1977 1-I (Georges Anglade) « Paroles de géographe » disque *Radio-Canada International* avec Ousseynou Diop, long-jeu 33 tours no. F751, 1977
- 1977 3-I (Georges Anglade) 1^{ère} livraison, « Kreyòl pale, kreyòl konprann » – sur l'architecture agraire haïtienne – Revue *SEL*, no. 30-31, 1977, pp. 14-19, à l'invitation du Rév. William Smarth.
- [p. 588]
- 1977 3-I (Georges Anglade) 2^{ème} livraison, « Kreyòl pale, Revue *SEL*, no. 33-34, 1977, pp. 20-28, à l'invitation du Rév. William Smarth.
- 1977 3-II (Daniel Fignolé) « Une histoire dans *L'espace haïtien* » *CONSTRUCTION, JOURNAL HAÏTIEN*, 3^e série no. 341, dimanche 18 septembre 1977, pp. 1, 2, 3 et 4
- 1977 3-II (Roger Gaillard) « À propos de *Mon pays d'Haïti* » dans *LE NOUVEAU MONDE* du 13 septembre 1977, Port-au-Prince.
- 1977 4-II (Pépé pseudonyme) *Mon pays d'Haïti*, rubrique « Éléments de bibliographie, nouvelles publications » *Jeune Clarté*, vol. II, no. II, 15 novembre 1977, Montréal, pp.1, 4 et 5
- 1977 4-II (Weber Lahens) « Compte rendu de *La géographie et son enseignement* » dans la rubrique « Les livres » *Le Nouvelliste*, 1977
- 1978 1-I (Georges Anglade) « Pour les morts » dans *Haïti-Observateur*, p. 11, à l'invitation de Léo Joseph à la mort de Frank Fouché, 20-27 janvier 1978
- 1978 1-II (Anonyme ?) « Ochan pour la paysannerie, à propos de *Mon pays d'Haïti* » *EN AVANT*, vol. 4 : 7, janvier-février 1978, no. 16, p. 14, New York.
- 1978 1-II (Émile Roumer) « Foc ce li », à propos de *Mon pays d'Haïti* dans *PANORAMA* du lundi 23 janvier 1978, 21^e année, Port-au-Prince.
- 1978 2-I (Georges Anglade) « Le risque et la chance » communication à *L'Association des Géographes du Québec*, sous la Présidence de Luc Loslier, Colloque ACFAS mai 1978
- 1978 2-I (Georges Anglade) « Les poissons d'avril – Le point sur la situation politique, économique et sociale en Haïti » à *Radio Canada*, Émission "Aux Vingt heures" avec Yvon Leblanc, lundi 3 avril 1978
- 1978 2-I (Georges Anglade) « Pour la géographie » dans *Les Cahiers de Géographie du Québec*, texte de consensus et de synthèse pour « l'éditorial... la guerre est finie ! », Éditorial, vol. 22, no. 55, avril 1978
- 1978 3-I (Georges Anglade) « Le pays profond » dans *La Revue Environnement Africain* à l'invitation de Jean Benoist, numéro spécial sur la Caraïbe, pp. 95-122, 1978

- 1978 3-II (Romain Paquette) « Compte rendu de *L'espace haïtien* et de *Mon pays d'Haïti* » in *Environnement Africain*, numéro spécial 1978, Paris/Dakar, pp. 232-233
- 1978 4-I (Georges Anglade) « Le discours communautaire » aux *Presses de l'Université du Québec*, à l'invitation de Thomas Déri, texte de la quatrième de couverture de "Les Haïtiens au Québec" par Paul Déjean, PUQ octobre 1978
- 1979 2-I (Georges Anglade) « Créoles et développement » au *Comité International des Études Créoles*, à l'invitation de Jean-Claude Castelain, Océan Indien, 20-27 mai 1979
- 1979 2-I (Georges Anglade) « Légende pour dire la nouvelle carte d'Haïti » dans la Revue *Lambi*, à l'invitation de Max Charlier, p. 8, mai-juin 1979
[p. 589]
- 1979 3-I (Georges Anglade) « Le créole aux Seychelles » dans *Le Bulletin de la Maison d'Haïti*, à l'invitation de Adeline Chancy, vol. 3, no. 5, p. 3, 1979
- 1979 3-II (Ludger Beauregard) « Compte rendu de *L'espace haïtien, Mon pays d'Haïti, La géographie et son enseignement* », dans la revue *Didactique Géographie*, no. 13, automne 1979, pp. 61-64, Montréal.
- 1979 4-I (Georges Anglade) « Un espace à inventer » dans la Revue *Alternatives Caraïbes*, à l'invitation de Charles David, pp. 55-61, décembre 1979
- 1980 -I (Georges Anglade) « La présence étrangère en Haïti » dans la Revue *Relations* avec Albert Baudry sj., pp. 203-205, juillet-août 1980
- 1980 -I (Georges Anglade) « La raison d'espace – L'émergence d'une géographie critique » à *York University de Toronto-Collège de Glendon* à l'invitation de Alain Beaudot, 23 octobre 1980
- 1980 -I (Georges Anglade) « Vers l'alternative » à *L'Université des Travailleurs de l'Amérique Latine* invité de Leslie F. Manigat, Conférence technique « Haïti et ses problèmes », UTAL 14-19 juillet, Caracas 1980
- 1980 -II (Mats Lundhal) « The state of spatial economic research on Haiti » *ANTHROPOLOGICA*, N.S. vol. XXII, no. 1, 1980, pp.137-155
- 1981 -I (Georges Anglade) « Changer le lieu du discours » au *Centre d'Études et de Coopération Internationales/CECI* avec Kambayi Bwatshia, « Culture et Société en Haïti », pp. 16-18, mai 1981
- 1981 -I (Georges Anglade) « Le déclin et l'espoir » au *Centre d'Études et de Coopération Internationales/CECI*, entrevue avec Ernst Verdieu, 21 pages, publication mai 1981
- 1982 -II (Dany Laférière) « *Espace et liberté en Haïti* de G. Anglade : un événement » dans la rubrique « Carnet de route » *HAÏTI DEMAIN*, USA, décembre 1982, vol. 1, no. 5, page 15
- 1983 1-III (Georges Anglade & Etzer Flavien) « Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national » *Collectif Paroles* no. 22, mars-avril 1983

- 1983 1-III (Georges Anglade et Gousse & St.-Germain) « Rebâtir le pays, un entretien avec le professeur Georges Anglade » *Étincelles* no. 3, janvier-février 1983 [Fac-similé de la page couverture du numéro en page 414]
- 1983 2-II (Franklin Midy) « Compte rendu de *L'Atlas critique d'Haïti* » dans le *Bulletin*, Centre de Recherches Caraïbes (Université de Montréal et Université McGill), vol. 3, no. 1, page 11, printemps 1983
- 1983 2-II (Jean-Claude Castelain) « Présentation de *L'Atlas critique d'Haïti, Espace et liberté en Haïti et Hispaniola* » dans la *REVUE UNIVERSITÉ*, AUPELF, vol. IV, no. 2, juin 1983, p. 55
- 1983 2-II (Rodrigue Jean) « Quelques remarques d'ordre théorique et politique concernant *L'Atlas critique d'Haïti* de Georges Anglade », pp. 13-14, *Collectif Paroles* no. 23, Montréal, mai-juin 1983
- 1983 3-II (Michel-Rolph Trouillot) « The production of spatial configurations : a Caribbean case », *New West Indian Guide*, vol. 54, 1983, pp.215-229, U.S.A. (traduction française M-R. Trouillot sous la [p. 590] direction de l'auteur) ; et un court extrait en pages 110-111 de son ouvrage *Les racines historiques de l'État duvalérien*, Éditions Deschamps, 1986, 256 p.
- 1983 3-III (Georges Anglade & alii) Centre Monchanin Table ronde "Développement endogène ?", Actes de la Marlagne-Namur sur le développement endogène, 28 juin au 2 juillet 1983, numéro spécial de la *Revue inter-culture* du centre Monchanin, juillet-septembre 84, vol. XVIII, no. 3, cahier no. 84, pp. 2-64
- 1983 3-III (Georges Anglade & Arnold Antonin) « Un entretien avec Georges Anglade », août 1983 dans *Démocratie Nouvelle* neuvième année, numéro 58
- 1983 4-II (Leslie Péan) « Paroles d'espoir et guerre aux généralités », 1983, *Collectif Paroles*, Montréal, no. 25, pp. 32-35
- 1984 -II (Anthony Barbier) « Sur une note de pied de page dans *Collectif Paroles* » no. 27, p. 37, 1984
- 1984 II (Jean-François Tardieu) « Analyse de *l'Atlas critique d'Haïti* » *Anthropologie et Société*, Québec, vol. 8 no. 2, numéro spécial Caraïbes, 1984, pp. 221-223 ; reproduit comme 1^{ère} livraison de « *Au sujet de deux atlas d'Haïti* » *LE NOUVELLISTE* du 28 octobre 1985
- 1984 -II (Pierre-Raymond Dumas) « Georges Anglade ou la géographie comme science du développement » dans la rubrique « D'ici & d'aujourd'hui » *LE NOUVELLISTE*, 25 octobre 1984, pleine page 5
- 1984 II (Tony Cantave) Rubrique Livromania « Une manière de penser l'alternative – compte rendu de *l'Éloge de la pauvreté* de Georges Anglade ». *ÉTINCELLES* Montréal, mai-juin 1984, nos. 8/9, p. 9-10
- 1984 -III (Georges Anglade & alii) Centre de Recherches Caraïbes : Table ronde sur la recherche caraïbéenne *Anthropologie et Société*, 1984, vol. 8, no. 2, p. 189-200

- 1984 -III (Georges Anglade & Pierre-Raymond Dumas) « Importante interview avec Georges Anglade » *Le Nouvelliste*, 1^{ère} livraison : « Options : Le Recours aux sources » le mercredi 19 décembre 1984
- 1984 -III (Georges Anglade & Pierre-Raymond Dumas) « Importante interview avec Georges Anglade » *Le Nouvelliste*, 2^{ème} livraison : « Positions : Le Raccourci » le jeudi 20 décembre 1984
- 1984 -III (Georges Anglade & Pierre-Raymond Dumas) « Importante interview avec Georges Anglade » *Le Nouvelliste*, 3^{ème} livraison : « Propositions : Pas au prix de la bayahondel », le vendredi 21 décembre 1984
- 1984 -III (Georges Anglade) Compte rendu « Le passage d'une science naturelle aux sciences sociales », recension de Paul Claval « Géographie Humaine et Économique » PUF 1984, 1^{ère} livraison, *Le Matin* du 14 novembre 1984
- 1984 -III (Georges Anglade) Compte rendu « Le passage d'une science naturelle aux sciences sociales », recension de Paul Claval « Géographie Humaine et Économique » PUF 1984, 2^{ème} livraison, *Le Matin* du 15 novembre 1984
- [p. 591]
- 1985 2-III (Georges Anglade & alii) Haïti-Observateur « Sondage d'opinions : des personnalités politiques de la diaspora répondent » dans *Haïti Observateur* du 3-10 mai 1985
- 1985 3-I (Georges Anglade) « Sur la pertinence de l'échelle de la régionalisation-Haïti », *The Canadian Journal of Regional Science/La Revue Canadienne des Sciences Régionales*, VIII : 2, pp. 135-154, été 1985
- 1985 3-III (Georges Anglade) recension de « Géographie Humaine et Économique » de Paul Claval, *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 29, 1985, no. 77, pp. 332-334
- 1985 4-II (Jean-François Tardieu) « Au sujet de deux atlas d'Haïti » 2^{ème} livraison dans *LE NOUVELLISTE* du 13 novembre 1985.
- 1985 4-II (Jean-François Tardieu) « Au sujet de deux atlas d'Haïti » 3^{ème} livraison dans *LE NOUVELLISTE* des 28-29 décembre 1985.
- 1985 4-III (Georges Anglade) Communication « Pour une réarticulation de la géographie sociale dans le Tiers Monde : réflexions pour une recherche » Colloque « L'avenir de la géographie et des géographes » entre les universités UQAM et UWO novembre 1985, Actes du colloque dans *Ontario Geography* no. 27, pp. 37-49, 1986
- 1986 1-II (Jean-Claude Bajoux) extraits de trois livraisons dans *Haïti Observateur* sur *LES DEUX ATLAS D'HAÏTI*, les 29 novembre 1985, 17 janvier 1986, 24 janvier 1986
- 1986 1-III (Georges Anglade & Pierre-Raymond Dumas) « Georges Anglade : Quand le professeur devient élève » *Le Nouvelliste*, Port-au-Prince, vendredi 14 mars 1986, p. 6
- 1986 1-III (Lemane Vaillant) « Lettre ouverte au Professeur Georges Anglade », *Le Nouvelliste*, jeudi 6 mars 1986, page 6

- 1986 2-II (Rafael-Emilio Yunén) « La Geographia 'critica' de Georges Anglade : una nueva ciencia social que auspicia el "Desenvolvimiento" de los pueblos », *Environnement Africain*, numéro spécial *Medio Ambiente Caribeño*, no. 2, Paris/Dakar 1986, pp. 291-303
- 1986 2-II (Roger Dorsinville) « *Marche arrière* » Édition du *COLLECTIF PAROLES*, Montréal, 1986, 248 pages, les avis en pages 134, 170, 183, 186
- 1986 2-III (Georges Anglade et alii) M.A.S. « Considérations sur le rôle de la diaspora dans la formation d'un mouvement démocratique ... » Texte manifeste du Mouvement Haïtien de Solidarité/MAS, *Le Nouvelliste* du 30 mai-1^{er} juin 1986
- 1986 2-III (Mérès Wèche) « Panel à l'Université du Québec à Montréal : Promotion du MAS » (Mouvman Ayisyen Solidarite) *Haïti-Observateur*, vol. XVI no. 22, 30 mai-6 juin 1986
- 1986 3-III (Georges Anglade & Max Charlier) « Entrevue avec Georges Anglade » *Haïti-Observateur* 1^{ère} livraison en juillet 1986
- 1986 3-III (Georges Anglade & Max Charlier) « Entrevue avec Georges Anglade » *Haïti-Observateur* 2^{ème} livraison en août 1986
- 1986 4-II (Romain Paquette) « Compte rendu ATLAS D'HAÏTI » in *Cahier de géographie du Québec*, vol. 30, no. 81, décembre 1986, pp. 457 et 458 [p. 592]
- 1986 4-II (Yves Tessier) « Compte rendu ATLAS D'HAÏTI » in *Cahier de géographie du Québec*, vol. 30, no. 81, décembre 1986, pp. 455 à 457
- 1986 4-III (Georges Anglade, Benoit Aubin et alii) « Montreal's Haitians... » *Montreal The Gazette*, December 27, 1986
- 1986 4-III (Gérald Holly) « Nous avons lu pour vous ... » extrait du chapeau sur G. Anglade, *Le Nouvelliste* 16 décembre 1986
- 1986 4-III (Leslie Péan) « Projet de constitution : le peuple à l'écart » extrait sur G. Anglade, *Haïti-Observateur* 26 décembre 1986
- 1986 4-III (Philippe Rouzier) « Rencontre d'un autre type », *Le Nouvelliste* des samedi 29 et dimanche 30 novembre 1986
- 1987 -II (Hervé Théry) « ATLAS D'HAÏTI » in *L'Espace Géographique*, Paris, tome XVI, p. 78, 1987
- 1987 -II (Mats Lundhal) "Haitian Atlases", *Ibero-Americana Nordic Journal of Latin American Studies*, vol. XVII :1-2, 1987, pp. 73-89 ; traduction « Les atlas haïtiens », Port-au-Prince, *Le Nouvelliste* du 10 octobre 1988, p. 5
- 1987 -III (Georges Anglade et alii) MAS, 3 textes : la quatrième de couverture du coffret des vidéos des principaux discours du MAS ; des extraits du dossier de presse du MAS ; le texte de bilan de l'année du MAS »
- 1987 -III (Georges Anglade, Gilles Normand et alii) « Les Haïtiens de la diaspora ... », Montréal *La Presse* du 10 janvier 1987

- 1987 -III (Georges Anglade) Discours inaugural « Haïti, jusqu'à ce que vie s'en suive » Colloque : un nouveau contrat Nord-Sud, La Pocatière du 12 au 15 octobre 1987, Institut de Développement Nord Sud ; *Cahier no. 6 du GRIDEC-UQAR*, pp. 3-16 [compte rendu des *Actes du colloque* par Jean Hébert dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 33, no. 89, septembre 1989, pp. 288-290]
- 1988 -III (Georges Anglade et Mireille Anglade) « Des espaces et des femmes », rapport, PNUD et Ministère du Travail et des Affaires Sociales/MTAS, juin-décembre 1988, 80 pages ; utilisation des résultats pour positionner la donne 4 sur LA VIGIE.
- 1989 1-III (Georges Anglade) « Le rôle de Radio Soleil en matière de revalorisation culturelle des masses haïtiennes », rapport en février 1989 pour l'évaluation et la formation ; commanditaire du processus (20 mois, 07-1987 à 02-1989) pour l'intervention : Broederlijk Delen & Communauté Économique Européenne, et Radio-Soleil ; 25 pages ; utilisation pour positionner les donnes 2, 5 et 6 des CARTES SUR TABLE.
- 1989 2-III (Georges Anglade) « L'espace du PLAN », Ministère du Plan & PNUD, rapport juin 1989 ; utilisation pour la définition des éléments du TIMON de la donne 5 des CARTES SUR TABLE.
- 1989 3-1 (Georges Anglade) « Le nouveau champ de signes », adaptation du cadre de cohérence introductif au rapport LA RELANCE DES RÉGIONS pour la donne 2 des CARTES SUR TABLE, 20 pages, Ministère du Plan & PNUD, automne 1989
- 1989 4-I (Georges Anglade) « La relance des Régions », exergue du rapport préliminaire du même nom, page 7, Ministère du Plan & PNUD, automne 1989 ; reproduction à titre de PROSPECTIVE II en page 193, vol. I

[p. 593]

LES VISUALISATIONS

Il y a 81 pages concernées par 118 unités de visualisation

Les photos au nombre de 84 * se répartissent en 7 montages de 20 clichés
42 clichés montés en couple, 21 photos individuelles, 1 anti-photo (p.295)

Il y a 5 cartes, 7 graphiques, 5 tableaux et 17 fac-similés

- p. 8 Vagues et reflets, pour accompagner M^{elle} Jehanne Durocher, 1 ph.
- p. 10 L'insécurité : porte à douze cadenas à Pilate, 1 photo
- p. 20 Photo-montage de Miragoâne, nouveau port ouvert, 3 photos
- p. 36 Arbres rescapés des déboisements politiques de frontières, 1 photo
- p. 42 Bidonvilles des berges au Cap-Haïtien, 1 photo
- p. 58 Terrasses vides à la morte-saison, 1 photo
- p. 74 La maison rurale courante en bordure des chemins, 1 photo
- p. 86 La grande *Avenue de la liberté* conduisant au *Port-Salut*, 1 photo
- p. 92 Graphique d'articulation de l'espace par la circulation marchande
- p. 93 Tableau de structuration de la circulation des biens et produits
- p. 99 Tableau d'évolution des prix des produits entre 1970 et 1974
- p. 105 Graphique d'articulation des formes en géographie
- p. 108 Amarres et voilures des bâtiments, 1 photo
- p. 115 Graphiques de schématisation des trois structures spatiales
- p. 120 Graphiques des trois structures dominantes d'espace
- p. 121 Carte de la diaspora tirée d'un encadré de la murale *Hispaniola*
- p. 122 La frontière entre Pilate et Gros-Morne, 1 photo
- p. 130 Le fleuve Artibonite vu du fort de la Crête-à-Pierrot, 1 photo
- p. 134 Tableau des exploitations agricoles au recensement de 1971
- p. 135 Tableau des dimensions des exploitations entre 1950 et 1971
- p. 135 Tableau « évaluation des paysans sans terre, recensement de 1971
- p. 143 Carte de l'espace créole, tirée d'une planche de *l'Atlas critique*
- p. 144 Groupe d'enfants à Zanglais, 1 photo
- p. 160 L'école d'Abacou construite par la communauté, 1 photo
- p. 170 Le palais de Sans-Souci, Milot, 1 photo
- p. 170 Le dôme de l'église de Sans-Souci, Milot, 1 photo
- p. 171 La citadelle du Roi Henri, 1 photo
- p. 171 Palais de la Petite-Rivière-de-l'Artibonite, 1 photo

* Le relevé des photos a été fait en randonnée à la deuxième saison sèche de 1988, quinze ans après la randonnée de la première saison sèche de 1974, celle qui avait servi pour *L'Espace haïtien*. Entre ces deux dates, aux mêmes endroits, les structures sont restées les mêmes et les paysages sont restés les mêmes, mais le degré d'aggravation des problèmes a changé et des seuils ont parfois été atteints et franchis, rendant toutes récupérations périlleuses.

- p. 172 Marché à bout et au bout de 70 ans de centralisation, Jacmel 1 ph.
- p. 177 Cane de l'espace morcelé tirée de *l'Atlas critique d'Haïti*
- p. 180 Carte de l'espace régionalisé tirée de *l'Atlas critique d'Haïti*
- p. 182 Carte de l'espace centralisé tirée de *l'Atlas critique d'Haïti*
- p. 186 Graphique des formes et des structures d'espace
- p. 208 Fac-similé : poème-épitaphe par Anthony Phelps, 1974
- p. 216 En route vers Abacou, sur le vif, 2 photos
- p. 222 Riz et rizières dans L'Artibonite, 2 photos
- [p. 594]
- p. 232 Du bourg-jardin à la sortie d'usine, Abacou et Hasco, 2 photos
- p. 244 Halage d'une barge de charbon à Cité-Soleil, 2 photos
- p. 250 Buttes habitées du Cap-Haïtien et de Port-au-Prince, 2 photos
- p. 252 Graphiques : l'inversion des flèches pour la relance, 2 flèches
- p. 254 Les nouveaux commerces, *bicyclettes & pèpè*, Cap-Haïtien, 2 ph.
- p. 259 Les liaisons de Jérémie à Port-au-Prince, 2 photos
- p. 263 Le transport public à Port-au-Prince, tap-tap et accident 2 photos
- p. 269 Les différents aménagements de l'eau, Jacmel, 2 photos
- p. 270 Scène de la vie quotidienne et paysage façonné, St.-Jean, 2 photos
- p. 278 Les « Portes » de Fort-Liberté et de Ouanaminthe, 2 photos
- p. 280 À la fête de Dame-Marie, défilé nocturne et cheval savant, 2 photos
- p. 282 Le tap-tap maritime de La Gonâve – Délugé, montage de 3 photos
- p. 295 Légende sans photo (pas de cochon à montrer), espace vide
- p. 304 Le marché de Jacmel comme carrefour, 1 photo
- p. 318 Les savoir-faire sont matériels et culturels du nord au sud, 2 photos
- p. 334 Le cadre bâti à repenser, Port-au-Prince, 2 photos
- p. 340 L'homme et la mer à repenser, côte de Jérémie, 2 photos
- p. 344 L'espace – traces, les vestiges du café, Pilate, 3 ph. dont 1 montage
- p. 352 L'espace – symboles, *Anba Pon Pawa* et *Anba mu boujwa*, 2 photos
- p. 358 L'espace – sacré, lieu de pèlerinage et chemin de processions, 2 ph.
- p. 361 L'espace – imaginaire, rue principale et tombes, 2 photos
- p. 363 Le front d'eau du bidonville, Cité Soleil, 1 photo
- p. 366 Fac-similé : présentation de la triade de 1982, par J.-C. Castelain
- p. 370 Fac-similé : la situation en Haïti par Girerd, *La Presse* du 7-7-1987
- p. 388 Fac-similé : poème-épitaphe par Raymond Chassagne, 1974
- p. 408 Jérémie, palmiste de la liberté sur fond de cathédrale, 1 photo
- p. 414 Fac-similé de la page couverture de *Étincelles*, 1983
- p. 416 Fac-similé, *Le Nouvelliste* du 19 décembre 1984, p. 5
- p. 418 L'arbre-miracle en pleine rue de Ouanaminthe, 1 photo
- p. 424 Du tracteur à Port-au-Prince, à l'exubérance agricole, 2 photos
- p. 430 Le paradoxe d'être héritiers de nos enfants, 1 photo
- p. 436 Fac-similé de journal en date du fameux 17 janvier 1988, Québec
- p. 438 Entre l'étude de l'espace haïtien et le devenir national, 2 photos
- p. 448 Fac-similé, la publication *Démocratie Nouvelle*, août 1983

- p.460 Fac-similé page couverture du *Géo-Graphes*, Québec été 1989
- p. 486 Fac-similé du journal *Le Matin* des 14-15 novembre 1984
- p. 492 Fac-similé de première page, *Haïti Libérée du 25* juillet 1986
- p. 506 Photo-montage de la préparation du café, Jérémie, 3 photos
- p. 514 Fac-similé de la page couverture du dossier de Presse du MAS, 1987
- p. 526 Photo-montage « une assemblée générale du MAS, juin 1986
- p. 527 Photo-montage d'une assemblée générale du MAS, juin 1986
- p. 528 Fac-similé de *La Gazette* du 27 décembre 1986
- p. 530 Fac-similé de *Haïti-Observateur* des 18-25 juillet 1985
- p. 538 Fac-similé de *Haïti Nouvelle* du 29 janvier 1987
- p. 544 Fac-similé du journal *La Presse* du 10 janvier 1987
- p. 547 Fac-similé, campagne de souscription, congrès de janvier 1987
- p. 555 Photo-montage, travail de femmes dans les cannaies, 3 photos
- p. 562 Photo-montage, du bois... au charbon, le faux problème, 4 photos

[p. 595]

INDEX GÉNÉRAL DES NOMS DE PERSONNES DES TROIS VOLUMES

- Acacia Michel 305 307 313
 Alvarez Maria 90 107
 Anonyme (En avant !) 217 233 392
 Antonin Arnold 407 447 à 459 581
 Apollon Willy 78 188 190 191
 Arcelin Paul 529
 Archange (frère) 320
 Archer André 436
 Arkoun Mohamed 468
 Aubin Benoît 527 581
 Audette Denis 38 256 312 366 416 417
 Bachelard Gaston 236 237 244 303 321 376
 Bailly Antoine 175 191 494
 Bairoch Paul 505
 Bajeux Jean-Claude 237 243 271 372
 279 281 392 396 489
 Barbé de Marbois M. 322
 Barbier Anthony 294 335 341 343 393 397
 Barros Jacques 296 297
 Barthélemy Gérard 489
 Beaudot Alain 75 194
 Beaudry Albert 155 194
 Beauregard Ludger 345 346 347 348 393
 426
 Beckford 466
 Bellegarde Dantès 323
 Benoist Jean 194
 Best Lloyd 466
 Bélizaire Claude 436
 Blanchard Raoul 84
 Blume Helmut 308
 Bory Antoine 190 191 495
 Breese G. 505
 Brisson Gérard 106
 Brookfield H.C. 505
 Brunet Roger 187 191
 Bunge W (Bill) 78
 Bureau René 468 472 à 474
 Bwatshia Kambayi 145 194
 Cantave Tony 215 319 325 328 330 393 397
 Capel Horatio 313
 Caprio Giovanni 296 297 298
 Carrenard Harry 529
 Carter J. 61 64
 Castelain Jean-Claude 194 345 393 394
 Castells Manuel 505
 Castoriadis Cornelius 281
 Cénatus Bérard 489
 Chancy Adeline 148 194
 Charlier Max 194 531 à 537 582
 Chassagne Raymond 388 394
 Chaunu Pierre 44
 Choiseuil Praslin de 324
 Christophe Henri 457
 Ciholas Paul 305 307 313
 Claval Paul 77 175 191 214 313 349 369
 374 375 426 460 486 487 489 490 491
 581
 Clavel Maurice 386
 Coicou Jean-Jacques 489
 Collectif éditorial (Caracas) 356 393
 Colomb Christophe 307
 Condominas G. 494
 Corten André 103 106 107
 Cortés Hernan 44 Cromwell 540
 Crusol Jean 466
 Cummings Leslie 353
 D'Ogeron Bertrand 116
 Dunette F. 188 192
 Das Kalpana 468 477
 David Charles 194
 De Koninck Rudolph 78 79 494
 De Montvalon Robert 468
 De Souza A.R. 308
 Dehaies Laurent 460
 Dessalines Jean-Jacques 46
 Déjean Paul 154 194
 Déri Thomas 194
 Dialo Yaya 468
 Diderot 307
 Diop Ousseynou 123 à 129 194
 Dollfus Olivier 188 192
 Dominique Jean L. 58 214 368 369 394 478
 Donner Wolf 223
 Dorsainvil J.C. 320
 Dorsinville Max 368
 Dorsinville Roger 3 203 214 368 369
 394 403
 Dorville René 90 106
 Doubout Jean-Jacques 106
 Douyon Emerson 462 467 581
 Duesenberry 419
 Duffaut Préfète 281
 Dufour Jules 345 346 350 351 365 393

- Dumas Pierre-Raymond 214 271 à 277 368
 392 396 407 417 à 437 517 à 519 580
 581
 Duplan Verdy 95 98 106
 Dupriez H. 495 505
 Durocher Jeanne 8 195 196
 Duvalier François 11 15 24 58 60 61 62 63
 7173 324 355 507
 Duvalier Jean-Claude 59 60 61 63 67 73 371
 478 à 481 546
 Elliott 463
 [p. 596]
 Érard & Mounier 301
 Estimé Dumarsais 457
 Étienne Max 106
 Fatton Bernard 106 90
 Fignolé Daniel P.E. 215 319 à 323 393 397
 Fils-Aimé Philippe 529
 Flavien Etzer 236 407 439 à 446 580
 Fombrun Marcel 478
 Fouché Frank 152 198
 Frémont de la Merveillère 322
 Gaillard Roger 214 369 382 394 450
 Gamsci Antonio 57
 Gayot François 489
 George Pierre 448 451
 Gerhard P.A. 505
 Gilles Serge 478
 Girault Christian 90 212 292 294 295 300 à
 302 396
 Girerd (caricaturiste) 370 394
 Girvan 466
 Godart Henri 294 299
 Goulet Denis 468 470 à 477
 Gousse & St.Germain 581
 Grano, Olavi 313
 Granotier Bernard 505
 Grégory Joël 462
 Harvey David 77 311
 Hector Cary 368
 Hegel G.W.F. 41
 Herkovits J. Melville 308
 Heymans Luc 468 475
 Hébert Jean 507 581
 Hérodote 77 79 112 381 448 451
 Holly Gérald 539 582
 Honorat Jean-Jacques 106 107 331 478
 Hua-Buton Nadine 301
 Hugon Philippe 495 502 505 509
 Humbolt A. 488
 Hurbon Laënnec 190 489 505
 Jacquet René 386
 James C.L.R. 308
 Jean Rodrigue 285 291 335 à 341 393 397
 Jean-Luc (Montas Yves) 103 106 107
 Jefferson 466
 Joachim Benoît 106
 Joseph Léo 194
 Joseph Raymond 478
 Juillard Étienne 78
 Kant E. 311
 Kayser Bernard 174 192
 Kidron Michael 314
 Klein Françoise 468
 Labattut Raymond 321 324
 Lacoste Yves 77 112 188 192 312 448 451
 495 498
 Laférrière Dany 214 369 381 394
 Lafontant Roger 483
 LaGra Jerry 90 95 98 106 239
 Laguerre Michel S. 192 505
 Lahens Wéber 345 364 393
 Laraque Paul 478
 Larose Serge 462 à 467 484 581
 Las Casas F.B. de 110
 Lasserre Guy 308
 Le Gouaze J-M. 320
 Lebeau André 550
 Leblanc Yvon 59 à 73 194 196
 Lefebvre Henri 425 494 498
 Lemay Gaétan 59
 Levitt Kary 462 k 467 581
 Lévêque Karl 12
 Lévy Jacques 77
 Lipietz Alain 494
 Locher Uli 95 107 239 293
 Loslier Luc 194
 Louverture Toussaint 46 297 457
 Lundhal Mats 214 224 237 1242 281 369
 384 385 392
 Luyckx Marc 468
 Magloire Paul 355
 Malinowski B. 112
 Manigat Charles 107
 Manigat Leslie 194 214 236 237 238 305
 Margaritis Christian 293
 Marquez Garcia 414
 Martinez Gil 107
 Marx Karl 78 306 311
 Masse R. 505
 McGee T.E. 505
 Midy Franklin 336 345 367 393
 Mintz Sidney W. 89 90 107 190 192 313
 355 495
 Miské Ahmed Baba, 468
 Moïse Claude 103 107 368 478
 Montas Samuel 538

- Montas Yves 214 217 376 377 379 380
 393 416 417 420
 Montesquieu 429
 Montoya Maquin J. M. 96
 Montrevel Mme de 324
 Moral Paul 31 89 102 212 301 302 308 381
 396
 Moreau de St-Méry 110 220 307 324 378
 429 490
 Moringlane Jacques 478
 Morisset Jean-Maurice 460
 Mounier (& Erard) 301
 Muchrcke Philip 314
 Mumford Lewis 505
 Murray Gerald 90 107
 Naipaul 463
 Neptune Mireille 3 31 197 203 378 403 554
 Nicolas Schiller 223
 Nietzsche Friedrich 408 409
 Normand Gilles 545 582
 Ollivier Émile 107
 Panikkar Raimundo 468 à 477
 Paquette Romain 190 192 214 237 245 249
 345 362 392 393 463 495 426
 Paquin Lionel 478
 Partant François 505
 Peet Richard 78 79
 Pereira Paul 279
 Perez de la Riva 66
 Perrot Dominique 468 474 505
 Péan Leslie 214 217 à 230 303 392 395 461
 539 582
 Péguy Charles 279
 Pépé (pseudonyme) 345 359 393
 Péralte Charlemagne 450
 Pétion Alexandre 457
 Phelps Anthony 112 208 210 394
 Piaget Jean 311
 Piché Victor 462 à 465 581
 Pierre-Charles Gérard 103 107 478
 Pierre-Louis Fritz 106
 Pinochet Augusto 483
 Pirovano J-P. 294
 Pisani Marie-Michèle 293
 Pizarro Francisco 44
 Porter P.W. 308
 Price Richard 313
 Prigogine I. 499
 Racine Jean-Bernard 188 192 460
 Raveneau Jean 194
 Reborrati Carlos 308
 Redson Victor 107
 Richardson Bonham C. 345 346 353 393
 426
 Rigaud André 457
 Ritter Karl 488
 Robert Guy 106
 Roumain Jacques 73
 Roumer Émile 214 369 386 394
 Rouquié Alain 505
 Rousseau J.-J. 540
 Rouzier Philippe 3 78 83 167 188 190 192
 203 403 491 494 539 541 567 582
 Rouzier Semexant 220 316 419 490
 Sack Robert 313
 Salnave Sylvain 317
 Salomon Jacques 550
 Santos Milton 502 505 509
 Sartre Jean-Paul 426
 Scheibling Jacques 77 78 185 186 192 494
 Scheuer Jacques 468 474
 Segal Ronald 314
 Septmauville M. de 322
 Sève Lucien 77
 Slater David 78 79 308 495
 Smarth William 194
 Smith Carol A. 374
 Smith Neil 311
 Tang Edmond 468
 Tardieu Jean-François 215 245 283 286 à
 289 303 392 396
 Tessier Yves 214 237 248 392
 Télusma Marc (Timac) 314
 Théry Hervé 214 237 246 247 392
 Thom René 499
 Thomas 466
 Thompson P. 309
 Trahan Brigitte 436
 Tricart Jean 187 192
 Trouille Michel-Rolph 215 236 237 297 305
 à 317 392 397
 Truchat (notaire) 324
 Trudel Clément 369 371 373 393
 Trujillo y Molina R. L. 65 324
 Vachon Robert 468 472 à 477
 Vaillant Lemane 517 519 581
 Vauvenargues 323
 Verdieu Ernst 43 à 57 194 478
 Verhelst Thierry 468 471 à 475
 Vieille Paul 78 185 192 494
 Vilaire M. de 322
 Walcott 463
 Wèche Mèrès 529 581
 Williams Éric 308
 Yunén Rafael Emilio 38 214 240 à 256 268
 312 366 392 396 416 417

[p. 598]

INDEX GÉNÉRAL DES CHAPITRES DES TROIS VOLUMES

001-600 LES TROIS VOLUMES _____ *POUR NE PAS PERDRE LA CARTE ...*

POUR NE PAS PERDRE LE NORD ...

Pour « faire le point en ce mitan 1990 », la démarche a été double : d'abord revisiter tout un ensemble de textes accumulés depuis quinze ans, dont les 85 sélectionnés pour le corpus de ce coffret ; ensuite prendre avantage de travaux « enquêtes, de randonnées systématiques, d'observations, d'histoires de vies, d'entretiens... rendus possibles par la réouverture du pays, pour contribuer à positionner en six donnes :

- un projet : des options que peuvent partager plusieurs sensibilités politiques
- un manifeste : des positions que peuvent défendre des patriotes militants
- un programme : des propositions relevant de la gestion d'un gouvernement

L'OUVRAGE EN COFFRET DES TROIS VOLUMES :

INTRODUCTION GÉNÉRALE, CARTES SUR TABLE : le moment 1990

Première donne : L'ÉTAT DES LIEUX	9 à 19
– Portée de l'ouverture du 7 février 1986	
– Les risques d'une transition prolongée	
– Blocages et déblocages de la situation	
Deuxième donne : LE NOUVEAU CHAMP DE SIGNES	20 à 28
– La centralité en crise : La NRU	
– La marginalisation au centre : Le NEC	
– Les nouvelles composantes de l'espace	
Troisième donne : LE PAYS DES BOURGS-JARDINS	28 à 35
– Le mot et la chose	
– Genèse et dynamique	
– Utilité et applications	
Post-scriptum : La nouvelle donne du monde en 1990	35

– **VOLUME ITINÉRAIRES & RACCOURCIS** **1-200**
Cinq ans de jalons : 1977-1981

– Prendre raccourci	36-41
– Le déclin et l'espoir	42-57
– Les poissons d'avril	58-73
– La raison d'espace	74-85
– Le pays profond	86-107
– Le risque et la chance	108-121
– Paroles de géographe	122-129
– Kreyòl pale kreyòl konprann	130-143
– Chronique d'outre-misère	144-159
– Un espace à inventer	160-171
– Centralisation sauvage et région	172-192
– <i>Listes, tables et index du volume I</i>	(194-199)

– **VOLUME II CONVERGENCES & DIVERGENCES** **201-400**
Réponse à 15 ans de commentaires : 1974-1988

– Convergences & divergences [p. 599]	208-215
– Le galop de la terre	216-235
– Le primat de la théorie	236-249
– Le territorial comme levier	250-269
– Le sensible en plus	270-281
– Les mots pour dire	282-303
– L'histoire bousculée	304-317
– L'humeur et la rumeur	318-333
– Le libelle et le pamphlet	334-343
– Le métier d'espace	344-367
– La parole des seniors	368-387
– Dans 15 ans, 1804/2004	388-391
– <i>Listes, tables et index du volume II</i>	(392-399)

– **VOLUME III JONCTIONS & CARREFOURS** **401-600**
Cinq ans d'une quête : 1983-1987

– Jonctions & Carrefours	409-413
– Options, positions et propositions	414-437
– Entre l'étude de l'espace et le devenir national	438-446
– Pour la <i>Démocratie Nouvelle</i>	447-459

– Sur la recherche	462-467
– Sur le développement	468-477
– Sur la politique	478-483
– Pour la géographie comme nouvelle science du social	486-491
– Pour une géographie sociale du Tiers Monde	492-505
– Pour de nouvelles priorités d'études	506-513
– Le temps des dossiers	517-529
– Le « MAS » comme révélateur	530-537
– Vers une construction démocratique	538-549
– Choisir l'audace & prendre raccourci	550-551
– <i>Listes, tables et index du volume III</i>	(580-585)

CONCLUSION GÉNÉRALE, CARTES SUR TABLE : l'horizon 2000

Quatrième donne : LA VIGIE	553-561
----------------------------	---------

- Un tableau de bord : la situation féminine
- Une jauge de projets : le rattrapage par genre
- Un cadran des suivis : intégration du féminin

Cinquième donne : LE TIMON	562-570
----------------------------	---------

- Un levier : le territorial
- Une dynamique : l'emboîtement
- Un opérateur : la fonction publique

Sixième donne : LE RACCOURCI	570-579
------------------------------	---------

- Une stratégie globale de production
- Une perspective particulière de consommation
- Une intervention spécifique de participation
- Post-scriptum : La décennie des Premiers Ministres 579

INDEX GÉNÉRAUX DU COFFRET DES TROIS VOLUMES	586-599
---	---------